
3 1761 06608139 9

CORRESPONDANCE

DE

CHATEAUBRIAND



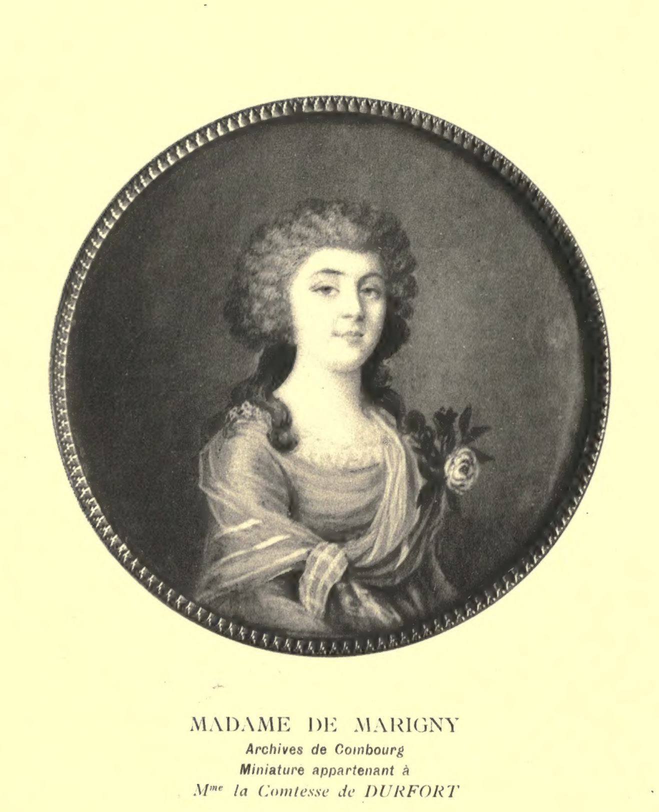
IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE :

10 exemplaires sur papier impérial du Japon, numérotés de 1 à 10
100 exemplaires sur papier de Hollande Van Gelder, numérotés de 11 à 110 ;
et 1100 exemplaires sur papier vélin, numérotés de 111 à 1210.

Les exemplaires sur vélin et ceux sur papier de Hollande portent en filigrane le fac-similé de la signature de Chateaubriand.

Les exemplaires de luxe comportent une double épreuve du portrait avant et avec la lettre.

MACON, PROTAT FRÈRES, IMPRIMEURS.



MADAME DE MARIGNY
Archives de Combourg
Miniature appartenant à
Mme la Comtesse de DURFORT

Imp. phot. D. A. LONGUET

CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

DE

CHATEAUBRIAND

PUBLIÉE

AVEC INTRODUCTION, INDICATION DES SOURCES, NOTES ET TABLES DOUBLES

PAR

LOUIS THOMAS

AVEC UN PORTRAIT INÉDIT DE Mme DE MARIGNY

TOME III



PARIS

LIBRAIRIE ANCIENNE

HONORÉ ET ÉDOUARD CHAMPION, ÉDITEURS

5, Quai Malaquais, 5

1913

Téléphone : 828-20

PUBLIÉ PAR LE MÊME

Œuvres de Lucile de Chateaubriand. — Documents sur la guerre et la Commune (1870-71).

PRÉFACE

Les lecteurs de ce volume verront combien nous cherchons à améliorer une publication qui ne pouvait être parfaite du premier coup. Ils verront aussi, d'après les lettres publiées et les notes qui les accompagnent, les modifications que nous avons dû faire subir au texte de certaines lettres données par le comte d'Antioche ou jadis par le comte de Marcellus.

Il est à présumer que nous sommes encore loin de posséder le texte définitif, c'est-à-dire le vrai texte, des lettres de Chateaubriand. Peu à peu les corrections se feront ; nous n'avons, pour l'instant, qu'à nous contenter du provisoire. Le plus important est de continuer à faire appel à la bienveillance des amis de la littérature pour qu'ils tâchent de rendre aussi complète que possible la collection des lettres du grand écrivain.

L'intérêt exceptionnel du supplément de ce troisième volume est la publication des lettres adressées par Chateaubriand à sa sœur la comtesse de Marigny ; elles sont inédites et importantes pour l'histoire intime du grand écrivain. M. le comte de Durfort-Chateaubriand, propriétaire du château

de Combourg, avait toujours refusé communication de ces documents. Mon éditeur, M. Honoré Champion, aidé par M. Desjoyaux et par le comte de Laborde, a pu prendre lui-même copie, dans un séjour à Combourg, de ces inestimables billets ; ils comprennent tous combien je leur suis reconnaissant. M. le comte de Villèle a bien voulu mettre à notre disposition ses archives de famille. M. le marquis de La Ferronays nous a communiqué les lettres écrites à son aïeul, qui fut ambassadeur à Saint-Pétersbourg pendant le ministère de Chateaubriand. Les châtelains de Maucreux nous ont continué leur bienveillance, c'est grâce à eux que se classe peu à peu la véritable correspondance avec la duchesse de Duras. M. Egger nous donne toujours ses précieux avis. Je remercie également MM. Eugène Ritter, Baldensperger, d'Estournelles de Constant, Rudler, Guilhiermo et Henry Dartigue pour leurs communications.

On verra de quelle utilité m'ont été les documents conservés aux Archives de notre Ministère des Affaires étrangères. Je remercie Monsieur le Ministre et le Comité de surveillance de l'autorisation qu'ils m'ont donnée d'y travailler, et MM. les Conservateurs de leur sollicitude constante.

Combien de travaux encore pour que cette correspondance comprenne la majeure partie des lettres écrites par notre auteur ! M. Frédéric Masson, dans un article très sévère pour Chateaubriand, a émis une idée curieuse et qui mérite que l'on s'y arrête : M. Masson pense que, dans les archives notariales, doit se trouver la trace des innombrables affaires d'argent auxquelles l'illustre écrivain fut mêlé. Il y a, en effet, de ce côté beaucoup de points obscurs, comme

la faillite du libraire Nicole Pontis, où Chateaubriand perdit pas mal d'argent ; on serait peut-être moins sévère pour ce grand bourreau d'argent si l'on savait tout sur cette matière ; et je souhaite que des érudits veuillent bien essayer de compléter par des recherches minutieuses les détails d'une vie si vaste, et en somme si mal connue.

L'iconographie de Chateaubriand aura aussi gagné à cette publication de sa Correspondance. Nous avons obtenu de Mme de Durfort-Chateaubriand, que nous ne saurions trop remercier, communication d'une curieuse miniature inédite représentant Mme de Marigny, sœur de Chateaubriand, et qu'on trouvera en tête de ce volume. Des mêmes archives de Combourg, nous tirerons pour un prochain volume un portrait de l'auteur d'*Atala*, que nous reproduirons pour la première fois.

*
* *

J'achevais l'impression de ce volume, lorsque mon éditeur, M. Honoré Champion, est mort brusquement, en plein travail. La veille encore, il m'écrivait pour me signaler une piste sur laquelle il venait de se lancer pour compléter cet ouvrage auquel il s'intéressait tant. Personne autant que moi ne sait ce que je perds avec ce collaborateur précieux, à la mémoire duquel je tiens à rendre ici un dernier hommage.

T.



638 — 1er avril 1822.

Au vicomte de Montmorency.

Paris, le 1er avril 1822.

Monsieur le Vicomte,

J'ai reçu avec les instructions signées du Roi les lettres de S. M. qui m'accréditent en qualité d'Ambassadeur près de S. M. Britannique et la copie de ces lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser. Les lettres de rappel de M. le Duc de Cazes n'étant point jointes au paquet, je les attendrai à Londres.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

votre très humble et très

obéissant serviteur.

CHATEAUBRIAND.

Je reçois à l'instant, Monsieur le Vicomte, les lettres de rappel de Mr le Duc de Cazes, et je vous en remercie. [1]

A M. le Vicomte de Montmorency, Ministre des Affaires Étrangères, etc. [2]

---

639 — [1er avril 1822.]

A Madame Récamier.

Ne vous désolez pas, mon bel ange. Je vous aime, et vous aimerai toujours. Je ne changerai jamais. Je vous écrirai ; je reviendrai vite et quand vous l'ordonnerez. Tout cela sera de courte durée. Et puis, je serai à vous à jamais ! Bonsoir. J'écrirai de Calais après demain. [3]

1. La signature et le post-scriptum sont seuls autographes.
2. Affaires étrangères. — Angleterre 615, fo 139.
3. Herriot, II, 110.

640 [1er avril 1822.]

A Madame de Custine.

Enfin c'est fini : On est très bien pour votre Monsieur. Je pars demain.

Nous nous reverrons à Fervacques.

Mille choses aux amis. [1]

---

641 [1er avril 1822.]

A la duchesse de Duras.

Que voulez-vous que j'y fasse? Votre portier est témoin que le Ministre des Affaires étrangères était chez moi. Il ne faut pas avoir d'amis ambassadeurs, dans les temps d'événemens, lorsqu'on ne veut pas qu'ils se mêlent d'affaires. Après dîner, je ne puis aller chez vous qu'à 8 heures et pour un moment. Je pars cette nuit.

Madame de Duras. [2]

---

642 2 avril [1822].

A Villèle.

Mardi matin, 2 avril, 8 heures.

Mon cher ami, je pars à l'instant. Voilà la pétition de Bégr... N'oubliez pas Bertin, Delalot, Castelbajac, Vitrolles, Donnadieu, Agier, Canuel. Il est d'autant plus nécessaire d'en finir avec eux que la guerre d'Orient, si elle a lieu, va enfler vos révolutionnaires et agir sur les élections. Je vous embrasse. Pensez à moi et à mon *Congrès*. Je vous écrirai. Tout à vous. [3]

1. Bardoux *Madame de Custine*, 346. — Robethon *op. cit.*, 203.
2. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.
3. Villèle *Mémoires*, III, 22. — Collationné par nous sur l'original.

643 2 avril [1822].

A Madame Récamier.

Mardi matin, 2 avril.

Vous trouverez ce mot à votre réveil, comme de coutume. Vous verrez que rien ne changera dans notre vie si vous ne changez pas. Je monte en voiture à l'instant; il est 5 h. 1/2. A bientôt; j'écrirai de Calais. J'aime mon bel ange pour la vie. [1]

---

644 [2 avril 1822.]

A la duchesse de Duras.

Mardi matin.

Il est huit heures, je monte en voiture, je vous écrirai de Calais et je reviendrai bientôt. Je voudrais ne pas vous avoir désolée hier, mais je vous jure que je n'ai pas été maître d'un seul moment. Je me suis couché à trois heures ce matin. J'écrirai de Calais. [2]

A Madame la duchesse de Duras. [2]

---

645 3 avril 1822.

A Madame Récamier.

Calais, mercredi 3 avril.

Me voilà à Calais. Demain je serai à Douvres. Vous connaissez mon exactitude, vous savez que je tiens ma parole et que je n'ai jamais trompé personne. Ce petit mot, mis à la poste tout

1. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 387-88. — Herriot, II, 110.
2. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

simplement, vous arrivera vite. A Berlin, l'éternité se passait avant que l'on reçût des nouvelles de ses amis. Je vous écrirai de Douvres, et puis de Londres, à l'adresse de M. Lemoine.[1]

---

646 3 avril 1822.

A la duchesse de Duras.

Calais, mercredi 3 avril.

Me voilà à Calais, dans cette ville où j'ai passé il y a 22 ans. Vous ne sauriez croire ce que j'éprouve en songeant à tout ce qui m'est arrivé depuis cette époque, et à cette destinée qui me renvoie ambassadeur, dans un pays d'où je suis sorti pauvre émigré, bien obscur, bien malheureux. Pourtant je ne suis pas sans quelque vanité d'avoir fait moi-même cette destinée. Je ne l'ai due qu'à ce que je portois au dedans de moi, lorsque j'ai passé ici. Je ne vous connoissois pas alors ; et voilà un bien qu'on ne peut du moins m'ôter.

Je m'embarquerai demain à 9 heures du matin pour Douvres ; le temps est très beau. Mon étoile de voyageur me suit.[2]

---

647 [5 avril 1822.]

A Madame Récamier.

Douvres, ce vendredi.

Vous voyez que j'ai passé la mer. Je serai ce soir à Londres Je vous écrirai. Je ne me vois pas dans ce pays où j'ai été si malheureux et si jeune sans avoir le cœur serré.[3]

1. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 388.
2. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.
3. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 388.

648 5 [avril 1822]. [1]

A la duchesse de Duras.

Vendredi matin 5.

Me voilà à Douvres, j'ai eu une traversée de 11 heures par un calme presque continuel. Vous ne sauriez croire ce que je sens et souffre en me retrouvant sur cette terre où j'ai commencé presque à vivre. Je pars pour Londres.

Madame la Duchesse de Duras,
rue de Varennes 31. [2]

---

649 6 avril 1822.

Au marquis de Londonderry.

Mylord,

J'ai l'honneur d'annoncer à Votre Excellence que je suis arrivé hier au soir à Londres, en qualité d'ambassadeur de Sa Majesté Très Chrétienne. Empressé de commencer les relations que je me félicite d'avoir à entretenir avec vous, Monsieur le marquis, je vous prie de vouloir bien m'indiquer le moment où vous pourrez me recevoir.

J'ai l'honneur d'être avec la plus haute considération,

My Lord, votre très humble et très obéissant serviteur.

CHATEAUBRIAND.

Londres, le 6 avril 1822.

Portland Place 50,

A Son Excellence monsieur le marquis de Londonderry. [3]

1. 1822 est sur le cachet de la poste.
2. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.
3. Foreign-Office. France. vol. 281. — Comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 230.

650 6, 7 et 9 [avril 1822].

A la duchesse de Duras.

Londres, samedi 6.

Je suis dans tous les embarras d'un aménagement, dans une maison assez belle, mais empestée par les nouvelles peintures, à demi meublée, et où je meurs de froid et j'étouffe de la fumée de charbon. Je ne sais rien encore de ma réception. Il n'y a personne à Londres, pendant cette quinzaine. J'ai au reste été saisi de tristesse depuis que je suis ici, j'ai revu les rues que j'ai habitées, Kensington, dont les arbres sont devenus énormes. L'épreuve est rude, que de temps écoulé ! Ma maudite mémoire est telle que j'ai reconnu jusqu'à des marques que j'avais vues sur des bornes, tout cela était pour moi comme d'hier, et de toutes les personnes que je connaissais alors, je ne sais s'il en existe encore deux ou trois. J'ai parcouru en voiture au milieu de la foule les allées de Hyde Park où j'arrivai à pied en composant René et Atala. Étais-je plus heureux ? Mais au moins j'avais le temps d'attendre.

Dimanche 7.

Je reçois votre bonne longue lettre du 2, du 3 et du 4. Que je vous en remercie ! J'en avais grand besoin. Je ne puis soulever le poids que Londres a mis sur moi. Il me semble que je suis au fond d'un désert et que je ne dois plus revoir mes amis. Vous avez bien raison, Berlin était une merveille. Nous étions si près.

Je suis allé ce matin à la messe dans cette écurie devenue chapelle où j'ai assisté au service funèbre de la Reine. J'y ai retrouvé quelques vieux émigrés qui m'ont embrassé malgré moi et en pleurant. Je voudrais bien leur donner mes cent mille écus, dussiez-vous grogner. Notre ami Vignier que je n'ai pas encore vu, est venu deux fois à l'ambassade. Votre petit Georges se moque

fort de lui parce qu'il passe sa vie à Kensington. J'attends ce pauvre poète pour le consoler et pour le mener à Westminster. Malheureusement la politique et les diners vont commencer. Veillez à tous ces congrès. C'est là notre salut.

Mardi 9.

Je vais demain diner chez Lord Londonderry à la campagne, je serai présenté le 19 ou le 20 au Roi. Si vous pouvez, écrivez-moi. Je reçois un billet fort aimable de Lord Lansdowne. [1]

---

651 9 avril 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division Londres, ce 9 avril 1822.
Politique
N° 1 Monsieur le Vicomte,

Je suis arrivé ici vendredi soir, 5 du courant. Les vacances parlementaires étant commencées, il n'y a personne à Londres. Samedi 6, j'ai écrit au M[arqu]is de Londonderry qui est à la campagne, pour lui demander une audience. Dimanche 7, un des sous-secrétaires d'État, M. Planta, a reçu l'ordre de venir me répondre verbalement, et de me proposer de fixer un jour pour aller dîner à North-Cray, campagne de Lord Londonderry. Nous avons choisi mercredi. Je dois arriver deux heures avant dîner, pour avoir une conférence avec le Ministre, et pour lui remettre la copie de mes lettres de créance, et celle des lettres de récréance de M. le duc de Cazes (*sic*). Le Roi vient à Londres le 19. Il est probable que ma présentation à S. M. B. aura lieu vers cette époque.

Je ne puis rien vous dire d'important aujourd'hui, Monsieur le Vicomte ; l'opinion publique s'occupe des affaires de la Turquie

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

et de la Russie, et, ce qu'il y a d'assez singulier, c'est que les journaux semblent avoir changé de rôle, ceux de l'opposition ont l'air d'espérer la paix, ceux du ministère de craindre la guerre. Les fonds ont été à 79. 3/4.

J'ai trouvé des dispositions à s'alarmer sur l'état de la France ; on croyoit à des troubles intérieurs, ma présence et mon air assuré produisent déjà un effet favorable ; mais je ne puis me dissimuler que j'aurai à Londres comme à Berlin, à effacer les impressions fâcheuses que sept années de calomnie ont dû laisser dans les esprits.

A l'avenir, lorsque j'aurai à vous parler de la France et de l'Angleterre, je ferai deux dépêches séparées ; au moyen de cet ordre, je serai plus clair, et vous me lirez plus vite.

M. le Cte de Caraman, dont les fonctions ont cessé, n'attend plus que vos ordres pour quitter l'Angleterre.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et

très obéissant serviteur,

CHATEAUBRIAND. [1]

P. S. M. de Bouligny, secrétaire de la Légation d'Espagne, part cette nuit en courrier pour Madrid. Il passera par Paris, où il ne doit s'arrêter que quelques heures.

CH. [2]

A Son Excellence, Monsieur le Vicomte de Montmorency, etc.[3]

1 et 2. La signature et le paraphe seuls sont autographes.

3. Affaires étrangères, Angleterre 615, f° 143. — Publié incomplètement par le comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 231.

652 9 avril 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division
Politique
N° 3

Londres, le 9 avril 1822.

Monsieur le Vicomte,

J'ai reçu la lettre sans numéro que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser sous la date du *29* mars dernier ; elle est relative aux prises des corsaires insurgés de l'Amérique espagnole ; j'en ai communiqué le contenu à M. le B[ar]on Séguier ; et je m'empresserai de vous transmettre les renseignements que ce Consul général pourra me fournir à ce sujet.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le vicomte,
Votre très humble et
très obéissant serviteur
CHATEAUBRIAND. [1]

A Son Excellence, Monsieur le Vicomte de Montmorency, etc. [2]

---

653 9 avril 1822.

A Madame Récamier.

Londres, mardi 9 avril 1822.

J'ai grand besoin de recevoir une ligne de vous. Je vous ai écrit de Calais et de Douvres. Me voilà à Londres, où je n'ai que de bien tristes souvenirs, et où je suis bien seul, quoi que vous en pensiez et en disiez. Je ne fais pas un pas ici sans reconnaître quelque chose qui me rappelle mes souffrances et ma jeunesse, les amis que j'ai perdus, le monde qui a passé, les espérances

1. La signature seule est autographe.
2. Affaires étrangères. — Angleterre 615, f° 145.

pont je me berçais, mes premiers travaux, mes rêves de gloire, et enfin tout ce qui compose l'avenir d'un jeune homme qui se sent né pour quelque chose. J'ai saisi quelques-unes de mes chimères, d'autres m'ont échappé, et tout cela ne valait pas la peine que je me suis donnée. Une chose me reste ; et tant que je la conserverai, je me consolerai de mes cheveux blancs et de ce qui m'a manqué sur la longue route que j'ai parcourue depuis trente années.

Je ne puis rien vous dire de la société et de la politique, car je ne sais rien encore. Je n'ai vu personne et je suis au milieu des embarras d'une maison que l'on meuble et que l'on peint. Je suis un peu souffrant de la peinture, du charbon et du brouillard.

J'attends un *billet* de vous. Vous n'écrivez que des mots. Mandez-moi pourtant tout ce que vous saurez. On parle fort de guerre et de congrès. Vous voyez mon exactitude, c'est comme à Berlin. Soyez sûre que tout s'accomplira comme je vous l'ai dit.[1]

---

654 9 avril 1822.

A Joubert.

Londres, 9 avril 1822.

Vous savez, mon cher ami, que je n'aime point les adieux, et c'est pour cela que je ne vous ai point embrassé en partant. Me voilà dans ce Londres où j'ai passé ma jeunesse, et c'est en revenant de Londres que je vous ai vu pour la première fois. Je suis fort attristé par tout ce que ce lieu me rappelle ; et hier, en revoyant Kensington, le souvenir du pauvre Fontanes me mettait les larmes aux yeux. Tout me paraît noir et triste ici. Je m'y ferai, mais je suis enchanté que la *Chatte* n'y soit pas venue, elle y mourrait : le charbon de terre, le brouillard, l'humidité, sans parler de la société, lui seraient insupportables.

1. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 389-90.

Je suis au milieu des ouvriers qui meublent et peignent la maison. Vous jugez quel ennui et quelle souffrance ! J'en ai pour des mois à passer ainsi, et peut-être qu'alors il y aura d'autres chances d'avenir.

Bonjour, mon cher ami, j'embrasse le *Loup* et vous bien tendrement ; mille choses à Frisell, qui doit venir me voir. [1]

---

655 9 avril 1822.

Au marquis de Boissy.

Londres, ce 9 avril 1822.

J'espère, Monsieur, que vous avez été heureux dans vos négociations et que le service de porcelaine est en route pour Londres. Il nous est d'autant plus nécessaire que mon service particulier a été brisé en partie dans le voyage et que je me vois réduit à fermer ma maison jusques à l'arrivée du présent du roi. Je désirerais beaucoup aussi, monsieur, savoir si vous avez des espérances prochaines pour les tapis et pour les meubles. Je vous renouvelle, monsieur, mes remercîments pour toutes les peines que je vous donne, mais en arrangeant ma maison, j'arrange la vôtre, et c'est là mon excuse.

Agréez, Monsieur, mes compliments empressés et présentez-les de ma part à M. votre père.

CHATEAUBRIAND.

Nous vous attendons à la fin du mois. [2]

1. Raynal *Les Correspondants de Joubert*, 202.
2. *Mémoires du marquis de Boissy*, I, p. 159.

656 12 avril 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division
Politique
N° 4

Londres, le 12 avril 1822.

Monsieur le Vicomte,

Je me suis rendu avant-hier mercredi, 10 du courant, à North-Cray. Je vais avoir l'honneur de vous rendre compte de ma conversation avec le Mis de Londonderry. Elle a duré une heure et demie avant dîner, et nous l'avons reprise après ; mais, moins à notre aise, parce que nous n'étions plus tête à tête.

Lord Londonderry s'est d'abord informé des nouvelles de la santé du Roi avec une insistance qui décelait visiblement un intérêt politique. Rassuré par moi sur ce point, il a passé au ministère : « Il s'affermit », m'a-t-il dit ; j'ai répondu : « Il n'a jamais été « ébranlé, et comme il appartient à une opinion, il restera le « maître, tant que cette opinion dominera dans les Chambres. » Cela nous a amenés à parler des élections. Il m'a semblé frappé de ce que je lui disais des avantages d'une session d'été pour rétablir l'ordre dans l'année financière ; il n'avait pas bien compris jusqu'alors l'état de la question.

La guerre entre la Russie et la Turquie est ensuite devenue le sujet de notre entretien. Sur ce point-là, la politique de lord Londonderry m'a paru saine ; il est persuadé que la cause des Grecs est devenue celle des révolutionnaires. Le sujet était délicat ; et j'ai laissé parler le ministre anglais pour le voir venir ; il s'est tenu de son côté sur ses gardes, et n'a pas laissé échapper un mot qui pût m'éclairer. Il s'est contenté de déplorer en général les événemens qui pourraient produire la guerre. Je crois cependant qu'il me cachait quelque chose, car il n'a pas même prononcé le nom de l'Autriche. J'ai fait l'éloge de l'Empereur Alexandre et de sa modération bien connue. « S'il est obligé de recourir aux armes, ai-je dit, les Russes, une fois chassés de la

Moldavie et de la Valachie, mettront moins de hauteur dans leur politique et l'Europe pourra ouvrir avec succès des négociations, avant que les Russes passent le Danube. »[1]

Lord Londonderry en me parlant de soldats et d'armées m'a paru être dans l'opinion de notre ancien ministère sur le danger qu'il y aurait pour nous à réunir de grands corps de troupes ; j'ai repoussé cette idée ; j'ai soutenu qu'en menant le soldat français au combat, il n'y a rien à craindre, qu'il ne sera jamais infidèle à la vue du drapeau de l'ennemi, que notre armée vient d'être augmentée, qu'elle serait triplée demain, si cela était nécessaire, sans le moindre inconvénient ; qu'à la vérité, quelques sous-officiers pouvaient crier : *Vive la Charte !* dans une garnison, mais que nos grenadiers crieraient toujours : *Vive le Roi !* sur le champ de bataille.

Je ne sais si cette grande politique a fait oublier à lord Londonderry la traite des Nègres ; il ne m'en a pas dit un mot. Changeant de sujet, il m'a parlé du message par lequel le Président des États-Unis engage le Congrès à reconnaître l'indépendance des colonies espagnoles. « Les intérêts commerciaux, lui « ai-je dit, en pourront tirer quelque avantage ; mais je doute que « les intérêts politiques en tirent le même profit. Il y a déjà assez « d'idées républicaines dans le monde ; augmenter la masse de « ces idées, c'est compromettre de plus en plus le sort des mo- « narchies en Europe. » Lord Londonderry a abondé dans mon sens, et il m'a dit ces mots remarquables : « *Quant à nous* (les « Anglais), *nous ne sommes nullement disposés à reconnaître ces « gouvernements révolutionnaires.* » — Était-il sincère ?

J'ai dû, Monsieur le vicomte, vous rapporter textuellement une conversation importante ; toutefois, nous ne devons pas nous dissimuler que l'Angleterre reconnaîtra tôt ou tard l'indépendance des colonies espagnoles; l'opinion publique et le mouve-

1. Le paragraphe qui précède, depuis les mots « Sur ce point, la politique de lord Londonderry », ne se trouve pas dans le texte donné par Chateaubriand, *Mémoires*, IV, p. 236.

ment du commerce l'y forceront. Elle a déjà fait, depuis trois ans, des frais considérables pour établir secrètement des relations avec les provinces insurgées, au Midi et au Nord de l'isthme de Panama.

En résumé, Monsieur le vicomte, j'ai trouvé dans M. le M[arqu]is de Londonderry un homme d'esprit, d'une franchise peut-être un peu douteuse; un homme encore imbu du vieux système ministériel; un homme accoutumé à une diplomatie soumise, et surpris, sans en être blessé, d'un langage plus digne de la France ; un homme enfin, qui ne pouvait se défendre d'une sorte d'étonnement en causant avec un de ces royalistes que, depuis sept ans, on lui représentait comme des fous ou des imbéciles.

Je vous prie en grâce [1], Monsieur le Vicomte, de m'instruire souvent de l'état des choses en France et en Europe. Si vous voulez acquérir ici de l'importance, il faut que je ne sois pas réduit à chercher mes renseignements dans les gazettes. Un bulletin de vingt lignes me suffit ; une nouvelle que je saurai deux heures avant tout le monde me rendra nécessaire et fera honneur à votre administration.

J'ai remis à lord Londonderry la copie de mes lettres de créance et celles de rappel de M. le duc de Cazes (*sic*). Je serai présenté à S. M. B. le 19 de ce mois.

Le 30, M. Canning doit faire dans la Chambre des Communes sa motion pour l'admission des pairs catholiques irlandais dans la Chambre haute. Il paraît que cette année, à cause des troubles de l'Irlande, on ne fera pas la motion générale de l'émancipation des catholiques.

M. Foster, ministre d'Angleterre au Danemark, retourne à son poste dans une quinzaine de jours ; on lui donne une frégate pour son passage. Il porte l'ordre de la Jarretière au Roi de Danemark ; ces circonstances ont fait renaître le bruit d'un traité.

L'opposition dans les assemblées des divers comtés est très

1. Toute la fin de la lettre, depuis les mots : « Je vous prie en grâce », est retranchée dans le texte donné par Chateaubriand *Mém.*, IV, p. 238.

violente contre les mesures que le ministère propose pour le soulagement de l'agriculture.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et

très obéissant serviteur,

CHATEAUBRIAND. [1]

---

657 12 avril 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division
Politique
N° 6

Londres, le 12 avril 1822.

Monsieur le Vicomte,

Votre dépêche sans numéro, en date du 8 de ce mois, m'est parvenue ; je me suis empressé de donner à mon bureau des passeports les instructions qu'elle contient ; et, dorénavant, nul passeport ne sera délivré ou visé sous l'indication collective de *suite* ; on exigera la désignation nominative des divers individus attachés aux voyageurs ; je ferai avertir, sans affectation, le bureau des passeports du Foreign-Office, de cette mesure qui n'est pas une innovation, mais qui ramène seulement à l'exécution primitive de nos règlements intérieurs.

A ce sujet, Monsieur le vicomte, je dois vous informer que le passage en France des petits ouvriers en menuiserie, serrurerie, et autres arts mécaniques, étant devenu très fréquent et pouvant nuire à l'industrie de nos propres artisans, j'ai pensé qu'il faudrait les renvoyer pour l'obtention des passeports au consulat général chargé spécialement de l'inspection du commerce. Ce

1. La signature seule est autographe. — Affaires étrangères, Angleterre, 615, f° 146. — Publiée en partie par Chateaubriand *Mémoires*, IV, 235-238, et presque entièrement par le comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 232-35.

serait soumettre ainsi ces voyageurs à un droit qui peut les faire renoncer à leur entreprise, puisque le passeport gratis leur serait refusé : je ne sais, si pour donner plus de poids à cette mesure, vous ne jugeriez pas à propos de me la prescrire par ma dépêche particulière.

En transmettant à M. le Bon Séguier une copie de votre lettre concernant les passeports, je l'instruis de la décision provisoire que je suis disposé à prendre, et qui, en augmentant les attributs de son administration, ajoute aussi à ses produits pécuniaires.

J'ai l'honneur d'être, avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et

très obéissant serviteur

CHATEAUBRIAND. [1]

A Son Excellence, Monsieur le vicomte de Montmorency, etc. [2]

---

658 12 avril 1822.

A Madame Récamier.

Londres, 12 avril 1822.

Depuis que j'ai quitté Paris, je n'ai pas reçu un mot de vous. Je vous ai constamment écrit, et vous aurez reçu toutes mes lettres. M. Lemoine vous aura porté les dernières. C'est le lundi et le jeudi avant une heure qu'il faut envoyer vos lettres chez Mathieu. Mais peut-être ne voulez-vous pas envoyer vos lettres chez lui. Dans ce cas, écrivez-moi simplement par la poste. Mais souvenez-vous alors qu'il faut affranchir vos lettres jusqu'à Calais.

Je suis plongé dans les affaires. J'ai vu lord Londonderry, et j'ai mandé à Mathieu la conversation importante que j'ai eue avec lui. Je serai présenté au roi le 19. Au milieu de tout cela, je

1. La signature seule est autographe.
2. Affaires étrangères. — Angleterre, f° 149.

suis bien triste. Je n'entends pas parler de vous, je ne sais ce que deviennent mes amis, ce qu'ils font. Hélas ! il est trop vrai qu'il n'y a de bonheur que dans une vie indépendante, et auprès de ceux à qui le cœur est attaché. Écrivez-moi. Vous êtes bien coupable et vous avez bien à réparer. [1]

---

659 12-14 avril 1822.

A la duchesse de Duras.

Vendredi 12 avril 1822.

Tandis que vous m'envoyiez votre journal, je vous envoyais le mien. Mais vous écrivez des merveilles, et moi je suis si stérile et ennuyeux. Vous me grondez encore, je le mérite, je suis une pauvre terre usée, je ne produis plus rien et il faut me laisser en friche pendant quelque temps pour que je puisse encore porter quelque moisson.

Je suis tout à la politique. J'ai diné avant hier à la campagne chez lord Londonderry, j'ai causé cinq heures de suite avec le premier ministre de l'Angleterre, et je rends compte par ce courrier de cette importante conversation à Mathieu. Je ne sais quelle impression j'ai faite sur Lord L[ondonderry], mais j'ai remarqué de temps en temps une sorte de surprise, et je crois qu'il n'était pas habitué à entendre parler ainsi mes prédécesseurs. Il ressemble d'esprit et même de figure à Pozzo. Il est spirituel et la franchise n'est pas son vice. J'ai été content de moi ; je crois n'avoir dit que ce que je voulais dire, et j'ai appris ce qu'il voulait peut-être cacher. Je serai présenté au Roi le 19. Ma maison se monte : elle sera très bien, et sans être magnifique je serai noble : mon cuisinier a déjà une réputation méritée. Dans quelques jours vont commencer les *Routs*, les soirées, et tous les *fashionables*

1. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 390.

arrivent de la campagne ; ces deux mois vont décider de mon succès dans le pays, et de ce succès dépend mon retour et mon avenir. Je ne puis me défendre d'une certaine inquiétude, je compte sur Lord Bristol, cependant j'ai rarement manqué de réussir quand je l'ai voulu. Je le désire beaucoup aujourd'hui pour l'honneur des royalistes. Écrivez-moi de ces bonnes longues lettres, ce sont de vrais chefs-d'œuvre.

Parlez-moi de la politique intérieure. Où en sont les élections ? Seront elles bonnes ? Place-t-on les amis que l'on m'a promis de placer, Bertin, Delalot, Castelbajac, Donadieu, etc. ? Avez-vous vu Villèle ? Pense-t-il à mon congrès ? Enfin, chère sœur, mille choses que vous dites si bien, et surtout parlez-moi de vous. Je conserve la petite herbe, priez pour moi comme pour le pauvre cousin.

J'ai vu M. de Vignier, il est déjà tout cassé par le climat, mais toujours poète, j'étais comme cela. Dimanche.[1]

---

660 16 avril 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division
Politique
N° 8

Londres, le 16 avril 1822.

Monsieur le Vicomte,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser sous la date du *10* de ce mois, au sujet des déprédations que les pêcheurs anglois continuent à se permettre sur les bancs d'huitres de Granville. Ainsi que vous le désirez, je ferai usage des renseignements qu'elle contient pour éclairer le Ministère anglois sur l'exactitude des faits, et pour maintenir nos droits de propriété. Je trouverai ainsi l'occasion de demander des ordres

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

répressifs, et je ne manquerai pas de vous rendre compte du résultat de mes efforts à cet égard.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

CHATEAUBRIAND.[1]

A Son Excellence, Monsieur le Vicomte de Montmorency, etc.[2]

---

661 16 avril 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division Politique N° 10

Londres, le 16 avril 1822.

Monsieur le Vicomte,

J'ai reçu cette nuit, ou plutôt à une heure du matin, votre dépêche N° 1, que m'a apportée M. de Rothschild. Je rentrais de chez le Prince Esterhazy où j'avais dîné avec le jeune comte Colloredo arrivé en courrier de Vienne et porteur de la communication que vous m'annoncez. J'avois causé longtems avec le Prince Esterhazy sur les affaires d'Orient ; il m'avait dit à peu près tout ce que contient votre dépêche ; il m'avait parlé de ce qu'il faudrait faire dans le cas où la guerre vînt à se déclarer entre la Porte et la Russie, et m'avait présenté le rappel des ambassadeurs comme devant être une première détermination à prendre ; mais il avait ajouté : *C'est un grand parti.*

Ce matin le Prince Esterhazy va à North-Cray pour faire sans doute au Mis de Londonderry la proposition de la Cour de Vienne ; par ce mot de *grand parti,* n'avait-il pas l'air d'avoir quelque doute sur le succès ?

1. La signature seule est autographe.
2. Affaires étrangères. — Angleterre 615, f° 155.

Par votre dépêche, Monsieur le Vicomte, ma position était devenue assez embarrassante ; aller moi-même ce matin à North-Cray eût été une démarche beaucoup trop éclatante ; je n'ai rien d'*officiel* à communiquer ; je dois même *ne rien dire* ; or, aller porter à la campagne quelques nouvelles contenues dans une dépêche, est un empressement qui conviendrait peu à la dignité d'un ambassadeur de France ; de plus, je n'aurais rien découvert. Aux termes de votre dépêche, vous me dites : « Que vous « comptez sur mes soins pour être instruit le plus tôt possible « de la manière dont on aura reçu à Londres la communication « du Cabinet de Vienne. » Or le Mis de Londonderry ne prendra pas seul la détermination de rappeler de Constantinople l'ambassadeur d'Angleterre. Lord Londonderry ne revient à Londres que demain mercredi 17, et il ne pourra convoquer le conseil au plutôt que jeudi *18*. Je ne puis donc rien savoir avant le *18* au soir, ou le *19* au matin, jour de ma présentation au Roi.

Si Lord Londonderry s'était trouvé à Londres, beaucoup de difficultés auraient été levées ; je serais allé ce matin causer avec lui, et j'aurais appris dans la conversation quelque chose de ses dispositions particulières. Pour pressentir au moins [1] l'avenir, voici, Monsieur le Vicomte, ce que j'ai fait.

J'ai écrit ce matin un billet au prince Esterhazy que j'avais trouvé hier très cordial, très ouvert, et qui m'avait proposé de me communiquer ses dépêches. En bon collègue je lui ai rendu sa courtoisie ; je lui ai demandé de me recevoir chez lui à midi, il m'a répondu qu'il viendrait chez moi à une heure et demie. Il est venu, en effet, et je viens de lui montrer un extrait de votre dépêche du 13.

« Vous savez sans doute tout cela, lui ai-je dit, mais comme « quelquefois les dépêches des ambassadeurs diffèrent au moins « dans les mots, j'ai pensé que vous et lord Londonderry seriez « peut-être bien aises de savoir ce que mandent MM. de La Tour-

1. *Quelque chose de* barré ici.

« Maubourg et de Caraman. Peut-être allez-vous discuter aujour-
« d'hui à North-Cray cette grande mesure du rappel des ambas-
« sadeurs dont vous m'avez parlé hier, et je serais bien aise de
« savoir quelle est, sur ce point, l'opinion d'un homme d'État tel
« que lord Londonderry. »

Il m'a beaucoup remercié, il m'a dit que c'était la Russie qui demandait, en cas de rupture, le rappel des ambassadeurs, que l'Autriche y consentait, mais sous la condition que la mesure serait générale et suivie par tous les gouvernements. Je l'ai assuré qu'il trouverait toujours cordialité, franchise et sentiments monarchiques dans le nouveau ministère français ; que nous ne romprions jamais les premiers une alliance qui faisait la sûreté et le repos de l'Europe, et que nous serions toujours prêts à adopter toutes les mesures qui ne blesseraient ni les intérêts, ni l'honneur de notre pays. Il m'a promis de me dire, en revenant de North-Cray, jeudi à midi, ce qui se serait passé entre lui et lord Londonderry. Il doit me montrer aussi la dépêche de M. de Metternich. Ainsi, jeudi soir, 18, si la chose en vaut la peine, j'enverrai un courrier extraordinaire ; sinon, j'attendrai le départ de notre courrier ordinaire qui a lieu le vendredi à 7 heures du soir.

Je crois, Monsieur le Vicomte, que vous serez satisfait du parti que j'ai pris, en en voyant déjà un résultat probable assez heureux. Vous pourrez être instruit par le télégraphe vingt-quatre heures avant le reste de l'Europe, et expédier, si vous le voulez, un courrier pour Vienne. Mais, à vous dire la vérité, je crois que le prince Esterhazy ne m'apprendra que des choses vagues. Avant la réunion du Conseil, il ne peut y avoir rien de décidé. Je pense comme vous que l'Angleterre inclinera à la politique de l'Autriche. Par ma dépêche N° 4, vous aurez vu, Monsieur le Vicomte, que j'avais répondu d'avance à votre empressement à connaître les sentiments du ministère anglais sur la grande question de l'indépendance des colonies espagnoles. Je m'en réfère à cette dépêche, n'ayant rien appris de nouveau ; j'ai seulement remarqué que les journaux ministériels gardaient

sur ce point un silence affecté, ce qui semblerait être d'accord avec l'opinion que m'a exprimée Lord Londonderry. Mais j'ai quelques doutes sur la sincérité de cette opinion, et je crois que la France doit prendre son parti, en toute matière, sans attendre pour se déterminer l'autorisation des exemples.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le vicomte,

Votre très humble et très
obéissant serviteur,

CHATEAUBRIAND. [1]

---

662 16 avril 1822.

A Madame Récamier.

Londres, ce mardi 16 avril 1822.

Enfin voilà un billet de vous. Vous avez reçu ceux que je vous ai écrits de Calais et de Douvres. Ceux que je vous ai écrits de Londres vous seront sans doute aussi parvenus par l'entremise de ce bon M. Lemoine. Vous retrouvez là mon ancienne exactitude et cette parole qui n'est jamais violée. Je viens d'écrire à M. de Montmorency. Je n'ai pas été étonné de ce qu'on lui avait dit. Les gens qui aiment à brouiller sont fort communs. J'espère qu'il sera content de ma lettre.

Je suis sur les nouvelles du jour comme j'étais à Berlin. Vos amis les libéraux n'ont qu'une fausse joie. Nous les battrons, et si nous ne nous désunissons pas, notre triomphe est certain.

Je commence à voir des symptômes de faveur ici dans les hauts cercles politiques ; je ne sais rien encore de la société. Elle va commencer. Ce sera mon tourment.

Pensez à moi, écrivez-moi. Vos lettres m'arriveront par la poste, si elles sont affranchies jusqu'à Calais. [2]

1. La signature seule est autographe. — Affaires étrangères, Angleterre 615, f° 156. — Publiée incomplètement par le comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 239-41.

2. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 391.

1663 16 avril 1822.

A la duchesse de Duras

Mardi, 16 avril 1822.

Vous savez que je vous ai quelquefois reproché de ne pas me connoître sous certains rapports. Comment avez-vous jamais pu croire que j'étois arrivé avec cinq voitures, qu'il y avoit pour me recevoir des pages en habit d'écarlate et d'or, qu'un dîner splendide m'attendoit, etc. ! Je suis arrivé modestement avec deux humbles voitures de Berlin. J'ai dîné avec mes pauvres secrétaires, assez tristement et assez mal ; j'étois triste à mourir en entrant à Londres, et je vous assure que je puis encore à peine soulever le poids de cette tristesse. Ce sont les journaux *fashionables* qui ont fait tout ce tintamarre ; ils veulent me rendre à la mode, et je ne fais pas un pas que le lendemain on ne dise que mon *Excellence* a passé par telle rue et qu'elle est rentrée par telle autre. La frivolité de ce pays est incroyable.

Cependant je reprends un peu courage. Mes actions haussent. Lord Granville m'a écrit un billet dont je vous envoie la copie. Vous savez quel rôle lord Granville joue dans le pays. Lord Liverpool a eu la bonté de se déplacer pour venir me voir le premier. Je dois cela à vous et à Lord Bristol. Je trouve tous les jours sur ma liste les plus grands noms d'Angleterre, en hommes et en femmes. Dans la *city* le commerce parle de mon *Liberal mind* et je reçois des invitations à tous les dîners des *clubs* et des *societies* pour les arts, les lettres, les voyages, etc. Les journaux ne parlent pas de moi ou parlent bien. Il n'y a que le Morning-Herald qui m'a attaqué dans une correspondance privée, encore en disant que je ne resterois pas longtemps à Londres et que j'allois être premier ministre en France parce que mes imbéciles d'amis ne sauroient plus que faire sans moi.

Je vous mande tout ceci puisque vous voulez tout savoir. Je vais avoir bien d'autres histoires à vous faire, la grande société

va s'ouvrir, les *routs* vont commencer. Je serai présenté au Roi le 19. J'espère rendre ici d'immenses services à la France royaliste, elle a été bien méconnue et bien calomniée ; mais tandis que je la sers à Londres, comment va-t-elle en France ? Je voudrois être partout à la fois, et la crainte que j'ai de nos sottises à Paris, me trouble au milieu de ce que je fais à Londres.

J'ai dîné hier chez le prince Estherazy avec Lady Glengall. Elle n'a fait que me parler de vous et de vos nouvelles. Elle veut que vous l'imprimiez.

Mais je vous quitte pour les affaires. J'ai reçu cette nuit une dépêche importante que m'a apportée votre protégé Rothschild. Je l'ai prié à dîner pour demain.[1]

---

664 16 avril 1822.

Au marquis de Boissy.

Je vous remercie, monsieur, de la lettre que vous avez bien voulu m'écrire et de la peine que vous vous êtes donnée. Comme quelque chose vaut mieux que rien, prenons toujours le service bleu, tout incomplet qu'il est. Dans la lettre que je vous envoie, et que vous aurez la bonté de remettre à M. de Lauriston, je lui demande de faire compléter ce service. Il suffira que l'on garde, à la manufacture, une assiette pour modèle. Si cependant on voulait, avec ce service manqué, envoyer un autre service complet, il faudrait s'arranger de cela.

Nous aurons bien de la peine, je le crois, à obtenir l'ameublement du salon ; cependant je le sollicite encore. Quand on ne me donnerait que des tapis et des tapisseries, cela diminuerait toujours mes frais d'ameublement. Il n'y a pas d'argent à débourser pour le roi, puisqu'il a certainement à lui des manufactures de tapis et de tapisseries.

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

Je vous renouvelle, Monsieur, tous mes remercîments. Vous viendrez nous rejoindre quand vous ne verrez plus d'espérance de succès. J'aurai mon audience du roi le 19, et dans les premiers jours de mai, nous commencerons à nous reconnaître dans la maison.

CHATEAUBRIAND. [1]

---

665 18 et 19 avril 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division
Politique
N° 12

Londres, le 18 avril 1828.

Monsieur le Vicomte.

Dans ma dépêche N° 10, j'avois prévu que lord Londonderry ne donnerait pas au prince Esterhazy une réponse positive avant d'avoir pris l'avis des ministres ses collègues, et que le conseil ne pouvait être convoqué au plutôt que le jeudi 18. En effet, il s'est assemblé aujourd'hui. J'ai essayé de voir Lord Londonderry qui est revenu hier au soir de la campagne ; mais il m'a fait dire que toute sa journée était occupée par des comités et par le conseil.

Je sors de chez le prince Esterhazy ; il m'a tenu parole et m'a raconté en détail sa conversation avec lord Londonderry. Il a mis dans son récit une candeur qui ne me laisse aucun doute sur la vérité de ce que je vais vous dire ; j'ai trouvé dans le jeune ambassadeur d'Autriche une connaissance des affaires et une maturité de jugement dont il n'a pas la réputation.

Lord Londonderry a donc dit au prince Esterhazy que le comte Lieven était venu le trouver à la campagne pour lui faire aussi la proposition de rappeler de Constantinople, en cas de

1. *Mémoires du marquis de Boissy*, I, p. 159.

guerre, l'ambassadeur britannique, et qu'une telle question ne pouvait être discutée que dans le Conseil. Je tenais à connaître les dispositions particulières du marquis de Londonderry, elles ne sont pas, d'après ce qu'il en a manifesté au prince Esterhazy, aussi favorables à la proposition qu'on l'aurait pu croire. Il a fait observer à l'ambassadeur d'Autriche que la Russie avait varié dans ses rapports avec la Porte ; que, tantôt elle présentait les quatre propositions de son *ultimatum* comme les seules choses sur lesquelles elle demande satisfaction, et que tantôt elle ne regardait plus le même *ultimatum* que comme un préliminaire à des demandes subséquentes dont on ne connaissait ni l'étendue, ni la nature. Lord Londonderry pense que ces variations ont pu déterminer le gouvernement ottoman à rejeter l'*ultimatum*, et il a laissé entrevoir que l'Angleterre ne pourrait retirer son ambassadeur que dans le cas où la Russie se renfermerait dans les termes de l'*ultimatum*.

Il est donc probable, Monsieur le vicomte, que la réponse du Cabinet anglais sera, comme celle du Marquis de Londonderry, évasive, et conditionnelle. A peine avais-je quitté le prince Esterhazy que M. Canning est venu chez moi ; après quelques mots échangés sur la situation de la France, que j'ai représentée telle qu'elle est, forte de son Roi, de ses institutions et de l'esprit nouveau de son gouvernement, j'ai fait tomber la conversation sur la guerre de l'Orient et sur le parti qu'auraient à prendre les puissances, au cas que cette guerre éclatât. M. Canning savait que l'on parlait du rappel des ambassadeurs ; il s'est prononcé contre cette mesure. — « Ou nous sommes en paix, m'a-t-il dit, « ou nous sommes en guerre avec la Turquie. Si nous sommes « en guerre, faisons franchement la guerre ; si nous sommes en « paix, pourquoi retirer nos ambassadeurs et prendre parti moralement pour la Russie, sans brûler aucune amorce pour sa « cause ? » Mais il a ajouté : « On ne pourrait motiver la retraite « de l'ambassadeur anglais que sur les dangers personnels qu'il « courrait à Constantinople : si le gouvernement ottoman n'était

« pas assez fort pour défendre le corps diplomatique contre les « fureurs des janissaires, alors il y aurait raison à retraite. » — Vous voyez d'ici, Monsieur le vicomte, percer l'opinion d'un homme important, opinion assez semblable à celle de lord Londonderry.

Enfin M. Canning a été remplacé chez moi par M. le comte de Lieven. J'ai trouvé, et je devais m'attendre à trouver en lui des sentiments bien différents. Nous avons touché sur-le-champ la grande question du rappel des ambassadeurs. Le comte de Lieven m'a dit que cette mesure n'était demandée par sa Cour que dans un esprit de paix, pour obliger la Turquie à renoncer à ses projets hostiles ; que la Russie, loin d'élever ses prétentions, les modérait, et abandonnait une partie importante de l'*ultimatum* ; que l'Angleterre, ayant reconnu la justesse de la cause de la Russie, puisque lord Strangford a présenté des notes au Divan, il ne voyait pas de raison pour ne pas rappeler lord Strangford, lorsque ces notes étaient repoussées. Le comte de Lieven est connu pour un chaud partisan de la guerre ; il m'a paru assez mécontent du système anglais, et il a terminé sa conversation par ces mots prononcés d'un ton méprisant : « Quand ils reti-« reraient leur ambassadeur, cela ne les engage à rien, puisque « tous les partis ici protestent qu'ils resteront neutres dans la « querelle, excepté les radicaux qui veulent la guerre pour la « guerre. »

De tout ceci, Monsieur le vicomte, j'ai conclu que le gouverment français peut agir sans subordonner, jusqu'à un certain point, ses résolutions à celles de l'Angleterre. Vous trouverez, sans doute, que les partis les plus francs sont les meilleurs ; or, il y en a deux à suivre : ou déclarer que, dans aucun cas, nous ne retirerons notre ambassadeur (ce qui nous met à part de tout), ou dire que nous sommes prêts à le rappeler, si la Turquie refuse de tenir les conditions formelles des traités. Le second parti nous met bien avec l'Europe et conserve l'accord si nécessaire entre les grandes puissances. Le premier peut être justifié par l'isolement

dans lequel on a laissé notre ambassadeur à Constantinople ; on ne l'a pas adjoint comme médiateur aux ambassadeurs de l'Autriche et de l'Angleterre ; au Congrès de Laybach, nous agissions au moins de concert avec la Grande-Bretagne ; notre rôle à Constantinople prêtera aux attaques de l'opposition à la Chambre des députés. Il est fâcheux d'avoir toujours des notes signées par l'internonce autrichien et par lord Strangford, et de n'entendre jamais parler de nous, nous les plus anciens alliés de la Porte et si puissants naguères en Orient. Mais M. de La Tour-Maubourg n'est pas de la nomination du ministère actuel, il était parti depuis longtemps avant la nomination de ce ministère. La Porte a longtemps différé la réception de M. de La Tour-Maubourg. Voilà, Monsieur le vicomte, les raisons que je mets en avant, quand besoin est : vous jugerez peut-être à propos de faire cesser promptement notre rôle passif à Constantinople ; si vous voulez prendre une part active aux affaires européennes, on me paraît très disposé à venir à nous. Je ne puis me dissimuler qu'on me recherche ici ; on était peu accoutumé à un langage diplomatique ferme, et je vois qu'il a déjà produit un heureux effet.

J'oubliais de vous dire que le prince Esterhazy m'a montré plusieurs pièces intéressantes ; et à l'instant même, il vient de m'envoyer une dépêche de M. de Metternich au baron Vincent, avec un billet dont j'ai l'honneur de vous transmettre une copie. Vous connaissez cette dépêche concernant l'Italie, que M. Vincent était chargé de vous communiquer. Je serais bien aise de savoir si vous y avez fait une réponse officielle, et dans quel esprit était cette réponse, afin que les observations qu'on me demande soient conformes aux vôtres. J'aurai soin de peser mes paroles pour la Cour de Vienne, à laquelle elles seront certainement transmises.

N'ayant rien de positif à vous mander, je ne vous ai point envoyé de courrier extraordinaire.

Le Parlement a repris ses séances hier 17 ; il ne s'est rien passé de remarquable dans les Chambres. Le Roi est revenu hier

à Londres ; j'aurai l'honneur de lui être présenté demain. Je m'empresserai de vous rendre compte de l'audience royale dans une autre dépêche. Si j'apprends quelques détails politiques au palais, je les ajouterai aussi demain à la présente dépêche par *post-scriptum*. Le *Courrier* nous a enfin comptés au nombre des grandes puissances, j'espère que nous ferons des progrès dans l'opinion.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et

très obéissant serviteur

CHATEAUBRIAND.[1]

19 avril.

P. S. Je n'ai rien appris de politique au Palais. — J'ai transmis à M. le Cte de Caraman la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer pour lui, et que vous m'annoncez dans votre dépêche N° 15 de ce mois.

CH.[2]

A Son Excellence, Monsieur le Vicomte de Montmorency etc.[3]

---

666 18 et 19 avril 1822.

A la duchesse de Duras.

Londres, ce 18 avril 1822.

Vous êtes une singulière personne, vous ne voulez pas que j'écrive sur de petit papier et au jour le jour, parce que c'est vous imiter ; mais j'avais écrit ainsi avant d'avoir reçu vos lettres et ce n'est pas une raison de querelle que de m'être rencontré avec vous dans une chose d'ailleurs fort naturelle. Vous aurez

1 et 2. La signature et le paraphe sont seuls autographes.

3. Affaires étrangères, Angleterre 615, f° 162. — Publié incomplètement par le comte d'Antioche *op. cit.*, p. 241.

reçu bien d'autres nouvelles de moi, au moment où je vous écris, je n'ai pas manqué un seul courrier ; j'ai pris avec Hermann toutes les précautions pour que les lettres vous soient remises vite et sûrement, ainsi autre sujet de fâcherie de moins.

Je ne suis occupé ici que de faire *mon chemin*, je veux conquérir l'Angleterre royaliste, je commence à réussir, et je vous avoue que j'en suis dans la joie, mon importance politique augmente, tous les ambassadeurs me recherchent, et j'ai pu faire des dépêches importantes, dont je crois que l'on est content à Paris. J'ai vu aujourd'hui M. Canning, le Prince Esterhazy et le comte Liéven, qui tous trois sont venus me parler des affaires les plus graves. Demain j'ai mon audience du Roi. Je vous dirai à la fin de cette lettre comment j'aurai été reçu, il faut que vous sachiez d'avance que j'irai à la cour avec deux voitures très belles, mais très simples, quatre domestiques et six cochers en livrée rouge qui est la mienne, voilà tout. C'est le moins possible, et si les journaux *fashionables* font de cela la pompe du grand Mongol, vous saurez à quoi vous en tenir. Ma présentation au Roi va m'ouvrir le monde, je vous dirai ce que je verrai dans la société, et si mes conquêtes aux *Routs* seront aussi promptes que chez les ministres. Je ne sais que par vous l'intérieur de la France, j'ai écrit pour qu'on ne fasse pas de fautes, que d'un côté on tienne ce qu'on m'a promis pour les royalistes et que de l'autre côté les Royalistes satisfaits aient un peu de patience et ne se divisent pas : mais cette ambassade est un ministère, c'est le monde à remuer, et je vous assure que je n'ai point un moment pour respirer. Il y a outre la correspondance, trois comptabilités à régler, et une surveillance de police sur les étrangers qui arrivent avec des passeports de France. Tout a été laissé dans le plus grand désordre. Je m'occupe à remettre de l'ordre dans les archives et dans les affaires. Je prouverai aux petites gens qu'un homme d'esprit peut avoir les talents d'un sot, et je veux défier au portefeuille les Guizot et les Molé.

A demain, il est onze heures et demie et depuis 7 heures du

matin je n'ai quitté la plume que pour recevoir des visites politiques.

19, 6 heures du soir.

J'ai eu *trois quarts d'heure* d'audience, sans le *lever* je crois que nous y serions encore. Le Roi m'a comblé de bontés, on ne peut avoir plus de grâce. Il faut fermer le paquet, le courrier part.[1]

---

667 19 avril 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division
Politique
N° 13

Londres, le 19 avril 1822.

Monsieur le Vicomte,

J'ai eu l'honneur d'être présenté ce matin à S. M. B. J'ai été introduit à deux heures et demie avant le lever, dans le cabinet du Roi. Il n'y avait auprès de S. M. que lord Londonderry. J'ai été frappé de l'air de santé, et presque de jeunesse, répandu sur toute la personne du Roi. Sa Majesté, avec une grâce toute particulière, s'est empressée de me demander des nouvelles du Roi, mon Maître, dont il m'a parlé avec une noblesse d'expression et une effusion de cœur infiniment remarquables. Je lui ai dit que Sa Majesté Très Chrétienne jouissait d'une santé parfaite, qu'Elle m'avait spécialement chargé de le prier de visiter Son Royaume, où Elle serait heureuse de lui rendre l'hospitalité qu'Elle en avait si généreusement reçue. Le Roi d'Angleterre a répliqué que, s'il se rendait cette année sur le continent, il irait certainement voir le Roi de France à Paris, qu'il craignait seulement que Sa Majesté Très Chrétienne ne voulût s'occuper de lui, qu'il désirait voir Paris en simple voyageur et sans importuner le Roi de France ; mais, a-t-il ajouté, en

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

regardant lord Londonderry, on ne peut rien décider que d'après les circonstances.

Sa Majesté Britannique s'est ensuite informée des nouvelles de *Monsieur*, de Monseigneur le Duc d'Angoulême, de *Madame* et de S. A. R. Madame la duchesse de Berry. Elle a daigné ensuite ajouter quelques paroles très flatteuses pour moi et m'a témoigné sa satisfaction de ce que le Roi, mon Maître, m'eût choisi pour son Ambassadeur en Angleterre.

Changeant ensuite de conversation, le Roi m'a parlé des élections prochaines. Je lui ai dit que j'étais persuadé qu'elles seraient bonnes ; mais, a-t-il repris, on nous assure que vous perdrez 24 voix (je crois qu'il a nommé sir Charles Stuart pour autorité, je n'ai pas parfaitement entendu le nom). Je me suis récrié contre cette assertion, en ajoutant que si la brièveté du temps n'avait pas permis au ministère de prendre toutes les précautions désirables, il avait une telle majorité que, dans tous les cas, il n'y avait rien à craindre, et que la convocation de la session d'été était une excellente opération. Le Roi m'a parlé, dans ce moment, du côté gauche de la Chambre, et à propos de M. de Lafayette, il m'a fait avec une merveilleuse mémoire, l'histoire de toute la haute société de France. Il n'y a peut-être que Sa Majesté Très Chrétienne qui sache mieux l'histoire des familles de son royaume. L'audience a duré trois quarts d'heure, ce qui a été remarqué ; et je crois que si le Roi n'eût pas été pressé par la nécessité de recevoir les personnes qui étaient venues lui faire leur cour, elle se serait encore prolongée.

Rentré dans les appartemens, j'ai pris mon rang d'arrivée après le comte de Lieven et le prince Esterhazy. Lorsque Sa Majesté a paru en public, Elle m'a parlé de nouveau avec bonté. Je lui ai présenté M. le comte de Caraman pour prendre congé ; M. le vicomte de Marcellus, mon premier secrétaire d'ambassade, et M. le comte de Galliffet. Le Roi ayant dit au prince Esterhazy, auprès duquel il me voyait, que j'étais son nouveau collègue, le Prince, avec une politesse qui va devenir matière de dépêches

diplomatiques, a répondu qu'il était extrêmement flatté d'avoir un collègue tel que moi.

Tel est, Monsieur le Vicomte, le récit de l'audience Royale ; je l'écris à la hâte, le courrier attend le paquet pour partir. S. M. B. par sa conversation serrée et variée ne m'a pas laissé le maître de lui dire une chose dont le Roi m'avait spécialement chargé, mais l'occasion favorable et prochaine d'une nouvelle audience va se présenter.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et

très obéissant serviteur

CHATEAUBRIAND .[1]

A Son Excellence, Monsieur le Vicomte de Montmorency, etc.[2]

---

668 19 avril 1822.

A Madame Récamier.

Londres, ce 19 avril 1822.

Mille remercîments de votre billet du 14. Je ne vous écris aujourd'hui que deux mots. Je sors de l'audience royale. J'ai été reçu avec une rare bienveillance. Je commence à réussir, politiquement parlant, dans ce pays. J'y fais beaucoup de bien à nos amis, et je pense que de leur côté ils doivent être assez contents de ma correspondance.

Maintenant la société va s'ouvrir pour moi. Mais c'est là que je vais sentir ce que j'ai perdu en vous quittant. Écrivez-moi.

A l'avenir numérotez vos billets. [3]

1. La signature seule est autographe.

2. Affaires étrangères, Angleterre 615, f° 195. — Publiée incomplètement par le comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres,* p. 246-48.

3. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 392.

669 19 avril 1822.

A la comtesse de Pisieux.

J'attendais toujours pour vous écrire longuement d'avoir un jour libre, mais les affaires et les plaisirs se multiplient à un tel point que je ne sais plus quand je pourrais vous écrire à mon aise. Je prends donc mon parti de vous adresser deux mots en courant. Je suis fort bien accueilli dans ce pays, et j'espère y être utile au service du Roi. Je travaille beaucoup, et je veux réparer autant que possible le mal qu'on a fait. C'est aujourd'hui que j'ai été présenté au Roi, et il m'a comblé de bontés. Les Raouts de la saison vont commencer, pendant trois mois ce sera une fête perpétuelle.

Pourquoi ne viendriez-vous pas passer quinze jours ici ? Je vous donnerais l'hospitalité et vous trouveriez des modèles pour Montgraham, que nous arrangerons cet automne ensemble. Écrivez-moi, mille tendresses à Laure, et des hommages sans fin à la famille.

Londres, 19 avril 1822. [1]

---

670 23 avril 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division
Politique
N° 14

Londres, le 23 avril 1822.

Monsieur le Vicomte,

Dans votre dépêche n° 12, du 18 avril, vous me faites l'honneur de me dire que vous soupçonnez un peu, ainsi que moi, la sincérité de lord Londonderry lorsqu'il m'a parlé de la répu-

1. Archives de Montgraham. — Communication de M. le comte d'Alsace.

gnance de l'Angleterre à reconnaître l'indépendance des colonies espagnoles ; il ne voulait vraisemblablement que m'engager par cette déclaration à écrire dans ce sens à ma cour, afin d'arriver au but avant nous : les choses vont marcher vite ; car les nouvelles de New-York datées du 24 mars nous apprennent que le comité des affaires étrangères chargé du rapport sur le message du Président des États-Unis a conclu à l'adoption, engage la Chambre des Représentans à reconnaître l'indépendance des colonies espagnoles et demande qu'il soit alloué une somme de cent mille dollars pour mettre la mesure à exécution.

Vous trouverez ci-joint, monsieur le vicomte, des dépêches de Rio-de-Janeiro, qui annoncent à votre prédécesseur la révolution du Brésil. Elle était déja connue ; le Prince Royal resté maître du terrain est même parvenu à renvoyer les troupes européennes. C'est encore une nouvelle indépendance à reconnaître.

Après la guerre, la chose dont on parle le plus ici, c'est de nos prochaines élections : le bruit avait couru qu'elles étaient abandonnées ou retardées ; j'ai facilement déjoué cette petite manœuvre révolutionnaire. Les journaux ont aussi annoncé que le général Donnadieu n'allait plus visiter le cordon sanitaire ; on le croyait destiné à cette mission, et dans ce pays, tout ce qui a l'air de reculer devant l'ennemi, passe pour une faute en politique : enfin on voudrait voir la punition de quelques coupables, pour effrayer le crime et encourager l'innocence. Le vote du budget à une immense majorité va nous faire du bien.

Le *Morning-Chronicle* a publié samedi une nouvelle chanson presque aussi infâme que la première ; *la Quotidienne* a semblé provoquer mon intervention. C'est ignorer complètement les lois de ce pays. Le Ministère anglais n'a aucun moyen d'empêcher une gazette radicale de dire ce qu'elle veut. Tout ce qu'il a pu et dû faire dans cette dernière occasion, c'était d'ordonner aux journaux dont il dispose de repousser vigoureusement l'attaque ; et c'est ce qui a eu lieu dans le *Courrier* ; le reste est du ressort des tribunaux. Si vous voulez, néanmoins, Monsieur le Vicomte,

je porterai plainte en justice : mais croyez-vous qu'un jury *anglais* se prononce contre une chanson imprimée en *français* dans un journal *anglais* publié loin du pays où le dommage pourrait avoir lieu ? Le *Morning-Herald* nous a grossièrement insultés à propos de la saisie du *Morning-Chronicle* à Paris. Une pareille plaidoirie compromettrait peut-être inutilement la dignité du gouvernement français, et celle de l'ambassadeur du Roi. Le silence du mépris est, ce me semble, ce qu'il y a de mieux dans cette circonstance ; et vous avez infligé un châtiment plus sûr au *Morning-Chronicle* en lui interdisant l'entrée de la France.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et

très obéissant serviteur,

CHATEAUBRIAND.[1]

---

671 23 avril 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division
Politique

Londres, le 23 avril 1822.

N° 15

Monsieur le Vicomte,

J'ai reçu la dépêche N° 2 que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, et je vous remercie des divers détails que vous voulez bien me donner.

Le départ de M. de Tatischeff de Vienne pour Pétersbourg fait grand bruit. M. Rothschild qui a dîné chez moi dimanche, en avait appris la nouvelle samedi par un courrier. Le public en général voit dans la retraite ou, comme on l'appelle, dans le

1. La signature seule est autographe. — Affaires étrangères, Angleterre 615, f° 172.

voyage du ministre russe, la rupture des négociations : les trois pour cent avoient baissé d'1 p. °/₀ hier à l'ouverture de la Bourse; ils se sont relevés ensuite. Si toutes les espérances de paix reposent sur les paroles dont M. de Tatischeff est porteur de la part de M. de Metternich, ces espérances pourront bien s'évanouir. M. de Lieven croit à la guerre peut-être parce qu'il la désire. Il est vrai que des raisons d'intérêt, de sûreté, d'honneur y poussent aujourd'hui l'Empereur Alexandre et que le Divan peut à tout moment la déterminer. Si cette fatale guerre doit avoir lieu, notre gouvernement, Monsieur le Vicomte, en a sans doute calculé toutes les chances. Une flotte et des bâtiments de transport préparés sans bruit à Toulon, me sembleraient à tout événement une précaution sage.

Je n'ai pu, malgré mes recherches, découvrir jusqu'à présent ce qui s'est passé au conseil de cabinet du 18 ; mais je persiste à croire, d'après les antécédens, qu'aucune mesure définitive n'aura été prise relativement au rappel de Lord Strangford : cela cesse même d'avoir une grande importance pour la France, car, au moment où je vous écris, vous aurez sans doute transmis votre réponse aux intéressées. Les événemens marchent si vite qu'ils entraînent tout. Vous pouvez apprendre du 25 au 30 la résolution de l'Empereur Alexandre, et alors la scène sera peut-être entièrement changée.

L'arrivée du Roi, la rentrée du Parlement, l'ouverture de la saison des fêtes mêlent dans ce moment les affaires et les plaisirs d'une telle sorte qu'on ne peut rencontrer les ministres qu'à la Cour, au bal, ou au Parlement. Je ferai ma cour à S. M. ce matin au *Drawingroom*, et je dînerai ce soir chez Lord Londonderry avec le corps diplomatique pour célébrer l'anniversaire de S. M. Je m'empresserai de vous mander par mes prochaines dépêches ce que j'aurai pu apprendre.

Le *Courrier* avait samedi un article assez dangereux dans lequel il prétendait que le ministère françois suppliait l'Autriche de continuer à occuper l'Italie. Est-ce le ministère anglais qui,

désirant cette occupation, veut en même temps la mettre sur notre compte ? Ou bien est-ce le cabinet de Vienne qui, pour prolonger cette occupation, veut faire croire qu'il ne cède qu'au vœu de la France ? A propos de l'Italie, en lisant cette dépêche de M. de Metternich dont je vous ai parlé dans ma correspondance N° 12, il m'est venu une idée que je soumets à votre jugement. Trouverez-vous mauvais qu'en forme de conversation, et en causant avec le prince Esterhazy sur cette dépêche, je lui fisse entendre que si l'Autriche avait besoin de retirer une partie de ses troupes, nous pourrions les remplacer dans le Piémont ? Quelques bruits répandus ici sur un prétendu rassemblement de nos régiments dans le Dauphiné, m'offriraient un texte favorable. J'avais proposé à l'ancien ministère de mettre garnison à Turin, lors de la révolte du mois de janvier 1821 ; il rejeta cette mesure, et je pense qu'il fit en cela une faute capitale. Je persiste à croire que la présence de quelques troupes françaises en Italie produiroit un grand effet sur l'opinion, et que le gouvernement du Roi en recueillerait beaucoup de gloire. Il n'y a toujours aucun mal à me laisser sonder le terrain [1] ; donnez-moi promptement, je vous prie, vos ordres à cet égard.

Lord John Russell doit faire le 25 à la Chambre des Communes une motion sur l'*état actuel de la représentation nationale dans le Parlement*. M. Canning la combattra : celui-ci doit à son tour proposer le 30, un bill pour *rapporter une partie de l'acte qui prive les Pairs catholiques de leur droit de voter et de siéger à la chambre haute*. Je compte assister à ces séances où seront traitées les deux questions principales de la session. M. Canning m'a dit qu'il était sûr de faire passer son bill à la Chambre des communes, mais qu'il doutait du succès à la Chambre haute. Les ministres sont divisés sur la question, et ils parleront dans des sens opposés. Les troubles d'Irlande ne sont pas encore apaisés, et le duc de Wellington m'en a parlé dimanche au soir

1. Le comte d'Antioche (*Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 250-1) a publié un fragment de ce paragraphe.

avec impatience. Quant à l'Angleterre, elle est fort tranquille ; les manufactures ont repris de l'activité ; il n'y a que l'agriculture qui souffre, ou plutôt qui fleurit trop, comme dans le reste de l'Europe. Les dernières lois portées par le Parlement contre la licence de la Presse, et les poursuites intentées par l'*Association Constitutionelle* ont rendu les journaux beaucoup plus circonspects. — L'opposition manque de chefs ; elle est d'ailleurs divisée. — Cependant elle inquiète un peu le ministère, parce que Lady Conyngham est dans l'opposition, et que le Roi a conservé du penchant pour un parti avec lequel il avait été lié autrefois.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et

très obéissant serviteur,

CHATEAUBRIAND.[1]

P. S. Sir John Newport a développé hier 22, dans la chambre des communes, sa motion tendant à présenter au Roi une adresse sur la situation actuelle de l'Irlande, sur les dangers de cette situation pour tout l'Empire et sur la nécessité de prendre immédiatement en considération des moyens d'améliorer à jamais le sort et les mœurs de ce peuple. La motion a été rejetée sans division.

CH. [2]

1 et 2. La signature et le paraphe sont seuls autographes. — Affaires étrangères. Angleterre, 615, f° 174.

672 23 avril 1822.

A Villèle.

Londres, mardi, 23 avril 1822.

M. de Montmorency a pu vous dire, mon cher ami, où nous en sommes dans ce pays. Je crois avoir déjà eu le bonheur de vous y rendre quelques services. J'ai trouvé qu'ici comme à Berlin, on avait fait beaucoup de mal. Je ne désespère pas de l'effacer.

Où en êtes-vous dans l'intérieur ? Le Roi [1] m'a témoigné des craintes sur nos élections. Il m'a dit que nous perdrions 24 voix. J'ai soutenu le contraire, comme vous le pensez bien ; mais enfin, cela m'a fait faire quelques réflexions. Mon cher ami, je vous en supplie pour notre salut et pour le vôtre, satisfaites les royalistes par les nominations dont nous sommes convenus avant les élections : Vitrolles, Delalot, Bertin, Castelbajac, Donnadieu, Canuel, Agier doivent être placés ; vous n'aurez rien sans cela. La guerre probable en Orient exalte les révolutionnaires ; il faut leur opposer les royalistes, et pour cela il faut donner un coup de fouet à leur opinion. Par ce qu'ils me mandent, je vois qu'ils sont découragés et abattus. Ils n'agiront pas avec vigueur aux élections, si vous ne faites quelque chose pour les ranimer. Prenez confiance dans les conseils de l'amitié. Je connais ainsi que vous les inconvénients de notre parti, mais soyez sûr que le moment d'agir est arrivé, que nous sommes dans une crise, et qu'il faut marcher avec notre parti si nous voulons la surmonter. Vous devez toucher au terme de la session. J'attends de jour en jour le *Moniteur* qui m'apportera la liste des nominations qui vous donneront les voix dans les collèges. Quand il en sera temps vous me rapprocherez de vous, et s'il y a un Congrès, ne m'oubliez pas. Tout à vous pour la vie.

CHATEAUBRIAND. [2]

1. Le roi d'Angleterre.
2. Villèle *Mémoires*, III, 23. — Collationné par nous sur l'original.

673 23 avril 1822.

A Madame Récamier.

Londres, 23 avril 1822.

Deux petits billets de vous valent plus que les éternelles lettres dont je vous ennuie. Les affaires m'accablent si fort ici, que je n'ai pas le temps de respirer. Je commence à réussir en politique, et j'ai donné à notre diplomatie un caractère qui convient à ce beau nom de François que je porte. Je ne m'occupe qu'à nous relever. On nous avait mis bien bas. J'exerce, autant que je puis, l'hospitalité. Je fais rechercher tous les voyageurs français qui arrivent, quelle que soit leur opinion, et je les invite chez moi. J'ai fait hier mon entrée dans le monde. Je me suis fort ennuyé à un *rout*. Je n'ai pas cessé de souffrir depuis que je suis ici. J'ai des nuits affreuses. Le climat est détestable. S'il n'y a pas guerre, il y aura Congrès : vous savez que c'est là notre secret et notre espérance. Je vous ai dit que le Roi m'a reçu merveilleusement. J'attends jeudi un mot de vous. Puisque vous ne pouvez pas me dire tout ce que je voudrais, dites-moi au moins des nouvelles de votre monde de France. Lord Bristol n'est pas encore arrivé. Du moins il me parlera de vous. N'oubliez pas la forêt de Chantilly. [1]

---

674 23 [avril] 1822.

A la duchesse de Duras.

Mardi 23 1822.

Si vous continuez à être aussi injuste, je n'écrirai plus. Je n'ai point laissé partir un seul courrier depuis que je suis à Londres

1. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 392-93. — Herriot, II, 110-111.

sans vous écrire, et certainement avec les embarras où je suis plongé, je vous prouve assez que vous êtes le premier intérêt de ma vie. Que mes lettres soient sur du petit ou du grand papier, peu importe, elles sont plus longues que jamais lettres de moi ne l'ont été. Vous dites que je ne parle de vous à personne, cela serait difficile, car tout le monde me parle de vous et de vos romans, Lady Manfield voulait que je les lui raconte hier au soir, Lady Glengall veut que je les fasse venir par la poste. Le Duc de Wellington veut savoir si c'est aussi beau qu'une bataille, et pour vous amener à un traité il va m'envoyer pour vous un grand livre sur les monuments gothiques. Je reviens à ma présentation au Roi, ce roi est charmant, il a mis une coquetterie extrême à me parler de moi, de la France et des familles françaises dont il sait conter les aventures, *mais entre nous*, mais tout à fait entre nous, j'ai retrouvé l'homme d'autrefois, et de la société de Lauzun et du duc d'Orléans ; au reste cette présentation a fait grand bruit parce qu'on a remarqué que le Roi m'avait retenu trois quarts d'heure. Je vais ce matin au *Drawing-Room*, où je verrai toutes les personnes d'Angleterre. Je dîne en grand gala chez Lord Londonderry, c'est l'anniversaire de la naissance du Roi.

Je suis toujours assez peu au courant des nouvelles de France. Je reçois toujours de grandes plaintes contre les Ministres, qu'ils ne tiennent pas les paroles qu'ils m'ont données pour les royalistes, etc., il me semble qu'on en est aux espérances pour les élections. La guerre est toujours problématique, mais mon opinion est qu'il y a plus de chance à présent pour la guerre que pour la paix. Ne parlez jamais des nouvelles *politiques* que je puis vous mander.

Je vous quitte pour aller chez le Roi, je vous enverrai la robe. Lord Bristol n'est pas arrivé. [1]

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

675 25 avril 1822].

A Madame Récamier.

Mon petit billet est glacé, mais le vôtre est-il plus aimable? Oubliez-vous la contrainte où je suis en vous écrivant, et voulez-vous que je vous rende responsable de la même contrainte? Aussitôt que je trouverai l'occasion de vous écrire autrement, vous ne vous plaindrez plus.

Je suis ici uniquement occupé des affaires. Elles sont graves et immenses. Une partie de mon rôle consiste à aller dans le monde, et quand j'ai travaillé toute la journée, il faut que je m'habille pour sortir à onze heures et demie du soir. Jugez quel tourment pour moi. Je presse les arrangements de mon ménage afin de pouvoir ouvrir ma maison le 1er mai. Je doute encore de mon succès, car tout me manque.

Je devine aisément qui vous a fait votre ministère. Cela n'a pas le sens commun, et quand nous tomberions, ce ne serait pas les hommes que vous nommez qui nous remplaceraient. Mais croyez-moi, nous battrons nos ennemis, si toutefois on veut m'écouter. J'ai écrit fortement à Paris.

Je regrette tous les jours la petite cellule. Si j'y rentre jamais, je n'en sortirai plus. Et la forêt? Y venez-vous?

Londres, 25.

J'ai fait ma paix avec Mathieu.[1]

1. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 393-94. — Herriot, II, 111.

676 25 avril 1822.

Au vicomte de Montmorency.

Londres, le 25 avril 1822, à 8 heures du soir.

Envoyé par courrier extraordinaire.
1re Division
Politique
N° 16.

Monsieur le Vicomte,

Je crois ne devoir pas perdre un moment pour vous annoncer ce que je viens d'apprendre de la bouche même du Mis de Londonderry : en conséquence, je me décide à vous envoyer M. Billing en courrier extraordinaire.

L'Angleterre ne retirera point son ambassadeur de Constantinople. Dans le cas où la Russie se renfermerait strictement dans les quatre propositions de son *ultimatum*, et dans le cas où la Porte refuserait de satisfaire à ces quatre propositions, alors l'Angleterre ferait remettre au Divan, par les mains de lord Strangford, une protestation qu'elle rendrait ensuite publique, et dans laquelle elle déclarerait que la Russie fait une guerre juste, et la Turquie une guerre injuste. Mais l'ambassadeur anglais n'en resterait pas moins à Constantinople. Lord Londonderry m'a lu une note verbale dans ce sens qu'il va remettre au comte de Lieven.

Lord Londonderry m'a demandé si nous avions fait nous-mêmes une réponse ; comme vous m'aviez recommandé à peu près le secret, j'ai dit que si notre réponse était faite, elle le serait sans doute dans un sens favorable à la plus grande union des puissances. Lord Londonderry m'a ajouté que la résolution du Cabinet anglais n'altérerait en rien la bonne intelligence qui

doit régner entre les alliés, et que l'Angleterre voulait garder une neutralité parfaite.

Les détails à demain par le courrier ordinaire.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

CHATEAUBRIAND.[1]

---

677 — 26 avril 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division Politique N° 17 — Londres, le 26 avril 1822.

Monsieur le Vicomte,

M. Billing, jeune homme laborieux et plein de zèle, n'ayant pas quitté Londres depuis cinq ans, m'avait témoigné le désir d'aller passer un moment dans sa famille à Paris. Il est parti hier au soir, à huit heures, et je l'ai chargé d'une dépêche qui vous aura été remise dimanche matin, 28 du courant.

Deux raisons m'ont déterminé à gagner 36 heures sur le courrier ordinaire que j'expédie ce soir : 1° Si la résolution du gouvernement britannique eût été de rappeler son ambassadeur de Constantinople, cette résolution semblable à la vôtre, n'aurait pas eu un assez grand intérêt pour que je crusse devoir vous l'apprendre plutôt ; mais, le cas contraire arrivant, et le Cabinet de Saint-James prenant le parti de laisser Lord Strangford à Constantinople, la chose devient de la plus haute importance ; il a pu vous être utile de la connaître le plus promptement possible, et par l'ambassadeur de France, afin que vous soyiez

1. Affaires étrangères, Angleterre, 615, f° 176. — Publiée en partie par le comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 251-2.

à même de maintenir ou modifier vos premières déterminations. Le Prince Esterhazy a expédié de son côté un courrier à Vienne. 2° Quoique vous m'ayez fait pressentir quelle serait votre réponse à Vienne et à Pétersbourg, néanmoins vous ne m'avez jamais dit positivement que cette réponse est partie ; dans le doute, je devais me hâter de vous faire connoître les projets du ministère anglais.

J'en viens maintenant, Monsieur le Vicomte, aux détails :

Le *Drawing-Room*, ou la grande réception royale qui a eu lieu mardi dernier 23, fut magnifique. Le Roi me parla encore avec toute sorte de bonté, et le soir je dînai chez le ministre des Affaires Étrangères avec le corps diplomatique pour célébrer l'anniversaire de la naissance de Sa Majesté. Lord Londonderry me porta une santé particulière, et en sortant de table, il me prit à l'écart pour causer un moment avec moi. « Vous devez, me dit-il, « être curieux de savoir quelle est notre opinion relativement à la « proposition de la Russie. Nous n'avons encore rien décidé, mais « venez jeudi à 4 heures 1/2 à l'hôtel des Affaires Étrangères, « et je vous ferai connaître la résolution de notre Cabinet. »

Cette franchise m'étonna : je remerciai lord Londonderry, et hier jeudi, à l'heure indiquée je ne manquai pas de me trouver au rendez-vous.

Le prince Esterhazy y était avant moi. J'attendis quelque temps dans un salon particulier, où je vis arriver le ministre de Prusse, à qui lord Londonderry fit dire qu'il ne pourrait pas lui donner audience. A cinq heures, le prince Esterhazy s'étant retiré, je fus introduit auprès du ministre des Affaires Étrangères. — « Eh « bien, me dit-il en venant à moi et me prenant les mains, votre « gouvernement est-il déterminé à quelque chose ? — Mais, lui « répondis-je en riant, je croyais venir apprendre ce que vous « avez fait à Londres, et c'est vous qui voulez savoir ce que nous « avons fait à Paris. Je ne le sais pas positivement, ajoutai-je, car, « moi, je ne suis pas ministre comme vous, et je n'assiste pas au « Conseil, mais je puis vous assurer que mon gouvernement ne

« fera rien qui puisse tendre à rompre ou à refroidir l'union qui « existe entre les cinq grandes puissances. » Nous nous assîmes alors, et le marquis de Londonderry m'apprit ce que je vous ai mandé dans ma dépêche extraordinaire.

Les raisons pour ne pas retirer de Constantinople l'ambassadeur anglais sont celles-ci : « Le ministère anglais ne pourrait pas « justifier aux yeux de la nation et du Parlement le rappel de « l'ambassadeur. Ce rappel préjugerait la question en faveur de la « Russie contre la Turquie ; il exposerait le commerce anglois « dans la Méditerranée ; les bâtiments pourraient être saisis par les « Turcs dans les échelles du Levant ; l'ambassadeur anglais lui-« même pourroit être mis aux Sept-Tours ; enfin la retraite « simultanée de tous les ambassadeurs chrétiens aurait l'air de « proclamer une guerre de religion, redoublerait le fanatisme des « Turcs et amènerait le massacre général des chrétiens.

« Si l'Angleterre rappelait son ambassadeur, il faudrait justi-« fier ce rappel dans le Parlement, et pour le justifier, il faudrait « rendre compte des négociations de la Russie à Vienne et à Cons-« tantinople. Qu'y verrait-on ? Des prétentions toujours crois-« santes et finissant par dépasser les clauses des traités. Le « ministère anglais serait-il justifié d'avoir pris parti pour la « Russie contre les Turcs, dont le bon droit serait alors patent « et publiquement reconnu.

« Le gouvernement anglais a montré son vif désir de la paix en « ordonnant à son ambassadeur à Constantinople d'employer tous « ses efforts pour amener les parties à un arrangement ; mais, « puisqu'elles ne veulent pas s'entendre, que reste-t-il à faire « à l'Angleterre, sinon de se mettre à l'écart et de garder la « plus parfaite neutralité ? Cependant, elle ira plus loin : si les « torts sont du côté de la Turquie, si la Russie renferme loya-« lement ses prétentions dans les termes de son *ultimatum*, si « elle reste strictement dans les limites des traités existants, « alors l'ambassadeur anglais remettra au Divan une protestation « contre la guerre ; il y déclarera que tous les torts sont du côté

« de la Turquie, et qu'elle seule est responsable des maux qui « peuvent survenir en Europe. Cette protestation sera rendue « publique, mais l'ambassadeur restera à Constantinople, et « l'Angleterre satisfera ainsi à ce qu'elle doit à la Russie et à la « Turquie, étant alliée de l'une, sans être ennemie de l'autre. »

A la suite de ce discours, lord Londonderry m'a lu le projet raturé d'une note verbale conçue dans ce sens et destinée au comte de Lieven ; laquelle note, m'a-t-il dit, vous serait aussi communiquée par sir Charles Stuart.

J'ai écouté attentivement parler lord Londonderry, je le suivais dans les détours de cette politique habile, si l'habileté consiste à cacher une partie de sa pensée, au lieu de la montrer tout entière. « Je ne vois à ce plan , lui ai-je dit, qu'un inconvénient, mais il est immense, c'est de rompre l'harmonie qui « jusqu'à présent a existé entre les grandes Puissances, har-« monie qui a fait le salut de l'Europe. » Lord Londonderry a prétendu que cela ne changerait rien aux relations diplomatiques ; que pour les affaires de Naples, par exemple, l'Angleterre n'avait pas été de l'avis du reste des alliés et qu'elle n'en était pas moins demeurée amie. Je lui ai facilement prouvé la faiblesse de ce raisonnement. « A Laybach, lui ai-je dit, la France partageait votre « opinion. Les deux grandes monarchies constitutionnelles sui-« vaient la même politique ; cela résultait de la nature même de « nos institutions ; nous nous appuyions mutuellement, et l'on ne « pouvait nous savoir mauvais gré d'une conduite dont les motifs « étaient sensibles. Mais aujourd'hui, si la France retire son am-« bassadeur de Constantinople et que vous y laissiez le vôtre, « comment expliquerons-nous cette politique ? Vous, dans vos « chambres législatives, et nous dans les nôtres, ne serons-nous « pas exposés à toutes les attaques que fera naître la divergence « de nos conduites ? » — « La chose est bien différente, a répondu « le marquis de Londonderry ; à Naples, il ne s'agissait que de « *doctrine*, nous ne devions pas avouer des principes que nous « n'aurions pas pu soutenir dans *nos parlemens* ; mais, à Cons-

« tantinople, il s'agit d'un *fait*, de la guerre ou de la paix avec la « Turquie, et sur ce point, l'Angleterre peut n'avoir pas les « mêmes intérêts que la France. »

Je lui ai demandé alors s'il ne portait pas ses vues plus loin, et s'il ne songeait pas aux résultats de la guerre, en cas qu'elle eût lieu. La chute de Constantinople ne pouvait-elle pas commencer une nouvelle ère pour l'Europe et amener des chances incalculables ? — « Sans doute, m'a-t-il dit, il y a là un abyme, « mais notre ambassadeur à Constantinople sera favorablement « placé pour renouer des négociations. L'Empereur de Russie « proteste d'ailleurs qu'il n'agira que de concert avec les alliés et « qu'il ne prétend à aucune conquête. » Lord Londonderry a ajouté quelques paroles peu obligeantes pour la politique peu claire du comte Capo d'Istria.

Telle a été, Monsieur le vicomte, cette conversation importante, où l'on peut entrevoir une partie des destinées futures de l'Europe. Le gouvernement anglais veut très certainement rester neutre, mais il est évident aussi qu'il est inquiet de la Russie, qu'il n'agira qu'au dernier moment, mais que, s'il y est forcé, il agira. La guerre est donc possible entre les grandes puissances de l'Europe ; c'est là-dessus qu'il faut calculer, et décider si la résolution du gouvernement anglais doit nous faire changer la nôtre. Vous penserez sans doute que toute politique tergiversante nous perdrait. Soyons *Russes* ou *Anglais* franchement; empêchons la chute de l'Empire ottoman, ou partageons ses dépouilles. [1]

Je me félicite d'autant plus, Monsieur le Vicomte, de vous avoir expédié M. Billing, qu'en ce moment même on me fait demander un passe-port pour M. Gordon, gentilhomme anglais, frère du chargé d'affaires britannique à Vienne. Il va partir ce soir en courrier pour l'Autriche ; il est muni d'un second passeport de lord Londonderry ; il est probable qu'il traversera

1. Le comte d'Antioche (*Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 252-6) a publié les dix paragraphes précédents de cette lettre.

la France sans passer ou sans s'arrêter à Paris. Il porte sans doute à Vienne la résolution du conseil d'hier, et je suis disposé à croire que c'est un émissaire secret et confidentiel du marquis de Londonderry auprès de M. de Metternich.

J'ai l'honneur de vous soumettre une dernière observation : si le cabinet de Saint-James laisse son ambassadeur à Constantinople, et que celui de Vienne rappelle le sien, il n'y aurait donc pas entre les deux cours cette bonne entente, ou même ces traités que nous supposions exister ? Au reste, comme votre réponse à la proposition de la Russie est *conditionnelle*, vous êtes toujours maître de changer ou de confirmer votre première résolution.

Le Ministre de Prusse m'a dit avoir des nouvelles très fraîches de Berlin, par voie extraordinaire ; qu'on avait à Berlin des nouvelles de Pétersbourg du *3* ou du *4* ; qu'il courait déjà à Pétersbourg des bruits de rejet de l'*ultimatum* par les Turcs, et que l'opinion se prononçait avec violence pour la guerre.

J'ai reçu, Monsieur le Vicomte, votre dépêche N° 3. Je vous remercie de nouveau des renseignements que vous voulez bien me donner. Je vais répondre dans une autre dépêche à ce qui regarde notre politique intérieure. Je n'ai pu assister hier à la séance du Parlement, comme je comptais le faire ; vous voyez par la longueur et la multiplicité de mes dépêches que je n'ai pas un moment à moi. — Toutes mes réponses sur les affaires particulières sont aussi à jour. La motion de Lord Russell pour la réforme parlementaire a été rejetée à une majorité de 105 voix.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

CHATEAUBRIAND.[1]

1. La signature seule est autographe. — Affaires étrangères. — Angleterre, 615, f° 180.

678 26 avril 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division Politique N° 18

Londres, le 26 avril 1822.

Monsieur le Vicomte,

Dans votre dépêche n° 3, vous m'invitez à consulter le Procureur et l'Avocat de la Couronne sur les couplets insérés dans le *Morning-Chronicle*. Je les consulterai donc, et j'aurai l'honneur de vous transmettre leur avis ; mais je vous ai déjà parlé de ces couplets dans ma dépêche N° 14. J'ai beaucoup causé depuis de cette misérable affaire : l'opinion générale est que les lois sont trop incertaines, et les jurés trop peu sûrs, pour risquer une attaque devant les tribunaux.

On craint toujours ici pour nos élections. La liste des présidents a produit peu d'effet ; il est tout simple que les Anglais ignorent le personnel de la France ; et, comme à quatre ou cinq noms près, tous les autres noms de la liste sont inconnus, ils n'ont point fixé l'attention publique.

J'ai l'honneur d'être avec une très haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

CHATEAUBRIAND.[1]

P. S. Il y a eu dans la Cité une assemblée de marchands ; laquelle assemblée a décidé de présenter une pétition à la Chambre des Communes, afin de déterminer le Gouvernement anglais à reconnaître le principe de la République de Columbia. C'est encore un point sur lequel le gouvernement français me paraîtrait devoir promptement statuer.

CH.[2]

1 et 2. La signature et le paraphe sont seuls autographes.
3. Affaires étrangères. — Angleterre, 615, f° 184.

679 26 avril [1822].

A la duchesse de Duras.

Je ne puis vous écrire qu'un mot aujourd'hui, j'ai envoyé hier un courrier extraordinaire à Paris, et comme je n'ai eu qu'une heure pour l'expédier, et pour faire une dépêche, je n'ai pu vous écrire par lui. Aujourd'hui, jour de mon courrier ordinaire, je me suis levé à 6 heures, et je n'ai cessé d'écrire jusqu'à ce moment. Si le Roi et le Ministère ne sont pas contents de moi, qu'ils cherchent mieux!

Je vous écrirai sur de grand papier une longue lettre par le courrier de mardi prochain. Je suis inquiet des divisions qui commencent à se mettre entre les Royalistes, ils m'écrivent de tous les côtés des lamentations. Comment aussi ne tient-on pas les paroles qu'on m'a tant de fois données, et comment ne replace-t-on pas Vitrolles, Castelbajac, Bertin de Vaux, Delalot, Donnadieu, Agier, Canuel, pour lesquels je ne cesse d'écrire. On manquera les élections, la liste des Présidents, à quatre ou cinq noms près, est absurde et plate. Ce n'est pas comme cela qu'on gagnera la partie, et quel moment pour tergiverser! Je suis fâché de ne pouvoir rien vous dire, mais je ne suis point à la paix. Mes affaires personnelles vont toujours bien ici, si je ne me fais illusion. Je crois avoir conquis les Ministres, du moins j'ai beaucoup appris d'eux. J'attends lord Bristol. A mardi donc, il faut vous quitter aujourd'hui.

Londres 26 avril.[1]

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

680 27 avril [1822].

A la duchesse de Duras.

Samedi 27 avril.

Je m'y prends de bonne heure pour pouvoir causer plus longtemps avec vous. J'ai expédié mon courrier extraordinaire jeudi, et mon courrier ordinaire vendredi. Aujourd'hui, samedi, j'ai quelque repos jusqu'à demain qui amène la poste de Paris ; et par conséquent le retour des dépêches. C'est un terrible métier.

Pour commencer par la politique, je vous dirai, et c'est tout ce que je puis vous dire, que je crois avoir communiqué au gouvernement des faits importants ; et que Lord Londonderry me traite avec une attention qui est remarquée de tout le corps diplomatique. A Paris, il paraît qu'on est content de mes dépêches. Voilà des espérances pour le congrès et pour votre gendre. J'attends toujours lord Bristol, et vous saurez par lui si je me trompe. Quant à la France, je suis inquiet des élections, la liste des présidents est plate à six ou sept noms près. On ne fait rien pour les gros royalistes que j'ai tant recommandés. Ce n'est pas le moyen de se concilier les suffrages, au reste j'ai écrit fortement à Villèle, Corbière et Mathieu, mais c'est une chose fâcheuse, que tandis que je suis obligé de soigner l'extérieur, il faut encore que je surveille l'intérieur. On n'écoute guère les gens d'outre-mer.

Voici maintenant les nouvelles de la Société :

Le *Drawing-Room* était superbe, les ambassadeurs ont passé devant, les premiers, j'étais chargé de faire au Roi les excuses du Duc de Coigny, qui n'ayant point d'uniforme n'avait pu faire sa cour.

Le duc de Coigny prétend dire que son *habit est resté à Calais avec celui du chevalier de Grammont.*

Le Roi a répondu sur le champ : « Oh non, j'espère qu'il ne sera pas perdu dans les *Sables mouvants.* » Vous voyez que le Roi a

bien lu et bien retenu ; c'est tout à fait de la bonne grâce. Nous avons vu ensuite défiler cinq ou six cents femmes, dont 450 au moins étaient charmantes, toutes vêtues de robes françaises, toutes en toques et en plumes de Paris, toutes parlant français, on n'entendait pas quatre paroles anglaises. Voici un mot qui a fait fortune : « Au moins, ai-je dit au duc de Wellington, il y a des conquêtes que l'Europe ne nous a pas enlevées, notre langue et nos modes. » C'est une vraie rage pour la France, rien n'est bien qu'en France, rien n'est *fashionable* qu'en France. John Bull n'est plus ivre que de vin de Champagne. Vous aurez une idée de la vie de Londres sur le moment quand vous saurez que j'ai des invitations de dîners, de bals et de *Routs* jusqu'au 3 juin ! J'ai été obligé de refuser cinq ou six jours sur cette série, pour pouvoir placer mes propres dîners et mes concerts. Il est convenu que je donnerai des concerts et qu'après on dansera sans que cela soit un bal, mais une sorte d'inspiration soudaine. Ce sont toutes les grandes dames qui ont décidé tout cela dans un conseil ; elles se sont emparées de l'hôtel de l'ambassade.

Imaginez vous que Mme Catalani est venue me voir. Vous savez qu'elle a épousé un français, et qu'elle est ici une véritable puissance ; voici ce qu'elle m'a dit avec son accent italien : « *Je souis d'Italie et je n'aime pas la vie de mon pays, il n'y a point de société et chacoune est avec chacoune, et quand comme moi on aime son mari il n'y a rien à dire ni à faire.* » Et puis tout à coup parlant du duc de Berry : « Il n'était pas connu en France, moi « je l'ai connu, le brave Prince, il venait zé moi, sans cérémo- « nie. » Et de grosses larmes sont tombées des yeux de la pauvre femme. Elle ne veut chanter chez personne, mais elle viendra chanter chez moi par ce *qu'elle aime la France et Monsieur Zatobriand*. En retour du mariage du petit breton, je vous envoie le mariage du duc de Coigny avec la fille de cette grande Lady Hamilton, qui ressemble à Calypso et que nous avons vue à Paris en 1814. [1]

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

681 30 avril 1822.

A Madame Récamier.

30 avril 1822.

Vous ne m'écrivez que de petits mots froids. Cela me désole. Ne pouvez-vous au moins me parler de ce que vous faites, de ce que vous dites ? moi, je vous raconte longuement mes journées. Elles sont en effet bien longues sans vous. Je m'occupe à gagner les suffrages anglais pour les royalistes. Je crois que je réussirai. On m'annonce MM. de Broglie, de Staël et d'Argenson. Cela est assez amusant. Je les comblerai de politesses, surtout les deux premiers. C'est une innocente malice que vous me pardonnerez. Je trouve, ne vous en déplaise, que le plaisir d'avoir sauvé *Coudert* devrait vous rendre moins cruel le sort de *Sirejean.*

Tâchez donc de m'écrire un peu plus longuement. Songez au congrès et à tout ce qui peut me rappeler. J'ai grande envie de savoir ce que voulait la dame mystérieuse. Elle pourrait puissamment nous servir. [1]

---

682 30 avril 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division
Politique
N° 19

Londres, le 30 Avril 1822.

Monsieur le Vicomte,

J'ai reçu la dépêche N° 4, que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser ; j'y avais répondu d'avance par ma dépêche extraordinaire du 25, et par mes dépêches ordinaires du 26. Il ne s'est passé ici depuis la date de ces dépêches qu'une chose importante, et que j'avais prévue dès l'époque de ma première conver-

1. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 394-5.

sation à North-Cray avec le Mis de Londonderry : la reconnaissance de l'indépendance des colonies espagnoles par l'Angleterre est à peu près décidée, ou du moins les vaisseaux de ces états indépendants paraissent devoir être reçus sous leur pavillon dans les ports de l'Empire Britannique ; le bruit court cependant que la république de Columbia n'est pas entièrement pacifiée. Si l'on n'avait sur cette république que les récits de M. Léa, il faudrait sans doute ne les croire qu'avec précaution ; mais le rapport du Président des États-Unis au Congrès, rapport fait sur des pièces authentiques, est d'une autorité irrécusable.

La révolution du Brésil a causé une espèce de scission entre les membres du Congrès à Lisbonne.

J'ai dîné chez le Cte de Liéven, Dimanche 28, avec les principaux ministres, lord Harrowby, président du Conseil, lord Liverpool, lord Westmoreland, et le duc de Wellington. Le duc d'York devait se trouver à ce dîner ; mais il fut retenu chez lui par un accès de goutte, le premier, dit-il, qu'il ait eu dans sa vie : le dîner était donné en mon honneur par mon collègue russe. Je causai beaucoup avec lord Harrowby, assis auprès de moi à table ; il vous a connu autrefois, Monsieur le Vicomte, et il me parla de vous comme vous le méritez. Il me parut entendre fort bien notre politique ; il approuva fort la mesure de la seconde session ; mais, en louant la prudence et la mesure du gouvernement, il ajouta que, dans ce moment, il lui semblait que nos ministres devraient faire quelque chose de marquant pour l'opinion à laquelle ils appartiennent ; quant à la politique extérieure, il n'en fut pas question dans ce dîner diplomatique. Seulement, lord Westmoreland qui devint d'une grande franchise vers la fin du repas, me parut fort animé contre la Russie ; il me fit l'éloge de la bravoure des Turcs, et prétendit qu'en leur donnant des chefs pour conduire leur flotte, ils battraient les Russes dans la Mer Noire.

Les grandes questions parlementaires touchent à leur fin ; la réforme a été repoussée principalement par le talent de M. Can-

ning. Quoique la majorité ministérielle ait été de 105 voix, les membres de l'opposition veulent faire un triomphe de leur défaite. Hier lord Londonderry a très bien parlé sur la *détresse de l'Agriculture* ; mais on convient qu'il y a peu ou point de remède à ce mal aujourd'hui. M. Canning fait la motion de la réadmission des pairs catholiques irlandais dans la Chambre haute. J'assisterai à la séance ; et vraisemblablement, j'y passerai la nuit.

Je crois que je pourrai recevoir chez moi le 15 du mois prochain ; mes intérêts particuliers en souffriront ; et c'est ouvrir ma maison plus promptement que mes prédécesseurs ; mais dans la crise où nous nous trouvons, cela me semble utile à nos intérêts politiques ; d'autant plus qu'on montre un empressement extrême à venir à l'ambassade de France.

Puisque le Roi, Monsieur le Vicomte, daigne lire ma correspondance, c'est la plus glorieuse récompense de mon zèle pour le service de Sa Majesté.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et

très obéissant serviteur.

CHATEAUBRIAND. [1]

P. S. J'ai l'honneur de vous envoyer *Hatzell's Precedents of Parliament* ; le *Royal Calender* de 1822 que vous avez également demandé, n'a pas encore paru ; il vous sera transmis aussitôt après sa publication.

CH. [2]

A Son Excellence Monsieur le Vicomte de Montmorency. [3]

1 et 2. La signature et le paraphe sont seuls autographes.
3. Affaires étrangères. — Angleterre, 615, f° 189.

683 30 [avril 1822].[1]

A Bertin aîné.

Mardi 30, 3 heures.

J'ai reçu tous vos griffonnages, y compris celui du 27, 2 heures. Vous aurez depuis reçu par mon courrier extraordinaire une autre lettre pour Corbière telle que vous la désiriez. Enfin voici encore une lettre pour Villèle relative au bavardage des journaux sur la place de secrétaire général des finances. Je désire que tout cela vous soit bon à quelque chose ; mais je suis bien peu content de vous tous.

Je ne vous envoie point de lettres pour Tours.

M. de Duras n'aime point M. de Vaux à cause de la Charte, et ne le servirait pas. D'ailleurs, vous avez été prévenu par Boisbertrand. Je reçois dans ce moment même une lettre de lui où il me demande une lettre pour Bacot. Il est à Tours. Voici une phrase de sa lettre : « J'ai beaucoup de chances en ma faveur. L'archevêque auquel j'ai apporté une lettre de M. le vicomte de Montmorency et M. le duc de Duras, président du conseil, me seconderont de leur influence. M. Bacot est tout à fait dans mes intérêts. Il me réunira dans deux jours avec les électeurs les plus capables de favoriser mon élection. Je suis ici avec l'assentiment du ministère, etc. »

Que voulez-vous faire contre cela ? Je vais écrire un mot à Bacot en lui disant que, s'il y a *seconde* place, je la demande pour Bertin. Mais je ne réussirai pas, et vous voyez qu'il n'y a pas de ma faute.[2]

1. Je mets cette lettre au 30 avril 1822, à cause de son texte, qui s'accorde avec la lettre du même jour à Villèle.

2. Victor Giraud *Revue latine*, 25 avril 1907, et *Nouvelles études...*, p. 304.

684 30 avril 1822.

A Villèle.

Mardi, 30 avril 1822.

Les journaux, mon cher ami, ont commis une indiscrétion qui m'inquiète : ils disent que de Vaux est nommé votre secrétaire général. Vous savez combien je le désire ; j'espère même que cela est fait, mais encore une fois ce bavardage me fait peur. Heureusemeut vous n'êtes pas homme à reculer devant une pareille bienveillance, ou *malveillance* des gazettes. Il me paraît d'autant plus nécessaire que vous en finissiez avec de Vaux, que n'étant pas nommé président d'un arrondissement de Paris et n'ayant pas grand chance d'être élu député, il doit souffrir ; et vous pouvez tout calmer en réparant. Il est même probable que si vous le nommez Secrétaire général, il pourra passer au lieu de Gévaudan.

Je vous sers ici le mieux que je puis. J'ai fait passer par courrier extraordinaire un avis important à M. de Montmorency. Il paraît aujourd'hui que la république de Colombia est reconnue par l'Angleterre. Vous serez tôt ou tard forcés d'en faire autant, et dans ce cas il y a tout à gagner à aller vite. Croyez-moi, placez mes cinq ou six royalistes : De Vaux, Castelbajac, Donnadieu, Canuel, La Borie, Agier, Delalot ; faites rendre le ministère d'État à Vitrolles, arrangez La Bourdonnaye si vous pouvez ; après cela, l'avenir est à vous. Évitez la désunion parmi les royalistes aux élections et à la session prochaine. Et tout est gagné. Quand vous aurez besoin de moi, vous me rappellerez ; en attendant n'oubliez pas le *congrès* s'il a lieu. J'ai beaucoup amélioré ici notre position diplomatique. Je n'ai rien demandé à Mathieu, mais je pense que, pour le bien du service du Roi, il ne faudrait pas que je fusse le seul ambassadeur sans *cordon* au milieu des ambassadeurs étrangers, dans la plus grande ambassade de l'Europe, cela est remarqué et produit un mauvais effet parmi le

corps diplomatique. Mes deux prédécesseurs avaient le cordon bleu et tous nos ambassadeurs l'ont à Vienne, à Rome et à Naples. Ceci est pour vous et pour *memorandum*.

Je suis toujours à vous et sincèrement. Vous êtes fort considéré ici.

Ma femme vous a parlé souvent pour mon neveu d'une affaire qu'elle croyait que vous saviez. Elle s'est trompée, c'est moi qui arrangerai cela seul avec le Roi, et ensuite vous m'aiderez.

CHATEAUBRIAND. [1]

---

685 30 avril 1822.

Au marquis de Boissy.

Londres, 30 avril 1822.

Mille remercîments, Monsieur, vous faites des merveilles. Je n'ai point encore l'annonce du départ des porcelaines, et c'est ce que je désire le plus. Quand vous croirez, Monsieur, que vous ne pouvez plus rien obtenir, vous viendrez nous retrouver.

A vous, Monsieur, bien sincèrement. [2]

---

686 3 mai 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division
Politique
N° 20

Londres, le 3 mai 1822.

Monsieur le Vicomte,

Par votre dernière dépêche du 29 avril, N° 5, vous voulez bien m'apprendre que le Roi ne juge pas à propos que j'aborde à pré-

1. Villèle *Mémoires*, III, 24. — Collationné par nous sur l'original.
2. *Mémoires du marquis de Boissy*, I, p. 160.

sent avec le prince Esterhazy, la question du remplacement des troupes autrichiennes par les troupes françaises dans le Piémont. Je n'ai point encore remis au prince Esterhazy la note qu'il m'a confiée, et je me conformerai à la volonté du Roi.

J'ai fait connaître à lord Londonderry la résolution du cabinet des Tuileries relativement au rappel de notre ambassadeur à Constantinople ; il n'en a paru ni étonné, ni mécontent.

Vous avez vu, Monsieur le Vicomte, par ma dépêche N° 19, que l'on avait commencé à savoir ici par la voie de Berlin, l'effet qu'avait produit à Pétersbourg la nouvelle du rejet de l'*ultimatum*. Hier matin, le prince Esterhazy est venu chez moi pour me faire part avec sa cordialité ordinaire des nouvelles qu'un courrier de Vienne venait de lui apporter. Il m'a communiqué une note dont vous avez pris sans doute connaissance en ce moment ; note que le prince de Metternich a fait remettre à Vienne au comte de Golowkin et à M. de Tatischeff, au moment du départ de celui-ci pour Pétersbourg. Cette note suppose les deux cas de paix ou de guerre ; dans le premier, l'Autriche offrirait d'ouvrir de nouvelles négociations ; dans le second, elle consentirait à retirer son ambassadeur de Constantinople : cela m'a paru laisser les choses dans l'état où elles sont depuis six semaines.

Il serait, comme vous le dites dans une de vos dépêches, Monsieur le Vicomte, très utile de pouvoir démêler pourquoi l'Angleterre se montre d'un côté hostile envers la Russie, tandis que de l'autre elle soumet sa politique à celle de l'Autriche qui est toute russe.

Dans un État dont le commerce est le principal soutien, il y a toujours lieu de croire que les intérêts particuliers l'emportent sur les intérêts généraux. D'après cette règle, il est probable que la bienveillance du Cabinet de Saint-James pour le Cabinet de Pétersbourg n'est pas le sentiment véritable. Il y a de plus une antipathie secrète entre Georges IV et Alexandre. Le nouveau tarif de la Russie, qui attaque les produits des manufactures anglaises (ainsi que nos étoffes de Lyon, nos modes et notre

bijouterie) ne contribuera pas, dans ce moment, à maintenir la bonne intelligence entre les deux pays.

Trois choses occupent en ce moment le public anglais : 1° le plan proposé par M. le marquis de Londonderry pour le soulagement des fermiers ; 2° la proposition de M. Canning relativement aux Pairs catholiques ; 3° l'admission des bâtiments de l'Amérique espagnole dans les ports de l'Empire Britannique.

Par le plan de lord Londonderry, le gouvernement anglais rétablit dans le fait le papier monnayé, et revient au système créé par M. Pitt en 1797. L'opération du Chancelier actuel de l'Échiquier avait quelque chose de gigantesque et d'éclatant ; mais en convertissant en or le papier monnaie, M. Vansittart avait fait tomber le prix des denrées et ruiné les propriétaires.

La motion de M. Canning, relativement aux Pairs catholiques, a passé à une majorité de cinq voix. Il est probable qu'elle aura le même succès à la seconde lecture. J'ai assisté à la séance. M. Canning et le ministre de l'Intérieur, son adversaire politique, M. Peel, ont supérieurement parlé. On craint que la proposition n'échoue à la Chambre des Pairs, à cause de l'opposition du banc des Évêques ; mais l'opinion favorable aux catholiques de la Grande-Bretagne fait tous les jours des progrès ; ils ne tarderont guère à recouvrer leurs droits politiques, et ce sera une grande révolution dans ce pays.

Vous ayant déjà parlé, Monsieur le vicomte, de l'admission des vaisseaux des colonies espagnoles dans les ports de l'Empire Britannique, je n'ai plus rien de nouveau à vous dire à ce sujet.

Hier, les ministres ont été battus à une majorité de 15 voix pour la suppression d'une des deux places de directeur des Postes ; c'était une forte *sinécure*. Le parti des *Country-Gentlemen* a fait triompher l'opposition. Ce parti qui se réunit au ministère dans les questions politiques est toujours contre lui dans les questions d'économie. Une défaite de cette nature aurait autrefois obligé l'administration à se retirer ; aujourd'hui cela n'ébranle point la puissance du ministère, ce qui prouve qu'il y a quelque

chose d'altéré dans l'esprit de la constitution. En conséquence de cette décision de la Chambre des Communes, le marquis de Salisbury cessera ses fonctions et lord Chichester sera seul maintenu.

J'ai pris de nouvelles informations relativement à l'infâme chanson du *Morning Chronicle* ; il n'y a qu'une opinion sur ce point : la victoire resterait à nos ennemis ; c'est déjà une chose loin de nous et complètement oubliée. [1]

Je m'occupe, Monsieur le Vicomte, à recueillir des renseignements sur le compte de M. d'Oliveira : c'est un médecin qui s'intitule aujourd'hui *commandeur*, parce qu'il porte la décoration du Christ ; on le dit, en effet, d'une très mauvaise opinion ; je doute pourtant que l'Angleterre ait demandé son rappel pour cette cause, ce n'est guère l'usage dans ce pays. J'ai dîné avec lui et tout le corps diplomatique chez lord Londonderry, le jour anniversaire de la naissance du Roi.

Un duel qui a eu lieu hier entre le duc de Bedford et le duc de Buckingham, a beaucoup occupé la haute société. Les deux nobles adversaires ont tiré, se sont manqués, et l'affaire a été arrangée. Le Roi apprendra sans doute avec plaisir que son ancien hôte s'est conduit avec honneur, et que le bon droit était de son côté.

Malgré le peu de bienveillance de l'Angleterre pour la Russie, on ne remarque ici aucuns préparatifs hostiles ; on ne lève pas un soldat ; dix à douze mille hommes gardent l'Angleterre ; il n'y a à Portsmouth que trois vaisseaux de guerre en armement, et quelques bâtimens légers destinés pour les Antilles. Une petite escadre est partie ces jours derniers pour l'Inde.

Quelques troubles causés par des mineurs ont eu lieu dans le Staffordshire.

M. de Caraman est parti ce matin pour Paris ; je n'ai eu qu'à me louer de son obligeance et de mes rapports avec lui.

1. Le Comte d'Antioche (*Chateaubriand ambassadeur à Londres*), p. 259-61, a publié les sept paragraphes précédents.

M. Desmousseaux, un des quatre nouveaux attachés à mon ambassade, est arrivé depuis quelques jours.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et

très obéissant serviteur,

CHATEAUBRIAND. [1]

A Son Excellence, Monsieur le Vicomte de Montmorency. [2]

---

687 3 mai 1822.

Au vicomte de Montmorency.

Londres, le 3 Mai 1822.

Monsieur le Vicomte,

J'ai l'honneur de mettre sous vos yeux la réponse que vient de m'adresser M. le Baron Séguier auquel, ainsi que je vous l'ai annoncé dans ma dépêche N° 3, j'avais demandé des renseignemens sur les prises des Corsaires insurgés de l'Amérique espagnole.

Vous verrez, Monsieur le Vicomte, que le cas supposé ne s'est point présenté, et que le seul exemple cité par M. Sadle, ne peut établir une règle fixe sur la conduite du gouvernement anglais dans ces circonstances.

J'ai cru par cette communication répondre suffisamment à votre lettre sans N° du 29 mars dernier.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble

et très obéissant serviteur,

CHATEAUBRIAND. [3]

A Son Excellence, Monsieur le Vicomte de Montmorency. [4]

1. La signature seule est autographe.
2. Affaires étrangères. — Angleterre, 615, f° 193.
3. La signature seule est autographe.
4. Affaires étrangères. — Angleterre, 615, f° 196.

688 3 mai 1822.

A Madame Récamier.

3 mai 1822.

Je suis réellement désolé de vous voir si affligée du sort de cet infortuné jeune homme[1] que vous en oubliez tous vos amis. Hélas ! nous avons assez de causes de souffrances à nous, sans y joindre encore des causes étrangères.

Je vois par ce que vous me dites et par ce que m'écrivent tous mes amis, que tandis que j'arrange les affaires des royalistes au dehors, on les défait au dedans. J'y fais cependant ce que je puis. J'ai écrit à Mathieu, à Villèle, à Corbière. Je les ai avertis du danger ; ma conscience est en paix. S'ils tombent, j'en serai très-fâché pour eux. Quant à moi, je rentrerai avec joie dans la vie privée, et je vous promets de n'en sortir de ma vie. Ce sera du moins le moyen de ne plus vous quitter.

On parle toujours d'un Congrès pous le mois de septembre, veillez bien à cela. Il faut que j'y aille pour revenir à Paris. Tous nos plans, comme vous le savez, sont établis sur le Congrès.

Je continue à être très-bien vu ici. Je voudrais que mes amis de Paris sentissent un peu le prix de mes services, non pour ce que ces services valent en eux-mêmes, mais parce qu'ils auraient moins d'envie de me tenir éloigné.

Vous ne m'écrivez que de petits mots. J'aurais pourtant grand besoin d'être consolé. Tâchez de vaincre votre paresse.[2]

1. Sirejean.
2. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 395-6. — Herriot, II, 112.

689 3 mai 1822.

A la duchesse de Duras.

3 mai 1822.

Je vous écris sur votre papier, mais je l'étrenne mal car je suis très souffrant aujourd'hui. Les veillées et le travail qui est considérable m'ont successivement fatigué, et il faut bien d'ailleurs payer le tribut au climat. Mes dernières lettres sont si longues que je me console un peu de la brièveté de celle-ci. Votre lettre d'hier n'est pas bonne. Je ne tracasse point Villèle, mais j'ai dû au moment des élections faire un effort pour les Royalistes et ne pas laisser périr Villèle sans au moins l'avertir du danger. Quant au Congrès, qui est la chose principale pour moi, Villèle ne peut y avoir des répugnances. Il ne pourrait s'inquiéter que de mon envie d'entrer au ministère, et en vérité je suis bien loin d'avoir cette envie, j'aime mille fois mieux rester ambassadeur à Londres, avec des congés tous les ans à l'époque où l'on ne fait plus rien dans le pays, c'est-à-dire entre les sessions du Parlement.

Dans ce moment je ne suis occupé que de ce qui vous trouble. J'espère encore que cette publication n'aura pas lieu, et je suis encore certain qu'à prix d'argent on peut du moins obtenir le retranchement de la lettre ou du paragraphe qui vous regarde. Je doute que Salgner soit l'éditeur de l'ouvrage. Je soupçonnais plutôt Saint Victor, O'Mahoni et quelques ultras de cette force, mais encore plus *Dentu tout seul*, et dans ce cas le succès du retranchement de la lettre est certain pour de l'argent. J'ai écrit cela à Bertin. Je vous quitte, j'ai mal à la tête horriblement. Caraman est parti ce matin pour Paris, il vous parlera de moi, je l'ai traité le mieux que j'ai pu, je désire qu'il soit content.

Ne dites à personne que je souffre. M[e] de Chateaubriand accourrait comme une folle. Demain je serai guéri. [1]

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

690 6 mai 1822.

Au marquis de Londonderry.

Portland Place, le 6 mai 1822.

Milord,

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence une requête que j'ai reçue de M. le Chevalier de Ladébat qui réclame, au nom de son frère, des sommes qui lui sont encore dues par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

Vous devez vous rappeler, Milord, que, dans l'année 1818, la Trésorerie liquida une partie de la dette dont M. de Ladébat réclame aujourd'hui le payement entier. Des difficultés pécuniaires l'obligèrent alors à donner une quittance qu'on exigea de lui ; il paraîtra donc peut-être au premier coup d'œil que cette nouvelle réclamation n'est pas fondée en droit, mais c'est à l'équité et à la loyauté bien connues du Gouvernement anglais que s'adresse aujourd'hui M. de Ladébat. C'est aussi sous ce point de vue que j'ai l'honneur de vous recommander sa requête et de vous prier de vouloir bien l'examiner avec tout l'intérêt qu'elle mérite.

J'ai l'honneur d'être avec la plus haute considération, Milord, de Votre Excellence, le très humble et très dévoué serviteur.

CHATEAUBRIAND.

A S. E. M. le marquis de Londonderry. [1]

1. Foreign-Office, France, 281. — Comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 400.

691 — 7 mai 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division Politique N° 21 — Londres, le 7 Mai 1822.

Monsieur le Vicomte,

Votre dépêche N° 6, du 2 de ce mois, m'a donné sur l'état des négociations à Vienne des détails dont je vous remercie infiniment ; j'en connaissais déjà une partie par le prince Esterhazy, mais il y a toujours dans les différentes versions des nuances qu'il est utile de rapprocher.

J'ai à vous rendre compte maintenant d'une conversation très importante que j'ai eue avec le marquis de Londonderry. Nous nous étions rencontrés samedi 4, à l'Académie Royale où j'avais dîné entre le duc de Wellington et lord Liverpool qui me parla du roi mon maître et de la famille royale de France dans le langage de l'admiration. Lord Londonderry me dit quelques mots de politique, et finit par me donner rendez-vous chez lui Dimanche 5, à midi.

Notre conversation, qui a duré deux heures, a roulé d'abord sur les affaires d'Orient. Lord Londonderry m'a paru croire à la paix. Il prétend que les négociations sont reprises à Constantinople ; que d'un autre côté, l'Empereur de Russie n'ayant pas rompu brusquement sur la nouvelle du rejet de l'*ultimatum*, on peut espérer d'heureux résultats pour l'Europe. Il croit encore qu'Alexandre a calculé les chances de la guerre et qu'il sait qu'il n'est pas si aisé de rejeter en Asie 4 millions de musulmans. Lord Londonderry instruit par moi qu'en cas de guerre nous retirerions notre ambassadeur de Constantinople, sous certaines clauses et réserves, m'a dit que nous faisions bien, puisque notre ministère pouvait toujours se mettre à l'abri derrière la prérogative royale ; mais, qu'en Angleterre, les ministres étant obligés

de rendre compte de tout au Parlement, ils ne pourraient jamais défendre par de bonnes raisons une mesure aussi hasardée que celle du rappel d'un ambassadeur.

Cette matière épuisée je suis revenu, Monsieur le Vicomte, sur quelques affaires et spécialement sur la querelle des pêcheurs de Granville et de Jersey : je vous rends compte par ce courrier, dans une lettre particulière, de ce que lord Londonderry m'a dit à ce sujet.

Enfin nous avons parlé des colonies espagnoles, et c'est ici la partie essentielle de notre entretien, puisque Lord Londonderry m'a chargé d'ouvrir avec vous, sur cet objet d'un si haut intérêt, une espèce de négociation. Voici l'enchaînement de ses raisons et la suite de ses idées :

« Deux choses sont à distinguer dans la position des colonies « espagnoles relativement à l'Angleterre et à la France : ces deux « choses sont ce qui touche aux intérêts commerciaux et ce qui « touche aux intérêts politiques.

« Quant aux intérêts commerciaux, la France et l'Angleterre « ne peuvent pas raisonnablement fermer à des populations indus- « trieuses de nouvelles sources de richesses, parce qu'il plaît aux « Cortès d'Espagne de déclarer qu'elles retiennent ce qu'elles ne « peuvent pas retenir. Ainsi les souverains de la France et de « l'Angleterre doivent permettre le commerce entre leurs sujets « et les habitants des colonies espagnoles. Ils doivent même éta- « blir, dans ces colonies, pour la sûreté des négociants français et « anglais, des agents qui seront, non des délégués du gouverne- « ment, mais des espèces d'envoyés du commerce.

« Quant à l'intérêt politique, lord Londonderry suppose que « les personnes qui dirigent aujourd'hui les affaires de France, « n'ont aucune envie de voir se multiplier les gouvernements révo- « lutionnaires. Le Ministère de S[a] M[ajesté] B[ritannique] n'aime « pas davantage ces gouvernements et ne les reconnaîtra que le « plus tard possible ; mais pourtant il arrivera un moment où l'on « ne pourra plus reculer, et c'est ce moment qu'il faut prévoir.

« Lord Londonderry prétend qu'il a refusé tout ce que l'Espagne « d'un côté et les colonies espagnoles de l'autre, ont proposé « d'avantageux au commerce anglais, afin de déterminer le cabinet « de Saint-James à prendre en main la cause de la métropole « contre les colonies, ou des colonies contre la métropole : il « demande que la France veuille bien agir de concert avec l'An- « gleterre en tout ce qui regarde la question commerciale et poli- « tique des colonies espagnoles. Enfin, il propose d'ouvrir, entre « les deux gouvernements français et anglais, une négociation « franche et loyale sur les mesures à suivre dans la circonstance « présente. Sir Charles Stuart a fait à M. Zea une réponse évasive « en le renvoyant à la cour de Londres. M. Zea demande mainte- « nant à venir traiter en Angleterre. Lord Londonderry ne lui « répondra que lorsque vous aurez répondu vous-même, Monsieur « le vicomte, aux propositions que je vous transmets aujourd'hui. »

J'ignore s'il y a au fond de ces propositions quelque pensée cachée : le gouvernement anglais, ne se trouvant peut-être pas en mesure de nous devancer, aurait-il l'intention de retarder notre marche par une proposition incidente ? Se croirait-il plus fort avec nous pour lutter contre l'esprit d'entreprise des États-Unis ? Plus je vois le marquis de Londonderry, plus je lui trouve de finesse : c'est un homme plein de ressources, qui ne dit jamais que ce qu'il veut dire. On serait quelquefois tenté de le croire bonhomme ; il a dans la voix, le rire, le regard, quelque chose de M. Pozzo di Borgo, et ce n'est pas précisément la confiance qu'il inspire. Je le crois pourtant sincère dans cette occasion ; et nos difficultés à nous-mêmes sont si grandes sur la question des colonies espagnoles, qu'il me semble que nous avons un grand intérêt à agir de concert avec l'Angleterre. Une négociation de cette nature nous protège contre les attaques de notre opposition, accroît l'importance et la force de notre ministère, nous met à l'abri des remontrances ou des menaces du gouvernement espagnol, et nous fait gagner du temps.

Je penserais donc, Monsieur le vicomte, sauf meilleur avis,

que votre réponse doit être amicale. Il serait même utile que la dépêche fût conçue de sorte qu'elle pût être mise sous les yeux de lord Londonderry ; mais si le Conseil se détermine à traiter, il faut qu'il se souvienne du point dont on est forcé de partir. L'Angleterre a déjà permis le commerce avec les colonies espagnoles et ouvert ses ports aux vaisseaux de ces colonies. Lord Londonderry ne m'a pas caché, comme vous l'avez su, qu'il enverrait dans ces mêmes colonies des agents commerciaux : cette partie de la question est donc déjà jugée. Si j'avais un conseil à donner, je n'hésiterais pas, Monsieur le vicomte, à vous dire que la France doit se hâter aussi d'admettre la liberté du commerce avec les colonies espagnoles. L'Angleterre vous en a donné l'exemple et les événements vous y forceront. Cette base une fois établie, il deviendra facile d'ouvrir des négociations avec lord Londonderry. Sa prétention est que le commerce de la France et celui de l'Angleterre soient traités, dans les colonies espagnoles, sur le pied de la plus parfaite égalité : point d'objections graves à cet égard, car si quelques marchandises anglaises ont plus de cours que les nôtres dans les colonies espagnoles, quelques-unes des nôtres, à leur tour, ont un plus grand débit que les marchandises anglaises &c.

Quant à la partie politique ou à la reconnaissance des gouvernements *de fait*, lord Londonderry prétend (et je le crois) que le gouvernement anglais n'a pas plus d'envie que la France de voir se multiplier les constitutions démocratiques. C'est ici, Monsieur le Vicomte, que nous avons un immense avantage à nous entendre avec l'Angleterre.

Le gouvernement espagnol, en prenant un parti sur ses colonies, aplanirait bien des difficultés. Si l'Europe est obligée de reconnaître les gouvernements de fait en Amérique, toute sa politique doit tendre à faire naître des monarchies dans le Nouveau-Monde, au lieu de ces républiques qui nous enverront leurs principes avec les produits de leur sol.

En lisant cette dépêche, Monsieur le Vicomte, vous éprouve-

rez sans doute comme moi un mouvement de satisfaction. C'est avoir déjà fait un grand pas en politique que d'avoir forcé l'Angleterre à vouloir s'associer avec nous dans des intérêts sur lesquels elle n'eût pas daigné nous consulter il y a six mois. Je me félicite, en bon Français, de tout ce qui tend à replacer notre patrie à ce haut rang qu'elle doit occuper parmi les nations étrangères.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

CHATEAUBRIAND. [1]

P.-S. Lord Londonderry a été obligé dans le dernier Comité du Parlement de retirer la première résolution de son projet pour le *soulagement de l'agriculture*. Il est fâcheux d'accoutumer l'opposition à ces petits triomphes. La misère est à son comble dans les provinces méridionales de l'Irlande.

CH. [2]

A Son Excellence, Monsieur le Vte de Montmorency. [3]

---

692 7 mai 1822.

A Madame Récamier.

7 mai 1822.

On attend demain, ici, M. de Broglie et M. de Staël. Ils me donneront de vos nouvelles. Je vous en prie, soyez un peu discrète avec Adrien. Vous n'avez pas d'idée des lettres que m'écrit Mme de D..... [4]

1 et 2. La signature et le paraphe seuls sont autographes.

3. Le comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres,* p. 263-8, a publié incomplètement cette lettre. — Affaires étrangères, Angleterre, 615, f° 204.

4. Madame de Duras.

Je suis accablé de travail. Nos affaires vont merveilleusement ici ; si elles allaient aussi bien en France, vos amis les libéraux ne seraient pas si hargneux. Quoi qu'il en soit, ma prédiction s'accomplira, et ils seront battus par le pauvre petit ministère royaliste qui n'a l'air de rien du tout. Cependant ce ministère a fait bien des sottises depuis mon départ, et les royalistes ont raison de se plaindre. J'ai écrit pour tout raccommoder. Les correspondances privées qu'on imprime dans les journaux anglais me font aussi sans cesse rappeler en France pour être premier ministre. Je ne sais ce qui peut donner naissance à ces sots bruits.

Je vous quitte ; je tombe de fatigue. J'ai écrit une longue dépêche de la plus haute importance.

Que ne suis-je dans la petite cellule ! [1]

---

693 7 mai [1822].

A la duchesse de Duras.

7 mai.

Vous épuiseriez la patience des saints. Je vous ai écrit tous les derniers courriers les lettres les plus longues et les plus détaillées, j'espère que je ne vous ai pas montré d'indifférence sur la misérable affaire qui nous a trop occupés, et à tout cela vous me répondez des lettres pleines d'injures et de folies. Si le courrier de demain ne m'apporte pas une bonne lettre d'*excuses* je ne vous écrirai plus, j'aurais cependant bien des choses à vous dire. J'étais en train de vous conter des histoires lorsque votre malheureuse nouvelle est venue d'abord me désoler, et ensuite vos injustices ont achevé d'enlever toute envie d'écrire. Ainsi vous perdez le récit de mon grand dîner à l'Académie de peinture où j'étais placé entre le Duc de Wellington et Lord Liverpool, vous

1. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 396-7.

ne saurez pas ce qui s'est passé à mon autre dîner chez S*** avec tous les princes de la terre. Je vous dirai seulement si vous y prenez encore quelque intérêt, que je continue à être très bien ici, que j'ai entamé une affaire importante avec le gouvernement anglais et qui peut me faire honneur si on m'écoute à Paris. Au reste quelques espérances de paix renaissent en ce moment. Ce que vous me dites de la France est déplorable, mais je ne sais quelle voix me dit que nous surmonterons tous les dangers.

Je ne voulais vous écrire que deux mots, je me suis laissé entraîner bien au delà de mon intention. Lord Lansdowne est arrivé, je l'ai vu, il me parle admirablement d'Ourika. Votre querelle sur l'Abbaye est misérable, au nom du ciel, laissez cela, rien n'est plus absurde et plus faux que toutes vos idées. Je tombe de fatigue et puis à peine tenir ma plume. J'ai écrit une dépêche immense aujourd'hui. [1]

---

694 10 mai 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division
Politique
N° 22

Londres, le 10 mai 1822.

Monsieur le Vicomte,

J'ai reçu la dépêche N° 7 que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le *6* du courant. Elle était accompagnée de deux lettres, l'une pour apprendre à M. le Comte Deschapelles que la croix de Saint-Louis ne pouvait pas lui être accordée, l'autre relative à la circumnavigation de la corvette *La Coquille* commandée par M. Duperrey. J'ai déjà écrit à lord Londonderry pour obtenir des lettres ouvertes adressées aux officiers de terre et de mer qui se trouvent dans les possessions anglaises que M. Duperrey sera

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

dans le cas de parcourir. J'aurai l'honneur de vous faire part de sa réponse.

Je n'ai rien à vous mander aujourd'hui, Monsieur le Vicomte, j'attends votre décision sur le contenu de ma dernière dépêche N° 21. Il est à craindre que les affaires d'Espagne ne vous gênent dans le parti qu'il serait si important de prendre pour les colonies espagnoles.

Le Parlement continue à discuter les moyens de soulager l'agriculture, et les ministres comme l'opposition sont d'accord sur l'insuffisance de ces moyens.

Nos élections sont dans ce moment l'objet de toutes les conversations politiques.

On a été douloureusement affecté d'apprendre l'indisposition de Son Altesse Royale Madame. Cette Auguste Princesse a laissé dans ce pays qu'Elle a habité un profond sentiment de respect et d'admiration.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et

très obéissant serviteur,

CHATEAUBRIAND. [1]

A Son Excellence, Monsieur le vicomte de Montmorency. [2]

---

695 10 mai 1822.

A Madame Récamier.

Londres, ce 10 mai 1822.

Je vous envoie copie de la lettre que j'écris par ce courrier à Laborie. Vous la montrerez à la personne que je devine aisément. Cet homme est très bon, mais c'est un tripotier éternel.

1. La signature seule est autographe.
2. Affaires étrangères. — Angleterre, 615, f° 210.

Je ne sais ce qui a pu vous blesser dans mon billet. Je n'aime point les explications différées. Si c'est vous blesser que d'être malheureux et à plaindre loin de vous, alors vous devez être très-blessée.

Je n'ai plus rien à vous dire de ce pays. La première impression est faite, et comme elle m'est, je crois, favorable, je suis maintenant hors de danger. Je porte bonheur aux royalistes. Je ne puis m'empêcher de remarquer que leurs affaires s'arrangent partout où je vais et se dérangent partout où je ne suis pas. Cela ne tient nullement à mon mérite, mais à un sort qui semble s'attacher pour eux à ma personne. Et ce qu'il y a de très-malheureux pour moi, c'est que je ne les sers qu'aux dépens de la paix de ma vie ; je suis à contre-sens de toutes mes habitudes et de tous mes goûts pour les servir.

Votre billet m'a rendu triste. Je vous quitte pour ne pas vous ennuyer de mes lamentations. [1]

---

696 10 mai 1822.

A la duchesse de Duras.

10 mai 1822.

Que puis-je répondre à votre extravagante lettre ! Écoutez pour en finir.

Vous avez été, vous êtes et serez le premier attachement de ma vie, mon amitié a l'âge de la vôtre et elle vous survivra. Je ne connais personne au monde dont l'esprit et le cœur soient plus en harmonie que le vôtre avec tout ce que je sens et j'éprouve. Je donnerais tout au monde pour vous voiler la pure, l'exacte vérité ; après cela voulez-vous que je repousse de la bienveillance pour moi ? Je ne le puis, il y a dans mon caractère avec quelque chose

1. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 398-9.

de fort quelque chose de faible. Je me laisse aller. Prenez moi donc tel que je suis. Vous avez tout ce qu'il y a de bon en moi, ce qui reste de moi quand votre part est faite ne vaut pas la peine d'être réclamé. Défiez vous au reste des confidents et des confidences. On aime à tourmenter les personnes qui se tourmentent.

Nous reprendrons les longues lettres quand vous voudrez. Mais vous m'avez fait trop souffrir et j'ai le cœur trop blessé de vos injustices pour écrire longuement aujourd'hui.

Lord Bristol est à la campagne, je ne l'ai point encore vu. [1]

---

697 14 mai 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division
Politique
N° 23.

Londres, le 14 mai 1822.

Monsieur le Vicomte,

J'ai l'honneur de répondre aujourd'hui même par deux lettres particulières aux deux principaux articles de votre dépêche du 9, N° 8.

Je n'ai appris que par les journaux anglais de ce matin les élections d'arrondissement de Paris. Je vois avec plaisir que les petits collèges ont nommé deux Royalistes, et que M. de la Panouze est au nombre des élus. Cela passera ici pour une victoire, et je ne manquerai pas de le faire valoir.

Les incendies dans tous nos départements ont beaucoup inquiété ; les ministres anglais avec lesquels j'en causais, il y a deux jours, pensent qu'une proclamation du Roi promettant une forte récompense à quiconque aurait dénoncé les coupables, aurait un effet certain ; ce moyen réussit toujours en Angleterre.

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

Rien de nouveau de l'Orient : on croit à la guerre.
J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et
très obéissant serviteur,
CHATEAUBRIAND.[1]

A Son Excellence, Monsieur le vicomte de Montmorency.[2]

---

698 14 mai [1822].

A Madame Récamier.

14 mai.

Voulez-vous aussi me faire maudire les courriers ? Toutes les lettres que je reçois de Paris sont des plaintes ; tandis que je reçois parmi les étrangers un bon accueil que je n'ai recherché que pour mes amis de France. Ces amis semblent d'accord pour me désoler. Les amis politiques m'écrivent des fureurs, et veulent que je quitte tout pour les sauver. Mme de Duras est à moitié folle à cause de vous, Mme de Ch.[3] grogne, et voilà que vous vous mettez à gémir. Allons, il ne me reste plus qu'à me noyer.

C'est pourtant dommage. Je commençais à être en pleine fortune. J'ai donné hier mon premier dîner diplomatique avec plein succès. Le 26, le duc de York vient dîner chez moi, et le Roi en meurt d'envie. Les jalousies diplomatiques l'empêchent seules de venir, et peut-être passera-t-il par dessus. Je calcule cette faveur croissante avec plaisir, parce que tout ce qui m'élève me rend nécessaire, et qu'en devenant nécessaire, j'ai une chance plus prochaine de nous revoir. Vous ne méritez pas tous ces calculs, puisque vous grondez aussi. Au nom du ciel, ne vous mettez pas dans la foule. Songez à Chantilly et écrivez-moi de manière à me consoler.[4]

1. La signature seule est autographe.
2. Affaires étrangères. — Angleterre, 615, f° 215.
3. Mme de Chateaubriand.
4. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 398-9. — Herriot, II, 112.

699 14 mai 1822.

A la duchesse de Duras.

Je vous assure que j'en suis venu au point de trembler à l'arrivée de chaque courrier. Je ne reçois pas une lettre de Paris, qui ne soit des lamentations. Votre dernière lettre comble la mesure. Vous reprenez votre ragot, et pourquoi? Que vous ai-je fait? Rien de plus cruel et de plus odieux. Vous devriez sentir au moins que de pareilles injustices en me bouleversant tous les jours m'empêchent de faire ce que je devrais pour me maintenir ici, que vous me faites perdre en un instant le fruit de tous mes efforts. J'étais en très bon train, je réussissais au delà de mes espérances, et par ce succès je me voyais plus près de vous. Bien que mon crédit augmente, la nécessité de me rappeler devenait plus grande. Enfin vous ne voulez pas, soit ! Écrivez comme il vous plaira. Quant à moi je n'écrirai plus si vous continuez à être aussi rude et aussi injuste. Je vous ai répondu sur l'Abbaye aux Bois. Je n'ai rien à vous dire. Cela fait pitié.

14 mai 1822.[1]

---

700 17 mai 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division
Politique
N° 23

Londres, ce 17 mai 1822.

Monsieur le Vicomte

Le courrier d'hier m'a apporté votre dépêche politique N° 9, votre dépêche Cabinet N° 13, votre lettre sur les déprédations des pêcheurs anglais et celle sur l'affaire du navire Elisa-Ann.

J'aurai l'honneur de répondre en détail par le courrier prochain

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

à ces dépêches et à ces lettres. Je dois vous faire observer ici que le courrier qui part le lundi soir de Paris, arrivant à Londres le jeudi matin, et étant réexpédié le vendredi soir, ne me laisse que vingt-quatre heures de libre ; quand les dépêches exigent que je m'adresse au gouvernement, je n'ai pas le temps de joindre les ministres dans l'intervalle qui s'écoule entre l'arrivée et le départ du courrier, surtout à présent qu'ils sont entièrement occupés par des discussions parlementaires.

Lord Londonderry a remporté hier une victoire relativement au traitement des ambassadeurs. Il avait fait entendre qu'il se retirerait s'il était battu sur ce point. Je n'en croyais rien, et c'est pourquoi je ne vous avais point parlé de ces propos qui n'avaient d'autre but que d'effrayer le parti des country-gentlemen.

Nos élections font grande sensation ici. Le triomphe de notre ministère paraît certain, et vous sentez, Monsieur le Vicomte, que je ne laisse pas de faire remarquer ce qu'il y a d'avantageux dans telle ou telle nomination.

Nous vivons au milieu des bals et des fêtes. Ce soir, je vais à Covent-Garden dans la loge du duc d'York, et j'espère offrir mon respect à S. M. Britannique. Le 26, le duc d'York a daigné accepter un dîner chez moi ; le Roi serait fort tenté de me faire le même honneur, mais il craint les jalousies diplomatiques.

M. le Duc de Broglie et M. de Staël sont venus me voir en arrivant à Londres, et je les ai invités à dîner pour mercredi prochain. M. d'Argenson n'a pas laissé son nom à l'ambassade, M. d'Haussonville est ici.

M. le Duc de Coigny part aujourd'hui pour la France ; il y sera suivi par Sir & Lady Dalrymple Hamilton dont il épouse la fille. Je n'ai eu qu'à me louer de son bon esprit et de sa politesse.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et très
obéissant serviteur,

CHATEAUBRIAND. [1]

1. La signature et les paraphes sont seuls autographes.

P. S. J'ai l'honneur de vous envoyer, Monsieur le Vicomte, les deux exemplaires du Calendrier Royal que vous aviez désirés et qui n'ont paru que depuis trois jours.

CH.[1]

M. le Comte de Lieven sort à l'instant de chez moi. Il est venu me demander au nom des autres ambassadeurs mes collègues ce qu'il était à propos de faire vis à vis du prince de Danemark nouvellement arrivé ; si nous devions attendre la visite du prince, ou si nous devions lui présenter nos respects les premiers, s'en rapportant d'ailleurs à ma décision. J'ai incliné, Monsieur le Vicomte, à la courtoisie, surtout dans un temps où l'on montre si peu de respect pour les Princes : en conséquence, nous allons tous aujourd'hui nous écrire à la porte du prince et de la princesse de Danemark.

CH.[2]

A Son Excellence Monsieur le Vicomte de Montmorency.[3]

---

701 17 mai 1822.

A Villèle.

Londres, 17 mai 1822.

Les élections, mon cher ami, me font grand plaisir, voilà l'avenir assuré, sauf un seul écueil qu'il vous reste à éviter et qu'il est de mon amitié de vous signaler.

Vous n'avez plus à craindre désormais qu'une division dans le côté droit à l'ouverture des Chambres. Cette division, ne fût-elle que de dix voix, serait encore très malheureuse : un ministère royaliste ne doit pas avoir une opposition royaliste. Or vous pouvez tout arranger. Faites maintenant, après les élections, les

1 et 2. La signature et les paraphes sont seuls autographes.
3. Affaires étrangères. — Angleterre, 615, f° 216.

nominations que vous n'avez pas cru devoir faire avant. Satisfaites vos amis ; prenez Bertin de Vaux avec vous, c'est le moyen de le consoler de n'avoir pas été élu député. Ne laissez pas la session s'ouvrir sans que Delalot, Castelbajac, Donnadieu soient placés. Rendez à Vitrolles ce que vous avez justement ôté à Louis. Je voudrais aussi que ce pauvre Agier fût tiré d'affaires. Ses cris vous sont nuisibles dans Paris. Enfin notre ami La Borie ne doit pas être oublié. Mon cher ami, pour achever votre ouvrage, il ne s'agit plus que de prendre une demi-douzaine de têtes royalistes. Votre raison et votre connaissance des hommes ne doivent pas vous permettre d'hésiter à faire une chose de la plus grande utilité pour vous et qui n'a pas aujourd'hui le moindre danger.

Il paraît maintenant assez probable que, guerre ou non, il y aura un Congrès. Le prince Esterhazy, ambassadeur autrichien ici, part dans un mois pour Vienne, et il m'a dit qu'il avait la promesse du prince de Metternich d'aller avec lui au Congrès à Florence ou en Allemagne. Ceci, mon cher ami, facilitera ma nomination à ce Congrès. C'est la chose que je désire le plus vivement et que je vous demande ; c'est là que j'achèverai d'acquérir dans vos intérêts cette prépondérance diplomatique qui augmente pour moi de jour en jour. Ainsi je marcherai auprès de vous sans vous gêner ; je serai sous votre main en cas de besoin, et si rien n'est encore assez mûr, je reviendrai, après le Congrès, reprendre mon poste en Angleterre avec un accroissement de force et de considération. Je ne vois aucune objection raisonnable à ce plan et d'autant plus que parmi vos ambassadeurs vous n'avez personne. On ne doit pas sous votre ministère recommencer les sottises de Laybach. Ne m'oubliez pas et croyez au dévouement de votre sincère ami. Vos affaires vont bien ici et j'ai pris le dessus : depuis six ans on avait bien mal servi la France.

CHATEAUBRIAND.[1]

1. *Mémoires Villèle*, III, 26.

702 17 mai [1822].

A Madame Récamier.

17 mai.

Le courrier d'hier ne m'a point apporté de lettre de vous. Il n'y a que moi dans le monde dont l'attachement soit toujours le même, et dont l'amitié soit toujours exacte. On me fait, quand on m'oublie, une peine que je ne veux faire à personne.

Voilà les élections à peu près finies. Les libéraux sont battus, et, en vérité, ils avaient bien des chances pour eux ! Croiront-ils encore qu'ils sont populaires, qu'ils sont les plus nombreux, les plus forts et les plus habiles ? Le *petit ministère* triomphera ; je l'ai prédit.

Je suis toujours très-bien ici, et je prends chaque jour plus d'empire. J'espère pourtant, quoi qu'il arrive, vous voir bientôt soit en congé, soit en allant au Congrès, s'il y a Congrès, soit en devenant ministre. Enfin, je vous verrai quand vous voudrez.

M. de Broglie et M. de Staël sont venus me voir. Je les ai priés à dîner pour mercredi prochain. J'espère que dimanche j'aurai un mot de vous. J'en ai grand besoin. [1]

---

703 17 mai [1822].

A la duchesse de Duras.

Vendredi 17 mai.

Enfin voilà une bonne grosse lettre de vous, mais pour vous punir de votre méchanceté passée vous n'aurez aujourd'hui que quelques mots de moi. Le fait est que le courrier du vendredi me laisse à peine le temps de répondre. Il arrive le jeudi de Paris et il repart de Londres le vendredi. Je n'ai que 24 heures pour les dépêches et les courses chez les Ministres, quand les dépêches sont importantes comme elles le sont aujourd'hui.

1. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 399-400. — Herriot, II, 113.

1° Ce n'est pas ma voiture de cour, ce sont mes deux voitures qui, avec les harnais, me coûtent 28.000f; elles m'en auraient coûté 16 a Paris, c'est juste le double, mais la faute est *au Pays.*

2° Le grand salon pour lequel on me demandait ici 100.000 ou au moins 60.000 m'en coûte 20.000. C'est encore réussite. Je n'ai fait et ne ferai pas un sou de dette. J'aurai sur mon année, malgré les diners et les bals, 20.000f pour Mde de Chateaubriand.

Mon premier diner a été superbe, le second qui aura lieu le 26, sera honoré de la présence du duc d'York, on dansera le 7 février. Je suis très bien avec le Roi, les Ministres et la Société. Mais je voudrais être avec vous. M. d'Argenson n'est pas venu me voir. M. de Broglie, de Staël, le duc de Guiche et le marquis de Lansdowne dinent chez moi mercredi! Je suis assez content des élections. Au milieu de tout cela je m'ennuie et je vous aime.

Rappelez moi vite au Ministère. [1]

---

704 21 mai 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division Londres, le 21 mai 1822.
Politique
N° 24

Monsieur le Vicomte,

Ayant obtenu samedi dernier 18, une audience particulière du Marquis de Londonderry, je lui ai lu, comme vous m'y aviez autorisé, cette partie de votre dépêche du 13, N° 9, destinée pour lui.

Il a pris son parti en véritable diplomate, loin de paraître blessé du refus que fait notre cabinet d'entrer en négociation avec le cabinet de Saint-James pour les colonies espagnoles. Il a fort applaudi au paragraphe, l'a trouvé bien raisonné, bien écrit, et m'en a demandé copie pour le mettre sous les yeux de sa

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

Majesté Britannique. Comme vos instructions me défendaient formellement de donner cette copie, ma position était assez embarrassante. Je savais que plusieurs de mes collègues avaient en pareil cas outrepassé les ordres de leur cour; moi, je n'ai pas cru devoir le faire : j'ai répondu que, n'étant autorisé qu'à communiquer partie de mes dépêches, je ne croyais pas pouvoir aller plus loin sans en référer à mon gouvernement.[1]

Je pense, Monsieur le Vicomte, qu'il n'y a aucun inconvénient à livrer copie du paragraphe précité : il est très bien, et ne peut rien compromettre; il me suffira d'y retrancher quelques mots. Refuser copie d'un passage dont nous avons cru pouvoir donner connaissance, serait nous soupçonner de manquer de cette franchise qui doit être le caractère distinctif d'un ministère royaliste. J'ai demandé à M. le Marquis de Londonderry ce qu'il comptait faire à l'arrivée de M. Zéa : « Ce que j'ai fait avec son secrétaire, « m'a-t-il répondu ; celui-ci m'a demandé une audience, je la lui « ai accordée, non comme à un agent politique, mais comme à « un simple particulier. Je lui ai dit que nous ne nous opposions « pas à la liberté du commerce, mais qu'il était impossible de « décider si vite sur le reste, que nous ignorions la position juste « des colonies espagnoles, que l'Angleterre ne pouvait ni agir « sans connaissance de cause, ni nuire à l'Espagne, ni blesser les « intérêts des alliés sur le continent. »

Le dessein de lord Londonderry est de tirer cette affaire en longueur. Il a parlé à M. d'Onis, ambassadeur d'Espagne ; il lui a dit que si les Cortès voulaient prendre un parti à l'égard des colonies, elles mettraient à l'aise toutes les puissances du Continent. « Au reste, vous verrez bientôt, a ajouté lord Londonderry, le « *bill* qu'on prépare relativement aux intérêts commerciaux. « Dans ce *bill* on dira simplement que les *vaisseaux* des colonies « indépendantes pourront être reçus dans les ports de l'Empire « Britannique. Mais on évitera avec soin de se servir du mot « *pavillon*, afin que rien ne soit reconnu. »

1. Le comte d'Antioche (*Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 271) a publié quelques lignes de ce paragraphe.

Il y aura donc un Bill.

Voilà au juste, Monsieur le Vicomte, la position des choses : j'attends vos ordres.

Le secrétaire de M. Hyde de Neuville qui a passé ici avec des dépêches vous aura informé de tout ce qui est relatif à la même question, aux États-Unis.

Nous ne savons rien de nouveau sur les affaires d'Orient, si ce n'est l'arrivée de M. de Tatischeff à Pétersbourg. On croit généralement à la guerre.

La nouvelle de la mort de M. le Duc de Richelieu que nous avons apprise avant-hier par un courrier expédié à M. Rothschild a fort touché. M. de Richelieu était un honnête homme, généralement estimé.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et très obéissant serviteur.

CHATEAUBRIAND.[1]

P. S. M. Billing arrive avec votre dépêche N° 10, Monsieur le Vicomte. Elle ne m'oblige à faire aucun changement à la mienne. La conservation de la paix en Orient serait une chose très désirable ; on était ici dans la joie de vos élections ; celles de Paris et de Colmar ont un peu diminué cette joie, d'autant plus que les journaux de l'opposition vont triompher, et que les journaux royalistes de Paris ne disent pas ce qu'ils devraient dire.

Vous savez maintenant que le ministère anglais a obtenu la victoire sur l'opposition dans la question des ambassadeurs. Je vais faire droit aux deux lettres particulières du 6 et du 20 mai, qui accompagnaient votre dépêche.

CH.[2]

A son Excellence Monsieur le Vicomte de Montmorency.[3]

1 et 2. La signature et le paraphe sont seuls autographes.
3. Affaires étrangères. — Angleterre, 615, f° 221.

705 21 mai 1822.

A Madame Récamier.

21 mai 1822.

Avec quelle joie j'ai revu la petite écriture! Tous les courriers qui arrivaient sans un seul mot de vous me crevaient le cœur. Suis-je assez fou de vous aimer ainsi, et pourquoi abusez-vous tant de votre puissance ? Pourquoi avez-vous cru un moment ce qu'on a pu vous dire ? Je hais mortellement ceux qui m'ont fait tant de mal, quels qu'ils soient. Nous nous expliquerons, mais en attendant aimons-nous, c'est le moyen de nous défaire de nos ennemis. Si vous étiez allée en Italie, je vous y aurais suivie.

A propos d'Italie, le congrès paraît plus probable que jamais. Je vais avoir besoin de vous pour attaquer Mathieu. Je vous donnerai le signal. Le prince d'Esterhazy, ambassadeur d'Autriche à Londres, ira au congrès. Vous sentez combien nous pouvons [1] faire valoir cette circonstance. Ce Congrès a l'immense avantage de me ramener à Paris, et toute cette politique ne signifie autre chose, sinon que je meurs du besoin de vous voir. Je ne vous ai point écrit par le dernier courrier, j'étais trop triste et trop malheureux de votre silence. Vous le verrez bien par les lettres que vous aurez reçues avant celles-ci.

Je tiens toujours que nos amis triompheront malgré leurs innombrables fautes. J'aime beaucoup l'abbé Frayssinous, mais je crois que l'opinion n'est pas encore mûre pour mettre un prêtre à la tête de l'éducation publique. On mécontente Delalot, et Delalot est une puissance dans la Chambre. Une division dans le côté droit peut seule perdre nos amis. Il faut donc vous dire encore que je vous aime. [2]

1. Mme Lenormant avait lu « pourrons » par erreur.
2. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 401-03. — Herriot *Récamier*, II, 115.

706 21 mai 1822.

A la duchesse de Duras.

Londres, ce 21 mai 1822.

D'après votre avant-dernière lettre j'espérois une longue suite de lettres sans orage, et voilà qu'il m'arrive une lettre désespérante. En vérité je ne sais pas comme l'amitié la plus tendre et la plus profonde peut tenir à ces tempêtes éternelles. Quoi, faut-il encore des explications ? Si dans un moment de véritable désespoir où me jettent vos lettres, j'ai répondu avec quelque impatience, est-ce à vous à vous en étonner ? Au nom du ciel, cessez cette manière d'être. Je n'y résisterois pas. Je continuerois à vous aimer de toute mon âme, mais je ne vous le dirois plus.

Vous dites qu'il ne faut écrire qu'à vous *seule*. J'écris ou je réponds à toutes les personnes qui m'écrivent. Je n'écris qu'à vous seule de longues lettres, et je ne dis qu'à vous seule que vous êtes ma première et ma plus anciennne amie.

Vous êtes sans doute réconciliée avec M[de] de Montcalm. Son malheur vous aura fait oublier son billet (billet au reste que vous disiez m'envoyer et qui n'étoit pas dans votre lettre) ; je crois que M[de] de Mont[calm] aimoit véritablement son frère. Elle va voir sa cour peu à peu se retirer ; et si elle a pris tous les hommages qu'on lui rendoit comme un tribut payé à sa personne, elle va apprendre à connoitre les amis du monde. C'est encore l'étoile de Villèle qui a tué ce pauvre Richelieu comme elle a fait la masse des élections. Le véritable danger du ministère étoit encore dans la coterie Richelieu, Pasquier, Roy, Molé. Elle est détruite à jamais par la mort du chef. Au reste, ce chef que je regrette en bonhomme que je suis, nous a fait un mal horrible, et c'étoit, à moi, mon véritable ennemi.

Il paroit qu'une de mes dépêches a fait du bruit en France. On m'en écrit de tous les côtés. Il faut donc que le Roi et les ministres l'aient louée ou en aient parlé. Je continue à réussir ici. J'ai fait

la connaissance de lady Conyngham ; et j'espère qu'elle amènera le Roi à venir dîner chez moi. Mais c'est un *grand secret*. Le duc d'York y dîne dimanche prochain.

Je suis fâché que vous ayiez parlé du Congrès à Polignac. Cette affaire du Congrès pour moi se traitoit dans le plus grand secret entre moi, Villèle et Hermann [1]. Villèle m'a formellement promis que j'irois, s'il y a Congrès. Ainsi il aura été mécontent si vous lui en avez parlé. Je cachois soigneusement cette affaire à Polignac et à Mathieu à cause d'Adrien, mais j'espère encore qu'il n'y a rien de gâté. Les ministres peuvent bien me refuser d'être ministre avec eux, mais tout le reste, ils sont forcés de me l'accorder. Toutes leurs dépêches sont remplies de remerciements et de compliments.

Je m'accoutume à vous écrire des volumes, et il faut m'en savoir quelque gré. Car si vous voyiez mon travail, vous verriez que je suis obligé de prendre pour vous écrire sur les cinq ou six heures qui me restent pour dormir. Tous les secrétaires sont malades et d'ailleurs je ne leur laisse rien à faire, pas même les affaires des particuliers. Toute la correspondance est dans ma main. J'ai borné Marcellus à la simple copie. C'est d'ailleurs un excellent jeune homme et qui tient la maison dans un ordre parfait. Sous ce rapport il m'est d'un grand secours.

Bonjour, chère sœur, plus de gronderies. Je tombe de lassitude.

Je vous ai dit dans une de mes lettres que j'ai reçu les livres. Vos commissions seront faites. Je vais jeudi passer 24 heures avec cet excellent lord Bristol.

Demain je donne à diner à M. M. de Staël, de Broglie, de Guiche, d'Haussonville. Cela m'amuse de faire boire du vin de Champagne à l'opposition.

Je rouvre ma lettre pour vous dire que je reçois un courrier extraordinaire qui m'apporte les nominations de Paris, de Lyon, d'Orléans, de Beauvais et de Colmar. Celles de Paris et de Col-

1. Hermann, directeur des affaires politiques au ministère des Affaires étrangères.

mar sont détestables. Mais à qui la faute pour Paris? Aux ministres. Leurs candidats étoient pitoyables. Il n'y a peut-être pas grand mal *pour moi* que ces messieurs n'aient pas si fort le vent en poupe.

Ils vont nommer l'abbé Frayssinous à l'instruction publique. C'est un homme faible. Et que dira Delalot dans la Chambre ? Dans un gouvernement représentatif, il faut être les plus forts à la tribune. [1]

---

707 23 mai 1822.

Au marquis de Londonderry.

Le soussigné, Ambassadeur de S. M. T. C. a l'honneur de transmettre à Monsieur le marquis de Londonderry des réclamations qui, ayant toujours paru justes au Gouvernement anglais, acquièrent aujourd'hui plus de force par les nouveaux documens sur lesquels elles sont appuyées. Pour exécuter les ordres précis de sa Cour, et pour épargner à Monsieur le marquis de Londonderry de longues recherches, le soussigné prend la liberté de remettre sous ses yeux l'exposé suivant :

Lors de la prise de la Guadeloupe par les troupes de Sa Majesté Britannique, le Dr Abeille passa un marché avec le commandant anglais, lord Gray, pour recevoir et faire traiter dans ses hôpitaux les blessés et malades anglais. Les avances considérables qu'il fit dans cette occasion sont, depuis quatre ans, l'objet des réclamations du général Desfourneaux, succédant aux droits du Dr Abeille.

A la suite du rapport d'une commission nommée *ad hoc* en 1820, une décision de la Chambre des Communes porta à 20.000 £ sterling la somme due par le Gouvernement au général Desfourneaux ; mais quelques jours après, la Chambre parut

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

croire que la convention conclue n'avait été ni approuvée par lord Gray, ni exécutée entièrement par le sieur Abeille; en conséquence, elle adopta un amendement qui réduisait la créance à 3.500 £.

Le soussigné s'empresse d'adresser à Monsieur le marquis de Londonderry l'enquête originale qui vient d'être dressée à la Guadeloupe, et par laquelle il appert que le sieur Abeille a exactement tenu les conditions du marché légalement conclu entre lord Gray et lui.

Ce document détruisant ainsi les données sur lesquelles la Chambre des Communes avait cru devoir adopter son amendement, le soussigné espère que Monsieur le marquis de Londonderry voudra bien s'en tenir à la première décision de la Chambre.

La Cour de France attache un grand prix à ces réclamations et elle est pleine de confiance dans l'équité du Gouvernement anglais.

Le soussigné saisit cette occasion de renouveler à Monsieur le marquis de Londonderry l'assurance de sa haute considération.

CHATEAUBRIAND.

Portland Place le 23 mai 1822. [1]

---

708 24 mai 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division
Politique
No 25

Londres, le 24 mai 1822.

Monsieur le Vicomte,

Je n'ai aujourd'hui rien de bien intéressant à vous mander. La nouvelle des élections départementales est venue corriger l'effet

1. Foreign-Office, France, 281. — Comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 400-1.

qu'avaient d'abord produit les élections de Paris. Je m'applique à diriger l'attention vers leur résultat général, et je n'ai pas de peine à prouver combien ce résultat est avantageux au ministère.

Le Roi a donné hier à Carlton-House un grand dîner pour le prince et la princesse de Danemark. J'avais l'honneur d'y être invité. Sa Majesté Britannique m'a adressé plusieurs fois la parole pendant le repas. Après le dîner, elle m'a pris à l'écart et m'a exprimé toute son admiration et son attachement pour le Roi, mon maître. Cet entretien a duré trois quarts d'heure, et il n'a fini que par l'intervention d'un ministre. Je me suis retiré très flatté pour le crédit politique de la France d'un accueil que je n'ai pas été le seul à remarquer.

Je m'occupe, Monsieur le Vicomte, des différentes affaires particulières que vous m'avez recommandées dernièrement : j'aurai l'honneur de vous rendre compte des résultats qu'elles pourront avoir.

Les ministres triomphent à la Chambre des Communes. Le bill des pairs catholiques sera discuté vendredi *31* de ce mois à la Chambre des Pairs. Lord Liverpool m'a dit hier qu'il serait très certainement rejeté. Il est fort question de transactions commerciales avec les États-Unis et les colonies espagnoles.

MM. Rothschild sont à la paix sur les affaires d'Orient. Le comte de Liéven m'a communiqué des dépêches qui ne disent pas autre chose que ce dont vous m'avez instruit.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et très obéissant serviteur.

CHATEAUBRIAND. [1]

A son Excellence Monsieur le vicomte de Montmorency. [2]

1. La signature seule est autographe.
2. Affaires étrangères. — Angleterre, 516, f° 227.

709 24 mai 1822.

A Madame Récamier.

Londres, ce 24 mai 1822.

Point de lettre encore de vous par le courrier d'hier ! Vous n'êtes pas malade, car M. de Broglie et A. de Staël qui ont dîné hier chez moi m'ont dit que vous vous portiez bien. Qu'est-il donc arrivé ? Qu'avez-vous contre moi ? Que vous ai-je fait ? En vérité, cela n'est ni bien ni tendre. Quand on prétend aimer, on s'explique lorsqu'on croit avoir des sujets de plainte. Je ne songe qu'à arranger ma vie pour vous ; je vous ai laissé entre vos mains l'histoire de cette vie. Je me suis livré sans réserve, et vous rompez tout cela par un froid silence, comme si jamais je n'avais été rien pour vous. Je me tue à chercher ce que vous pouvez avoir. Je m'examine et je ne trouve rien à me reprocher. Je vous ai parlé des jalousies de Mme de D... [1], jalousies que j'ai cru entretenues par Adrien. En quoi cela peut-il vous affecter ? Je vous ai priée, je crois, de vous méfier un peu d'Adrien qui aime les tracasseries et qui vit de petites choses : est-ce une injure et un tort ? Écoutez. Voici mon dernier billet. Je ne vous écrirai plus que je n'aie reçu une lettre de vous. Je vous épargnerai la peine de chercher un prétexte pour vous éloigner de moi. Mais non, vous ne le pourrez jamais ! [2]

---

710 24 mai 1822.

A la duchesse de Duras.

Londres, ce 24 mai 1822.

Vous m'aviez trouvé le cœur aussi dur qu'à Vitrolles. J'avoue qu'en rendant justice à quelques qualités de M. de Richelieu, je

1. Mme de Duras.
2. Herriot *Récamier*, II, 114.

ne puis voir en lui tout ce que vous y voyez. Souvenez-vous de toutes ses sottises, de tout ce qu'il disoit de moi et de mes *romans*, de la fameuse ordonnance qu'il trouva noble de contre-signer contre moi etc., etc. Cet homme nous a fait un mal affreux. J'aime mieux cette phrase d'une lettre de M^de^ de Chateaubriand que toutes vos lamentations : « *Ce ne sera pas de la faute des journaux, si on ne fait pas de ce mort un immortel. Cette mauvaise foi dans la louange et le blâme chez les Français me met toujours en fureur.* » Qu'en dites vous? Ma femme a raison. J'écris par ce courier à M^de^ de Montcalm.

J'ai dîné hier chez le Roi. Il m'a parlé si longtemps après dîner, que les ministres impatientés sont venus lui parler à l'oreille et l'arracher au tête à tête. Il m'a dit des *choses singulières* de de Cazes. J'écris au Roi (de France) pour lui dire ce que le Roi (d'Angleterre) m'a dit. C'est le commencement de la correspondance que je dois avoir avec le Roi. Gardez sur tout ceci le plus profond secret. Je dîne ce soir chez la M^ise^ de Conyngham et il est possible que le Roi vienne dîner chez moi dans une quinzaine de jours. Le duc d'York y dîne dimanche.

Je ne sais si les papiers français répéteront ce que M. Canning a dit de moi dans une assemblée où il a fait un discours et où le duc d'York présidoit. Vous avez été contente.

Je garderai vos paquets pour Léontine. Vos commissions sont faites. J'ai reçu, et je vous l'ai déjà mandé, la brochure de Montbrun et *Benvenuto*. Je les lis un peu pendant les 4 ou 5 heures que je passe au lit.

Les élections vont à merveille : puissent nos amis en profiter ainsi que de la mort de ce pauvre homme qui leur fait beau jeu ! Tall[eyrand] n'arrivera pas. Il voit tout de travers depuis un an. Oui, la paix serait bien désirable ; mais tout s'arrangera même en supposant la guerre.

Il faut que je termine ici ma lettre. Je n'ai plus qu'une heure pour expédier le courrier. [1]

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

711 27 [mai 1822]

A la comtesse de Pisieux.

Londres ce 27.

[1] Vous devez être prévenue pour le portrait ; [Mde] d'Orglandes m'a écrit de la part de Mde de Montcalm pour en avoir une copie ; et j'ai répondu que j'allais m'en occuper. Au reste, il n'est pas vrai que le portrait existe ici pour le Roi d'Angleterre ; il n'y a qu'un croquis assez ressemblant, qui appartient à Lord [Londonderry]. M. de Richelieu est bien [flatté] dans les journaux anglais de tous les [partis] de grands et pompeux éloges de lui [jour]naux royalistes la générosité [de n]otre caractère, à nous autres Français. [Je suis t]oujours admirablement traité ici et je m'y plais beaucoup. Je vous y attends, ou bien j'irai vous voir cet automne.

Soignez-vous et guérissez-vous. Hyacinthe est bien honteux de n'avoir pas fait encore toutes vos commissions, mais ce n'est pas tout à fait sa faute. Personne ne veut se charger de paquets pour Paris, à cause des tracasseries des douanes, et nous n'avons à l'ambassade aucun moyen à notre dispositi[on]. Vous aurez ce que vous demandez. Je verrai ce que je pourrai faire [ ].[2]

---

712 28 mai 1822.

Au vicomte de Montmorency.

Londres, le 28 mai 1822.

Monsieur le Vicomte,

J'ai reçu les diverses lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, en date des 20, 21 et 22 de ce mois, sans Nos.

1. Cette lettre a deux angles déchirés, de là les nombreux mots qui manquent.
2. Archives de Montgraham. — Communication de M. le comte d'Alsace.

Je m'occupe des réclamations de M. Lafond de Ladébat et je ne manquerai pas de faire valoir auprès du marquis de Londonderry les nouvelles considérations qui les fortifient.

Je vais demander l'expédition de l'*Exequatur* pour le consul qu'il a plu à Sa Majesté de nommer à Gibraltar.

Je ferai usage des nouveaux renseignements que vous voulez bien me transmettre relativement à nos bancs d'huîtres de Granville. J'ai eu l'honneur de vous mander que je dois avoir à ce sujet une conversation avec le Ministre de l'Intérieur, M. Peel.

J'adresserai également à lord Londonderry des réclamations contre la saisie par les douanes anglaises du bâteau de pêche le *Saint-Jacques*, et contre la détention des quatorze marins français.

Je dois ajouter, Monsieur le Vicomte, que ces diverses affaires seront un peu retardées : les ministres sont maintenant à la campagne pour passer les petites vacances de la Pentecôte, et rien ne peut être fait avant leur retour.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et très
obéissant serviteur,

CHATEAUBRIAND. [1]

P. S. Monsieur le comte de Marcellus, député de la Gironde, qui retourne à Paris après avoir passé quelques semaines avec moi, veut bien se charger de vous porter cette lettre.

Son Excellence Monsieur le Vicomte de Montmorency. [2]

1. La signature seule est autographe.
2. Affaires étrangères. — Angleterre, 615, f° 231.

113 28 mai 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division
Politique
N° 26

Londres, le 28 mai 1822.

Monsieur le Vicomte,

M. le Comte de Marcellus, membre de la Chambre des Députés, qui est parti ce matin pour Paris, vous remettra une lettre dont il a bien voulu se charger et qui accuse réception des lettres particulières que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire par le dernier courrier arrivé dimanche, 26 du courant. J'ai réservé ma dépêche pour le courrier qui part ce soir, dans l'espoir que j'aurais peut-être quelque chose d'intéressant à vous mander ; mais nous sommes dans un moment de vacance pour le Parlement, et de stérilité pour les affaires et les nouvelles.

Les ambassadeurs de Russie et d'Autriche, que j'ai vus hier, ne savent, touchant les événements d'Orient, que ce que vous m'avez annoncé ; savoir que le Divan paraît un peu plus disposé à traiter. Dieu veuille que sa détermination, si elle est sincère, n'ait pas été prise trop tard, et qu'on n'ait pas déclaré la guerre à Pétersbourg, tandis qu'on décidait la paix à Constantinople.

Le Pérou vient d'adopter une constitution monarchique. La politique européenne devrait mettre tous ses soins à obtenir un pareil résultat pour les autres colonies qui se déclareront indépendantes. Les États-Unis craignent singulièrement l'établissement d'un Empire au Mexique. Si le Nouveau Monde tout entier est jamais républicain, les monarchies de l'ancien monde périront. [1]

S. A. R. Mgr le Duc d'York m'a fait l'honneur de dîner chez

1. Le comte d'Antioche (*Chateaubriand ambassadeur à Londres,* p. 274-5) a publié une partie des paragraphes précédents.

moi dimanche dernier ; il m'a montré la même bienveillance que le Roi son Auguste frère m'avait témoignée à Carlton-House.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et très obéissant serviteur

CHATEAUBRIAND.[1]

A S. Ex. Monsieur le vicomte de Montmorency.[2]

---

714 28 mai 1822.

A la duchesse de Duras.

Mardi 28 mai 1822.

Le courrier de dimanche, c'est à dire le dernier courrier, ne m'a rien apporté de vous ; mais vous avez cru devoir écrire à de Marcellus, pour lui recommander l'économie et toutes sortes de belles choses, mais vous lui dites aussi que je n'écris point ou du moins que j'écris des lettres courtes, vraiment ce mensonge éternel me révolte. Je n'ai de ma vie écrit d'aussi longues et d'aussi fréquentes lettres qu'à vous. Je n'ai pas manqué encore un *seul* courrier depuis que je suis ici et n'est ce pas une grande pitié que d'employer la moitié de mes lettres à des justifications d'écolier, quand j'aurais tant de choses à vous dire qui en vaudraient mieux la peine ?

Je ne sais plus ce que j'ai à faire dans ce pays, toutes mes *conquêtes* sont faites. J'ai donné avant hier mon grand dîner (il était superbe) au duc d'Yorck. Reste le Roi, mais il y a toujours du doute parce qu'il n'est pas encore sorti de chez lui comme Roi et que la nécessité de visiter tout le corps diplomatique, s'il vient chez moi, est dure, et peut l'arrêter. Je me suis plus éta-

1. La signature seule est autographe.
2. Affaires étrangères. — Angleterre, 615, f° 232.

bli dans deux mois que tous mes prédécesseurs en sept ans. Me voici donc fort content, mais enfin je sens que mon intérêt s'affaiblit, et maintenant il faudra que je fasse beaucoup d'efforts au moins pour aller jusqu'au bout ; j'irai pourtant.

Nous touchons à un grand moment, la décision de la guerre et de la paix et l'ouverture de nos chambres. Il y a quelques heures de paix ; et malgré toute menace, je crois que la session sera courte et la majorité ministérielle assurée et forte.

Si vous m'aviez écrit je vous aurais conté une soirée d'artistes que j'ai donnée hier et où se trouvaient Horace et Carle Vernet, M^de^ Catalani, Mlle Leverd, Lafont et sa femme, Machelez ; c'était une soirée de garçons, je n'avais que les ambassadeurs d'Autriche, de Prusse et de Naples. Jamais il ne s'est trouvé tant de talens divers réunis, Mlle Leverd a déclamé des scènes du Misanthrope et de Tartuffe, M^de^ Catalani a chanté, Lafont et Machelez ont joué du violon et du piano, si nous avions eu des crayons nous aurions fait dessiner les Vernet. Vous savez comme ceux-ci sont mauvais d'opinions. J'avais toujours peur qu'ils ne se prissent de querelle avec Mlle Leverd, qui est une enragée royaliste. Tout s'est passé à merveille, et les Vernet qui partent samedi iront compter les louanges de l'Ambassadeur ultra aux libéraux. Les journaux anglais sont bien mauvais, quoique trop « justes » pour le pauvre M. de Richelieu. J'espère une lettre de vous demain. Si elle est bonne, je vous écrirai bien. [1]

---

115 30 mai 1822.

Au marquis de Londonderry.

Le soussigné, Ambassadeur de Sa Majesté Très Chrétienne, s'empresse de faire connaitre à Monsieur le marquis de Londonderry un fait récent dont sa Cour vient de l'instruire, en lui

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

prescrivant d'en faire l'objet de représentations pressantes vis-à-vis du Gouvernement anglais :

Suivant un rapport adressé au Gouvernement de Sa Majesté Très Chrétienne, il paraitrait que, le 22 du mois dernier, le cutter *Louis*, attaché au port de Dieppe et monté par des préposés de la Douane, aurait été arrêté par une corvette portant pavillon anglais, dont il aurait été contraint de subir la visite. Le fait serait d'autant plus grave que, s'étant passé à une demi-lieue des côtes de France, il constituerait une violation de territoire.

Le soussigné espère que Lord Londonderry voudra bien faire prendre auprès de l'Amirauté des informations sur ces faits, sur le nom de la corvette, et sur celui de l'officier qui se serait permis cet acte arbitraire. Il prie en même temps Son Excellence de vouloir bien donner des ordres, et prendre des mesures contre des infractions qui blesseraient également l'esprit de justice dont les deux Gouvernemens sont animés.

Le soussigné saisit cette occasion pour renouveler à Monsieur le marquis de Londonderry les assurances de sa haute considération.

CHATEAUBRIAND.

50 Portland Place, 30 mai 1822.

A Son Excellence, Monsieur le marquis de Londonderry, etc.[1]

---

716 31 mai 1822.

Au marquis de Londonderry.

Londres, le 31 mai 1822.

Milord,

J'ai reçu de M. le vicomte de Montmorency, et j'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence, copie d'une pétition

1. Foreign-Office, France, 281. — Comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 402-3.

adressée au ministre de la Marine par M. Victor Dupuis, de Saint-Valery-en-Caux.

Cet armateur réclame contre la saisie par les douanes anglaises du bateau le *Saint-Jacques*, destiné à faire la pêche de la raie dans la baie de Torbay. La circonstance qui, d'après son exposé, aurait donné lieu à cette mesure, paraît être le sauvetage opéré par le *Saint-Jacques* de quelques barils d'eau-de-vie et de genièvre, trouvés à bord au moment de son arrestation. La réclamation de M. Dupuis a été appuyée auprès du Gouvernement français par plusienrs membres de la Chambre des députés qui connaissent la probité du réclamant.

Je vous prie, Milord, de vouloir bien vous faire rendre compte de cette affaire dont les circonstances, si elles sont telles qu'elles sont rapportées dans le Mémoire ci-joint, doivent garantir au propriétaire la remise de son bateau. Si elle devait éprouver quelque délai, Votre Excellence jugera sans doute convenable d'ordonner, en attendant, la mise en liberté des quatorze marins français qui sont retenus en prison et qui auraient, suivant le pétitionnaire, éprouvé de fort mauvais traitements.

J'ai l'honneur d'être avec une très haute considération, Milord, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur.

CHATEAUBRIAND.

A S. E. M. le marquis de Londonderry, etc., etc., etc. [1]

1. Foreign-Office, France, 281 — Comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 404-5.

717 31 mai 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division
Politique
N° 27.

Londres, le 31 mai 1822.

Monsieur le Vicomte,

J'ai reçu la dépêche N° 12, que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser. Je ne donnerai copie du passage de votre dépêche N° 9, que dans le cas où lord Londonderry croirait à propos de me la redemander.

J'ai pris des informations sur M. d'Oliveira; on n'a pu me rien dire de nouveau touchant ce ministre. Il est venu dîner chez moi avec les autres membres du corps diplomatique, et je l'ai rencontré chez lord Londonderry. Il paraît homme fin et adroit ; il est instruit et libéral comme toute la classe des médecins modernes ; il proteste de son dévouement à son Roi, et ce qu'on voit de ce personnage n'a rien de trop exalté en politique.

Nous sommes toujours dans la même stérilité de nouvelles ; nous savons ce que vous savez de Constantinople et de Pétersbourg ; rien de plus. Le Morning Chronicle, d'après le Constitutionnel, est à la guerre; le Times, d'après l'Observateur autrichien, est à la paix. Le Parlement a repris ses travaux. La discussion à la Chambre des Pairs du Bill pour l'admission des Pairs catholiques est remise au 21 de juin. Plusieurs personnes pensent même que le ministère tâchera de faire renvoyer la question à une autre session.

L'on ne s'occupe guère dans ce moment, que des intérêts commerciaux. Il s'agit d'ouvrir des négociations avec la Columbia, le Mexique et le Pérou pour l'admission des marchandises espagnoles, avec les États-Unis pour les Iles Britanniques des Indes occidentales, et avec la Chine pour finir la querelle survenue à Lentin : si la guerre éclate en Orient, on en fera une

affaire mercantile. Les démêlés de la Russie et des Américains pour la traite avec les sauvages au nord de la Californie ne font de bruit jusqu'à présent que dans les journaux. Le Congrès a reconnu l'indépendance des colonies espagnoles, malgré la protestation du ministre d'Espagne.

On parle beaucoup de la détresse des paysans irlandais et on danse pour les soulager ; hier, nous avons eu à cet effet, un grand al paré à l'Opéra que le Roi a honoré de sa présence. Il m'a accueilli avec sa bonté accoutumée : m'ayant rencontré en passant dans un corridor, il m'a demandé ce que je faisais là ; il m'a dit qu'il m'avait cherché, qu'il ne m'avait pas vu, et, me prenant par la main, il m'a conduit dans sa loge.

En général, on est un peu fatigué des fêtes ; les ambassadeurs surtout, qui n'attendent que le moment pour s'en aller en congé, sont impatients de la prolongation de la session. Le prince Esterhazy doit partir pour Vienne avec sa femme dans la première quinzaine de juin. Il espère être appelé au Congrès, soit à Florence, soit à Vienne.

M. Rothschild, que j'ai trouvé hier au bal, m'a annoncé qu'ayant terminé avec son frère l'emprunt russe de 23 millions de roubles, il partait demain pour Paris. Si cet emprunt n'était pas si modique, il pourrait faire croire à la guerre.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et très
obéissant serviteur

CHATEAUBRIAND. [1]

A Son Excellence Monsieur le Vicomte de Montmorency. [2]

1. La signature seule est autographe.
2. Affaires étrangères. — Angleterre, 615, f° 233. — Le comte d'Antioche (*Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 275-6) a publié quelques fragments de cette dépêche.

718 31 mai [1822].

Au vicomte de Montmorency.

Londres, le 31 mai.

Monsieur le Vicomte,

J'ai reçu la lettre du 27 mai par laquelle vous me transmettez celle que le Roi écrit au Prince de Danemark. J'ai eu l'honneur de la remettre ce matin en mains propres à Son Altesse Royale.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Vicomte, avec une haute considération,

Votre très humble et très
obéissant serviteur
CHATEAUBRIAND.[1]

S. E. Monsieur le Vicomte de Montmorency.[2]

---

719 31 mai 1822.

A la duchesse de Duras.

Vendredi 31 mai 1822.

Il y a une chose curieuse dans votre caractère, vous écrivez les choses les plus dures, les plus blessantes, les plus injustes tout rondement et sans vous en apercevoir. Que cela fasse mal, peu vous importe, et vous êtes toute étonnée quand on se plaint. *Je suis incapable d'attachement ! je ne lis pas vos lettres !* Mille accusations de cette espèce. Vous avez une idée fixe, vous la suivez et vous frappez au cœur sans souci de ce qui adviendra. Allons ! je vous aime comme vous êtes. Il y a du vrai et [du] faux, selon moi, dans votre politique d'aujourd'hui. Si le centre

1. La signature seule est autographe.
2. Affaires étrangères. — Angleterre, 615, f° 235.

gauche est modéré, il fera sans doute du mal ; mais pour qu'il se tienne, il faut que le ministère ne fasse rien pour la droite, et alors il en résulte un double mal, modération du centre gauche et exaspération fondée de la droite. Le plus sûr est de marcher avec ses amis. Je n'approuve nullement le choix de Frayssinous et je l'ai écrit sans ménagement à Mathieu. La France n'en est pas encore là pour l'opinion, et on mécontente Delalot, or Delalot est une puissance dans la Chambre, et une division dans la droite perdrait tout, mais soyez sûre *que Villèle* est heureux, il triomphera de tout par son étoile, ce sera lent, car il a de petites jambes ; la seule chose à craindre c'est qu'il n'arrive 24 heures trop tard, mais il arrivera.

Je ne sais pas comment vous ne vous êtes pas aperçue que je suis très superstitieux en politique. Je ne vous avais pas parlé du congrès, parce que je m'étais mis dans la tête que si j'en parlais l'affaire manquerait. Je n'avais donc confié mon plan qu'à deux personnes, à Villèle et à Hermann. Villèle m'a *promis*, et Hermann me seconde de tous ses vœux. Une circonstance favorable, c'est que le Prince Esterhazy, ambassadeur d'Autriche à Londres, va au congrès. Je puis faire valoir *le précédent*. Mais j'aurai contre moi Mathieu, à cause d'Adrien, qui aura sans doute la prétention d'aller bégayer aux souverains ce qu'il ne sait pas. J'aurai ensuite Caraman, La Bourdonnaye, Blacas qui se trouveront sur mon chemin, enfin comme il plaira à Dieu ! Apparemment que je ne vois pas de *très haut* la mort de Richelieu, car je persiste à croire qu'elle n'a fait aucun mal : m'offrir pour ancre de salut M. de Richelieu en cas d'événement, en vérité j'aime autant le naufrage. J'ai tous vos paquets pour Léontine : je serai pour le duc de Mouchy comme pour tous les Français, ils ne se plaignent pas de moi.

J'ai encore vu le Roi la nuit dernière, au bal, il a été à merveille pour moi, il m'a pris par la main et comme il disait par le *collet* pour me mener dans sa loge. Vos journaux n'ont point encore répété ce que M. Canning a dit de moi dans un discours

public ; cela pourtant m'aurait été fort utile ; mais peut être l'ont-ils fait à présent. Voilà pourtant une longue lettre ; et je n'ai pas dormi deux heures cette nuit. Allons, ne grondez plus, consentez à être la meilleure et la plus aimée de mes amies. [1]

---

720 3 juin 1822. [2]

Au marquis de Londonderry.

C'est avec beaucoup de regret que le soussigné, Ambassadeur de Sa Majesté Très Chrétienne près Sa Majesté Britannique, se voit forcé d'appeller de nouveau l'attention du marquis de Londonderry sur les déprédations commises par les pêcheurs de Jersey, sur les bancs d'huîtres de Granville. De nouveaux faits dont il vient d'acquérir les preuves authentiques, le mettent aujourd'hui dans le cas de solliciter avec instance les mesures les plus propres à prévenir la violation d'un droit dont la possession immémoriale n'admit jamais aucune incertitude.

Le soussigné croit inutile de reproduire, à l'appui de sa demande, des arguments dont le Gouvernement anglais a toujours implicitement reconnu lui-même la justesse et la force ; il lui est également impossible de ne pas croire l'Angleterre aussi vivement intéressée que la France à prévenir par des mesures rigoureuses des contestations qui s'enveniment chaque jour davantage et pourraient finir par amener les résultats les plus graves.

Le Gouvernement français ne peut être responsable des accidents que doit entraîner une lutte de tous les jours entre des hommes qui ruinent une population nombreuse, et cette même population que le Gouvernement français est chargé de protéger

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.
2. La date indiquée en anglais sur le document du Foreign-Office est le 4 juin ; mais aux Affaires étrangères, la date de la copie officielle est le 3.

et de défendre. Le Gouvernement anglais est trop juste pour refuser d'intervenir dans une question où il ne s'agit que d'assurer l'exercice d'un droit qu'il ne conteste pas.

Le soussigné sollicite du marquis de Londonderry la réponse la plus prompte à la note qu'il a l'honneur de lui adresser, et plein de confiance dans le résultat d'un examen approfondi de cette affaire, il lui renouvelle l'assurance de sa haute considération.

CHATEAUBRIAND.

Son Excellence le marquis de Londonderry. [1]

---

721 4 juin 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division
Politique
N° 28

Londres, le 4 juin 1822.

Monsieur le Vicomte,

Le dernier courrier ne m'a point apporté de dépêche de vous, mais une lettre du 28 mai avec une note de M. d'Avaray, et une lettre du 29 renfermant la commission de M. de la Roche St André. J'aurai l'honneur de vous rendre compte de ces deux affaires.

Le Roi est allé à Windsor-Lodge ; il y restera quelques jours. Le Parlement continue à examiner les différentes branches de l'administration ; on croit que la session finira dans les premiers jours du mois prochain. On est toujours dans l'attente des nouvelles de l'Orient : on n'a pas cru à la pièce donnée par le *Constitutionnel*. M. Rothschild est au moment de partir pour Paris d'où il se rendra à Pétersbourg, afin de régler l'affaire de l'emprunt

1. Foreign-Office, France, 281. — Affaires étrangères. Angleterre, 615, f° 240. — Comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 405-6.

russe. Une rumeur de guerre avait fait tomber avant-hier cet emprunt de trois pour cent. Nos élections inspirent une grande confiance, et l'article du *Moniteur* du 30, a produit un très bon effet.

Toutes les affaires que j'ai commencées avec lord Londonderry ne s'achèvent que difficilement. Il faut vingt démarches pour obtenir une réponse insignifiante. Pourtant, à force de patience, j'en viendrai à bout. Le ton soumis que l'on avait pris ici avec les bureaux les a malheureusement accoutumés à nous compter pour trop peu de chose : cela changera.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et très obéissant serviteur.

CHATEAUBRIAND [1]

A S. Ex. Monsieur le Vicomte de Montmorency.[2]

---

722 4 juin 1822.

A Villèle.

4 juin 1822.

Mon cher ami, il est plus que probable que le Congrès va avoir lieu. Il faut que vous sachiez que dans un mois, c'est-à-dire au moment où le Parlement entre en vacance, il n'y aura plus rien à faire ici. Les ambassadeurs étrangers s'en vont en congé ; les ministres anglais eux-mêmes vont à la campagne, et l'on est près de huit mois sans se voir. Je serai donc parfaitement inutile ici. Voilà d'abord ce que vous pourrez dire, quand vous plaiderez ma cause au Conseil. Ensuite le prince Esterhazy, comme je vous l'ai déjà mandé, ambassadeur d'Autriche à Londres, part à la fin du

1. La signature seule est autographe.
2. Affaires étrangères. — Angleterre, 615, f° 237.

mois, et il sera appelé par M. de Metternich au Congrès. Voilà une autorité en ma faveur. Et il est très bon que je puisse surveiller au Congrès la politique anglaise.

Reste la question des hommes. Mathieu présentera sans doute encore son cousin *Adrien*. Je n'en veux certes point à ce pauvre duc de Laval ; c'est un loyal chevalier, mais il me paraît difficile de le placer entre des hommes tels que Metternich, d'Hardenberg, Pozzo, Capo d'Istria : cependant si on veut l'envoyer pour arranger Mathieu, qu'on m'adjoigne à lui. Nous avions trois ambassadeurs au Congrès de Laybach. Si le Congrès a lieu à Florence, on ne peut guère ne pas y admettre M. de Blacas. Alors il y aurait lui (Blacas), moi et Adrien, si on le voulait absolument. J'espère qu'on ne songera plus à y envoyer M. de Caraman, qui est détestable pour nous à Vienne, ni M. de La Ferronnays qu'il faudrait faire venir de Pétersbourg.

La perfection serait de nommer Blacas, moi et Rayneval, nommé à l'ambassade de Berlin. Rayneval appartient au corps diplomatique de Buonaparte. Il sait tout le matériel ; sa nomination avec la mienne aurait l'air de l'impartialité et ferait taire les libéraux.

Je crois, mon cher ami, par des considérations plus hautes, que si vous voulez un jour vous servir de moi, il faut que vous me placiez sur un grand théâtre, afin qu'ayant négocié avec les rois, il ne reste plus aucune objection ni aucun rival à m'opposer. J'irai passer trois mois en Italie et je reviendrai cent fois plus fort à mon poste de Londres. Je ne vous demande point du tout de rester à Paris ; je n'en ai point d'envie, et je crois qu'il est plus utile que je suive quelque temps ma carrière. Je veux marcher avec vous et arriver avec le temps. Je vous suis et vous serai un bon appui. A votre tour appuyez-moi et secondez-moi dans un projet parfaitement raisonnable. Je réussirai si vous le voulez, et le Roi ne peut y voir aucune objection : il ne s'agit pas d'un ministère. Montrez cette lettre, si vous le jugez à propos, à notre ami Corbière et mettez-le dans mon intérêt ; vous pouvez, étant

unis, emporter très facilement mon affaire au Conseil. Enfin, vous m'avez promis le *Congrès* et je compte sur votre parole. Je vous embrasse. Un mot de réponse. Dites-moi seulement : *Comptez sur moi.*

CHATEAUBRIAND. [1]

---

723 4 juin 1822.

A Madame Récamier.

4 juin 1822.

Je ne vous demande plus d'explication, puisque vous ne voulez pas en donner. Je vous ai écrit par le dernier courrier (31 mai) une lettre dont vous aurez dû être contente, si vous m'aimez encore. Nous nous reverrons, et bientôt, quoi que vous en disiez. Ne dites pas que ce que vous appelez de misérables tracasseries d'amitié doivent n'être rien dans ma vie actuelle. Les tracasseries sont tout, et il n'y a de sérieux dans la vie que ce qui la rend heureuse. Pouvez-vous croire que je suis ébloui, occupé même du rôle que le ciel me fait jouer presque malgré moi ? Vous me connaissez alors bien peu. J'aurais été fâché pour mon parti de ne pas réussir ici. J'aime à faire aussi bien que je le puis tout ce que j'entreprends, mais quant à ce qui me regarde, je n'attache aucun prix à tout cela. Être aimé de vous, vivre en paix dans une petite retraite avec vous et quelques livres, c'est là tout le fond de mes vœux et de mon cœur. Écrivez-moi donc un peu plus longuement, si vous pouvez. Songez au *Congrès* : il en sera question bientôt. [2]

1. Villèle *Mémoires*, III, 27.
2. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 414.

724 4 juin 1822.

A la duchesse de Duras.

4 juin 1822.

La note sur *Édouard* est très inutile. D'ailleurs, est ce que vous comptez imprimer ? vous ne dites pas tout. Vous êtes un peu honteuse de votre faiblesse, vous lisez souvent Édouard que vous ne désirez montrer à personne. Vous l'avez lu à Madame de Dino et à M^{de} de Vintimille, Frizel y était. Prenez garde à M^{de} de Dino, je ne vous la voudrais pas pour amie. Quant à M^{de} de Vintimille, c'est une femme d'esprit que j'ai beaucoup connue, mais vous, vous la connaissez à peine, et votre confiance me paraît extraordinaire. Je ne sais aussi comment vous avez pu envoyer votre manuscrit à une personne aussi aigre et aussi moqueuse que M^{de} de Montcalm. Mais je reconnais là toutes les faiblesses que j'ai eues moi-même ; quand vous serez comme moi un vieil auteur, vous prodiguerez moins votre talent et vos ouvrages.

Je vois avec joie la saison s'avancer, dans un mois je serai débarrassé des dîners et des bals ; je vous avoue que c'est un supplice auquel je ne puis m'accoutumer, mais enfin le temps de la délivrance approche, on fait déjà des préparatifs de départ, et dans un mois Londres sera désert pour six mois. Que deviendrai-je ? Dieu le sait, mais si je suis seul, je travaillerai un peu, en cas que la politique le permette et qu'il faille renoncer au Congrès.

Je n'ai jamais douté du succès des élections parce que j'ai constamment été persuadé que le fond de l'opinion est excellent en France. La rage du vieux Ministère doit être à son comble. L'amour propre, en France, est le mobile de tout. Or des gens qui avaient toujours dit et toujours cru que rien ne pouvait aller sans eux, doivent être furieux de voir que les choses marchent sous des royalistes. C'est le plus cruel démenti à donner à leur vanité et à leur doctrine, ils tenteront tout pour renverser un

ministère qui blesse si fort leur orgueil, mais ils ne réussiront pas, je l'ai dit dès le premier moment, et par une raison toute simple, toute naturelle, c'est que le ministère appartient à une *opinion* et que cette opinion le porte et le soutient quoiqu'il n'ait ni grands talents ni grand caractère. Le ministère actuel est fort comme le sens commun, et il ne peut être renversé que par une catastrophe. Les intrigues et l'humeur n'y feront rien. Il suffit qu'il sache garder sa majorité et qu'il ait assez d'esprit pour empêcher une division dans la droite. Rien de nouveau ici. Nous attendons avec impatience les nouvelles de l'Orient, dans huit jours la question de la guerre sera décidée ; j'ai bientôt achevé Benvenuto, quel brigand ! le dîner avec Michel Ange m'a charmé. Le prix de Rome est curieux comme morceau d'histoire. — J'attends Léontine dans huit jours. [1]

---

725 6 juin 1822.

A Madame Récamier.

Jeudi 6 juin 1822.

Je pars pour Windsor où je suis invité à coucher et à dîner chez le roi. Je ne puis vous écrire qu'un mot pour vous dire que le courrier ne m'a rien apporté de vous. Mais j'espère que vous m'écrirez bientôt. Le moment du congrès approche. Quel bonheur si je pouvais vous voir dans un mois ! [2]

---

726 6 juin [1822].

A la duchesse de Duras.

Jeudi 6 juin.

Je reçois votre lettre du 3, je ne puis vous écrire qu'un mot, je pars pour Windsor, où je suis invité à aller dîner et coucher

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.
2. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 415.

chez le Roi. Vous voyez que ma faveur augmente. Tout ce que vous dites sur l'abbé Fray[ssinous] est parfaitement vrai. Je l'ai écrit sans ménagement à Mathieu. J'ai dit à Mathieu que c'est un choix de la congrégation dont lui (Mathieu) est un des chefs. Vous voyez que je ne cache pas la vérité, que je la pousse jusqu'à blesser lorsque cela est nécessaire. S'ils se perdent, je n'aurai rien à me reprocher. Les 30 millions découverts et expliqués par Villèle lui feront honneur. Ne regrettez pas le pauvre Riche...[lieu] et ses ministres. Ces gens là ont été aussi méchants qu'ils étaient incapables. Leur rage actuelle ne vient que de leur amour propre humilié et de la preuve acquise que les Royalistes peuvent gouverner et administrer la France tout aussi bien et mieux que les valets de Bonaparte. Je n'ai qu'une crainte, qu'une seule crainte ; une division dans le côté droit. Delalot doit être très mécontent. Bertin de Vaux, qui l'inspire et lui donne les idées qu'il n'a pas, est aussi très peu satisfait ; La Bourdonnaye, Donnadieu, Bouville sont emportés ou hargneux ; mon ami Laisné a une ambition rentrée et un amour propre rentré. Voilà les éléments du mal. Quant au côté gauche, il n'est pas du tout à craindre ; mais si Villèle passe cette session, il est à jamais sauvé. Bonjour, je pars.[1]

---

727 — 6 et 7 juin 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division
Politique
N° 29

Monsieur le Vicomte,

Je vous écris à la hâte cette courte dépêche au moment où je reçois la vôtre du *3* du courant N° 13, et votre lettre [sous la

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

même date relative au sieur Pierre *Viennot.* Je suis obligé de partir pour Royal-Lodge, à Windsor. Le Roi vient de m'y faire inviter à dîner et à coucher aujourd'hui. S'il ne me retient pas demain et que je sois revenu avant l'heure du départ de mon courrier, j'ajouterai un *Post-Scriptum* à cette dépêche.

Votre dépêche, Monsieur le Vicomte, ne touche à rien d'essentiel qu'à l'affaire de Jersey, J'avais eu l'honneur de vous prévenir par ma dépêche particulière du 17 mai, de l'envoi d'un petit bâtiment de guerre anglais à Jersey. Voyant que lord Londonderry ne se hâtait pas de me faire avoir avec M. Peel la conférence qu'il m'avait proposée, j'ai prévenu votre juste impatience, et j'ai remis une note pressante au marquis de Londonderry. J'ai l'honneur de vous en envoyer la copie.

A mon retour de Windsor, je recommencerai mes démarches. Peut-être même verrai-je le Ministre des Affaires étrangères chez le Roi.

Le Ministre a remporté hier une victoire complète, relativement à l'*Alien Bill* qui vient d'être renouvelé pour deux ans. Il commence à être sérieusement question d'un congrès. Lord Stewart qui est ici et le prince Esterhazy se disposent à s'y rendre.

Je reçois à l'instant par une voie extraordinaire le discours du Roi que vous avez eu la bonté de m'envoyer ; je vais le porter à Windsor.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le vicomte,

Votre très humble et
très obéissant serviteur
CHATEAUBRIAND.

Vendredi 7 juin.

P. S. J'arrive de *Royal-Lodge*, Monsieur le Vicomte, le Roi m'a comblé de bontés. Il ne m'a point envoyé coucher à une maison de campagne voisine, comme le reste de ses hôtes ; il a voulu me garder chez lui. Au dessert, quand les femmes se sont retirées, il m'a fait asseoir à ses côtés, et pendant deux heures, il

m'a conté l'histoire de la Restauration, me parlant sans cesse du Roi, mon maître, avec l'amitié la plus vraie et l'admiration la mieux sentie. Il n'a pas voulu me retenir à cause de mon courrier, mais il m'a fait promettre *de revenir le voir* : ce sont ses obligeantes paroles. Il a lu le discours de Sa Majesté Très Chrétienne, que j'avais eu l'honneur de lui présenter, avec une vive satisfaction. En arrivant à Londres, je trouve que ce discours a fait monter les fonds. [1] Rien de nouveau, d'ailleurs, ici : on attend à chaque moment un courrier de Pétersbourg.

CHATEAUBRIAND. [2]

A S. Exc. Monsieur le Vicomte de Montmorency. [3]

---

728 11 juin 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division
Politique
N° 30

Londres, le 11 juin 1822.

Monsieur le Vicomte,

Votre dépêche, N° 14, contenant de nouvelles pièces sur l'affaire des pêcheurs de Granville, m'est arrivée le jour même où je devais dîner avec lord Londonderry. J'ai profité de cette circonstance pour le presser de me donner une réponse définitive ; je l'ai trouvé très gai, très affectueux pour moi, très disposé à m'écouter, et nous sommes convenus que nous nous reverrions jeudi prochain *13*, à onze heures et demie du matin. Je ne manquerai pas, Monsieur le Vicomte, de vous instruire du résultat de cette conférence.

1. Le Comte d'Antioche (*Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 276-7) a publié les douze lignes précédentes.
2. Les deux signatures seules sont autographes.
3. Affaires étrangères. — Angleterre, 615, f° 238.

Des nouvelles du commerce de Vienne du *31* mai et de Pétersbourg du *26* du même mois, continuent à donner des assurances de paix ; lord Londonderry m'a lui-même parlé de ces nouvelles auxquelles il paraissait ajouter foi.

J'aurai l'honneur de faire ma cour au Roi, le 12, le 13 et le 14, au lever, au drawing-room, et au bal de S. M. Britannique. Je donnerai moi-même le *24* de ce mois, au prince et à la princesse de Danemark, une petite fête à laquelle S. A. R. le duc d'York s'est lui-même gracieusement invité. Le prince de Danemark a reçu la lettre de Sa Majesté Très Chrétienne avec la plus vive reconnaissance.

On parle très bien de notre nouvelle session, et les Royalistes commencent à inspirer la plus grande confiance. Il y a un changement notable sur leur compte dans les esprits.

J'ai cru qu'il était utile au service du Roi, mon Maître, que Mme la marquise de Conyngham me vît avec bienveillance ; j'ai, en conséquence, recherché la société de cette dame qui me traite avec toutes sortes de bontés. J'ai su par elle que l'idée du voyage de Sa Majesté Britannique sur le continent n'était pas tout à fait abandonnée. Les ministres et les hommes d'État ne croient point à ce voyage, mais, dans les choses qui lui sont personnelles, le Roi Georges IV a une volonté sur laquelle les ministres n'ont souvent aucun pouvoir. [1]

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

CHATEAUBRIAND. [2]

A S. Exc. Monsieur le Vicomte de Montmorency. [3]

1. Le comte d'Antioche (*Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 279) a publié ce paragraphe.
2. La signature seule est autographe.
3. Affaires étrangères. — Angleterre, 615, f° 249.

729 11 juin 1822.

Au vicomte de Montmorency.

11 juin 1822.

Je viens vous demander, noble vicomte, ce qui est le but de mon ambition diplomatique, et ce que j'aimerais à obtenir de vous.

Je désire aller au congrès. Je pense qu'il est bon pour vous et pour moi que vous me mettiez en rapport direct avec les souverains de l'Europe ; vous compléterez ainsi ma carrière, et vous m'aurez toujours sous la main pour vous faire des amis et pour repousser des ennemis. Voici mes raisons plus générales.

Vous devez savoir maintenant par l'examen des cartons de votre ministère que toute la diplomatie de vos prédécesseurs est *ennemie.* M. de Caraman est un des membres les moins bienveillants de l'ancien corps diplomatique, et à ce grand inconvénient il en joint un autre, celui d'être l'instrument de M. de Metternich. La Ferronnays, excellent d'ailleurs, n'a pas du tout réussi au congrès, et il avait surtout déplu à son empereur. Des trois plénipotentiaires français à Laybach, il n'y a que M. de Blacas qui ait été agréable aux souverains, et si le congrès a lieu en Italie, il est naturel que M. de Blacas s'y trouve. Si je suis auprès de lui, je l'empêcherai de tomber dans la politique *obséquieuse* où il avait été entraîné.

Vous savez peut-être que vos prédécesseurs m'auraient eux-mêmes envoyé à Laybach, si l'obstination et en même temps l'hésitation du roi de Prusse à rester ou à ne pas rester à Berlin, n'avaient fait perdre un temps qui amena la fin du congrès. Je vous demande de faire pour moi ce que vos prédécesseurs auraient fait, et ma position pour obtenir cette faveur est bien meilleure aujourd'hui qu'elle ne l'était alors.

Je suis *ambassadeur* auprès de la première puissance de l'Europe ; j'ai acquis une prépondérance que je n'avais pas, lorsque

je n'étais que *ministre* à Berlin. Il est très-utile pour vous que vous ayez au congrès un homme qui connaisse la politique anglaise, et qui puisse découvrir quelle est enfin l'espèce de relation secrète qui existe entre la cour de Vienne et la cour de Londres. Pendant le congrès, je vous serai en Angleterre d'une parfaite inutilité. Tous les rapports arriveront à Paris avant d'arriver à Londres, et la cour de Londres ne m'apportera pas les dépêches officielles à lire et à extraire, comme le faisait la cour de Berlin. Dans un mois, vous savez que toutes les affaires cessent à Londres ; les ministres mêmes s'en vont à la campagne, on ne peut plus les joindre. Cet état de mort dure presque huit mois ; aussi à cette époque, presque tous les ambassadeurs s'en vont en congé sur le continent, ou voyagent en Angleterre. On ne peut pas m'objecter l'éloignement des lieux et la longueur du chemin. Vienne pour M. de Caraman est aussi loin de Florence que Londres l'est de cette ville, et quant à M. de La Ferronnays, aller de Pétersbourg à Florence, c'est aller d'un bout de l'Europe à l'autre.

Je ne vois donc, noble vicomte, aucune objection raisonnable. Nous pouvons et nous devons avoir trois ambassadeurs au moins au congrès de Florence, comme nous en avions trois au congrès de Laybach. On y agitera les plus grandes questions du monde, et un seul ambassadeur n'osera prendre sur lui de les décider. Alors pourquoi ne serais-je pas un de ces trois ambassadeurs ? Pourquoi donneriez-vous la préférence sur moi à M. de Caraman ? Ne suis-je pas votre ami, le représentant au dehors de votre ministère, l'homme qui connaît votre politique, et qui peut vous faire des amis au congrès, comme je vous en fais à Londres ? Peut-être penserez-vous au duc de Laval ? Eh bien, je vous demande d'y aller avec lui, et de remettre ainsi en rapport d'amitié deux hommes entre lesquels un nuage politique s'est si malheureusement élevé. Voici mon calcul : pour le roi, M. de Blacas, pour vous, le duc de Laval, et pour votre opinion et votre ministère, moi. Si vous jugiez qu'on peut être quatre, je vous demanderais Rayneval, comme sachant bien le *matériel* et répondant à

une autre partie de l'opinion. Pour ma nomination au congrès, vous aurez un antécédent remarquable : le prince d'Esterhazy y va ; il est ambassadeur comme moi à Londres.

Noble vicomte, j'agis toujours avec franchise : quand on vous a dit que je *n'étais pas bien pour vous* et que je *voulais votre place*, je vous ai écrit pour vous dire que c'était un ignoble mensonge. Je n'abandonne point mes amis dans la disgrâce, et je ne les envie jamais dans la prospérité. Restez où vous êtes ; je suis heureux et fier de servir sous vous. Avec la même loyauté, je vous demande d'aller au congrès, et je ne vous cache point une prétention raisonnable. Vous devez chercher à m'élever ; je dois être votre bras droit. Il n'y a point d'arrière-pensée dans ma demande. Je veux aller au congrès pour revenir plus fort en Angleterre, où je me plais et où j'ai réussi au delà de mes espérances.

Si un jour vous jugez que je vous suis utile dans l'intérieur, vous trouverez toujours bien où me placer ; mais, quant à présent, je ne demande qu'à suivre et parcourir ma carrière diplomatique. J'ai détruit à Berlin et à Londres les préjugés qu'on nourrissait contre nous; vous ne pouvez pas m'envoyer passer trois mois dans toutes les cours : il faut donc saisir l'occasion d'un congrès, pour me faire faire d'un seul coup, pour notre cause, ce que je n'ai pu faire que séparément et imparfaitement. Enfin, il importe que vos représentants au congrès ne soient pas ceux du vieux ministère.

En voilà bien long, noble vicomte, et j'en aurais encore bien plus à dire. J'ai examiné à fond la chose, parce que je l'ai très à cœur et la désire vivement. Je me suis fait toutes les objections possibles, et, je vous l'avouerai, pas une ne m'a paru raisonnable. Si le roi d'Angleterre allait sur le continent, raison de plus : je le suivrais comme MM. de Caraman et de La Ferronnays ont suivi les empereurs d'Autriche et de Russie.

J'attends, noble vicomte, votre décision. Vous ne me refuserez pas ce que je vous demande au nom de l'amitié et de la politique. [1]

1. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 416-21.

730 11 juin 1822.

A Madame Récamier.

Londres, ce 11 juin 1822.

Oublier Chantilly ? Ne vous en ai-je pas plusieurs fois parlé ; mais vous étiez dans vos grandes injustices. Oui, j'irai ; mais tiendrez-vous [vos] promesses ? Si vous me trompiez alors, ce serait la dernière fois de votre vie. Ainsi c'est à vous à prononcer. Fixez le mois, le jour, l'heure ; je serai au rendez-vous.

Voici la grande affaire commencée. Je vous envoie copie de la lettre que j'écris à Mathieu. J'espère presque qu'il se rendra. Il n'y a pas une objection raisonnable à faire ; et, certainement la lettre est d'un bon ami ; j'ai soigné les blessures de son amour-propre comme celles de son cœur. Vous pouvez maintenant lui dire tout franchement que je parais avoir un vif désir d'aller au *Congrès*, et vous conduirez cela avec votre prudence et votre empire accoutumé.[1] Jugez quel bonheur si nous réussissons, et comme cela arrange tout ! J'ai de l'espoir, car j'ai toujours réussi dans un plan *suivi*, et vous savez que j'ai toujours cru que pour accomplir nos destinées, il fallait passer d'abord par l'Angleterre et ensuite par le Congrès. Alors j'aurai devant moi la retraite la plus honorable ou le ministère le plus utile à la France. J'ai toujours pensé que je n'étais pas *mûr* pour les sots tant que je n'avais pas occupé une grande place hors du ministère. En montant par échelons, je suis bien plus sûr de rester au sommet. Déjà mon séjour de trois mois en Angleterre m'a fait politiquement un bien immense. A propos d'Angleterre, savez-vous que j'ai donné à dîner à Carle et à Horace Vernet, et que ces deux enragés libéraux paraissent très-contents de moi ? J'ai aussi fait de mon mieux pour M. de Broglie ; il est maintenant à Paris. Votre M. de Staël nous est resté. Dites-moi

1. Lenormant : accoutumés.

donc quelques paroles douces pour répondre à mes douces paroles ! [1]

---

731 11 juin 1822.

A Villèle.

Londres, ce 11 juin 1822.

Je vous préviens, mon cher ami, que, par le même courrier qui vous porte ce billet j'écris à M. de Montmorency pour lui demander d'aller au Congrès. Le moment était venu de fondre la cloche et il fallait bien que je lui fisse la demande directe de la chose que je désirais, comme à mon ministre. Il portera sûrement l'affaire au Conseil et c'est alors que vous plaiderez ma cause, ainsi que Corbière. Comme j'ai bien senti qu'il vous proposerait encore *le duc de Laval* (ce qui sera pour la politique un vrai malheur), je me contente de demander d'aller au Congrès avec ce pauvre *Adrien* et M. *de Blacas* qui est en Italie et qui sera peut-être agréable au Roi. Ainsi, je ne demande qu'à remplacer M. de La Ferronnays (qui est au bout de la terre à Pétersbourg et qui avait déplu à l'empereur de Russie au Congrès de Laybach), ou M. de Caraman qui est votre ennemi et l'âme damnée de M. de Metternich. Il est impossible que le ministère nouveau soit représenté au Congrès de Florence par les hommes qui ont représenté l'ancien ministère au Congrès de Laybach. N'oubliez pas que le prince Esterhazy, ambassadeur d'Autriche à Londres, est appelé au Congrès de Florence : c'est un précédent et un grand argument pour moi. Il est de la plus haute importance que je veille au Congrès à ce qui se passe entre *Metternich* et *Londonderry*. Dans un mois toutes les affaires cessent en Angleterre avec le Parlement, et je serai pendant six mois parfaitement inutile ici.

1. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 415-416. — Herriot *Récamier*, II, 115.

Au reste, mon cher ami, vous apprendrez avec plaisir que vous jouissez à Londres d'une réputation méritée et j'espère n'avoir pas nui à cette opinion. J'ai réussi de mon côté au delà de toute espérance. Je vous embrasse. Tout à vous.

CHATEAUBRIAND.

Si, par un coup du ciel et un grand bonheur pour la France, Mathieu n'avait pas pensé à Adrien, qui est à présent hors de la carrière, songez que c'est *Rayneval* qu'il faut m'adjoindre. C'est un homme qui sait tout *le matériel*, un homme qui appartient à la diplomatie de Buonaparte et qui fera dans l'opinion du centre mon *contrepoids*. Il n'est plus dangereux à employer depuis la mort du duc son patron. [1] Blacas pour le Roi, moi pour la droite et pour vous, Rayneval pour la *révolution* : cela serait la perfection. [2]

---

732 11 juin 1822.

A Raynouard.

Londres 11 juin 1822.

Il exprime ses regrets d'être privé du plaisir de donner son suffrage au critique Dussault pour une des places vacantes à l'Académie française. « Ses titres sont écrits à chaque page des *Annales littéraires*. Si vous n'avez pas encore disposé de votre voix, mon cher et illustre collègue, j'oserai vous la demander pour M. Dussault : votre puissant patronage lui obtiendra facilement l'honneur qu'il sollicite. » [3]

1. Le duc de Richelieu. — M. de Rayneval avait été directeur politique aux Affaires étrangères sous son ministère.
2. Villèle *Mémoires*, III, 27.
3. Catalogue Charavay, 26 nov. 1890.

733 — 14 juin 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division
Politique
N° 31

Londres, le 14 juin 1822.

Monsieur le Vicomte,

J'ai reçu par le courrier arrivé hier les deux lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 8 et le 10 juin ; la première renfermant copie de la convention passée entre le gouvernement de Pondichéry et celui de Madras ; la seconde accusant réception de mes dépêches Nos 28 et 29, et annonçant les nouvelles de Vienne du 1er juin.

J'ai eu le bonheur de pouvoir communiquer le premier ces bonnes nouvelles aux Ministres, et à Sa Majesté Britannique Elle-même, hier, 13, au *drawing-room*. J'avais aussi reçu le 12 au soir, avant tout le monde, la réponse de Sa Majesté Très Chrétienne à l'adresse de la Chambre des Pairs, et je m'étais empressé d'en faire part à mes collègues ; de sorte que le prince Esterhazy, qui n'avait point de courrier de sa Cour, disait, dans sa joie, à tout le monde : « C'est le Roi de France qui a bien voulu m'annoncer la paix. » — Lord Londonderry a reçu des lettres de Pétersbourg du 26 mai ; elles disent à peu près ce que disent vos lettres de Vienne, mais moins explicitement.

Le succès de notre ministère dans les deux Chambres fait grand bruit ; et, comme rien ne porte plus à la bienveillance que le succès, le nombre de nos amis augmente sensiblement. Les plus tièdes et les plus timides vous demandent aujourd'hui de la vigueur, et désirent que vous n'employiez désormais que des hommes attachés à la légitimité. Cette paix d'Orient consterne les révolutionnaires, ici comme en France, et le *Morning Chronicle* a, ce matin même, un article contre les chefs de la Sainte-Alliance, où il fait entendre *qu'il faut se défaire des Rois, et surtout de l'Empereur de Russie*, à quelque prix que ce soit.

Le ministère anglais continue de son côté à triompher dans la Chambre des Communes ; il a obtenu le rejet d'une motion pour le rétablissement d'une partie du papier-monnaie. M. Wilberforce doit faire ces jours-ci une proposition concernant la traite des Noirs. Il demandera que certains papiers relatifs à cette traite soient déposés sur le bureau. La France sera fortement attaquée par l'honorable membre de la Chambre des Communes ; il vient de publier en français une lettre à l'Empereur de Russie, dans laquelle il conjure le Prince d'interposer sa puissance pour faire exécuter les traités : il m'a envoyé cette lettre avec un billet très amical. Si j'avais eu le temps, je lui aurais envoyé une lettre qui aurait pu devenir publique. Je crois que j'aurais battu mon respectable adversaire, et justifié pleinement le gouvernement français.

Voilà, Monsieur le Vicomte, tout ce qu'il y a de nouveau en politique aujourd'hui. La conférence qui aurait dû avoir lieu hier *13* entre lord Londonderry et moi, au sujet des pêcheries de Granville, a été remise au dimanche, 16 du courant.

M. d'Oliveira est venu me faire part officiellement de sa nomination en qualité de chargé d'affaires près la cour de France. Il a pris congé le 12 du Roi d'Angleterre ; et il doit partir dans un mois pour Paris. [1]

M. Politica, Ministre de Russie aux États-Unis, est arrivé à Londres. Il m'a apporté une lettre de M. Hyde de Neuville dans laquelle celui-ci m'annonce qu'il est près de terminer toutes les discussions relatives à notre commerce.

Au lever qui a eu lieu le 12, j'ai eu l'honneur de présenter au Roi MM. le comte d'Haussonville, le duc de Guiche, le comte d'Orsay et le baron de Staël. MM. le comte de Boissy et le chevalier Desmousseaux de Givré ont été également présentés par moi, en qualité d'attachés à l'ambassade.

La marquise de Londonderry a présenté Mme la duchesse de

1. Le comte d'Antioche (*Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 280-2) a publié, dans le plus grand désordre, une partie de cette dépêche.

Guiche au Roi dans le *Drawing-room* qui a eu lieu hier 13. — Ce soir il y a grand bal à la cour, l'Ambassade y est invitée tout entière, faveur marquée, car elle n'a pas été accordée à toutes les autres légations.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et
très obéissant serviteur,

CHATEAUBRIAND.[1]

A S. Ex. Monsieur le Vicomte de Montmorency.[2]

---

734 14 [juin 1822].[3]

A Madame Récamier.

Londres, le 14.

J'ai adressé par le dernier courrier une lettre pour vous à M. Le Moine. Je vous envoyais dans cette lettre la copie d'une autre longue lettre que j'écrivais à M. de Montmorency relativement au Congrès, et je vous priais d'appuyer ma demande. Je crois savoir aujourd'hui que M. Lemoine est allé faire un voyage en Champagne. J'ai grand peur que mon paquet arrivant pendant son absence, ce qui était pour vous ne vous soit pas parvenu. Je vous répondais aussi sur l'article *Chantilly*. Je n'ai oublié que la maison près de la Vallée. J'éprouve sur ce point un mélange de sentiments que vous devinerez. Faites ce qu'il vous plaira. Comme je ne vous écris que par mon intermédiaire habituel, je me borne aujourd'hui à ce peu de mots. Je meurs d'envie d'apprendre que vous avez reçu *la lettre et la copie* dont je vous

1. La signature seule est autographe,
2. Affaires étrangères. — Angleterre, 615, f° 237.
3. C'est par erreur, nous dit M. Herriot, que Mme Lenormant a placé cette lettre au 20 mai 1822.

parle. Vous ne m'avez pas dit si vous aviez dit à Mme de Boigne ce que j'ai eu le bonheur de faire pour elle. Je suis très-bien avec M. de Staël, mais je n'aime pas à me souvenir de ce château des bords de la Loire.[1]

---

735 18 juin 1822.

Au Vicomte de Montmorency.

1re Division
Politique
No 32

Londres, le 18 juin 1822.

Monsieur le Vicomte,

Votre dépêche, No 16, m'étant arrivée dimanche dernier, 16 du courant, à huit heures du matin, j'ai pu en faire usage sur le champ : le marquis de Londonderry m'avait donné ce même jour 16, un rendez-vous pour traiter de l'affaire des pêcheries de Granville, affaire dont j'ai l'honneur de vous rendre compte aujourd'hui dans une lettre particulière. Je me suis donc transporté à midi chez le Ministre des Affaires étrangères, et je lui ai lu cette partie de la dépêche, que vous m'autorisiez à lui communiquer ; il était occupé à déchiffrer des papiers arrivés de Vienne et que lui avait confiés le prince Esterhazy. J'ai recueilli deux faits importants d'une conversation qui a duré plus d'une heure :

1o Le Cabinet britannique ne donnera point de pouvoirs très étendus à lord Stewart pour agir en conséquence des déclarations que pourrait faire la Russie. L'Angleterre n'est point dans l'usage de laisser le champ libre à ses ambassadeurs. L'Angleterre ne prendra point à Vienne des mesures *collectives*, de concert avec les autres puissances ; elle emploiera seulement son influence *particulière* afin de maintenir la paix entre la Russie et la Turquie.

1. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 400. — Herriot *Récamier* II, 116.

2° Il paraît au Cabinet de Saint-James qu'on ne déterminera jamais le Divan à envoyer un plénipotentiaire traiter sur la frontière avec un plénipotentiaire russe. En conséquence, lord Londonderry pense que si la Valachie et la Moldavie sont évacuées, les Cours doivent désirer que la Russie se décide à faire partir un ministre pour Constantinople. Selon le gouvernement anglais, il ne faut pas que ce ministre soit M. de Strogonoff, qui a tout brisé en agissant avec trop de hauteur, mais un agent dont les dispositions soient conciliantes et pacifiques. M. de Tatistcheff paraît être l'homme spécial pour cette mission.

Ainsi, vous voyez, Monsieur le Vicomte, que la politique anglaise est toujours la même : elle veut certainement que rien ne remue en Orient, mais elle ne veut courir aucune chance pour les affaires des autres. Le Cabinet anglais a refusé tout net de retirer son ministre de Constantinople ; maintenant il ne donnera point de pleins pouvoirs à son ambassadeur à Vienne. La Grande-Bretagne n'entre dans les intérêts généraux du continent qu'autant qu'ils se lient à ses intérêts particuliers ; elle ne fera jamais cause commune avec les monarchies européennes. On ne peut exercer aucune influence sur la Cour de Londres ; en vain vous parlez ; le parti est pris, on ne vous écoute pas. Lord Londonderry surtout est immobile ; il embarrasse à la fois par sa sincérité et sa retenue ; il explique tout franchement, de l'air le plus glacé, sa politique, et garde un silence profond sur les faits. Il a l'air d'être indifférent à ce qu'il dit comme à ce qu'il ne dit pas, et l'on ne sait ce qu'on doit croire, de ce qu'il montre ou de ce qu'il cache.

J'ai eu cent fois, Monsieur le Vicomte, l'occasion de remarquer sa réticence à l'égard des faits. Dans ce moment même, par exemple, l'Autriche fait quelques propositions à l'Angleterre, et lord Londonderry ne m'en a pas dit un seul mot. Un courrier parti de Vienne le 6 est arrivé au prince Esterhazy, qui a eu, samedi dernier 15, une conférence secrète avec le ministre des Affaires Étrangères, et qui est au moment de réexpédier ce cour-

rier pour Vienne. Le comte de Lieven, que j'ai fait parler, croit que M. de Metternich a voulu seulement sonder lord Londonderry relativement aux dispositions de l'Angleterre pour les conférences qui doivent se tenir à Vienne.

Une entrevue que j'ai eue hier avec l'ambassadeur d'Autriche ne m'a rien fait découvrir. En arrivant chez moi, le prince Esterhazy m'a dit : — « Je ne puis vous montrer toutes les pièces que j'ai « reçues par mon courrier, parce que lord Londonderry, qui était « affamé de nouvelles, s'est jeté sur ces pièces, et me les a prises, « mais je vous apporte quelques documents originaux et les « extraits des autres. » J'ai lu, en effet, une note de M. Bagot à la cour de Russie, relative aux dépêches de lord Strangford, et l'extrait d'une dépêche du ministre autrichien à Pétersbourg mandant à M. de Metternich à peu près les mêmes choses qui vous ont été communiquées par M. de la Ferronnays.

Dans les idées de lord Londonderry touchant les conférences futures de Vienne, vous apercevrez, Monsieur le Vicomte, un penchant décidé du gouvernement anglais pour la cause des Turcs : il veut que tous les sacrifices soient faits par le Cabinet de Pétersbourg ; il prétend que la Porte n'enverra jamais un plénipotentiaire négocier sur la frontière, et il insiste sur la nécessité où est la Russie de nommer à l'ambassade de Constantinople. Cela couperait court, sans doute, à beaucoup de longueurs et de difficultés, mais l'Empereur Alexandre, qui a déjà agi avec une modération surnaturelle, ne se lassera-t-il pas de tant de concessions, et ne craint-on pas de trop exiger de la dignité du souverain et de l'orgueil de l'homme ? Le prince de Metternich, qui prévoyait l'esprit dans lequel agirait la Cour de Londres, a pris les devants : il a écrit à l'internonce autrichien à Constantinople de se joindre à lord Strangford pour amener les Turcs à faire d'eux-mêmes ce qu'on veut exiger d'eux, de manière que, quand la proposition de la Russie de nommer un plénipotentiaire arriverait à la Porte, le Divan pourrait répondre, sans blesser l'Empereur Alexandre, que, les conditions des traités étant remplies,

il n'y a plus lieu à négociation. Les ambassadeurs chrétiens certifieront la vérité du fait, et alors le Cabinet de Pétersbourg pourrait sans se compromettre envoyer un ministre à Constantinople. Je tiens ce détail curieux du prince Esterhazy.

Quelque chose d'inattendu vient encore d'embrouiller cette politique. Le Roi, le jour de son bal (14 de ce mois), me dit assez haut pour être entendu de quelques personnes : « Vous m'avez apporté « hier une bonne nouvelle, je veux vous en apprendre une autre « aujourd'hui : il y aura un Congrès ; les Rois y vont ; le Roi de « Prusse doit partir pour Vienne, ainsi j'espère passer par Paris. »

Il est certain que le Roi d'Angleterre a envie d'aller à Paris : je le sais par la marquise de Conyngham et par la comtesse de Lieven, ambassadrice de Russie, femme d'intrigues, qui exerce ici une assez grande influence. De plus, le prince Esterhazy, dans le courant de la conversation dont j'ai eu l'honneur de vous rendre compte, m'a dit qu'il n'avait pas été chargé d'inviter *officiellement* le Roi à aller à Vienne, mais qu'il avait prié *officiellement* lord Londonderry de s'y rendre ; il est même entré dans des détails sur ce voyage. Voici ses calculs : si le Roi d'Angleterre se décide à aller à Vienne, il ne peut partir que dans les premiers jours d'août, à cause de la longue durée de la session parlementaire. Il mettra trois semaines à faire la route, et il arrivera à Vienne dans les premiers jours de septembre, époque à laquelle l'Empereur de Russie s'y trouvera. Il pourra y passer la fin du mois de septembre, et retourner dans ses États en passant par Paris, au moment où les autres souverains se rendront en Italie, pour assister au Congrès qui se tiendra à Vérone.

D'un autre côté, le ministre de Prusse, M. de Werther, homme de mérite, que j'ai connu à Berlin, et qui a en moi la confiance que sa Cour me témoignait, m'a nié la plupart de ces faits. Il m'a dit qu'il n'avait point entendu parler d'un projet de voyage pour son souverain. En effet, le Roi de Prusse a une aversion complète pour les déplacements ; il aime la vie privée, hait la représentation, et ne demande qu'à rester dans ses États. Vous aurez

peut-être, Monsieur le Vicomte, par vos relations diplomatiques, des lumières pour éclairer ces obscurités.

J'ignore le parti que prendra votre Cabinet au sujet du Congrès de Vienne ; s'il m'était permis d'avoir une opinion, je dirais que, l'Empereur Alexandre se montrant si modéré et si attentif au salut des monarchies continentales, il est convenable et politique de lui montrer la même générosité. Mais en offrant d'agir dans des intérêts généraux, je pense que nous devrions demander à partager de communs honneurs : des négociations uniquement conduites par l'Autriche et par l'Angleterre sont humiliantes pour la France. Si nous sommes une des cinq grandes puissances alliées, nos ambassadeurs doivent parler et agir comme les ambassadeurs de ces puissances ; si on nous compte pour rien, alors acceptons notre isolement, et agissons pour nous sans nous embarrasser de l'Angleterre, de l'Autriche et de la Russie. Au reste, si l'on avait distribué habilement à Constantinople l'argent qu'on a dépensé en courriers, il y a longtemps que tout serait fini : on ne persuade pas le Divan, on l'achète.

Je désire, Monsieur le vicomte, que cette dépêche, qui pourrait avoir son importance dans le cas où les choses n'auraient pas marché, soit pour moi peine perdue, et que la Porte, en satisfaisant promptement la Russie, ait réduit la politique anglaise à une inutile théorie.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et
très obéissant serviteur,

CHATEAUBRIAND. [1]

P. S. Je ne sais s'il vaut la peine de vous dire que le N° 16 de votre correspondance m'étant parvenu, j'ai cru devoir appliquer le N° 15 à votre dépêche du 10 juin qui n'en portait aucun.

A S. Ex. Monsieur le Vicomte de Montmorency. [2]

1. La signature seule est autographe.
2. Affaires étrangères. — Angleterre, 615, f° 269. — Le comte d'Antioche (*Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 284-9) a publié la majeure partie de cette dépêche.

736 18 juin 1822.

A la duchesse de Duras.

18 juin 1822.

Les affaires et les dépêches m'accablent aujourd'hui. Je ne puis vous écrire qu'un mot. Votre dernière lettre est aussi un mot, et le mot est comme de coutume maussade et rude. Vous useriez la patience d'un saint, et vous vous feriez haïr si cela était possible. Léontine est arrivée, elle dine chez moi aujourd'hui. Je chercherai à lui plaire, mais je n'y réussirai pas. Je sais par cœur le discours de M. de Mouchy.

Si je ne m'étais fait une loi de vous écrire par tous les courriers, vous n'auriez rien de moi aujourd'hui, car vous ne manquerez pas de me faire une querelle de mon *billet*, et ce qui vous devrait toucher vous mettra en colère. Vous ne me saurez aucun gré d'interrompre et de suspendre les dépêches, pour vous dire que je vous aimerai toute ma vie, malgré tout ce que vous faites pour faire rentrer mon amitié au fond de mon cœur. [1]

---

737 21 juin 1822.

A Madame Récamier.

Londres, ce 21 juin 1822.

Il me serait impossible, sans la plus inexcusable inconvenance, de demander un congé dans ce moment ; les affaires sont trop graves pour que je puisse les quitter. La longue lettre que m'a écrite Mathieu est bien peu raisonnable, et il me dit des choses bien faciles à réfuter. Mais il y avait un mouvement d'humeur dans son fait, et quoiqu'il ne dise pas *oui*, il ne dit pourtant pas *non*. Ainsi, avec de l'adresse et de la prudence, nous pouvons venir à bout de notre affaire. Dans tous les cas, je serai en me-

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

sure de demander un congé dans six semaines, après le renvoi du parlement et le départ du roi. Je vois que Mathieu a envie lui-même d'aller au Congrès. Il aurait grand tort. Un ministre, dans un gouvernement représentatif, ne peut assister à un Congrès où il s'agirait de laisser l'Italie au pouvoir des Autrichiens. Mathieu se perdrait et deviendrait impopulaire dans les chambres et en France. Je suis très-mécontent d'Adrien, sa vanité blessée l'a rendu méchant ; je me repens d'avoir été si bien pour lui ; je sais qu'il fait cent paquets et cent tripotages.

N'allez pas vous mettre en tête que vous pouvez me fuir. J'irai vous chercher partout. Mais si je vais au Congrès, ce sera l'occasion de vous mettre à l'épreuve, et de voir enfin si vous voulez tenir vos promesses. [1]

---

738 21 juin 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division
Politique
N° 33

Londres, ce 21 juin 1822.

Monsieur le Vicomte,

Ma dépêche N° 32 répond parfaitement sur un point essentiel à votre dépêche N° 17, que le courrier m'a apportée hier. Dans cette dépêche N° 32, j'ai eu l'honneur de vous faire part de ce que j'avais appris des dispositions de lord Londonderry, relativement aux conférences, ou pourparlers de Vienne : le ministère anglais n'enverra point de pleins pouvoirs à son ambassadeur en Autriche, et le cabinet de Saint-James ne prendra point de mesures *collectives*, avec les autres cabinets.

Le comte de Liéven m'a apporté hier les dépêches qu'il avait reçues de Saint-Pétersbourg ; elles consistent en trois pièces : 1° la *communication* aux cours alliées ; 2° une note du chevalier Bagot au ministère russe pour lui annoncer la dépêche de lord Strangford ;

1. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 421-2.

3° la traduction de la réponse du Réïs-Effendi à lord Strangford. Cette réponse du Réïs-Effendi est assez louche. Si lord Strangford n'a pas eu d'autres documents pour proclamer si officiellement la paix, il me paraît s'être un peu trop avancé. Quelques expressions de votre dépêche me laissent du doute sur l'évacuation de la Valachie et de la Moldavie; et la communication même de la Cour de Pétersbourg suppose que cette évacuation peut bien ne pas avoir lieu : cela confirmerait une nouvelle d'Odessa que le journal officiel, le *Courier*, a répandue ici avec une sorte de complaisance, et qui sera sans doute répété dans vos journaux.

J'ai appris hier par une voie sûre que les Ministres, ou plutôt qu'un Ministre, on ne m'a pas dit lequel, a combattu vivement le projet du voyage du Roi sur le continent, et que le projet est abandonné. Mon opinion particulière a toujours été que S. M. Britannique resterait en Angleterre; mais nous verrons encore plusieurs fois les incertitudes à cet égard se renouveler et se détruire.

Je puis, Monsieur le Vicomte, vous donner des notions certaines relativement à l'opinion du ministère anglais sur les affaires de Madrid. Dans diverses conversations que j'ai eues avec lord Londonderry, ce ministre m'a parlé de l'Espagne; il m'a demandé une fois si nous n'avions pas favorisé les insurrections de la Catalogne. Il croit qu'il y aurait un grand danger pour nous à nous mêler des affaires de nos voisins. Il m'a dit aussi quelques mots d'une certaine lettre, et il croit que l'existence de cette lettre est connue des révolutionnaires. J'ai toujours répondu à lord Londonderry que nous n'avions jamais voulu nous mêler et que nous ne nous mêlerions jamais des affaires intérieures de l'Espagne, mais qu'il nous était impossible pour mettre en paix l'esprit de quelques factieux, de laisser entrer en France la fièvre jaune et la révolution, en rompant notre cordon sanitaire. On affecte dans ce pays d'être inquiet sur ce cordon : « Croyez-vous, me dit-on, qu'il n'alarme pas les Cortès ? Croyez-« vous que vos soldats resteraient fidèles, et qu'en cas d'événement,

« ils se battraient contre les Espagnols? » Il m'est facile de détruire les craintes et de répondre à ces questions. La vérité est qu'on est étonné et mécontent de nous voir une armée : ce n'est pas une raison pour nous en passer.

Le parlement s'occupe depuis plusieurs jours des mesures qui lui paraissent les plus propres à préparer des changements dans l'administration intérieure de l'Irlande ; ces changements sont devenus tout à fait nécessaires au rétablissement définitif de l'ordre et de la tranquillité dans ce pays. Le système des dîmes a principalement appelé l'attention des Chambres, mais rien n'a encore été décidé à cet égard.

Hier, la Banque a fait connaître la détermination qu'elle venait de prendre d'escompter à 4 au lieu de 5 pour cent. Cette mesure a produit une hausse immédiate d'un pour cent sur les fonds. Le commerce, en général, recueillera des fruits de cette décision qui n'aura des inconvénients momentanés que pour les banquiers ; ceux-ci vont sans doute être obligés de diminuer dans la même proportion l'intérêt de leur argent.

On discute ce soir dans la Chambre des Pairs le bill pour l'admission des pairs catholiques. Il sera rejeté, les uns disent à une majorité de 22 voix, les autres à une majorité de 40. J'assisterai à la séance qui se prolongera fort avant dans la nuit.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et très
obéissant serviteur

CHATEAUBRIAND. [1]

P. S. Leurs Altesses Royales le duc et la D^sse^ de Clarence, se rendent à Bruxelles sous le nom du Comte et de la Comtesse de Munster. Ils traverseront Calais ; je préviens les autorités de cétte ville de leur passage.

A S. Exc. Monsieur le Vicomte de Montmorency. [2]

1. La signature seule est autographe.
2. Affaires étrangères. — Angleterre, 615, f° 269.

739 21 juin 1822.

A la duchesse de Duras.

21 juin 1822.

Villèle a tort ; il était *indispensable* que j'écrivisse à Mathieu. Il *fallait fondre la cloche*, comme on dit noblement, et je ne pouvais pas laisser arriver au Conseil la proposition de m'envoyer à Vérone par un autre que par Mathieu, mon ministre, sans le blesser mortellement. Aussi ai-je bien fait, car il a positivement dit *que si je ne m'étais pas adressé à lui*, il aurait *plutôt quitté le ministère que de me laisser nommer au Congrès par le Conseil*. Vous pouvez dire cela confidentiellement à Villèle, si vous pensez que cela ait quelque avantage, mais je vous supplie de ne parler de cette affaire à pas un autre, ni à Polignac, ni dans votre salon, ni enfin à personne au monde. Villèle m'a écrit ; il est très bien. Mathieu m'a aussi écrit une très longue lettre explicative, disant plutôt *non* que *oui* ; mais ne disant pas tout à fait *non* et disant qu'*il s'en rapportera au Conseil* ; si cela est, j'ai gain de cause. Il a bien une autre idée : il est tenté d'aller lui-même au Congrès. A cela, je n'ai rien à opposer. Il devrait au moins me laisser le portefeuille par *intérim*, il faudrait pour cela que je fusse à Paris, et je répugne à demander un congé. Nous verrons cela dans un mois ; le Congrès ne peut avoir lieu qu'en octobre. Mathieu parle avec attendrissement de M. de La Ferronnais, et avec estime de M. de Caraman qui le trompe, le joue, et est l'ami décidé de l'ancien ministère. Il ferait beau voir au congrès pour représentants du ministère Villèle, les représentants du ministère Pasquier, les gens qui, à Laybach, nous traitaient de fanatiques et d'imbéciles ! Conçoit-on une pareille erreur ? Avoir dans ses rangs un ami qui a réussi, qui connaît les Rois et les ministres de l'Europe, que l'opposition même en Angleterre honore, et aller chercher pour s'en servir des ennemis sans talent et des médiocrités hostiles ! Mais, chère sœur, arrangez tout avec Vil-

lèle ! Prévenez-le de tout, mais je vous en conjure, avec Villèle *seul* et en secret. Ne prononcez pas même le nom de Congrès à mes *amis* ou à mes *ennemis*. Je crois au succès si la chose est complètement ignorée, et si les propos, les rapports, les envies, les commérages ne s'en mêlent pas.

Je suis bien aise de vous dire que vous m'annoncez pour Marcellus une lettre que vous ne m'avez pas envoyée. J'ai fait passer votre petit mot pour Léontine. Croyez m'en ; la vanité blessée a rendu Adrien méchant : je suis blessé du mal qu'il vous a fait et qu'il m'a fait à votre propos, j'ai été trop bon de parler à Mathieu de cet imbécille politique. J'ai cru que je devais cette sorte de réparation à ce pauvre homme, espérant couvrir sa nullité si on m'associait à lui. Mais maintenant j'ai acquitté ma conscience et je serai sans pitié, si le Conseil en fait justice : je ne crois pas que Mathieu ose jamais le proposer.

Réflexion faite, si lord Londonderry allait au congrès, il serait difficile d'empêcher Mathieu d'y aller. Mais quel malheur et quelle misère ! Ne pourrait-on pas au moins m'adjoindre à lui ? Son amour-propre s'y refusera. Reste l'idée de *l'intérieur* ; songez à cela, et consultez Villèle. C'est lundi que je donne mon bal. Ah ! si vous étiez ici ! — Je reviens sur lord Londonderry : je ne crois pas qu'il aille au congrès (quoique M. de Metternich le désire, pour resserrer les liens entre l'Angleterre et l'Autriche ; et ce serait, même dans ce cas, que je serais si utile au congrès pour étudier et pénétrer ces deux hommes) ; mais un ministre d'un gouvernement constitutionnel ne me paraît pas pouvoir assister à un congrès où s'il s'agit des affaires de l'Italie et de *l'occupation* de Naples ; il ne pourrait y aller que pour *protester*, ce qui gênerait les Rois, ou il s'exposerait à être attaqué et culbuté par la Chambre des Communes. Lord Londonderry est allé, il est vrai, à Aix la Chapelle ; mais il s'agissait là de choses directes pour l'Angleterre, de la retraite des troupes alliées, en un mot du traité de Paris : le cas est tout différent ici, et je parierais cent contre un que lord Londonderry n'ira pas au congrès. Tout le

raisonnement s'applique à Mathieu qui est ministre dans un gouvernement représentatif ; Villèle entendra bien cela. Le Roi d'Angleterre avait une extrême envie d'aller à Vienne. Les ministres le retiennent par les raisons que j'expose ici, et qui s'appliquent autant à un Roi constitutionnel qu'à un ministre constitutionnel. Voilà bien de la politique.[1]

---

740 23 juin 1822.

A Madame Récamier.

23 juin 1822.

J'avais appris la démission de M. de Blacas[2] par la voie la plus prompte, avant tout le monde, et il m'avait été aisé de deviner que le duc de Laval le remplacerait. Ainsi, vous voyez que je sais la destination de ce dernier. Mathieu même me l'a écrit ; et dans sa lettre, qui est fort amicale, il me dit gracieusement en parlant de Blacas : *Vous voilà délivré d'un puissant concurrent pour le Congrès.* D'après ces mots, ma nomination serait certaine, si Mathieu lui-même ne voulait pas aller au Congrès : il le voudra peut-être, si lord Londonderry y va. Il aurait grand tort et se compromettrait beaucoup, mais je ne puis pas lui dire cela, et s'il y veut aller, il n'y a plus qu'une ressource, c'est qu'il m'emmène avec lui : ou bien, voici une contre-idée que je vous confie dans le plus grand secret pour en faire ce que vous voudrez. Si Mathieu va à Vienne ou à Florence, pourquoi dans son absence ne me confierait-on pas le portefeuille des affaires étrangères par *interim ?* Mathieu doit connaître ma loyauté, et il sait que rien au monde ne m'empêcherait de lui remettre le portefeuille à son retour. Peut-il en dire et en penser autant d'un des

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.
2. Le duc de Blacas, ambassadeur de France à Rome, donna sa démission et fut remplacé dans ce poste par Adrien de Montmorency, duc de Laval.

ministres ses collègues à qui ce portefeuille serait confié ? Cette preuve d'amitié et de confiance de la part de Mathieu me toucherait sensiblement, et il doit savoir quel ami politique je suis. Voilà mon idée. Pensez bien à cela ; mais j'aimerais mieux le Congrès ; mon bel ange viendrait en Italie. Je ne regrette pas beaucoup les huit pages : elles devaient être injustes, cruelles, menteuses. Vous verrez ce que j'ai à vous dire dans la petite cellule. [1]

---

741 25 [juin 1822].

A la duchesse de Duras.

Mardi 25.

Il est neuf heures du matin, le bal ne fait que de finir. Il a été très brillant et très bien conduit. Je n'ai que le temps de vous dire cela et de me jetter sur mon lit. Il faut que je me relève à 2 heures pour écrire une dépêche et pour aller à un grand diner où l'on a invité pour moi tous les pairs catholiques, voilà ma vie. Léontine a très bien réussi.

Bonjour ou plutôt bonsoir. Votre dernière lettre était comme de coutume aigre et rude. Cela devient chez vous habituel.

J'ai fait votre commission à Marcellus.

Vous aurez aussi les livres et l'émail. [2]

---

742 25 juin 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division Londres, le 25 juin 1822.
Politique
N° 34 Monsieur le Vicomte,

Ma dernière dépêche, N° 33, a encore répondu d'avance au paragraphe essentiel de votre dernière dépêche N° 18.

1. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 422-3. — Herriot *Récamier* II, 116.
2. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

On ne veut se mêler ici en aucune sorte *de nos voisins*. Lord Londonderry et la plupart des ambassadeurs montrent, en parlant des affaires d'Espagne, une inquiétude, je dirai presque une peur, risible. Le ministère anglais craint que nous ne battions les Espagnols, et les ministres des autres puissances tremblent que nous ne soyons battus : ceux-ci voient toujours notre armée prenant la cocarde tricolore, etc. etc. etc. Cependant le comte de Lieven pense comme son maître Alexandre, et le prince Esterhazy voudrait, comme le prince de Metternich, en finir avec les révolutions. Cette matière importante ne pourra être traitée convenablement qu'au Congrès, si toutefois l'Espagne ne prend pas un parti violent avant cette époque.

Quoiqu'il n'y ait aucune flotte préparée dans les ports d'Angleterre, il y a cependant à Plymouth un équipement si complet pour vingt-cinq vaisseaux de guerre que, dans l'espace de huit jours, ces vaisseaux seraient prêts à mettre à la voile. Les équipages, il est vrai, ne sont pas formés, mais la surabondance des matelots est grande, et une Presse aurait bientôt fourni les bras nécessaires.

Dans le tourbillon du monde, on n'a pas remarqué ici l'acquittement des conjurés de Nantes, et l'arrestation du général Berton est venue fort à propos faire un contrepoids à cet acquittement. Notre ministère commence à s'établir fortement dans l'opinion publique et l'on a la plus haute idée de notre prospérité. Les *incendies* avaient plus frappé que les *conspirations*, et l'on est bien aise de voir quelques incendiaires punis ; mais on aurait désiré que la procédure eût été insérée dans les journaux, afin qu'il ne restât aucun doute sur l'espèce d'hommes qui a pu commettre de pareils crimes.

On n'a pas bien compris les deux ordonnances royales qui rappellent le comte Belliard et le duc d'Albuféra à la pairie. On les croyait déjà pairs. On m'a demandé si notre gouvernement n'aurait pas l'arrière-pensée d'employer ces deux généraux à la guerre d'Espagne, en cas qu'elle vînt à éclater. L'ambassadeur

d'Autriche ne m'a pas dissimulé ses craintes à cet égard, en me citant l'exemple du maréchal Ney : il faut croire que les soupçons du prince sont injustes, mais ils viennent d'un grand fond d'intérêt pour la France. [1]

J'ai donné cette nuit au prince et à la princesse de Danemark une fête qui s'est prolongée jusqu'à six heures du matin ; elle a parfaitement réussi. L'Ambassade de France, si longtemps oubliée dans ce pays, doit se replacer à la tête des plaisirs comme à celle des affaires. L'influence de la société s'étend sur la politique, et en fait de diplomatie les bals ne sont pas inutiles au service du Roi ; mais cette partie de mon métier n'est pas celle que j'aime le mieux, et qui me coûte le moins.

M. Politica, ministre de Russie aux États-Unis, m'a demandé officiellement ce matin un passeport pour la France. Le chevalier d'Oliveira m'a annoncé aussi son départ pour Paris comme très prochain. La princesse Esterhazy se met en route demain pour l'Allemagne, et le prince la suivra dans quelques jours. Nous ne savons rien de nouveau sur l'Orient.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et très
obéissant serviteur

CHATEAUBRIAND. [2]

A S. Exc. Monsieur le Vicomte de Montmorency. [3]

1. Le comte d'Antioche (*Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 308-10) a publié presque entièrement les quatre paragraphes précédents.
2. La signature seule est autographe.
3. Affaires étrangères. — Angleterre, 615, f° 276.

743 — 28 juin 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division
Politique
N° 35

Londres, le 28 juin 1822.

Monsieur le Vicomte,

Il m'a été plus facile de vous dire ce que pense lord Londonderry relativement à l'Espagne, qu'il ne me sera aisé de pénétrer le secret des instructions données à Sir W. A'Court ; cependant je ne négligerai rien pour me procurer les renseignements que vous me demandez par votre dernière dépêche N° 18.

Si j'ai bien jugé de la politique du Cabinet anglais et du caractère de lord Londonderry, je suis persuadé que sir W. A'Court n'a presque rien emporté d'écrit : on lui aura recommandé verbalement d'observer les partis, sans se mêler de leurs querelles. Le cabinet de Saint-James n'aime point les Cortès, mais il méprise Ferdinand ; il ne fera certainement rien pour les royalistes. D'ailleurs, il suffirait que notre influence s'exerçât sur une opinion, pour que l'influence anglaise appuyât l'opinion contraire. Notre prospérité renaissante inspire une vive jalousie ; il y a bien ici, parmi les hommes d'État, une certaine crainte vague des passions révolutionnaires qui travaillent l'Espagne, mais cette crainte se tait devant les intérêts particuliers. De sorte que, si d'un côté la Grande-Bretagne pouvait exclure nos marchandises de la péninsule, et que de l'autre elle pût, sans trop de honte, reconnaître l'indépendance des colonies espagnoles, elle prendrait facilement son parti sur les événements et se consolerait des malheurs qui pourraient accabler de nouveau les monarchies continentales. Le même principe qui empêche l'Angleterre de retirer son ambassadeur de Constantinople, lui fait envoyer un ambassadeur à Madrid. Elle se sépare des destinées communes et n'est attentive qu'au parti qu'elle pourra tirer des révolutions des empires. Je garderai pour moi, Monsieur le Vicomte, ce que vous

m'apprenez des dispositions loyales du cabinet de Vienne ; je craindrais qu'on ne voulût les combattre, si elles étaient connues ici. Ces dispositions doivent rassurer notre gouvernement et l'engager plus que jamais à maintenir le cordon sanitaire. La France est aux avant-postes. Elle est elle-même le grand cordon sanitaire qui défend l'Europe de la contagion espagnole : je ne doute pas que les nations que nous mettons à l'abri ne fussent prêtes à nous seconder, si jamais nous avions besoin de leur secours. [1]

Les affaires de l'Orient avancent peu : le récit du massacre des marchands grecs à Constantinople, s'il est véritable, mettra de nouveau à l'épreuve la patience de l'empereur Alexandre.

M. Wilberforce a fait hier dans le parlement sa motion relative à la traite des noirs : elle a été soutenue par M. Mackintosh qui a violemment attaqué le gouvernement français. L'honorable membre des communes étant très lié avec M. de Staël qui assistait à la séance, a fait naturellement l'éloge de M. le duc de Broglie, son noble ami. Par une conséquence également naturelle, M. Mackintosh a censuré M. de Villèle. Lord Londonderry, qui ne se soucie pas plus des noirs que des blancs, s'est contenté de recommander la décence et a murmuré quelques mots en défense du gouvernement français. La proposition d'une adresse au Roi par M. Wilberforce a passé *nemine contradicente* : cette adresse dont j'ai l'honneur de vous envoyer la traduction, supplie S. M. Britannique d'user de toute son influence pour faire exécuter les traités relatifs à la traite des noirs.

Il est clair, Monsieur le Vicomte, que l'effet de cette adresse sera nul ; la motion même ne fait pas grand bruit ; il y a trente à quarante ans que M. Wilberforce parle de la traite des noirs, et le petit nombre de membres du parlement qui ont survécu à la motion originale, s'est un peu refroidi. Quant à M. Mackintosh, c'est un homme d'esprit et de talent, mais qui ne jouit pas d'une

1. Le comte d'Antioche (*Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 310-1) a publié une partie du paragraphe précédent.

grande considération : il a fait la faute énorme d'envelopper la Russie dans ses anathèmes sans épargner le Portugal, ni même les États-Unis. Les journaux de l'opposition prennent ce matin la chose de travers. Le *Morning-Chronicle* se jetant dans les figures oratoires met cette réponse dans la bouche de la France : « Sied-« il bien aux Anglais de se montrer si sensibles aux souffrances « et à l'esclavage des habitants de l'Afrique, tandis qu'ils laissent « avec la plus profonde indifférence enchaîner et massacrer les « peuples de la Grèce? » La déclamation de M. Mackintosh ne nuira point à ceux qui tiennent en France les rênes de l'État ; jamais ministère français ne deviendra impopulaire pour avoir été attaqué dans le Parlement britannique sur un sujet qui touche de si près aux intérêts de notre commerce. Si en conséquence de la motion de M. Wilberforce, lord Londonderry me transmet des notes officielles, je tâcherai, Monsieur le Vicomte, d'y répondre avec la dignité convenable à la France ; mais je vous prie de me faire passer par le plus prochain courrier les documens nécessaires, savoir : un extrait des traités, une indication des lois pénales portées par les Chambres, un catalogue des bâtimens pris, mis en jugement et condamnés jusqu'à ce jour. Le fond de tout cela se trouve dans un des derniers discours de M. le Ministre de la Marine, mais les archives de l'ambassade ne me fournissent presque rien des renseignemens que j'ai l'honneur de vous demander.

A propos de marine, Monsieur le Vicomte, vous aurez appris par les journaux la nouvelle du naufrage de la frégate française *l'Africaine* : vous trouverez ci-joint la copie d'une lettre officielle relative à ce triste événement, lettre qu'a bien voulu me communiquer M. Croker, secrétaire de l'Amirauté. Peut-être le gouvernement pensera-t-il qu'il est nécessaire de donner une marque publique de reconnaissance au capitaine du *schooner* anglais qui a sauvé la vie à trois cents marins français.

Les gazettes disent, Monsieur le Vicomte, que S. M. Britannique doit partir pour Édimbourg dans les premiers jours du mois

d'août ; cette nouvelle était vraie hier, elle est fausse aujourd'hui. Le Roi désirait voyager sur le continent ; lord Londonderry s'y est opposé ; ce ministre souhaitait que le Roi allât en Écosse, le Roi à son tour n'a pas voulu ce que voulait le ministre.

J'ai oublié dans mes dernières dépêches de vous annoncer l'arrivée à Londres de M. de Lalot, attaché à l'ambassade de France.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et
très obéissant serviteur
CHATEAUBRIAND. [1]

P. S. Par une de vos lettres particulières en date du 8 de ce mois, vous avez désiré connaître les dispositions du ministère britannique au sujet d'une convention passée à Pondichéry et relative à l'exploitation des salines situées à la côte de Coromandel. Je n'ai point perdu de vue cette affaire, mais je n'ai pu encore rien découvrir.

CH. [2]

A S. Ex. Monsieur le Vicomte de Montmorency. [3]

---

744 28 juin 1822.

A la duchesse de Duras.

28 juin 1822.

J'admire, chère et tendre amie, votre bonté d'avoir eu le courage de me parler de nouvelles, après avoir parcouru le recueil de ces calomnies. Oui, j'ai l'espoir d'aller au Congrès, et je n'es-

1. et 2. La signature et le paraphe sont seuls autographes.
3. Affaires étrangères. — Angleterre, 615, f° 278.

time plus de ce voyage que le bonheur de vous revoir sous peu de temps et de causer avec vous. Je dissiperai tous vos soupçons. Quoi qu'en dise madame de B...[1], je puis aimer profondément, et je le sens en étant si malheureux de ce qui vous afflige. Chère sœur, je n'ai pas le cœur dur ; je ne suis point glacé, je ne suis point faux. Je sens que je donnerais un million de fois ma vie pour vous, et que vous serez, tant que mon cœur battra, le premier charme et le grand attachement de ma misérable vie. Je volerais au bout de la terre pour vous épargner un chagrin. Je me sens capable de tout pour vous. Je vais être bien malheureux pendant tout le temps que vous allez souffrir.[2]

---

745 29 juin 1822.

Au marquis de Londonderry.

Portland Place ce 29 juin 1822.

Milord,

J'ai eu l'honneur de transmettre à Votre Excellence, par ma lettre du 31 du mois dernier, copie d'une pétition adressée au Ministre de la Marine par M. Victor Dupuis, par laquelle il réclamait contre la saisie du bateau le *Saint-Jacques* et la détention des marins composant son équipage.

N'ayant pas encore reçu la réponse de Votre Excellence, je crois devoir lui rappeler cette affaire et insister de nouveau sur la restitution du bateau, et surtout sur la mise en liberté immédiate des quatorze hommes si malheureusement détenus à Exeter. La lettre ci-jointe de M. Legh, habitant de cette ville, m'a engagé à faire cette nouvelle démarche, et son contenu ne

1. Mme de Boigne, ou Mme de Béranger ?
2. Bardoux *La duchesse de Duras*, p. 348.

peut pas manquer, Milord, de faire sur vous une impression favorable aux détenus.

J'ai l'honneur d'être avec la plus haute considération,

Milord, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur.

CHATEAUBRIAND.

à S. E. le marquis de Londonderry, etc., etc., etc. [1]

---

746 1er juillet 1822.

Au marquis de Londonderry.

Le soussigné, Ambassadeur de Sa Majesté Très Chrétienne, n'ayant encore reçu aucune communication au sujet des réclamations des colons de Saint-Domingue, dont ses prédécesseurs ont entretenu plusieurs fois le Ministère de Sa Majesté Britannique, a reçu l'ordre de son Gouvernement d'appeler de nouveau l'attention de M. le marquis de Londonderry sur cette affaire.

Le soussigné ne rappellera ici des diverses notes qui ont été adressées par ses prédécesseurs que celle du 3 août 1820, qui contient un résumé de l'affaire et répond suffisamment à toutes les objections qui ont été faites par MM. les lords de la Trésorerie. En la transmettant de nouveau à lord Londonderry, il ajoutera cependant quelques observations, à l'appui de celles qui s'y trouvent déjà consignées, relativement aux loyers des maisons occupées pour le service du Roi.

MM. les lords de la Trésorerie ont pensé, d'après ce que lord Londonderry a fait connaître à M. le duc Decazes, que « d'après « les usages ordinaires de la guerre, les réclamations pour loyers « de maisons à Saint-Domingue, occupées par les bureaux civils « et militaires, sont par leur nature tout à fait inadmissibles. »

1. Foreign-Office, France, 281. — Comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 406-7.

Il est évident qu'en rendant cette décision Leurs Seigneuries n'avaient pas sous les yeux l'ordonnance du 26 septembre 1795 dont elles ne font aucune mention. Quel que soit en effet le principe général sur cette question, et en admettant qu'il soit tel que Leurs Seigneuries l'établissent, il est impossible de ne pas reconnaître qu'il y aurait eu dérogation et exception à ce principe par l'ordonnance du représentant de S. M. B. (Chap. 4, Art. 10, Sections 3 et 4), ci-dessus citée. Ses expressions n'ont rien d'équivoque. Soit qu'on les considère comme l'application d'un principe d'équité, soit qu'on les regarde comme une faveur, les colons ont également le droit d'en demander l'exécution. Intervenue à la suite de l'occupation de Saint-Domingue et d'un commun accord avec les habitants, l'ordonnance du 25 septembre 1795 ne peut être considérée que comme le serait la stipulation d'une convention réciproque, obligatoire pour les deux parties, quelque lésion que puissent en souffrir leurs intérêts. La chose doit être d'autant plus considérée sous ce point de vue, que ces stipulations, dont copie est ci-jointe, ont été exécutées pendant plusieurs années et qu'elles n'ont jamais été rapportées. Cela est si vrai que les prix des loyers ont été ordonnancés et versés dans la caisse de l'agent général, ainsi que le voulait l'ordonnance.

Dans un tel état de choses, et lors même qu'il serait vrai qu'en principe le représentant de S. M. B. à Saint-Domingue eût pu se dispenser de consentir les obligations dont les habitants réclament l'exécution, comment son Gouvernement pourrait-il se croire le droit de méconnaître des obligations aussi consommées ? Mais le soussigné ne pense pas que le principe soit en opposition avec le fait et le droit, avec les conventions faites et exécutées. Il ne s'agit pas en effet de simples logemens de gens de guerre répartis également parmi tous les habitants comme une charge commune, mais de l'occupation complète de toute une maison, tantôt pour un état-major, tantôt pour des bureaux.

Si l'article 10 de l'ordonnance du représentant de S. M. B.

n'avait pas garanti aux propriétaires de ces maisons la juste indemnité à laquelle ils avaient droit, ils auraient réclamé auprès de la commune pour que les charges qui pesaient sur eux fussent réparties également sur tous les habitants. Il n'aurait pas été possible de ne pas admettre ces réclamations, si elles avaient été faites. Si elles ne l'ont pas été, c'est par le fait du représentant de S. M. B., et par suite de la confiance qu'inspiraient la justice et la générosité anglaises. Le Gouvernement de S. M. B. ne voudra pas que cette confiance soit trompée, et lorsqu'il considérera de quelle faible somme il s'agit et combien les personnes qui réclament sont dignes par leurs malheurs de son intérêt, le soussigné se flatte qu'il ne leur refusera pas la justice qu'elles ont droit d'attendre.

Déjà le Gouvernement anglais a reconnu les droits de quelques-uns des réclamants, en faisant voter, en 1818, une somme de 46.000 £ sterling et en faisant liquider une partie des demandes formées ; mais il en reste un grand nombre de différentes natures, qui ne le sont pas encore. C'est au moment où le budget va être présenté au Parlement que le soussigné, d'après les ordres qu'[il] a reçus de son Gouvernement, croit devoir démont[rer] à Lord Londonderry la nécessité de demander un nouveau crédit pour pouvoir terminer cette affaire [qui] a déjà éprouvé tant de délais.

Le soussigné prie Son Excellence d'avoir la bonté de le fixer le plus promptement possible su[r] les dispositions du Gouvernement anglais à cet égard et profite de cette occasion pour lui renouveler l'assurance de sa très haute considération.

CHATEAUBRIAND.

Portland Place, ce 1er juillet 1822.

à Son Excellence M. le marquis de Londonderry, etc., etc., etc. [1]

1. Foreign-Office, France, 281. — Comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 409-11.

747 2 juillet 1822.

Au vicomte de Montmorency.

2 juillet 1822.

1re Division
Politique
N° 36

Monsieur le Vicomte,

Le dernier courrier ne m'ayant point apporté de dépêche de vous, et les nouvelles manquant ici presque totalement, je n'ai que peu de chose à vous mander aujourd'hui.

Le prince Esterhazy a reçu de Vienne une copie de la lettre que l'Empereur de Russie a écrite par M. de Tatischeff à l'Empereur d'Autriche : c'est une déclaration générale d'amitié et de paix. Lord Londonderry a été interpellé dans le Parlement au sujet des massacres de Constantinople et de Chio. Les papiers de l'opposition triomphent ; ils espèrent que des malheurs qui leur sont au fond très indifférents, rompront les négociations et pousseront Alexandre à la guerre ; aussi ont-ils repris leur insolence et recommencé leurs menaces. Le *Morning-Chronicle* d'hier, 1er juillet, se flatte que les armées du reste de l'Europe embrasseront bientôt la cause des armées de Quiroga, et que le signal leur sera donné par les *colonnes prussiennes* et par le *cordon sanitaire* : « C'est de ce côté, dit-il, que les amis de la liberté « doivent tourner les yeux, car c'est là qu'on verra briller le « premier éclair de l'indépendance. »

On a découvert une conspiration en Irlande ; quatorze personnes ont été arrêtées à Armagh par un ordre spécial du marquis de Wellesley.

Le budget a été présenté hier à la Chambre des Communes. Il ne sera pas si long à discuter que le nôtre.

L'ordonnance du Roi de France qui rapporte ce que Sa Majesté Très Chrétienne avait signée le 10 juin en faveur de M. le duc

d'Albuféra et de M. le Cte Belliard fait grand bruit et donne une idée favorable de la fermeté de notre ministère.

Au reste, Monsieur le Vicomte, ce qu'on appelle la *saison* va finir : déjà plusieurs membres des deux chambres sont partis ; la société diminue ; les ambassadeurs ont fermé leurs maisons. Je donnerai encore une soirée lundi prochain, 8 juillet, pour la rentrée du Roi à Paris, après quoi je fermerai aussi ma porte : il est plus que temps. Dans trois semaines, il n'y aura à Londres ni Roi, ni Ministres, ni Parlement, ni société. S. M. Britannique n'ira ni en Écosse, ni sur le Continent.

M. le commandeur d'Oliveira est venu hier prendre congé de moi ; il s'embarque demain pour la France avec ses deux filles. La princesse Esterhazy a quitté l'Angleterre il y a huit jours ; le prince la suivra la semaine prochaine.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et
très obéissant serviteur
CHATEAUBRIAND. [1]

---

748 2 juillet [1822].

A la duchesse de Duras

Il est dur après la dernière lettre que je vous ai écrite, de recevoir de vous le petit billet d'Andilly. Je sais que vous n'aviez pas reçu cette lettre, mais cette continuelle aigreur d'injustice me décourage et m'ôte sinon le désir du moins la possibilité d'écrire.

2 juillet.[2]

1. Affaires étrangères. — Angleterre, 615, f° 290.
2. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

749 2 juillet 1822.

A Madame de Custine.

Londres, ce 2 juillet 1822.

Cette lettre répondra à la fois à Astolphe et à vous. Je me réjouis fort de l'arrivée du nouveau-venu. J'espère qu'il sera plus sage que moi et surtout plus heureux. Je serai charmé de voir Astolphe ; j'aurais grand désir de l'accompagner en Écosse, mais les affaires me retiendront vraisemblablement à Londres. Il faut qu'Astolphe, en arrivant, descende chez Grillon, Albemale Street, ou chez Brunet, Leicester Square, d'où il viendra chez moi ; on lui trouvera un logement dans mon voisinage, et il déjeunera et dînera à l'Ambassade. S'il restait à l'auberge, il se ruinerait. Que vous êtes heureux de vous réunir dans le grand château au mois d'octobre ! Que ne donnerais-je pas pour m'y trouver avec vous ! Je suis comblé dans ce pays, mais j'aime mieux Fervaques.

A vous depuis longtemps et pour jamais. Mille choses à tous, sans oublier le petit Magot.

J'ai fait de mon mieux pour Julien et son compagnon de voyage. [1]

---

750 5 juillet 1822.

Au vicomte de Montmorency.

Londres, le 5 juillet 1822.

1re Division
Politique
N° 37

Monsieur le Vicomte,

J'ai eu hier avec le prince Esterhazy une conversation qui jettera encore quelque jour sur la question que vous voulez bien me faire de nouveau dans votre dépêche N° 20.

1. Chédieu de Robethon *op. cit.*, p. 204.

L'ambassadeur de la cour de Vienne a reçu une lettre de M. de Metternich dans laquelle celui-ci lui rend compte d'une conversation qu'il a eue à Vienne avec le chargé d'affaires d'Espagne : il s'agissait de la proposition de M. Zéa. L'Espagne engageait fortement l'Autriche à ne pas reconnaître l'indépendance des colonies espagnoles. M. de Metternich a trouvé la note du chargé d'affaires d'Espagne très bonne ; mais il a judicieusement répondu qu'il était étrange que l'Espagne professant des principes si sains par rapport à ses colonies, ne fît pas usage par elle-même de ces principes. M. de Metternich a évité de prendre un parti, se doutant que l'Angleterre ne serait pas aussi franche dans cette question.

Chargé de sonder les dispositions de lord Londonderry, le prince Esterhazy l'a trouvé comme je l'ai trouvé moi-même au sujet de l'Espagne et de ses colonies : voulant, pour les colonies, le commerce libre, sans reconnaître leur indépendance politique, et, pour la métropole, la neutralité la plus absolue. Ne comptez en rien et pour rien, Monsieur le Vicomte, sur l'Angleterre ; accablée de sa dette, embarrassée dans ses revenus, souffrante dans son agriculture et dans une partie de son commerce, elle voudrait sortir de cette position, et ne sait comment : ses dernières opérations de finances sont un pur charlatanisme à l'aide duquel elle a embrouillé exprès son budget de manière à ce que personne ne pût le comprendre. Elle a besoin de changer le système de ses douanes et de ses impôts, et elle a de l'humeur de ce que nous nous refusons à des traités de commerce qui pourraient la faire se décharger sur nous d'une partie de ses embarras.

Cette humeur se manifeste même dans les journaux ministériels. Le *Courrier* avait hier un article insolent sur nous, il est vrai qu'il l'était aussi pour le ministère britannique. Nous sommes tous des imbéciles ou à peu près, nous n'entendons rien aux affaires du commerce ; notre système de prohibition est misérable, et nous devrions essayer de faire avec nos voisins quelques bons petits traités, ne fût-ce qu'en forme d'épreuve, et seule-

ment pour deux ou trois ans. Lord Londonderry dîne demain chez moi et je lui demanderai compte de cet article. Il en rira et dira, ce qui sera vrai, *que cela lui est égal*, *et que cela ne fait rien.* Je soupçonne sir Charles Stuart de n'être pas très cordial pour nous dans ses dépêches.

Le système du Cabinet de Saint-James pour les colonies espagnoles a un inconvénient que l'on aperçoit aujourd'hui. Un bâtiment, muni d'une licence du gouvernement anglais pour faire le commerce avec les ports de la Columbia, a été pris par un corsaire espagnol. Le dilemme est pressant : ou vous reconnaissez, ou vous ne reconnaissez pas l'indépendance des colonies espagnoles ; si vous la reconnaissez, vous êtes en hostilité avec l'Espagne ; si vous ne la reconnaissez pas, vous êtes soumis aux lois commerciales de l'Espagne, et vos bâtiments peuvent et doivent être confisqués, s'ils sont en contravention avec ces lois. Les Cortés font de vives représentations, et le Conseil britannique, que cette contention inquiète, sera peut-être moins indifférent aux affaires intérieures de la Péninsule.[1]

Il n'est plus question des nègres ; mais nous devons pourtant nous attendre à recevoir une note officielle, parce qu'il faut bien que le ministère des affaires étrangères fasse droit à la résolution de la Chambre des communes.

De l'Orient, point de nouvelles : on ne sait si les principautés sont évacuées ; on ne sait s'il y aura Congrès à Florence, à Vérone ou à Vienne. On pense que l'Empereur de Russie pourrait bien ne pas assister en personne à ce Congrès, parce que sa présence est nécessaire dans ses États. Le prince Esterhazy ne quittera Londres que quand il aura reçu une dernière dépêche de Vienne. Il espère la recevoir du 20 au 25 de ce mois.

On attend avec impatience la clôture de la session parlementaire. Tout le monde veut partir pour le continent ou pour la campagne. Le Roi vit très retiré, ne voit presque personne et

1. Le comte d'Antioche (*Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 311-3) a publié les trois paragraphes précédents de cette dépêche.

désire aussi s'éloigner de la capitale. Je presse, Monsieur le Vicomte, toutes les affaires particulières dont vous m'avez chargé, mais sans succès pour le moment, parce que les ministres passent les nuits au Parlement et les jours au Conseil. Je vais m'occuper des intérêts de M. Holfort, que vous me recommandez dans votre lettre du 1er juillet.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et très
obéissant serviteur

CHATEAUBRIAND. [1]

A S. Ex. Monsieur le Vicomte de Montmorency. [2]

---

751 5 juillet 1822.

A Villèle.

Londres, 5 juillet 1822.

Encore un mot, mon cher ami, sur le Congrès. Je ne vois pas une objection raisonnable contre moi. Il est impossible que le ministère actuel se fasse représenter au Congrès de Vérone par les représentants du ministère de Pasquier. Ici vous savez tout ce qu'il y a à dire, mais je veux vous ouvrir une idée. Si Mathieu lui-même voulait aller au Congrès (ce qui, je crois, serait une faute en politique), s'il ne voulait pas me mener avec lui, auriez-vous une grande objection à me faire donner le portefeuille des Affaires étrangères par *intérim* ? Vous avez déjà voulu me le faire donner tout-à-fait. Aujourd'hui la position que j'ai prise en Angleterre me rend bien plus mûr pour la place. Observez bien que dans un mois toute affaire cesse en Angleterre et ne recom-

1. La signature seule est autographe.
2. Affaires étrangères. — Angleterre, 615, f° 296.

mence qu'au mois de janvier. Je serai pendant 6 mois parfaitement inutile ici. Tout ceci, mon cher ami, pour *vous seul* et *pour Corbière*.

Tout à vous.

CHATEAUBRIAND.

J'espère que vous songez toujours à Bertin de Vaux.[1]

---

752 5 juillet 1822.

A Madame Récamier.

5 juillet 1822.

Ne pourriez-vous écrire d'une manière un peu moins sèche ? J'aimerais mieux un mot de vous, comme autrefois, que toute votre politique. Cependant je tiens au Congrès, parce que je vous reverrais, s'il y a lieu, dans six semaines. Ainsi, si vous êtes comme autrefois, c'est autant votre affaire que la mienne ; soignez donc cela, et c'est pour cela qu'il faut bien ménager *Sosthène et ses amis*. Il faut bien leur mettre dans la tête que si Mathieu lui-même ne va pas au Congrès (et il aurait tort politiquement d'y aller), il n'y a personne à y envoyer que moi. Mais si Mathieu allait au Congrès, pourquoi n'aurais-je pas le portefeuille des affaires étrangères par *interim ?*

Voilà une idée à jeter en avant auprès de *Sosthène et de ses amis*, en recommandant la discrétion et le secret. Mais il ne faudrait pas en dire un mot à Mathieu; il prendrait l'épouvante, et tout cela ne veut dire autre chose, sinon que je meurs d'envie d'être dans votre cellule.

Remerciez pour moi M. Arnault ; quand j'aurai lu sa tragédie, je vous en écrirai.

Je ne conçois pas comment on vous a fait arriver l'affaire de

1. Communication de M. le comte de Villèle.

M. Laffon-Ladébat. Tout le monde m'assomme de cette affaire à laquelle je m'emploie très-volontiers et à laquelle je ne peux rien. Mais sûrement, si ce que vous voulez est possible, cela sera fait. [1]

---

753 6 juillet 1822.

Au chevalier de Cussy.

Londres, le 6 juillet 1822.

J'ai fait droit, Monsieur, à votre lettre du premier juin. Je vous ai recommandé de nouveau à M. le maréchal de Bellune. Mais vous jugerez de la lenteur des affaires, quand vous saurez qu'un avancement pour mon propre neveu, que je sollicitais depuis un an, dans l'armée, ne m'a été accordé que depuis huit jours.

On a trompé votre ami. J'ai positivement remis, pour vous, une note, en partant, au ministre de la Guerre. Que sera-t-elle devenue ? Dieu le sait. Je vous exhorte bien tristement à la patience. Ce qu'il y a de certain, c'est que je ne laisserai jamais de m'employer, pour vous, à tout ce qui pourra vous être utile.

Vous recevrez cette lettre, Monsieur, au moment même de l'arrivée de M. de Rayneval à Berlin. Faites, je vous prie, mille compliments de ma part à mon successeur, et dites-lui que je vous recommande particulièrement à ses bontés. Je ne perds point de vue l'affaire de Dresde. J'en écrirai encore à M. de Montmorency. Il faut espérer que M. de Caux ne sera pas longtemps dans sa famille ; il doit obtenir promptement la place qu'il mérite à tant de titres. Rappelez-moi à son souvenir, et à celui de tous mes bons amis de Berlin. Si je savais où se

1. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 423-24

trouvent le duc et la duchesse de Cumberland, j'aurais l'honneur de leur écrire.

Comptez, Monsieur, sur mon sincère et inaltérable attachement.

CHATEAUBRIAND [1].

---

754 9 juillet 1822.

Au vicomte de Montmorency.

Londres, le 9 juillet 1822.

1re Division
Politique
N° 38

Monsieur le Vicomte,

J'ai reçu votre dépêche N° 21, du 4 de ce mois, avec les papiers relatifs à la traite des Nègres et votre lettre particulière du 1er qui a rapport à la saisie du lougre français le Lancier : je vais m'occuper de cette dernière affaire.

Lord Londonderry a dîné chez moi samedi dernier. Rien de plus cordial que Sa Seigneurie : elle ne m'a parlé que d'union avec la France, que de son attachement pour moi et pour le ministère ; elle m'a promis d'achever toutes les petites affaires qu'elle n'achève pas. Elle m'a dit au reste qu'il n'y avait rien de nouveau, et c'est ce que m'ont répété, de leur côté, le prince Esterhazy et le comte Lieven qui me montrent beaucoup d'amitié et de franchise. On en est toujours à la question du Congrès ; on le transporte de Florence à Vérone, de Vérone à Vienne, de Vienne à Varsovie. [2] On parle beaucoup du mouvement qui a eu lieu à Madrid après la clôture des Cortès.

1. Germiny *Nouvelle Revue Rétr.*, 1900, XIII, 50.
2. Le comte d'Antioche (*Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 291-2) a publié les dix lignes précédentes.

Le vote de notre loi des douanes et la bonne conduite de nos soldats dans l'affaire de Caron et Roger vont encore augmenter notre crédit politique.

Les affaires intérieures touchent ici à leur terme. Lord Londonderry croit que la session du Parlement ne se prolongera pas au delà de la dernière semaine de juillet.

J'ai donné une petite fête pour l'anniversaire du 8 juillet ; j'avais chez moi tout ce qu'il y a de plus distingué à Londres : des personnes qui tiennent à la Cour, m'ont affirmé que S. M. Britannique, cédant enfin au vœu de ses ministres, irait en Écosse dans les premiers jours du mois prochain. Il paraît, si le voyage a lieu, ce dont je doute encore, qu'il sera sans pompe : le Roi n'invitera à le suivre aucun membre du corps diplomatique.

Les négociants de la Cité donnent demain un grand dîner à M. Zéa qu'ils traitent de ministre plénipotentiaire de Colombie ; ils m'ont prié à ce dîner ; j'ai refusé poliment cet honneur, allant demain passer 24 heures à la campagne. Après tout, Monsieur le Vicomte, le gouvernement anglais sera forcé de prendre un parti décisif sur l'indépendance des colonies espagnoles en dépit des représentations de la Cour d'Espagne : ce point mystérieux sera bientôt éclairci. Il en est un autre qui aura sans doute appelé votre attention : il serait utile de découvrir par l'intermédiaire de notre ministère à Copenhague, s'il n'existe point réellement un traité d'alliance nouvellement signé entre la Grande-Bretagne et le Danemark.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et

très obéissant serviteur,

CHATEAUBRIAND. [1]

A S. Ex. M. le Vicomte de Montmorency. [2]

1. La signature seule est autographe.
2. Affaires étrangères. — Angleterre, 615, f° 302.

755 9 juillet 1822.

A Madame Récamier.

Ce 9 juillet 1822.

Point de billet de vous par le dernier courrier. Vous m'accoutumez à cette manière. Quatre lignes vous coûteraient tant. Me voilà arrivé à une époque où il me semble que les obstacles sont surmontés et que je me rapproche de vous. J'ai donné cette nuit même mon dernier bal de la *saison;* aujourd'hui, ma porte est fermée. Je ne recevrai plus personne ; tout le monde s'en va, et en voilà pour huit mois. Les affaires vont également finir. Le parlement est au moment de se séparer. Que ferais-je donc en Angleterre ? C'est à vous de me rappeler. Mon dernier billet vous a tout dit sur le *Congrès* et l'*interim.* Il y a trois mois que je vous ai quittée : ces trois mois m'ont vieilli de trois siècles. Que ne suis-je pour toujours dans la petite cellule ![1]

---

756 10 juillet 1822.

Au marquis de Londonderry.

Le soussigné, Ambassadeur de Sa Majesté Très Chrétienne, s'empresse d'appeler l'attention du marquis de Londonderry sur la saisie du lougre français le *Lancier*. Ce navire, destiné à fournir des matelots aux Bâtiments qui naviguent dans la Manche, a été conduit le 20 avril dernier dans un des ports d'Angleterre. Cette saisie fut motivée sur ce qu'il s'était trouvé à bord des bouts de cordages qu'on supposait propres à favoriser la contrebande. On a prétendu dès lors y voir une contravention aux règlements d'Angleterre. Le Gouvernement français ne peut reconnaître la légitimité de ces motifs ; indépendamment de ce que les règle

1. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 424-25.

ments dont il s'agit ne peuvent être considérés que comme mesures d'administration intérieure, et par conséquent inapplicables aux bâtiments français, l'espèce de cordages trouvés à bord du *Lancier* en indique suffisamment la destination et l'emploi ; leur forte dimension démontre qu'ils ne peuvent être d'aucun usage pour la contrebande.

Le soussigné croit devoir insister de la manière la plus pressante pour obtenir la restitution immédiate du lougre le *Lancier*, et solliciter du Ministère anglais des ordres qui empêchent à l'avenir que des Bâtiments français soient ainsi arrêtés et détournés de leur destination, lorsqu'ils ne présentent aucune circonstance qui justifie le soupçon de fraude.

Le soussigné saisit cette occasion de renouveler au marquis de Londonderry l'assurance de sa très haute considération.

CHATEAUBRIAND.

London le 10 juillet 1822.

P.-S. — Le soussigné a l'honneur de joindre à cette note la déclaration faite devant notaire par le Commandant du lougre le *Lancier*.

S. E. Monsieur le marquis de Londonderry. [1]

---

757 12 juillet 1822.

A la duchesse de Duras.

Vendredi, 12 juillet 1822.

Je n'ai point de lettre de vous aujourd'hui par le courrier ; je n'en suis point étonné. Mes petits mots après ma longue lettre vous auront paru suffisants, et vous aurez voulu attendre vous-

1. Foreign-Office, France, 281. — Comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 411-2.

même l'impression que m'aura causée votre réponse à ma bonne longue lettre : vous la connoissez maintenant.

Voulez-vous juger de ce que vous êtes pour moi ? Il vient de paroître un ouvrage intitulé *A Voice from St Helena*, ou *Napoleon in exile*, par *O'Meara*, chirurgien anglois attaché à Bonaparte. Ce sont de prétendues conversations de ce dernier avec cet O'Meara, sur les choses et sur les hommes. J'y suis traité d'une manière abominable. Eh ! bien, que croyez-vous donc que j'aie fait ? J'ai lu avec un froid mépris les plus lâches calomnies sur mon compte ; mais tout à coup la pensée m'est venue que votre nom pouvoit se trouver dans la foule des noms calomniés : j'ai couru vite à l'index qui est très exact et très détaillé, j'ai senti un poids de mille livres ôté de dessus ma poitrine quand je n'ai pas trouvé votre nom. J'ai parcouru tout l'ouvrage. Vous n'êtes nommée nulle part. Il y a certainement dans cet ouvrage beaucoup de choses de Bonaparte. Votre Héros était un grossier caporal qui ne parle que de gueux, de polissons, d'espions, de bourreaux, etc. O'Meara a rendu un mauvais service à la mémoire de cet homme. On croit lire pour le ton, les mensonges et les fureurs, un mélange de lady Morgan, de la Minerve, de la Bibliothèque historique, du Miroir, etc.

Laissons cette infamie. Je suis toujours attendant le Congrès et toujours espérant y aller. Au reste j'ai pris mon parti, et l'avenir n'est plus pour moi un sujet d'inquiétude : il sera ce que Dieu voudra. Ce que je veux, c'est que vous m'aimiez, et que vous ne soyez pas injuste et que vous ne me grondiez plus. J'ai remis votre lettre à lord Bristol. Mde de Chateaubriand a été malade et j'ai été fort inquiet. [1]

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

758 12 juillet 1822.

A Madame Récamier.

Vendredi 12 juillet 1822.

Allons ! j'aime mieux savoir votre folie que de lire des billets mystérieux et fâchés. Je devine ou je crois deviner maintenant. C'est apparemment cette femme dont l'amie de la reine de Suède vous avait parlé ? Mais dites-moi, ai-je un moyen d'empêcher Vernet, M[lle] Le Vert qui m'écrit des déclarations, et trente artistes, femmes et hommes, de venir en Angleterre pour chercher à gagner de l'argent ? Et si j'avais été coupable, croyez-vous que de telles fantaisies vous fissent la moindre injure, et vous ôtassent rien de ce que je vous ai à jamais donné ? Vous n'avez pas été ainsi punie, mais convenez qu'après quatre années de manque de paroles et de tromperies, vous mériteriez bien une légère infidélité. J'ai vu un temps où vous vouliez savoir si j'avais des maîtresses et vous paraissiez ne vous en soucier. Eh bien, non, je n'en ai pas. On vous a fait mille mensonges. Je reconnais là mes bons amis. Au reste, tranquillisez-vous : la Dame part et ne reviendra jamais en Angleterre, mais peut-être allez-vous vouloir que j'y reste à cause de cela ? Soin bien inutile, car, quel que soit l'événement, congrès ou non congrès, ministère ou non ministère, je ne puis vivre si longtemps séparé de vous, et je suis déterminé à vous voir à tout prix.

Je n'écris jamais à Bertin ; La Borie quelquefois remet une lettre de moi à Villèle, et je ne m'explique de rien avec lui. Je désire toujours le congrès, quelle que soit la chose traitée, parce que je suis sûr de m'y faire honneur, et de n'agir que dans l'opinion de la France. Je suis sûr que c'est la meilleure marche pour moi ; c'est par là que je puis arriver au ministère. Vous vous flattez en vain, et on se trompe, et on vous trompe, si l'on vous fait entrevoir qu'il y a un moyen plus prompt d'arriver. Je veux certes bien le moyen le plus prompt, mais je n'y crois pas. Enfin, je suis

sur tout cela fort paisible. J'ai un plan fixe dans ma tête : à présent que j'ai montré que je pouvais réussir sur un grand théâtre d'affaires et de politique, mon amour-propre est en sûreté, et je n'aspire qu'à vivre en paix auprès de vous. A la moindre chicane, je prendrai mon parti. Je ne dis pas cela ; je ne menace pas, je suis cordial et ami dans ma correspondance, mais je guette l'occasion ; si on me l'offre, je la saisirai.

Tandis que vous me faites une querelle d'Allemand pour je ne sais qui, Mme de D...[1] me tourmente pour l'Abbaye. Sur ce point, je me sens coupable. Récompensez-moi donc, par de douces paroles et un aveu de vos injustices, des maux que vous me faites souffrir. Tant que je vivrai, je vivrai pour vous. [2]

---

159 12 juillet 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division
Politique
N° 39

Londres, le 12 juillet 1822.

Monsieur le Vicomte,

J'ai reçu par le courrier arrivé hier les différentes pièces que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, à savoir : votre dépêche N° 22, contenant un extrait des nouvelles d'Espagne ; vos quatre lettres particulières du 8 juillet, la première faisant mention de la saisie de deux bateaux pêcheurs anglais ; la seconde relatant la poursuite de deux vaisseaux négriers ; la troisième demandant une carte des Pyrénées ; la quatrième réclamant une permission pour le mécanicien *Turner*. Le courrier qui part ce soir vous portera ma réponse à ces deux dernières lettres.

1. Mme de Duras.
2. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 425-27. — Herriot *Récamier*, II, 117.

Les affaires générales étant restées telles que je vous les ai exposées dans ma dernière dépêche, je n'aurais rien, Monsieur le Vicomte, à vous mander aujourd'hui, si je ne croyais utile de vous communiquer divers renseignements puisés à une source particulière.

Une personne prétend avoir *vu* l'original d'un traité d'alliance entre le Danemark et l'Angleterre. Le résultat de ce traité serait la *fermeture* de la Baltique, le cas advenant d'une guerre entre l'Angleterre et la Russie.

Il paraît que de nombreuses dépêches ont été expédiées avant-hier par le gouvernement britannique. S'il fallait en croire des bruits de bureaux, les cabinets de Saint-James et de Pétersbourg seraient sur le point de ne plus s'entendre. On se vanterait ici de pouvoir mettre en mer en moins d'une semaine une flotte de 60 vaisseaux (il y en a certainement 25 dont il ne faudrait pas plus de huit jours pour achever l'équipement). D'un autre côté on parlerait de grands mouvements dans le corps diplomatique : lord Stewart n'irait plus à Vienne, ni Sir W. A'Court en Espagne. Il serait possible qu'avec l'arrière-pensée de reconnaître l'indépendance des colonies espagnoles, l'Angleterre retardât l'envoi de son ambassadeur à Madrid.

Je suis loin, Monsieur le Vicomte, de vous garantir l'authenticité de ces nouvelles.

Il y a cependant quelque chose de vrai dans le peu de bienveillance de l'Angleterre pour la Russie, comme j'ai été à même de le remarquer plusieurs fois. L'Angleterre désire sincèrement le maintien de la paix en Orient ; mais, la guerre une fois commencée, ses vœux, pour ne rien dire de plus, seraient pour les Turcs. Le gouvernement britannique ne serait pas fâché de voir Alexandre descendre de la hauteur où il s'est placé en Europe. Or, si les négociations se prolongeaient, si les Turcs n'évacuaient pas les principautés, la Russie perdrait beaucoup de sa réputation, et c'est peut-être ce que souhaite le Cabinet anglais ; mais les autres Cabinets doivent avoir une politique plus appropriée

aux besoins du continent ; et il importe, en ce moment, au bien général, que l'Empereur de Russie soit puissant. [1]

Je vous envoie, Monsieur le Vicomte, *Napoleon in exile* par O' Méara : c'est un infâme ouvrage contre les souverains, les peuples et les individus ; j'y suis traité en particulier d'une manière qui serait abominable, si les faits n'étaient les uns palpablement faux, les autres ridiculement altérés. Je tâcherai de mériter de plus en plus les outrages des ennemis du Roi, en redoublant de zèle pour le service de Sa Majesté. Le libelle du chirurgien de Buonaparte est bon à cacher : les trafiquants en calomnie ne l'auront que trop tôt découvert, traduit et publié. La police pourra peut-être en attendant tirer un certain parti de ce scandaleux catalogue, et recueillir quelques vérités dans un amas d'injures et de mensonges.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et très obéissant serviteur

CHATEAUBRIAND. [2]

---

760 16 juillet 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division Politique N° 40

Londres, le 16 juillet 1822.

Monsieur le Vicomte,

Conformément aux instructions que vous m'avez fait l'honneur de me donner dans votre dépêche N° 23, j'ai communiqué à lord Londonderry les nouvelles d'Espagne et je me suis entretenu

1. Le comte d'Antioche (*Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 292) a publié les treize lignes précédentes.
2. Affaires étrangères. — Angleterre, 615, f° 306.

avec lui de ce sujet important. Vous désirez savoir si *à l'aspect de la cruelle situation de l'Espagne, l'Angleterre persistera dans sa résolution de garder une neutralité absolue.*

Eh bien, Monsieur le Vicomte, lord Londonderry n'a point du tout changé de sentiment ; non seulement il ne veut rien faire, mais, dans ce moment, il ose à peine se permettre une remarque, comme s'il craignait qu'une idée communiquée en secret le rendît responsable de l'avenir. Il m'a montré de l'inquiétude, presque des soupçons sur notre sincérité ; il m'a demandé plusieurs fois, en me regardant, si nous ne nous étions pas mêlés des affaires de la péninsule ; si le gouvernement français, ou un parti dans la France, n'avait pas fait distribuer de l'argent au peuple et aux soldats espagnols. Je lui ai facilement prouvé que, dans un pays où la loi de finances se discute publiquement, un gouvernement n'avait point d'argent à donner ; et que, quant aux particuliers, ils étaient trop peu riches en France pour soudoyer des troupes en Espagne. Est-ce sir Charles Stuart qui endoctrine les ministres anglais ? Est-ce de Madrid qu'ils reçoivent leurs prétendus renseignements ? Il est certain que lord Londonderry croit que nous avons fomenté les troubles de l'Espagne. Il a fini la conversation par ces mots : « Avez-vous une communication offi-
« cielle à me faire de la part de votre gouvernement ? — Aucune,
« Milord, j'ai seulement été bien aise de causer avec vous sur des
« événements dont le contre-coup peut retentir en Europe. — Si
« vous en étiez venus à une résolution, a-t-il répliqué, on verrait
« alors quel parti l'Angleterre aurait à prendre ; jusque là, je ne
« pourrais pas même hasarder un conseil. » — Le mot est important, Monsieur le Vicomte, et je l'abandonne à vos réflexions.

Lord Londonderry m'a donné lecture de la note qu'il a remise au ministre d'Espagne, M. d'Onis, relativement aux propositions de M. Zéa. Le gouvernement anglais déclare qu'il attendra, pour se décider sur la question de l'indépendance des colonies espagnoles, le résultat des propositions que le Roi d'Espagne doit faire aux susdites colonies ; mais, en même temps, il prévient

M. d'Onis qu'il faut que ce résultat soit prochain, car le temps marche, et l'Angleterre sera forcée de se soumettre à la nécessité. Cette note vous sera communiquée par sir Charles Stuart.

Les journaux anglais, d'après les journaux français, donnent ce matin des nouvelles de Madrid jusqu'au 8 inclusivement. Je n'ai jamais espéré mieux du Roi d'Espagne et n'ai point été surpris. Si ce malheureux prince doit périr, ce qu'à Dieu ne plaise, le genre de la catastrophe n'est pas indifférent au reste du monde ; le poignard n'abattrait que le monarque ; l'échafaud pourrait voir périr la monarchie. C'est déjà beaucoup trop que le jugement de Charles Ier et que celui de Louis XVI : le ciel nous préserve d'un troisième jugement qui semblerait établir par l'autorité des crimes, une espèce de droit des peuples et un corps de jurisprudence contre les Rois !

On peut maintenant s'attendre à tout : une déclaration de guerre de la part du gouvernement espagnol est au nombre des chances que le gouvernement français a dû prévoir. Dans tous les cas, nous serons bientôt obligés d'en finir avec le cordon sanitaire, car, une fois le mois de septembre passé, et la peste ne reparaissant pas à Barcelone, ce serait une véritable dérision que de parler encore d'un *cordon sanitaire*. Il faudra donc avouer tout franchement une *armée*, et dire la raison qui nous oblige à maintenir cette armée. Cela n'équivaudra-t-il pas à une déclaration de guerre aux Cortès ? D'un autre côté dissoudrons-nous le cordon sanitaire ? Cet acte de faiblesse compromettrait la sûreté de la France, avilirait le ministère et ranimerait parmi nous les espérances de la faction révolutionnaire. Si les royalistes ne triomphent pas en Espagne, nous touchons certainement à une crise qui nous obligera à prendre une résolution, et il me semble impossible que nous laissions longtemps notre ambassadeur exposé à toutes sortes d'outrages à Madrid. Avec de la fermeté et de la confiance dans nos forces, nous n'avons rien à craindre : l'hésitation et les demi-partis nous perdraient. — Vous pardonnerez à ces réflexions qui sont la conséquence et la suite naturelle

de ma conversation avec lord Londonderry et des nouvelles du jour.

Je vous envoie, Monsieur le Vicomte, le passage d'un discours de lord Liverpool à la Chambre des Pairs. Voilà la pensée du gouvernement anglais, quant aux colonies espagnoles, sortie des nuages où lord Londonderry se plaît à l'envelopper.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et très
obéissant serviteur

CHATEAUBRIAND. [1]

---

761 16 juillet 1822.

A la duchesse de Duras.

Mardi, 16 juillet 1822.

Je m'attendais à votre lettre, je ne vous la reprocherai pas ; c'est de la folie, et la folie ne se guérit pas. Je ne vous dirai qu'un mot, sur vos reproches à propos du Congrès. Je n'avais rien à vous apprendre sur ce sujet : car depuis trois semaines on ne sait s'il y aura Congrès, où il sera, quand il aura lieu ; ce sont de ces interruptions qui surviennent dans toutes les affaires. Tout est resté suspendu entre moi et les ministres. Ceux-ci, et surtout Villèle, se disent toujours très bien disposés. Nous attendons les nouvelles de Vienne et la réponse ; alors il s'agira de conclure, et nous verrons si Villèle tiendra parole, et si M. de Montmorency voudra lui-même aller au Congrès. S'il y va, vous sentez que je n'ai rien à dire, s'il n'y va pas je pourrai combattre sur un bon terrain et je n'ai de rival dangereux que

1. Affaires étrangères, Angleterre, 615, f° 312. — Le comte d'Antioche (*Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 314-7) a publié cette lettre à peu près intégralement.

M. de Blacas, en cas que le Congrès se tienne en Italie. Quant à votre gendre, je n'ai jamais varié, et si je vais au Congrès je ferai tout au monde pour l'emmener avec moi. Je méprise tout ce que vous dites de ma peur. Que vous parliez dans votre salon ! fi !

J'ai de longues et importantes dépêches à écrire ce matin sur l'Espagne. Si le parti royaliste l'emportait dans ce malheureux pays et qu'on établît des institutions raisonnables et généreuses pour sauver l'Espagne de l'incapacité de son *Roi absolu*, on aurait fait un grand pas pour le repos et la sûreté de la France.

Vous protester sans cesse que je n'ai d'autre bonheur que celui que vous pouvez avoir, que je donnerai tout mon sang pour vous, pour vous voir heureuse, que gagnerai-je à cela ? Me croirez-vous ? Soyez donc injuste à votre aise, vous ne m'empêcherez pas de vous aimer. [1]

---

762 19 juillet 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division Politique N° 41 — Londres, le 19 juillet 1822.

Monsieur le Vicomte,

Quand vous ne m'auriez pas recommandé par votre dépêche N° 24, de ne pas laisser prendre de notes sur les communications que vous avez reçues de Madrid en date des 6, 7 et 8 juillet, j'aurais aisément senti la nécessité de la discrétion à cet égard. Je me suis même abstenu de lire ces communications à lord Londonderry. Il m'aurait sans doute demandé si, dans un tel moment de crise, c'était bien de la destitution des ministres espagnols, du courage de la princesse Carlotta, de la modération de la milice qu'il s'agissait. Il aurait voulu savoir si les gardes étaient totale-

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

ment détruits, si les provinces prenaient part à l'insurrection, quels hommes et quelles opinions allaient régner, quelles mesures administratives, législatives et judiciaires seraient prises ; quel avenir enfin se présentait à l'Espagne et au reste de l'Europe ?

J'ai craint de m'exposer à ces questions et de trop initier lord Londonderry au secret de notre corps diplomatique. Je me suis donc contenté de lui envoyer un bulletin de nouvelles, composé d'une vingtaine de lignes et pour lequel il m'a beaucoup remercié par écrit. Je n'ai pas cru non plus qu'il fût convenable de faire au noble marquis une visite tout exprès pour lui parler de M. Hervey. [1] Que celui-ci ait signé ou n'ait pas signé la note, vous le saurez toujours avant que je puisse vous l'apprendre, puisque ma réponse ne peut vous arriver que le septième jour après votre demande écrite. J'ai déjà vu lord Londonderry pour votre dépêche N° 23 ; recourir encore à lui pour le N° 24 serait imiter mes prédécesseurs, qui l'importunaient, et qu'il laissait des heures entières dans son antichambre. Jusqu'à présent, j'en ai agi autrement pour l'honneur du service du Roi et la dignité du nom français. Je suis très sobre de visites, je laisse venir ; et cette conduite m'a réussi complètement.

J'éclaircirai le fait de la signature ou de la non signature de M. Hervey, sans avoir l'air d'attacher à ce fait l'importance qu'il a réellement, mais qu'il ne convient pas de montrer ici. Le chargé d'affaires en Espagne a certainement des instructions générales conformes à celles des autres agents diplomatiques, relativement à la sûreté personnelle du Roi ; toutefois, je ne serais pas étonné qu'il eût refusé de signer la note, cela me semblerait dans l'esprit de la politique du gouvernement anglais : beaucoup de paroles, point d'action. Au reste, avant trois mois, ou les royalistes auront triomphé en Espagne, ou le parti modéré aura modifié la Constitution. Si l'une ou l'autre de ces chances arrive, nous pour-

1. Hervey (Lionel), chargé d'affaires d'Angleterre en Espagne.

rons rester dans notre position actuelle, en dissolvant toutefois le cordon sanitaire. Mais si la Révolution suit son cours, l'Europe continentale, et surtout la France, sera forcée de renoncer à une neutralité dispendieuse et pleine de péril.

J'ai peur, Monsieur le Vicomte, qu'il ne paraisse singulier que nous ayons choisi ce moment pour payer une dette de 13 millions à l'Espagne. On prétend avoir ici des nouvelles de Madrid jusqu'au 10 inclusivement. Ces nouvelles seraient à peu près semblables à celles que vous m'avez transmises et annonceraient une espèce d'interrègne dans le gouvernement, par la démission de toutes les autorités. [1]

Vous aurez vu, Monsieur le Vicomte, par les débats du Parlement qu'une pétition en faveur des Grecs a été présentée aux Chambres, que les ministres l'ont repoussée sans peine, que l'opposition n'a pas beaucoup insisté, et que toute l'Angleterre est *turque* par haine de la Russie. Ce sentiment a cela de bon en ce moment qu'il est favorable à la paix. Mais il y a au fond de cette politique quelque chose d'inexplicable ou plutôt de très explicable : *la paix, mais avec l'abaissement de la Russie*, voilà tout le secret.

Une chose vous aura sans doute frappé par rapport aux affaires d'Orient. Le Réïs Effendi a répondu dernièrement à lord Strangford et à l'internonce autrichien, lorsqu'on lui a proposé d'envoyer un plénipotentiaire turc sur la frontière, que la Porte n'était point en guerre avec la Russie, qu'il n'y avait aucun sujet de contestation entre les deux empires, et que conséquemment, il n'y avait lieu à aucune conférence diplomatique. Si vous vous donnez la peine de relire ma dépêche N° 32, vous verrez que lord Londonderry m'avait dit *que la Porte refuserait d'envoyer un ambassadeur négocier sur la frontière;* vous y verrez encore que le prince de Metternich, entraîné par le cabinet anglais engagerait le Divan à répondre *que les conditions*

1. Le comte d'Antioche (*Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 318-20) a publié le début de cette dépêche, jusqu'à la fin du quatrième paragraphe.

des Traités étant remplies, il n'y a plus lieu à négociation. Singulière coïncidence, monsieur le vicomte ! Lord Strangford, d'accord avec l'internonce autrichien, dicterait-il les réponses du Divan ? L'Angleterre jouerait-elle un double rôle ? Tandis que son ambassadeur à Constantinople a l'air d'agir publiquement pour la paix, pousserait-il secrètement à autre chose ? Non pas à la guerre sans doute, mais, je le répète, à *la paix avec l'abaissement de la Russie ?* En admettant cette hypothèse, on explique toutes les contradictions de la politique anglaise. Il y a évidemment à Vienne d'autres obscurités que je ne puis pénétrer d'ici, parce que le prince Esterhazy ne sait rien d'essentiel, et ne peut rien m'apprendre.

On continue d'affirmer que le Roi d'Angleterre va en Écosse, qu'il n'y passera que dix jours, qu'il ne sera suivi d'aucun ambassadeur, ni même de son ministre des affaires étrangères. Je doute encore de ce voyage, parce que je sais qu'une personne toute puissante sur le Roi [1] s'y oppose, et qu'elle pourra l'emporter sur l'avis du Conseil.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et très
obéissant serviteur,

CHATEAUBRIAND.[2]

A Son Exc. Monsieur le Vicomte de Montmorency, &c. [3]

1. La marquise de Conyngham.
2. La signature seule est autographe.
3. Affaires étrangères. — Angleterre, 615, f° 216.

763 19 juillet 1822.

A la duchesse de Duras.

Vendredi, 19 juillet.

J'ai passé la journée et une partie de la nuit d'hier sur la Tamise, entre Londres et Richmond, à une grande fête donnée par le Lord-Maire, et où j'étais le seul ambassadeur prié. Cela vous montre ma *popularité* : mais j'en ai rapporté un accès de fièvre (pour Dieu, ne le dites pas, M^de^ de Chateaubriand accourrait). Demain je serai guéri. Aujourd'hui je ne puis écrire, d'autant plus que j'ai été obligé de faire une longue dépêche qui m'a achevé. Allons ! la paix. Ne me grondez plus. Aimez-moi comme je vous aime. Faites votre nouveau roman et ne craignez plus les correspondances privées. Je ne sais ce que vous voulez me dire en me parlant de votre jalousie, de mes nouvelles amours. Je suis comme un Chartreux. J'ai fait ce que j'ai pu pour le Congrès. J'attends, je sais qu'on est particulièrement content de mes dépêches. Mais j'en ai vu une de Madrid, si vous saviez quelle misère ! Au reste vous savez bien ce que c'est que la *chair de poule au cœur*. Écrivez-moi de longues bonnes lettres. M^de^ de Ch. va mieux. J'ai de ses nouvelles. [1]

---

764 23 juillet 1822.

Au marquis de Londonderry.

Londres, le 23 juillet 1822.

Le soussigné, Ambassadeur de Sa Majesté Très Chrétienne, se voit forcé d'appeler encore l'attention du marquis de London-

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

derry sur la discussion relative aux pêcheries de Granville : de nouveaux faits viennent de démontrer la nécessité de conclure un arrangement définitif, et il ne peut à cet égard que se référer aux bases indiquées dans sa note du — juillet, jusqu'ici sans réponse.

Dans les derniers jours du mois de juin, deux bateaux pêcheurs anglais qui se portaient sur les bancs d'huîtres de Granville furent arrêtés en dedans de la limite déjà reconnue et admise par le Gouvernement britannique. Quoique ces embarcations fussent évidemment dans le cas d'être confisquées, M. le marquis de Clermont-Tonnerre, Ministre de la Marine, ne voulut point user de rigueur. Il ordonna que les bateaux fussent relâchés, cherchant dans ce procédé une nouvelle occasion de justifier de l'esprit de modération qui dirige le Gouvernement français.

L'événement n'a pas répondu à son espoir, et de nouvelles déprédations viennent d'avoir lieu, le 4 de ce mois-ci. La résistance opiniâtre des coupables pouvait entraîner les suites les plus fâcheuses, sans la prudence et la modération de l'officier qui commandait le cutter français le *Mars*, chargé de la surveillance de ces parages. Cet officier n'a même pas voulu user du droit où il était de les conduire à Granville ; il s'est contenté de faire jeter à la mer leurs dragues et leurs armes.

Le soussigné ne doute point que la simple exposition des faits qu'il vient de signaler à la connaissance du marquis de Londonderry ne lui démontre l'importance de presser la conclusion d'une affaire qu'il est de l'intérêt des deux Gouvernements de terminer le plus tôt possible.

C'est donc aujourd'hui de la manière la plus instante que le soussigné sollicite du marquis de Londonderry la plus prompte réponse à la note qu'il a l'honneur de lui adresser, convaincu que de plus longs délais ne feraient qu'entretenir et augmenter, parmi les habitants des côtes, une fermentation dont il importe de prévenir les conséquences, et qui, par l'apparence presqu'hostile qu'elle donne chaque jour à la situation respective des habi-

tants de ces deux côtes, ne laisse pas que de contraster avec les liens d'amitié qui unissent les deux Gouvernements.

Le soussigné saisit cette occasion de renouveler au marquis de Londonderry l'assurance de sa très haute considération.

CHATEAUBRIAND.

S. E. Monsieur le marquis de Londonderry. [1]

---

765 23 juillet 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division Politique N° 42

Londres, le 23 juillet 1822.

Monsieur le Vicomte,

Vous me faites l'honneur de me dire dans votre dépêche N° 25, que lord Londonderry a été *vivement invité à se trouver au Congrès*. Je puis vous donner à cet égard des renseignemens certains; je les tiens du prince Esterhazy qui part aujourd'hui pour Vienne.

L'Autriche a en effet pressé lord Londonderry d'assister au prochain congrès. Comme on a senti qu'il aurait une répugnance politique à se rendre en Italie, on lui a proposé de venir à Vienne, et quelquefois à Varsovie. S'il acceptait l'invitation, on commencerait les affaires à Vienne; on s'y occuperait de l'Orient; et, lorsqu'on entamerait la question relative à Naples et à Turin, lord Londonderry retournerait à Londres, et les souverains iraient achever le Congrès à Florence, comme ils finirent le congrès de Troppau à Laybach. Lord Londonderry semble n'être pas décidé ; il dit que son voyage dépendra de l'état du pays (de l'Angleterre) et de la nature des sujets qu'on compte traiter au Congrès. Malgré cette réponse, lord Londonderry laisse percer une envie secrète d'aller à Vienne, ne fût-ce que comme

1. Foreign-Office, France, 281. — Comte d'Antioche, *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 408-9.

délassement et but de promenade. L'habitude du pouvoir a donné à ce ministre des manières sérieuses, mais il n'est pas naturellement grave ; il a, au contraire, quelque chose de la légèreté et de l'insouciance irlandaise.

Ce qui me fait croire davantage au voyage de lord Londonderry, c'est le départ subit de lord Stewart. Cet ambassadeur est très fatigant en affaires ; il a une haute idée de ses talents, ne cède à aucun conseil, et fait quelquefois des scènes qui approchent de la folie. Son frère, lord Londonderry, a beaucoup de faiblesse pour lui, mais il sent bien cependant qu'il ne peut le laisser seul au Congrès. Dans ce cas, il serait possible qu'il ne l'eût fait partir qu'avec l'intention de le suivre.

Ou je me trompe beaucoup, Monsieur le Vicomte, ou lord Londonderry sera un grand inconvénient à Vienne. Il gênera les délibérations, se refusera à la signature de tout acte collectif, se croira obligé de protester ; et, se sentant plus responsable qu'un ambassadeur envers la Chambre des Communes, il paralysera le Congrès par sa présence. Il aggravera encore le mal, en se trouvant à même de resserrer les liens qui l'unissent au prince de Metternich, et dont nous ignorons la nature.

Si les puissances alliées étaient déterminées à se passer de l'Angleterre, et qu'elles ne voulussent voir lord Londonderry que pour acquérir la preuve de l'impossibilité de faire entrer le Cabinet de Saint-James dans la politique continentale, le voyage de ce ministre serait utile. Mais sauront-elles prendre ce grand parti ? J'en doute ; il est alors fort à désirer que lord Londonderry aille chasser deux ou trois mois dans le Yorkshire, comme il se le propose. Un simple plénipotentiaire anglais au Congrès sera beaucoup moins embarrassant.

Vous voyez, Monsieur le Vicomte, que lord Stewart est parti après quelque hésitation diplomatique. Je ne sais plus rien de sir William A' Court.

Les ambassadeurs de Russie, de Prusse et d'Autriche m'ont lu les réponses que leurs cours ont faites aux envoyés diploma-

tiques de S. M. Catholique, au sujet de l'indépendance des colonies espagnoles ; elles sont dans de bons principes, et ne préjugent rien. Le prince Esterhazy m'a parlé de communications que vous avez dû faire faire à Vienne par une personne qu'il croit se nommer *M. Durand*, il m'a rendu compte des réponses du cabinet autrichien, et il m'a laissé la copie d'une dépêche de M. de Metternich au Baron Vincent, autorisant cet ambassadeur à se réunir au ministère français et à ses collègues, pour prendre en considération telles circonstances urgentes que pourrait amener la situation de l'Espagne.

Décidément, on ne veut pas ici que la France se mêle des affaires de la Péninsule. On prétend que nous ne devons pas nous fier au zèle que montreront à cet égard Vienne, Pétersbourg et Berlin. J'ai répondu que l'on méconnaissait l'esprit et la force de la France, que nous déplorions les malheurs de l'Espagne, mais que nous serions toujours guidés par la modération et la prudence ; que nous n'avions d'autre but que de nous mettre à l'abri de toutes les sortes de contagions ; que si la folie de nos voisins nous obligeait de recourir aux armes pour notre propre défense, nous saurions repousser seuls une injuste agression, mais que nous étions persuadés néanmoins que nous ne serions pas abandonnés dans une cause commune à toutes les monarchies de l'Europe.

On me confirme toujours l'existence d'un traité entre l'Angleterre et le Danemark pour l'obtention d'un port dans la Baltique, et l'on m'assure que l'on négocie pour le même but avec la Suède.

Le commerce s'occupe beaucoup ici des débats des Cortès de Lisbonne, qui n'annoncent rien moins que l'indépendance du Brésil sous le gouvernement du prince Royal. Si une monarchie s'établit dans cette partie de l'Amérique, et qu'une autre s'élève au Mexique où l'on prétend qu'Iturbide s'est fait proclamer empereur, ces résolutions seraient moins dangereuses pour la stabilité des trônes en Europe.

Le parlement britannique sera prorogé du 8 au 10 du mois prochain. Le Roi à cette époque partira pour l'Écosse ; il n'emmènera presque personne avec lui, ne passera que 8 jours à Édimbourg, et reviendra sur le champ.

Le marquis de Cholmondeley a été nommé chevalier de l'ordre de la Jarretière en remplacement du marquis d'Hertford décédé.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

CHATEAUBRIAND.

5 heures du soir.

P.-S. Je sors de chez le marquis de Londonderry : il s'est expliqué d'une manière beaucoup plus nette que de coutume ; il avait reçu un courrier de Madrid. Il donne tort aux gardes, ou plutôt au Roi qui devait se mettre à la tête de ses gardes. L'impression de son gouvernement, m'a-t-il dit, est que nous nous sommes mêlés de tout cela ; que notre ministre à Madrid a été vu avec les officiers des gardes ; qu'il y a eu de l'argent donné. Il pense que le parti modéré l'emporte, mais que personne (même les royalistes purs) ne veut plus servir le Roi. Il approuve la conduite de M. Hervey ; il pense que M. de la Garde, qu'il considère comme le rédacteur principal de la note, n'aurait dû rédiger une pareille note qu'en commun avec tous les ambassadeurs, et qu'il n'aurait pas dû l'envoyer toute faite et toute signée, à signer à M. Hervey. Il pense que les termes de la note ne sont pas convenables, qu'ils dépassaient le besoin de la circonstance, qu'ils allaient jusqu'à des menaces, et que M. Hervey avait bien fait d'adresser pour son propre compte une note plus réservée. J'avoue, Monsieur le vicomte, que j'avais été frappé moi-même du peu de mesure de la note, où j'avais remarqué entre autres cette phrase, *le plus léger outrage à la Majesté Royale plongerait la péninsule dans un abîme de calamités.* Abandonnant la guerre de mots, je ne me suis attaché qu'à prouver que la

note *séparée* de M. Hervey était un grand mal, parce que les révolutionnaires ne manqueraient pas de la supposer telle qu'ils voulaient et d'annoncer une division entre les puissances. Lord Londonderry est revenu sur le cordon sanitaire : il m'a fait entendre que nous devrions le dissoudre, qu'il était du plus grand danger pour nous, que nous ne persuaderions à personne que nous avons à craindre une invasion de la part des Espagnols, et qu'il en résulterait qu'on nous supposerait le dessein d'envahir. Il lui est échappé deux ou trois mots ironiques contre la chevalerie de l'Empereur Alexandre, et comme je lui parlais de la possibilité de régler quelques affaires à Paris, il m'a répliqué : « Dans ces conférences, il faudrait admettre le ministre de Rus- « sie, tout serait su, nous aurions l'air d'influencer votre gouver- « nement, et de conspirer contre ce que les Espagnols appellent « leurs libertés. »

Cela confirme, Monsieur le Vicomte, tout ce que j'ai eu l'honneur de vous mander dans mes précédentes dépêches sur les dispositions de l'Angleterre : n'attendez rien d'elle, et faites ce qui vous paraîtra le mieux pour l'Espagne ; si le gouvernement français n'est pas décidé à une action, il sera presqu'impossible qu'il maintienne le cordon sanitaire jusqu'à l'époque des résolutions qui pourront être prises au Congrès ; si on veut le dissoudre, ce cordon, il ne faudra pas manquer le prétexte naturel de la fin de la saison de la fièvre jaune. L'humeur du Cabinet anglais contre notre armée est manifeste : il cache, sous l'apparence de l'intérêt que lui inspire notre sûreté, la jalousie que lui cause la renaissance de notre prospérité et de nos forces.

Ch.

A Son Exc. Monsieur le Vicomte de Montmorency. [1]

1. Affaires étrangères, Angleterre, 615, f° 327. — Le comte d'Antioche (*Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 295-7 et 325-8) a publié en désordre une grande partie de cette dépêche.

766 23 juillet 1822.

A la duchesse de Duras.

Le 23 juillet 1822.

Non, ne craignez plus que je me plaigne ; je suis décidé à vous prendre comme vous êtes, et à vous écrire comme si depuis deux mois vous ne m'aviez pas fait bien du mal par vos injustices. Ne parlons plus de cela, et causons ensemble paisiblement.

J'ai reçu une lettre bien cordiale de Mathieu, il me dit en parlant de la démission de M. de Blacas : *Vous voilà délivré d'un puissant concurrent pour le Congrès.* Ces paroles, dans la bouche d'un ministre, devraient équivaloir à une nomination. Mais reste la concurrence la plus dangereuse de toutes, celle du ministre lui-même. Si lord Londonderry va au Congrès, Mathieu sera bien content d'y aller, alors je suis perdu. Voici dans ce cas ce que j'ai proposé à Villèle, qui est toujours très bien disposé : 1° de m'adjoindre à Mathieu ; 2° de me faire donner le portefeuille des Affaires étrangères par intérim, pendant l'absence de Mathieu.

Gardez cela pour vous et dans le plus profond secret. Si vous croyez devoir vous en entretenir avec Villèle, évitez d'écrire, et que tout *soit verbal* ; il y a de grandes difficultés à l'intérieur, je le sais, car c'est ordinairement à un autre ministre que l'on confie un portefeuille vacant. Mais Villèle peut tout, et s'il ne vous trompe pas il désirera cette affaire autant que nous, pour me donner un droit à venir : je rendrai très volontiers, et sans difficulté, le portefeuille à Mathieu à son retour. Après tout, ceci n'est qu'en désespoir de cause, car j'aime mieux aller au Congrès et avancer pas à pas. Vous voyez comme la raison m'est venue avec l'esprit des affaires.

Je suis presque tenté de vous dire de *brûler cette lettre*, qui contient toute ma destinée politique. Je vous ai mandé que M. le duc de Rauzan viendrait avec moi.

Tout finit ici. Tout le monde part pour la campagne. Le par-

lement sera prorogé dans quinze jours. Le Roi va en Écosse et n'emmènera personne du corps diplomatique. Je n'aurai pas la moindre chose à faire à Londres dans trois semaines. Mes collègues ont tous des congés et me quittent; que vais-je devenir? Mon chat vous a donc reconnu? Je vais dire à Mde de Ch[ateaubriand] de me l'envoyer.

A *Madame de Duras*. [1]

---

767 23 juillet 1822.

A Bertin aîné.

[Londres.] [2] 23 juillet 1822.

J'ai reçu une bonne lettre de Mathieu contenant cette phrase à propos de la démission de Blacas : *Vous avez un puissant concurrent de moins pour le Congrès*. D'après cela, et *vos paroles* de Villèle, je pourrais me croire nommé. Mais reste la concurrence de Mathieu lui-même : si Lord Londonderry va à Vienne, Mathieu ne voudra-t-il pas y aller ? Je ne vois à cela aucune parade, si ce n'est que Mathieu m'emmène avec lui. Au reste, il ferait selon moi une énorme faute de quitter Paris et de se jeter d'un autre côté au Congrès dans tous les dangers d'une responsabilité ministérielle. Vous voilà prévenu; travaillez en conséquence. Avant quinze jours, la chose doit être décidée. Si la nouvelle est bonne, demandez à être le courrier, et apportez-moi la lettre officielle. Souvenez-vous aussi que le Congrès commencera à Vienne et finira à Florence : j'en donne les raisons dans ma dépêche. Si jamais on a été content de moi, ce doit être dans ce moment. Depuis un mois, ce que j'ai mandé et expliqué en vaut la peine. A vous.

Je reçois votre billet du 20. Venez, si vous voulez. Je pense

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.
2. En tête, au crayon, et d'une autre écriture.

qu'il serait mieux de finir avant. D'autant plus que je n'ai rien du tout à vous dire de plus que je ne vous ai dit dans mes lettres. Si M. de Vaux a envie de voir Londres, je serai charmé de le voir.[1]

---

768 26 juillet 1822.

Au vicomte de Montmorency.

Londres, le 26 juillet 1822.

1re Division
Politique
N° 43

Monsieur le Vicomte,

Vous aurez vu par ma dernière dépêche n° 42, que les soupçons de lord Londonderry sur notre influence à Madrid, s'étaient changés pour lui en certitude. Votre dépêche n° 26 m'apprend que vous croyez connaître l'auteur de ces calomnies. Lorsque je verrai lord Londonderry, je tâcherai d'effacer de son esprit une idée qu'il pourrait faire partager ici au corps diplomatique ; il serait inutile d'entrer avec lui dans de longues justifications ; je me servirai pour tout raisonnement de sa propre phrase : — *Vous ne me croyez pas ?* lui dirai-je, *eh ! bien, qu'est-ce que cela fait ?* — Il rira, et me croira peut-être quand j'aurai l'air de ne plus me soucier qu'il me croye.

Les affaires d'Espagne sont très compliquées ; ce serait une funeste erreur de compter sur le Roi : si aujourd'hui le parti qui veut le pouvoir absolu triomphait, demain Ferdinand se plongerait dans un nouvel abîme. Buonaparte a prouvé que la conquête de l'Espagne est impossible. En cas d'attaque, le projet de la faction est d'emmener le Roi et la famille royale à Cadix. L'An-

1. Victor Giraud *Revue latine*, 25 avril 1907, et *Nouvelles études...*, p. 299.

gleterre demeurant neutre, ou même penchant du côté des Cortès, il n'y aurait aucun moyen d'arracher le Roi de sa prison. S'il se formait en Espagne un parti modéré qui voulùt améliorer la Constitution, ce serait là le vrai et le seul moyen de salut : mais il est possible que la sanglante échauffourée de Madrid ait reculé cette chance de succès.

La note séparée de M. Hervey vous prouve, Monsieur le vicomte, que je ne vous ai pas trompé sur l'esprit du cabinet britannique. Je m'en suis expliqué franchement avec lord Londonderry : — « Jamais, lui ai-je dit, la petite satisfaction d'amour-« propre qu'éprouve votre ministère d'avoir présenté une note « plus réservée, ne peut compenser le mal qui résulte de la dissi-« dence de M. Hervey. Vos radicaux sont ici dans la joie, et nos « libéraux triomphent : c'est ainsi qu'on ranime et qu'on nourrit « les espérances révolutionnaires. » — J'ai bien peur, Monsieur le vicomte, que le Congrès de Vienne ou de Florence ne donne lieu à d'autres divisions.

Le tour que semblent prendre les affaires d'Orient, fait voir encore tout le danger de la politique anglaise. Si, d'un côté, il est heureux qu'un peuple chrétien opprimé échappe au joug d'une nation barbare, de l'autre rien ne serait plus dangereux, dans les circonstances actuelles, que la perte de réputation et d'influence de la Russie. Or c'est ce qui arriverait immanquablement dans le cas où les Grecs réussiraient à établir leur indépendance sans l'intervention d'Alexandre. L'Autriche s'est trop effrayée de ses voisins ; il y avait peu de péril, vu la modération naturelle de l'Empereur de Russie, à le laisser occuper momentanément la Valachie et la Moldavie ; la paix serait faite aujourd'hui, et la Russie, qui n'aurait pas été abaissée, servirait à comprimer l'esprit de jacobinisme en Europe. Mais M. de Metternich qui veut en finir avec les révolutions, tient par une autre politique à l'Angleterre, et il ne s'aperçoit pas qu'il détruit ainsi d'une main ce qu'il élève de l'autre.

Au reste, Monsieur le vicomte, l'Angleterre elle-même com-

mence à s'embarrasser dans ses propres filets ; elle a sacrifié les grands intérêts moraux aux petits intérêts mercantiles, et elle est menacée d'une réaction fatale à sa prospérité. Les nations de l'Europe lui refusent l'entrée libre de leurs marchés ; il n'y a pas jusqu'au Portugal qui ne prétende se soustraire à son monopole ; les États dont elle favorise l'indépendance au Nouveau-Monde ne lui accordent aucun avantage et lui disputent l'empire des mers. Déjà, les Corsaires américains la désolent, elle sera obligée d'avoir en temps de paix des bâtiments de guerre pour protéger ses vaisseaux marchands. La Grande-Bretagne sent elle-même sa position et elle cherche à abandonner son vieux système. On me parle tous les jours de la nécessité de lier à jamais l'Angleterre à la France par un généreux traité de commerce, fondé sur les bases de la plus parfaite réciprocité ; notre traité avec l'Amérique, qui fait grand honneur à notre ministère et à M. Hyde de Neuville, a réveillé ces idées. Les douanes anglaises ne peuvent se soutenir longtemps dans l'état où elles sont, car ce n'est rien moins qu'un état de guerre : il y a des compagnies de commis armés et des matelots en vedette sur tous les rochers. Les fraudeurs, de leur côté, ont du canon, et ils se livrent de véritables combats. Malgré tout cela, l'Angleterre se soutiendra par sa puissante aristocratie, mais elle sera punie de sa politique extérieure par les conséquences mêmes de cette politique.

Le prince Esterhazy n'est pas encore parti ; il m'a écrit pour me dire qu'il tâcherait de me voir aujourd'hui même avant son départ. Il a dû avoir une conférence avec lord Londonderry qui a réuni deux fois le Conseil des ministres. Si j'apprends quelque chose d'important, je vous le manderai en post-scriptum. Le prince Esterhazy passe par Paris ; je lui ai donné une lettre pour vous : il nous est fort dévoué, et j'ai à me louer de son obligeance.

M. Canning ayant fait une légère attaque contre les ministres dans la Chambre des Communes, le bruit s'est répandu que lord Hastings restait aux Indes, qu'il y aurait un changement

dans le ministère, et que M. Canning entrerait au Conseil. On prétend que l'ambassade d'Autriche avait été destinée au marquis d'Hastings, qui ne peut pas revenir en Angleterre à cause de ses dettes ; or, lord Stewart étant retourné à Vienne, on en conclut l'abandon du plan primitif. J'ai vu avant-hier M. Canning, et je dîne chez lui aujourd'hui : il m'a parlé de son départ comme devant toujours avoir lieu au mois d'octobre.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et très obéissant serviteur.

CHATEAUBRIAND.[1]

---

769 26 juillet 1822.

A la duchesse de Duras.

Vendredi, 26 juillet 1822.

Je vous envoie une petite robe que j'ai été acheter moi-même au fond de la cité. Vous aurez Walpole quand j'aurai de l'argent, et quand je trouverai moyen de vous le faire passer. Votre plaisanterie sur Marcellus est hors de propos. Vous lui avez déjà écrit un billet sur le droit *d'une ancienne amitié*, très ridicule. M.[arcellus] est un bon enfant, mais il a du penchant à l'importance et il prendrait à la lettre ce qui serait échappé à votre fâcherie.

Ma lettre sur l'article du Congrès répond à celle que j'ai reçue hier de vous sur le même sujet. Il ne me reste de rival redoutable que Mathieu. Je vous ai dit tout mon plan : Conduisez la

1. La signature seule est autographe. — Affaires étrangères, Angleterre, 615, f° 334. — Comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 299-302 et 328-9.

chose avec Villèle dans le plus profond silence. Je suis bien aise que M. de Blacas soit bien pour moi. Lorsque le ministère actuel s'est arrangé, je pensais qu'il eût été bon que M. de Blacas en formât partie, pour nous défendre contre de Cazes. Je crois qu'il a su par la D^sse^ de Damas mes bonnes intentions, et peut-être avec tant d'autres choses que j'ai faites pour lui, cela l'a-t-il touché. Mais après tout, je compte peu sur lui.

Votre Budget avance et vous en serez bientôt *aux affaires étrangères*. Je m'attends à quelque attaque personnelle. Cependant j'ai si bien accueilli les libéraux voyageurs, qu'ils devraient un peu me pardonner. Vos lettres sont courtes. Je vois que vous en êtes au *Roman*. J'admire votre audace. Mais savez-vous que dans un pareil sujet il faut tout dire et même les mots ? Comment ferez-vous ? Si vous n'en faites qu'un *mystère*, votre énigme sera froide et vous retomberez dans le plan du roman de M^de^ de Damas. Enfin nous verrons bien. — Léontine part lundi *avec M. de Saluces* pour l'Écosse. Je n'y entends rien. Le pays d'Ossian ne vaut pas celui du grand Capitaine. Pauvre et charmante Mouche ! Le Duc, père, retourne samedi en France. Je l'ai comblé, mais qu'il est sot ! Son importance et ses cordons sont à mourir de rire.

Il m'est venu une idée. Blacas n'aurait-il pas donné sa démission à cause de la princesse mal gardée ? Ne me parlez plus d'Adrien. On peut pardonner à un homme la jeunesse ou la vieillesse, mais c'est trop que deux enfances. Je ne réponds pas à votre Abbaye. C'est votre *Dada*. Radotez à votre aise. J'ai aussi mon Hobby Horse : c'est de vous aimer.[1]

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

770 26 juillet 1822.

A la comtesse de Pisieux.

Londres, Vendredi 26 juillet 1822.

Je vous envoie une petite robe de matin. Portez-la dans mon allée. Toute mon espérance est de revoir cette allée. Ce qu'il y a de bon dans ce temps-ci, c'est que rien ne dure, et les absences ne sont pas plus longues que les réunions. Je n'ai pas un moment à respirer ici : entre les affaires et les plaisirs, je vois ma vie s'écouler au profit des autres, sans que j'en retire quelque chose pour moi-même. Nous touchons pourtant à la fin des joies. Le parlement va finir ; tout le monde part pour le continent ou pour la campagne, et une solitude de 7 ou 8 mois va commencer. Je ne sais pas ce que je deviendrai. Je n'ai aucun projet. Peut-être irai-je en Écosse, après le Roi, qui y va dans 15 jours, mais qui n'emmène personne du corps diplomatique. Peut-être louerai-je un *cottage* aux environs de Londres, où je me retirerai pour travailler. Si j'avais dans ce pays deux ou trois amis comme vous, je m'y attacherais par la bienveillance qu'on m'y témoigne et la considération dont j'y jouis. Mais je suis seul, et c'est un mal que tous les succès de la terre ne peuvent guérir.

Adieu, écrivez-moi, dites-moi que vous ne m'oubliez pas et embrassez pour moi la sage Laure. [1]

---

771 26 juillet 1822.

A Madame de Custine.

Londres, vendredi 26 juillet 1822.

Je reçois à l'instant un mot d'Astolphe [2], daté de Douvres. Il s'annonce pour ce soir ou demain. Je lui ai fait arrêter un loge-

1. Archives de Montgraham. — Communication de M. le comte d'Alsace.
2. Le fils de Madame de Custine.

ment auprès de moi. Soyez tranquille pour sa personne. Je vous en réponds corps pour corps, ainsi qu'à sa femme et M***.

J'ai reçu vos lettres ; dans pas une d'elles vous ne me nommez la personne dont vous me recommandez l'affaire ; il m'est impossible de reconnaître maintenant cette affaire dans les cartons où elle est mêlée avec les autres. Ne serait-ce point M. Lafont-de-Ladébat, dont vous m'auriez parlé ? Ah ! le maudit homme. Je n'entends parler que de lui, et il me fait écrire par tous les saints. Si c'est lui, dites à ses amis que je fais tout ce qu'il m'est possible de faire.

Astolphe et moi vous écrirons. S'il va en Écosse, il aura nombreuse compagnie, car le roi y va. Il y trouvera aussi Madame Alfred de Noailles et M. de Saluces. Ainsi votre grand fils ne sera pas perdu !

A vous pour toujours.

Mille choses à l'ami et à Madame Ast[olphe]. [1]

---

772 30 juillet 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division Londres, le 30 juillet 1822.
Politique
N° 44 Monsieur le Vicomte,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre dépêche N° 27. Lord Stewart vous a assuré que son frère allait à Vienne ; on commence à le dire ici dans les cercles politiques, et moi je l'ai toujours cru ; ma conviction est venue de la connaissance intime que j'ai du caractère du noble marquis. Je me réfère à cet égard à ma dépêche N° 42. Je pense toujours que ce voyage dans les

1. Chédieu de Robethon *op. cit.*, p. 206.

circonstances présentes, aura de grands inconvénients, et qu'il entravera la marche des affaires au lieu de la favoriser.

La clôture de la session parlementaire paraît fixée au mardi 6 août. Le Roi la fera en personne ; deux ou trois jours après, il s'embarquera à Woolich pour l'Écosse. Quand Sa Majesté Britannique sera partie pour Edimbourg et lord Londonderry pour Vienne, notre correspondance, Monsieur le vicomte, finira tout naturellement, car j'aurai peu de chose à communiquer à un sous-secrétaire d'État, et presque rien à apprendre de lui ; il est même probable que les deux sous-secrétaires d'État s'en iront à la campagne pour plusieurs mois, selon l'usage anglais. Si, de votre côté, vous allez au Congrès, nos relations diplomatiques se trouveront interrompues, à Paris comme à Londres.

Vous avez très bien défendu le budget des Affaires Étrangères ; les journaux anglais ont cité votre discours, et le *Times* le commente ce matin, mais avec mesure.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et très obéissant serviteur

CHATEAUBRIAND. [1]

A Son Exc. Monsieur le Vicomte de Montmorency. [2]

---

773 — 30 juillet 1822.

A la duchesse de Duras.

Mardi 30 juillet 1822.

Votre lettre ou plutôt votre billet du 25 est d'une légèreté charmante. M. de Rauzan ira au Congrès, *sans moi.* Vous tirerez

1. La signature seule est autographe.

2. Affaires étrangères, Angleterre, 615, f° 346. — Publiée incomplètement par le comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 333.

une lettre de change sur moi etc., etc. J'aime mieux après tout ce ton que vos grandes accusations : tout ce qui me prouve que vous prenez la vie en bien, me fait plus de plaisir que si j'étais heureux. Je vous ai mandé tout ce qu'il y avait à faire pour le Congrès, et j'aurai sans doute votre réponse par le courrier prochain. Il y a longtemps que je pense que cela finira par le voyage de Mathieu lui-même, ce sera une faute, mais elle sera faite et c'est dans l'ordre. Mathieu me prendra-t-il pour son second ? Sa vanité s'y opposera, dans la crainte qu'on ne dise que c'est moi qui ai tout fait au Congrès. Aurai-je l'intérim? Les ministres y prétendront sans doute et s'y opposeront, Villèle voudra-t-il l'emporter contre tous les obstacles ? Non, il est trop cauteleux pour cela. Vous voyez que je juge froidement la question. Je ne prendrai mon parti sur ce que j'ai à faire cet automne que lorsque cette question préalable sera jugée.

Vous vous plaignez et me supposez des secrets, je n'en ai point. Je n'ai écrit qu'une seule fois au sujet de l'*ami de cœur* dont on m'avait recommandé les intérêts. On ne m'a point répondu, je m'en suis tenu là. Je n'ai pu quitter Londres dans le moment des affaires et conséquemment aller à Hartwell. J'irai dans une quinzaine de jours. J'écrirai alors une seconde lettre qui restera vraisemblablement sans réponse comme la première.

Je ne vais pas en Écosse, je vous l'ai déjà mandé, aucun ambassadeur n'y va. J'aurais été d'ailleurs désolé de ce voyage. J'ai eu assez pendant trois mois des *fashionables*, des dîners et des bals. Je vais me plonger avec délices dans une solitude de six mois. Tout le monde part, grâce à Dieu. Astolphe m'est arrivé hier, laissant à Paris sa femme et son nouveau-né. Il va en Écosse. Bon voyage. Avez-vous trouvé la robe jolie ? je ne sais qu'en dire. — Vous êtes bien heureuse d'en être aux Romans : Ce temps est passé pour moi, j'en suis à la triste vérité.

Il y avait cependant une raison pour Mathieu de m'emmener avec lui. C'est qu'il paraît que chaque puissance aura deux plénipotentiaires au Congrès : le Prince de Hardenberg et le Comte

de Bernstorff, pour la Prusse, M. de Nesselrode et Tatischeff, pour la Russie.[1]

---

771 30 juillet 1822.

A Bertin aîné.

Londres, 30 juillet 1822.

Je reçois votre billet du 27. J'ai des autorités toutes contraires aux vôtres et qui m'assurent que Mathieu est très tenté et presque décidé à aller au Congrès. Que cela soit fou, je le pense ; mais cela ne fait rien à l'affaire ; on fait tous les jours des folies. S'il y va, il ne m'emmènera pas avec lui (quoique chaque puissance doive avoir deux représentants au Congrès). Le cœur humain n'est pas fait ainsi. Peu importe ; mon parti est pris. Quant à l'ami sauvage, je n'ai jamais douté de son succès, et n'ai pas eu à son égard un moment d'inquiétude. Il n'y a que la nature ombrageuse de son esprit qui ait pu lui faire voir la chose manquée. Ma force qui ne peut rien pour moi peut tout pour les autres, quand je l'emploie avec persévérance, et je suis patient.

Je vous l'ai dit, venez quand vous voudrez. Le plaisir que vous me ferez est très indépendant de ce que vous pouvez me dire. Nous ne parlerons pas même de nouvelles, mais nous dînerons bien ! Vous ne me ferez pas changer de résolution, et dans cette position je suis indifférent à tout.[2]

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.
2. Victor Giraud *Revue latine*, 25 avril 1907, et *Nouvelles études...*, p. 300.

775 2 août 1822.

A Madame Récamier.

Londres, ce vendredi 2 août 1822.

Toutes mes lettres du 23 ont retardé d'un jour, et vous n'avez reçu que le samedi 27 juillet la lettre que vous auriez dû recevoir le vendredi 26 ; mais tout cela est déjà une vieillerie. Votre lettre du 29 ne m'a point surpris, et vous aurez vu par mes deux lettres subséquentes à celle du 23, que j'avais prévu toutes les objections de Mathieu. Il ne me reste qu'une chance, c'est que Villèle et vos amis l'emportent, et ils paraissent très-décidés. Dans tous les cas, je ne prendrai, moi, de parti sur mon avenir que quand je connaîtrai la dernière résolution relative à ce congrès. Je ne suis nullement choqué que Mathieu prétende y aller. C'est son droit ; je pense seulement qu'il ferait une faute et une telle faute qu'elle pourra le renverser : le renverser dans l'opinion nationale de la France, le renverser par les intrigues qui vont s'ourdir pendant son absence. Mais quand Mathieu parle de M. de Caraman, je suis choqué, blessé. Il me paraît inconcevable qu'on craigne plus de blesser un ennemi médiocre qu'un ami capable; c'est là une véritable infatuation.

Attendons. Mais souvenez-vous que je veux vous voir bientôt, je vous aime comme aux premiers jours. [1]

---

776 2 août 1822.

Au vicomte de Montmorency.

Londres, ce 2 août 1822.

1re Division
Politique
N° 45

Monsieur le Vicomte,

Je vous remercie d'avoir bien voulu m'envoyer dans votre

1. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 427-28. —Herriot *Récamier*, t. p. II, 118, note.

dépêche, N° 28, un extrait de vos lettres à Madrid. Elles font prévoir des nouvelles importantes que vous avez peut-être reçues au moment où j'ai l'honneur de vous écrire.

Je n'ai absolument rien à vous mander aujourd'hui. Tout le monde s'en va ; on ne rencontre plus personne ; dans huit jours, après la clôture du Parlement, le départ du Roi et des ministres, Londres sera un vrai désert. Je désirais voir lord Londonderry pour lui parler d'une foule d'affaires qui ne finissent pas ; il m'a renvoyé à mardi prochain, 6 du courant.

Les journaux anglais annoncent la reconnaissance de la République de Columbia par les Cortés de Lisbonne : si cela est, l'Espagne n'a donc, malgré son voisinage, aucune influence sur le Portugal.

Je crois devoir vous transmettre un article du *Morning Chronicle*, qui a paru ce matin. Je soupçonne que cette nouvelle fureur vient de quelques nouvelles fâcheuses que les Jacobins auront reçues d'Espagne. Quoi qu'il en soit, l'article est affreux, et il me paraît attaquable devant les tribunaux. C'est à vous, Monsieur le vicomte, et au Conseil à décider. Cependant il ne faut pas perdre de vue que les lois sur la liberté de la Presse sont ici extrêmement vagues, et que l'opinion des jurés est, en général, contre tout gouvernement étranger qui attaque un sujet anglais. Je consulterai des hommes de loi en attendant votre réponse.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération.

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et très
obéissant serviteur

CHATEAUBRIAND. [1]

A Son Excellence, Monsieur le Vicomte de Montmorency.[2]

1. La signature seule est autographe.
2. Affaires étrangères, Angleterre, 615, f° 348. — Publiée incomplètement par le comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 333-4.

777 2 août 1822.

A la duchesse de Duras.

Londres, ce vendredi, 2 août 1822.

Non, Adrien n'ira pas au Congrès, mais je n'irai pas non plus ; voilà le fait. J'admire votre *légèreté ;* vous ne touchez plus la terre : dans la seconde partie de votre lettre où vous devriez au moins me parler de ce que je vous disois sur Villèle et de mes projets, vous me racontez des commérages sur la P^sse^ [Est.]erhazy et M. de Blac.[as]. Je n'ai pas reconnu là votre bonne tête. Je m'étonne aussi que vous n'ayez reçu que lundi 29 juillet une lettre qui auroit dû vous arriver le vendredi 26 ou au plus tard le samedi 27. Vous manqueroit-il une lettre ? Calculez : je vous ai écrit exactement par tous les courriers c'est à dire deux fois par semaine, le mardi et le vendredi de chaque semaine; je mets les dates exactement ; ainsi vous verrez bien s'il y a un courrier de moins. Dans ce cas il y auroit une lettre perdue, et cette lettre seroit importante. Mais je ne le crois pas, seulement vous aurez été occupé du Roman. Après tout vous avez raison. C'est ce qu'il y a de mieux dans ce monde.

Je ne regarde pas du tout le retour de M. de Blacas comme indifférent : il fera certainement naître des intrigues et des ambitions ; et les intrigues et les ambitions sont toujours dangereuses, surtout dans un état nouveau, parce qu'elles divisent et menacent les autorités. Je ne sais ce que M. de Blacas sera pour moi ; je ne compte pas plus sur lui que sur tout autre, et les affaires m'ont au moins appris à mépriser encore la race humaine un peu plus que je ne le faisois.

Je ne sais ce que je deviendrai quand la question du Congrès sera décidée négativement : je n'irai certainement point en Écosse ; peut-être prendrai-je un grand parti. Le Roi étant à Édinbourg et lord Londonderry à Vienne, qu'ai-je à faire ici ? [1]

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux

778 6 août 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division
Politique
N° 46

Londres, ce 6 août 1822.

Monsieur le Vicomte,

Je vous remercie de la dépêche N° 29, que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser en date du 1er de ce mois. J'ai vu ce matin à onze heures le marquis de Londonderry. Il m'a dit que sir Charles Stuart avait reçu l'ordre de vous entretenir du conflit survenu entre des vaisseaux français et des vaisseaux anglais sur la côte d'Afrique. « La cause, a-t-il ajouté, est portée maintenant « devant des juges, et le gouvernement anglais est disposé à « agir avec toute la modération et la condescendance possible. » Ce gouvernement est en effet toujours modéré en paroles, mais jusqu'à présent je ne l'ai pas vu une seule fois se relâcher des prétentions qu'il avait avancées, ou revenir sur les mesures qu'il avait prises.

J'ai l'honneur de vous adresser par ce courrier copie d'une lettre de M. le baron Séguier au sujet du brick *la Vigilante*, capturé sur la côte d'Afrique, avec *la petite Betzy* et *l'Ursule*, par *l'Iphigénie*, bâtiment de guerre anglais.

Lord Londonderry, Monsieur le Vicomte, m'a aussi déclaré qu'il partirait du 15 au 20 pour Vienne, qu'il s'arrêterait quelques jours à Paris, où il espérait aplanir, chemin faisant, bien des difficultés touchant les affaires à traiter au Congrès. Vous jugerez mieux que moi, Monsieur le vicomte, de ce que vous avez à faire ; mais je crois toujours que la politique anglaise est celle-ci : « Se séparer des intérêts du continent, et abaisser « la Russie en évitant soigneusement la guerre. » Si j'ai raison, les paroles de lord Londonderry doivent être reçues avec une extrême précaution.

A deux heures, Monsieur le Vicomte, j'ai assisté à la clôture

du Parlement que le Roi a faite en personne. Il a annoncé dans son discours que d'après l'état des négociations, il avait la ferme espérance que la paix ne serait point troublée en Orient. Le Parlement est ajourné au 8 octobre ; ce sont les quarante jours légaux qui sont censés séparer chaque session des chambres : des prorogations successives auront lieu jusqu'à la fin de février.

J'oubliais de vous dire, Monsieur le Vicomte, que Lord Londonderry emménera avec lui à Vienne le premier sous-secrétaire d'État des Affaires Étrangères, Lord Clanwilliam. Il ne restera ici que M. Planta. Tout le corps diplomatique quitte Londres ; il n'y restera pour ainsi dire que Sir W. A'Court dont le séjour ici se prolonge indéfiniment : apparemment qu'on est très satisfait des services de M. Hervey en Espagne. S. M. Britannique s'embarque après-demain jeudi pour l'Écosse.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le vicomte,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

CHATEAUBRIAND. [1]

A Son Excellence, Monsieur le Vicomte de Montmorency. [2]

---

779 6 août 1822.

A Villèle.

Londres, ce mardi 6 août 1822.

Je vous préviens, mon cher ami, que lord Londonderry partira le 15 pour Vienne. Ainsi voilà le Conseil obligé de se prononcer pour les nominations au Congrès. Si M. de Montmorency n'y va pas, je compte sur votre amitié. Il est impossible que l'on puisse songer à faire représenter le ministère actuel par MM. de Cara-

1. La signature seule est autographe.
2. Affaires étrangères, Angleterre, 615, f° 352. — Publiée incomplètement par le comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 302.

man et de La Ferronays. Décidez vite, mon cher ami, car le Roi[1] étant parti et le premier ministre absent, je ne suis pas même décemment ici. Tout à vous.

CHATEAUBRIAND.

Vous vous souvenez peut-être que dans le cas où Mathieu irait à Vienne (ce qui me semble avoir d'immenses inconvénients, même pour lui), je vous ai demandé s'il ne serait pas possible de me laisser le portefeuille des Affaires Étrangères par *interim*.

Remarquez encore que lord Londonderry mène avec lui à Vienne le sous-secrétaire d'État lord Clanwilliam, et que si Mathieu va au Congrès, c'est un exemple et un précédent pour m'adjoindre à lui.[2]

---

780 6 août 1822.

Au vicomte de Montmorency.

Londres ce 6 août 1822.

Monsieur le Vicomte,

J'ai l'honneur de vous transmettre copie d'une lettre que vient de m'adresser M. le Baron Séguier au sujet de la capture de *la Vigilante*.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et
très obéissant serviteur,
CHATEAUBRIAND.[3]

A S. E., Monsieur le Vicomte de Montmorency.[4]

1. Le roi d'Angleterre.
2. *Mémoires Villèle*, III, 31. — Collationné sur l'original autographe.
3. La signature seule est autographe.
4. Affaires étrangères, Angleterre, 615, f° 356.

781 6 août [1822].

A la duchesse de Duras.

Depuis que vous êtes sûre que M. de Rauzan ira au Congrès *sans moi*, vous n'avez pas pris plus de souci de mon affaire que du grand Turc. Vous avez mis huit jours à parler à Villèle sur une demande de la dernière importance. Qu'importe après tout ? La chose est sans doute décidée à présent. J'annonce à Mathieu aujourd'hui que lord Londonderry part le quinze pour Vienne et qu'il emmène avec lui le sous-secrétaire d'État, lord Clanwilliam. Ce serait un exemple pour Mathieu s'il voulait emmener avec lui un *second* au Congrès. J'attends en paix mon sort ; il sera décidé dans huit jours. Je ne puis écrire que ce peu de mots. J'ai eu audience ce matin de lord Londonderry, et j'ai assisté à la séance royale pour la clôture du parlement. Il m'a fallu faire ensuite ma dépêche et je retarde le départ du courrier pour vous écrire ce billet.

Mardi 6 août, 7 heures du soir.[1]

---

782 6 août 1822.

A Madame Récamier.

Mardi, 6 août 1822.

Nous touchons à la conclusion de toutes parts. Lord Londonderry part le 15 pour Vienne, et passera par Paris. Il faut donc que le conseil à Paris fasse la nomination, et peut-être, au moment où je vous écris, est-elle faite. Le parti que prend Mathieu est très-noble, mais il se présente pourtant une chance : lord Londonderry emmène avec lui le sous-secrétaire d'État, lord Clan-

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

william. Ce serait un exemple pour Mathieu, s'il allait au congrès et s'il voulait m'emmener avec lui. Je n'ai que le temps de vous dire ces deux mots. J'arrive de la séance royale pour la clôture du parlement, et le courrier part. Enfin nous allons sortir des incertitudes. Je saurai au moins, quel que soit l'événement, ce que j'aurai à faire. Votre première lettre m'apprendra peut-être mon sort.[1]

---

783 6 août 1822.

A Bertin aîné.

Londres, ce 6 août 1822.

Lord Londonderry part du 15 au 20 pour le Congrès à Vienne. Il faut que l'on se décide à Paris. Voilà le moment venu : remettez à l'instant, je vous prie, cette lettre à Villèle. Elle ne dit rien; elle ne fait que lui rappeler ses promesses. Si Mathieu ne va pas au Congrès, je me crois sûr d'y aller. Mais ce *si* l'emportera, malgré toutes les raisons d'intérêt personnel qui doivent retenir Mathieu à Paris.

Si je vais au Congrès apportez-moi sur-le-champ la lettre.

Lord Londonderry emmène avec lui à Vienne le premier sous-secrétaire d'État, lord *Clanwilliam* : ne serait-ce pas là un *exemple* et un *précédent* pour Mathieu, s'il allait à Vienne, pour m'emmener avec lui ? Mais au moment où je vous demande ceci, l'affaire est peut-être décidée à Paris.

Voici une *petite chose*, mais qui peut en produire de grandes, par l'influence que cela a pour moi. Dites donc à Mathieu qu'il n'oublie pas de faire inviter ma femme à dîner quand il arrive quelques Anglais marquants à Paris, et surtout qu'il ne l'oublie pas lors du passage de lord Londonderry. Elle se plaint, et elle a raison, et moi, j'en suis à *la goutte d'eau* : elle peut faire répandre le vase.[2]

1. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 428.
2. Victor Giraud *Revue latine*, 25 avril 1907, et *Nouvelles études...*, p. 301.

784 9 août 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division
Politique
N° 47

Londres, le 9 août 1822.

Monsieur le Vicomte,

Par votre dépêche N° 30, vous me mandez de vous instruire des projets de Lord Londonderry relativement au Congrès : ma dernière dépêche, N° 46, répond à ce que vous désirez savoir. Lord Londonderry part certainement du 15 au 20 pour Vienne avec Lord Clanwilliam, et il s'arrêtera quelques jours à Paris.

Je n'ai rien de nouveau à vous dire, si ce n'est que depuis quelque temps, tous les journaux, même les journaux ministériels, ont pris un caractère plus hostile envers notre pays, et surtout envers notre ministère : l'aventure des comédiens anglais à Paris a augmenté cette malveillance.

Faut-il attribuer ce mouvement de l'opinion à l'argent et aux intrigues de certaines personnes en France, à la politique du Cabinet anglais, à la jalousie que nous commençons à inspirer ? Je l'ignore, mais la chose existe. Peut-être aussi n'avons-nous pas fait tout ce qu'il aurait fallu faire pour mettre dans nos intérêts, ou du moins pour neutraliser les journalistes anglais. Cela vaut la peine d'y penser, car dans ce pays on remue tout avec des gazettes ; l'opinion du dehors réagit sur l'opinion du dedans, et si nous étions mal traités à Londres, nous perdrions de notre puissance à Paris.

Sa Majesté Britannique, qui devait s'embarquer aujourd'hui pour l'Écosse, ne partira que demain : personne n'y pense et ne s'en soucie ; la royauté n'est plus rien ici ; le pouvoir est tombé dans la Chambre des Communes, qui heureusement est aristocratique de son essence ; le ministère exécute les ordres des Communes, ou plutôt il commande à ces mêmes Communes, tant qu'il a la majorité. Lord Londonderry est le roi véritable, et nous

ne pouvons pas nous le dissimuler, c'est un roi ennemi. Que fera-t-il au Congrès ? Ostensiblement, il ne fera rien ; mais il travaillera sourdement contre la Russie, se liera de plus en plus avec M. de Metternich et nourrira la jalousie secrète de l'Autriche contre son puissant voisin. Quant à l'Espagne, il refusera de s'en occuper ; et pour mieux attacher Vienne aux intérêts de Londres, il laissera faire en Italie. Le noble marquis se montrera très zélé pour les affaires d'Orient, car il ne veut pas d'une guerre qui tendrait à maintenir l'influence de la Cour de Pétersbourg. Mais cependant, si les Grecs pouvaient devenir libres sans l'intervention de l'Empereur Alexandre, l'Angleterre, après s'être déclarée contre eux en faveur des Turcs, pourrait bien accepter le protectorat de l'Archipel et de la Morée.

Il est à désirer, Monsieur le vicomte, que nous adoptions au Congrès une politique haute, franche, nette, continentale, afin de nous préparer aux événements et de n'être pas dupes. Si nous devions être traités à Vienne comme nous l'avons été à Troppau et à Laybach, il serait plus noble à nous de n'envoyer personne au Congrès : notre silence et notre réserve, je n'en doute point, amèneraient l'Europe à nos pieds. Tous ces Congrès sont d'ailleurs dangereux, surtout quand on en vient à des déclarations de principes, car il est évident que les ministres des monarchies absolues et des monarchies représentatives ne peuvent pas parler le même langage.

Je suis persuadé, Monsieur le Vicomte, que le prince Esterhazy est content de vous, comme vous me faites l'honneur de me le dire ; il n'est pas d'une grande force, mais il est loyal et bienveillant. Quant à la conversion de sir Charles Stuart, vous me permettrez d'en douter : lord Londonderry est plus que jamais persuadé que nous avons intrigué dans les affaires de Madrid ; il vous dira que non, si vous le voulez, et n'en gardera pas moins son opinion.

Lord Clanwilliam qui doit accompagner Lord Londonderry, et qu'on dit fils de M. de Richelieu, est un jeune homme fort à

la mode ici et célèbre par ses succès auprès des femmes. Je ne sais ce qu'il est et ce qu'il vaut, je sais seulement qu'il s'occupe peu d'affaires.

Aussitôt que vous serez parti pour le Congrès, Monsieur le Vicomte, je verrai ce que j'ai à faire dans la longue vacance qui commence aujourd'hui et qui ne finira qu'au 1er de mars.

On pense ici comme vous qu'on ne peut attaquer le *Morning-Chronicle*.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et
très obéissant serviteur,

CHATEAUBRIAND. [1]

P.-S. J'ai l'honneur de vous envoyer le rapport sur la colonie de la Nouvelle Galles du Sud, que vous m'avez demandé dans une de vos précédentes dépêches. Les journaux parlent aujourd'hui de l'action qui a eu lieu entre le brick français *la Vigilante* et le vaisseau anglais *l'Iphigénie*. J'ai eu l'honneur de vous mander dans ma dépêche N° 46, que Lord Londonderry parlait à ce sujet de modération, de justice, de déférence. Vous voyez pourtant, Monsieur le Vicomte, qu'on attaque nos pêcheurs, qu'on visite nos bâtimens sur la côte même de France, et qu'on prend à main armée nos vaisseaux.

CH. [2]

A Son Excellence, Monsieur le Vicomte de Montmorency. [3]

1 et 2. La signature et le paraphe sont seuls autographes.

3. Affaires étrangères, Angleterre, 615, f° 361. — Publiée incomplètement par le comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 304-6.

785 9 août 1822.

A la duchesse de Duras.

Vendredi 9 août 1822.

Vous avez dû voir par mes lettres que je m'attendais à l'événement et que je ne me fesais aucune illusion. Je vous aurais dit mot pour mot la conversation de Villèle, avant que vous ne l'eûssiez mandée. Je ne suis ni surpris, ni fâché. Je ne crois pas à l'adjonction de ma personne à Mathieu. Enfin comme au moment où je vous écris la chose est certainement décidée, elle est déjà loin de ma pensée et je ne m'occupe qu'à arranger mon avenir.

Je ne sais ce que je ferai. Donnerai-je ma démission, demanderai-je un congé, resterai-je en Angleterre pendant les sept mois de vacances absolues qui vont commencer? Il y a à tout cela des inconvéniens. J'attendrai l'inspiration, et au moment où elle arrivera, je prendrai mon parti.

Je n'ai jamais soupçonné votre amitié. J'en connais toute la chaleur et toute la constance. Si je vous ai fait un léger reproche, pardonnez-le moi. Je suis un peu triste ici, et quand on écrit les dispositions intérieures se font jour et paraissent malgré soi.

J'ai bien servi le roi et le ministère actuel. S'ils ne profitent pas de ce que je leur ai dit sur l'Angleterre, je n'aurai rien à me reprocher, vous avez deviné juste pour le traité, et j'en ai donné l'avis *officiel*, il y a un mois. C'est une découverte immense que j'ai faite, et que j'ai faite seul. Silence absolu sur tout cela.

Londres est un profond désert. Le Roi part demain. Lord Londonderry part la semaine prochaine pour Vienne et Paris. Tous les autres ministres partent ou sont partis: tous les ambassadeurs sont en congé ou en voyage. Toute la société est à la campagne, et cette solitude durera jusqu'au 1er mars. Je suis invité dans beaucoup de châteaux, mais Dieu me préserve d'aller retrouver des *Dandys* et des *fashionables*. J'en ai assez et je ne suis pas digne de tant de plaisirs.

J'espère que votre gendre accompagnera Mathieu. Je m'attends à recevoir de vous encore une lettre fâchée. Vous ne serez bien que quand vous aurez reçu mes excuses.[1]

---

786 9 août 1822.

A Madame Récamier.

Londres, vendredi 9 août 1822.

Cela me fait un certain plaisir de penser qu'au moment où vous recevrez cette lettre, l'affaire du congrès est décidée. On supporte tout, hors l'incertitude. J'ai toujours cru, malgré vos espérances, que la décision serait contre moi et que Mathieu irait à Vienne. M'a-t-on adjoint à lui comme on a adjoint ici lord Clanwilliam à lord Londonderry ? Je ne le crois pas. Ainsi je me retrouve tout simplement ambassadeur à Londres. Reste à savoir ce que j'ai à faire, et c'est à vous à me le dire.

Voulez-vous venir me rejoindre ici ou voulez-vous que j'aille vous trouver ? Donnerai-je ma démission ? demanderai-je un congé ou une simple permission ? resterai-je où je suis ? Tout cela a mille ennuis et mille inconvénients. Il n'y a de bon que d'être avec vous. Si je me retire, j'ébranle tout le système royaliste ; si je demeure patient sous le traitement qu'on me fait essuyer, je mourrai du spleen et de chagrin ici. Conseillez-moi donc, ou plutôt commandez : je suis votre humble esclave.[2]

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.
2. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 429.

787 12 août 1822.

Au marquis de Londonderry.[1]

Note de M. le vicomte de Chateaubriand à S. E. M. le marquis de Londonderry, 12 août 1822.

12 août 1822.

Le soussigné, Ambassadeur de France, a l'honneur de mettre sous les yeux de M. le marquis de Londonderry les faits suivants, dont il vient d'être légalement instruit par M. le baron Séguier, consul général de France à Londres.

Le brick français *La Vigilante*, saisi par la croisière anglaise dans la rivière Bonny, sur la côte d'Afrique, après un combat où il y a eu du sang versé, sous prétexte qu'il avait à son bord un chargement de Noirs, vient d'arriver à Portsmouth ; *la Petite-Betzy*, saisie dans les mêmes circonstances et dans les mêmes parages, est entrée depuis dans le même port ; son équipage, ou une partie de son équipage, a été mis aussitôt à terre, sans secours, et abandonné à son sort. Quel que soit le délit dont les équipages de ces bâtiments soient présumés coupables, ils pouvaient être dénoncés et traduits au Tribunal national dont ils relèvent, mais il paraît au soussigné que, dans aucun cas, des vaisseaux français ne pouvaient être enlevés à l'abordage et pris de force en temps de paix.

Le soussigné ne peut se dissimuler l'importance de ces faits que n'autoriserait ni ne justifierait la lettre d'aucun traité ; de pareils abus constatés pourraient avoir le plus grave résultat, si le Gouvernement anglais ne faisait apporter à leur examen et à leur réparation l'attention la plus sérieuse et la plus efficace.

Le soussigné, se confiant dans la justice du marquis de Lon-

1. Ce projet de note est daté du 12 août, mais nous savons qu'elle a été remplacée par la Note au comte Bathurst du 16 août 1822.

donderry et sollicitant une prompte réponse, a l'honneur de lui réitérer l'assurance de sa haute considération.

CHATEAUBRIAND. [1]

---

788 12 août 1822.

Au vicomte de Montmorency.

Londres, le 12 août 1822.
à 4 heures de l'après-midi.

Envoyée par courrier extraordinaire.

1re Division
Politique
N° 48

Monsieur le Vicomte,

Un courrier arrivé au *Foreign-Office* à midi a porté la nouvelle de la mort subite de Monsieur le marquis de Londonderry ; il a expiré ce matin à neuf heures, dans sa maison de campagne de North-Cray, à 13 milles de Londres. Depuis deux jours, il s'était plaint d'un violent mal de tête.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et
très obéissant serviteur

CHATEAUBRIAND. [2]

A Son Excellence, Monsieur le Vicomte de Montmorency. [3]

1. Affaires étrangères, Angleterre, 615, f° 365. — Comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 416.
2. La signature seule est autographe.
3. Affaires étrangères, Angleterre, 65, f° 363. — Publiée incomplètement par le comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 338-9.

789 12 août 1822.

A la duchesse de Duras.

12 août 1822.

Lord Londonderry est mort ce matin subitement. Cela peut arrêter Mathieu et m'envoyer au Congrès. Songez à cela.

Lundi ce 12
août 1822
4 heures
après midi.

M^de de Duras. [1]

---

790 13 août 1822.

Au vicomte de Montmorency.

Londres, 13 août 1822.

Monsieur le Vicomte,

J'ai eu l'honneur de vous faire passer le 9 de ce mois copie d'une première lettre de M. Séguier relative à la saisie du brick *La Vigilante* ; une seconde lettre de ce consul, en date du 12, m'a annoncé l'arrivée postérieure du navire *la Petite-Betsy*. Je venais de signer la note ci-jointe, et j'allais la transmettre hier matin à lord Londonderry, lorsque la nouvelle de la mort de ce ministre m'est parvenue. J'avais cru devoir prendre l'initiative dans une circonstance aussi importante pour l'honneur du Pavillon français. L'événement qui a retardé l'envoi de cette lettre, la

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

rendra plus régulière, puisqu'il vous donne le temps de l'approuver.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le vicomte,

Votre très humble et très obéissant serviteur.

CHATEAUBRIAND.[1]

A S. E. Monsieur le vicomte de Montmorency.[2]

---

791 13 août 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division Politique N° 49

Londres, le 13 août 1822.

Monsieur le Vicomte,

Si le tems n'a pas mis obstacle à ma dépêche télégraphique, et s'il n'est point arrivé d'accident à mon courrier extraordinaire expédié hier à 4 heures, j'espère que vous avez reçu le premier sur le continent la nouvelle de la mort subite de Lord Londonderry.

Cette mort a été extrêmement tragique. Le noble marquis, étant à Londres vendredi dernier 9 du courant, se sentit la tête un peu embarrassée : il se fit saigner entre les épaules ; après quoi, il partit pour North-Cray, où la marquise de Londonderry était établie depuis un mois. La fièvre se déclara le samedi et le dimanche 11 ; mais elle parut céder dans la nuit du dimanche au lundi, et lundi matin 12, le malade semblait si bien que sa femme, qui le gardait, crut pouvoir le quitter un moment. Lord

1. La signature seule est autographe.
2. Affaires étrangères, Angleterre, 615, f° 634. — Comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 415-6.

Londonderry, dont la tête était égarée, se trouvant seul, se leva, passa dans un cabinet voisin, saisit un rasoir, et du premier coup se coupa la jugulaire ; il tomba baigné dans son sang, aux pieds d'un médecin qui venait à son secours.

On cache autant qu'on le peut cet accident déplorable, mais il est parvenu défiguré à la connaissance du public et a donné naissance à des bruits de toute espèce. Pourquoi lord Londonderry aurait-il attenté à ses jours ? Il n'avait ni passions, ni malheurs. Il était plus que jamais affermi dans sa place. Il se préparait à partir jeudi prochain, et se faisait une partie de plaisir d'un voyage d'affaires. Il devait être de retour le *15* octobre pour des chasses arrangées d'avance, et auxquelles il m'avait invité. La Providence en a ordonné autrement, et lord Londonderry a suivi le duc de Richelieu.

On a envoyé des courriers de toutes parts, aux eaux, aux bains de mer, dans les châteaux, pour chercher les ministres absents : au moment où l'accident est arrivé, aucun d'eux n'était à Londres ; on les attend aujourd'hui et demain ; ils tiendront un conseil, mais ils ne pourront rien décider ; en dernier résultat, c'est le Roi qui leur nommera un collègue, et le Roi est à Édimbourg. Il est probable que Sa Majesté Britannique ne se pressera pas de faire un choix ; Elle voudra entendre tous ses amis. La marquise de Conyngham sera vraisemblablement consultée, et elle n'est pas du voyage d'Écosse. L'opposition a de l'influence sur les habitudes et l'esprit du Roi : les intrigues s'en mêleront, les ambitions se combattront ; dans le Conseil il y aura deux partis, le parti Grenville et le parti purement ministériel ; on sera peut-être deux ou trois mois à attendre le successeur de lord Londonderry. Si le monarque anglais peut vaincre des répugnances, la personne qui a le plus de chances, dans ce moment, c'est M. Canning : il a déjà eu le portefeuille des Affaires Étrangères, et il est membre, et membre éloquent, de la Chambre des Communes, où le ministère n'a plus de défenseur que M. Peel ; lord Grenville, dont il pourrait être question s'il

n'avait pas renoncé aux affaires, appartient à la Chambre des Pairs. Reste la supposition d'un changement total dans le ministère. Cela est possible, mais peu probable, surtout le Parlement n'étant pas assemblé.

Lord Liverpool, qui jouit de la plus grande considération et que le Roi écoute, influera puissamment sur le choix du nouveau ministre ; quelques journaux disent déjà qu'il pense à sir Charles Stuart (l'Ambassadeur à Paris). Mais sir Charles Stuart n'a ni existence, ni éducation parlementaire. Quand une élection le placerait dans la Chambre des Communes, il est à croire qu'il n'y jouerait aucun rôle comme orateur ; il est, de plus, entièrement inconnu aux partis et à l'opinion de ce pays ; ces obstacles pour lui me paraissent insurmontables, à moins que l'on ne trouve un moyen de l'associer à M. Canning.

La mort du marquis de Londonderry doit être considérée, Monsieur le vicomte, par rapport à l'Angleterre et par rapport à l'Europe.

Quant à l'Angleterre, cette mort est assez funeste. Lord Londonderry n'était pas aimé, mais il était craint ; les radicaux le détestaient, mais ils avaient peur de lui. — Singulièrement brave, il imposait à l'opposition qui n'osait pas trop l'insulter à la tribune et dans les journaux. Son imperturbable sang-froid, son indifférence profonde pour les hommes et pour les choses, son instinct de despotisme et son mépris pour les libertés constitutionnelles en faisaient un ministre propre à lutter avec succès contre les penchants du siècle; ses défauts devenaient des qualités, à une époque où l'exagération et la démocratie menacent le monde. La mode aujourd'hui dans ce pays, et notamment parmi la haute société, c'est d'être dans l'opposition : admirer Buonaparte, crier contre le gouvernement, voilà l'esprit anglais du jour.

Je crois au contraire, Monsieur le vicomte, que l'Europe (et en particulier la France) gagnera à la mort du premier ministre de la Grande-Bretagne. Je vous ai souvent parlé de son système anti-continental. Lord Londonderry aurait fait beaucoup de mal

à Vienne. Ses liaisons avec M. de Metternich étaient obscures et inquiétantes ; l'Autriche, privée d'un dangereux appui, sera obligée de se rapprocher de nous. D'autant plus que M. Canning ou lord Grenville, s'ils arrivaient au pouvoir, sont beaucoup mieux disposés à l'égard de la France que ne l'était lord Londonderry.

Quant à ce qui me regarde comme ambassadeur du Roi, lord Londonderry s'était aperçu que je le connaissais, et tout indifférent qu'il était, cela le mettait mal à l'aise. M. Canning et lord Grenville seraient de mes amis. Les anciennes liaisons du marquis de Londonderry avec nos anciens ministres ne le rendaient pas très cordial et très favorable au ministère actuel ; cependant il commençait à être vivement frappé de la marche et de l'amélioration des choses en France, depuis six mois.

On ne sait plus qui ira au Congrès. Peut-être n'y enverra-t-on personne : la décision devrait être prise sur-le-champ, puisque le Congrès va s'assembler, et l'on ne voit pas trop comment les instructions pourraient être promptement données, les mesures arrêtées, l'ambassadeur choisi par un Conseil qui sera d'abord occupé de sa propre existence et qui a perdu précisément le ministre des Affaires Étrangères. D'une autre part, comme le Congrès devait s'ouvrir à Vienne par condescendance pour lord Londonderry qui ne voulait pas mettre le pied en Italie, peut-être les souverains reviendront-ils à leur premier plan et convoqueront-ils le Congrès à Florence.

Telles sont, Monsieur le vicomte, les seules choses importantes qui se sont offertes à mon esprit dans la présente conjoncture et dont j'ai cru devoir vous entretenir.

L'Angleterre n'étant point en révolution, les conséquences de la mort du marquis de Londonderry ne pourront amener, après tout, que des intrigues de partis et de familles. Il ne s'agira plus que de vous tenir au courant des nouvelles ; même les journaux qui répètent tout, ne vous laisseront presque rien ignorer. Qui sera ministre ? Voilà ce qu'on va se demander pendant un temps

plus ou moins long, et peut-être jusqu'à la rentrée du Parlement. On ne consultera pas l'opinion étrangère ; et comme la Cour de Londres, en dernier résultat, n'entrera jamais dans le système continental, le choix du ministre nous importe assez peu.

Tout ce qui produit un mouvement en politique affecte momentanément le crédit. Les fonds ont baissé ici et, vraisemblablement, il y aura aussi une légère baisse en France.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et très
obéissant serviteur

CHATEAUBRIAND.

P.-S. — MM. de Bourqueney et de Boissy, que j'avais envoyés ce matin à North-Cray pour exprimer à Madame la marquise de Londonderry la part que je prends à son malheur, viennent de revenir : ils ont vu lord Clanwilliam, qui était dans une profonde affliction et qui ne leur a rien appris. Il ne me reste, Monsieur le vicomte, qu'à vous accuser réception de votre dernière dépêche n° 31. [1]

---

792 13 août 1822.

A la duchesse de Duras.

Ce mardi 13 août 1822.

Vous avez reçu mes deux mots par Hyacinthe. Vous sentez que la longueur des dépêches et le mouvement du moment ne me laissent pas un moment pour vous écrire de longs détails

1. Affaires étrangères. Angleterre, 615, f° 366. — Publiée incomplètement par le comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 339-44.

aujourd'hui. Vous les verrez d'ailleurs dans les journaux. Ce pauvre lord Londonderry s'est coupé la gorge dans un accès de fièvre. Je vous dirai un jour et je vous ferai lire ce qu'il faut penser de ce ministre. Son successeur n'est pas prêt d'être nommé. On parle de M. Canning. Ce ne sera pas sir Charles Stuart, comme le Morning Chronicle le dit. Sir Charles n'est pas un *homme parlementaire*. Il faudrait lui adjoindre M. Canning, et M. Canning ne voudra pas la moitié de la place. Dans tous les cas le nouveau ministre ne peut aller au Congrès. Il faudra qu'il songe à ses affaires. Ainsi cela peut changer les dispositions de Mathieu, et déterminer Villèle à m'envoyer au Congrès. Vos premières lettres, celles que je recevrai dimanche, m'apporteront peut-être ma destinée.

Je suis obligé de finir.

Une objection : « Dans ce moment il est très utile en Angleterre ! »

A rien du tout. Les étrangers n'influent point ici sur le choix des ministres. La gazette et Marcellus diront les nouvelles tout aussi bien que moi. Dans ma dépêche d'aujourd'hui, je dis les seules choses importantes qu'il y avait à dire.[1]

---

793 13 août 1822.

A Madame Récamier.

Le mardi 13 août 1822.

Voilà une étonnante nouvelle et un grand changement de fortune ! Hyacinthe est plus heureux que moi ; il vous aura vue ! Ce moment, si vous l'employez bien, peut arranger tout. Il est probable que la mort de lord Londonderry aura changé les dispositions de Mathieu pour le congrès : car le nouveau ministre ici

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

n'est pas près d'être nommé, et, quand il le serait, il est plus que probable qu'il n'ira pas à Vienne. Il ne resterait plus aucune objection contre moi, ni aucun rival, si Mathieu à son tour se désistait. Vous me direz : vous avez donc une terrible fureur de ce congrès ? Pas du tout. Mais c'est le chemin qui me ramène le plus naturellement, sans démission, sans scène, dans la petite cellule. Voilà tout mon secret. Je vais attendre, le cœur bien ému, vos premières nouvelles. Écrivez ! écrivez !

Prenez garde à l'objection *que je suis utile en Angleterre dans ce moment*. Je ne suis bon à rien du tout. Les étrangers ici n'influent en rien sur le choix des ministres, et Marcellus et les journaux raconteront les *on dit* et les nouvelles aussi bien que moi.[1]

---

794 15 août 1822.

A la duchesse de Duras.

Londres, le 15 août 1822.

Je reçois à l'instant votre lettre du 12, et quoique ce ne soit pas le jour du départ de mon courrier, j'ai une occasion de vous écrire. Oui, vous devez être contente de ma lettre. Quand je crois vous avoir fait de la peine, j'ai de tels remords, que je ne dors pas jusqu'à ce que je sache que ma lettre d'expiation soit arrivée.

Nous en avons ici pour longtemps avant qu'un ministre soit nommé, et pendant ce temps il faudra pourtant que le congrès marche. J'attends une lettre de vous dimanche et je vous écrirai demain par mon courrier ordinaire. J'envoie aujourd'hui une dépêche nouvelle à Mathieu; c'était par moi que Villèle savait l'adjonction de lord Clanwilliam. Mais la mort a changé tout cela. Que ne change-t-elle pas. J'aurais bien des choses à vous

1. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 430-2.

dire sur le pauvre M. de Londonderry. Il y a quinze jours qu'il me disait dans son cabinet de toilette, causant familièrement avec moi du Parlement : Il faut *que cela finisse ou que je finisse.* Je ne l'ai compris qu'après l'événement.

Que dites-vous de cette enquête faite sur le cadavre d'un premier ministre d'Angleterre comme sur le corps d'un meurtrier ? Je crois que j'ai tout vu en politique et que je puis maintenant me retirer en paix.[1]

---

795 15 août 1822.

Au vicomte de Montmorency.

Londres, le 15 août 1822.

1re Division
Politique
N° 50

Monsieur le Vicomte,

Les renseignements ultérieurs ont confirmé ce que j'ai eu l'honneur de vous dire sur la mort du marquis de Londonderry dans ma dépêche ordinaire d'avant-hier, n° 49. Seulement l'instrument fatal avec lequel l'infortuné ministre s'est coupé la veine jugulaire, est un canif, et non pas un rasoir, comme je vous l'avais mandé. Le rapport du *Coroner*, que vous lirez dans les journaux, vous instruira de tout. Cette enquête faite sur le cadavre du premier ministre de la Grande-Bretagne comme sur le corps d'un meurtrier, ajoute encore quelque chose de plus affreux à cet affreux événement.

Vous savez sans doute, Monsieur le vicomte, que lord Londonderry avait donné des preuves d'aliénation mentale quelques jours avant son suicide, et que le Roi même s'en était aperçu. Une petite circonstance à laquelle je n'avais pas fait attention, mais qui m'est revenue en mémoire depuis la catastrophe, mérite d'être

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

racontée. J'étais allé voir le marquis de Londonderry, il y a douze ou quinze jours : contre son usage et les usages du pays, il me reçut avec familiarité dans son cabinet de toilette ; il allait se raser et il me fit, en riant d'un rire à demi sardonique, l'éloge des rasoirs anglais. Je le complimentai sur la clôture prochaine de la session : « Oui, dit-il, il faut que cela finisse, ou que je finisse. »

Plus le temps s'écoule, et plus on s'aperçoit que la mort du marquis de Londonderry est un très grand événement pour l'Angleterre : les hommes d'État sont rares, et malgré les défauts de celui-ci, il sera difficile de le remplacer. Une volonté qui ne pliait et ne reculait jamais, un courage de grenadier, un profond dédain pour les doctrines du jour, et un mépris encore plus profond pour ceux qui les professent, le rendaient très propre au pouvoir. Dans un pays où les institutions ne lui eussent pas résisté, il eût été un tyran ; en Angleterre, où les libertés sont à l'abri, il n'était qu'un utile appui de la Couronne. A force d'être indifférent, il semblait bon ; et comme il ne se souciait de rien, il était, dans la vie privée, d'un commerce égal et facile. Il balançait par cette espèce de douceur et une grande générosité, ce que son caractère avait de dominant et sa réputation d'impopulaire.

Au dedans comme au dehors, sa mort se fera sentir ; non pas que je la regarde comme un malheur pour le continent, mais dans les commencements, elle laissera un vide. Lord Londonderry s'était trouvé mêlé depuis quinze ans à toutes les transactions diplomatiques ; il connaissait personnellemeut les souverains étrangers et les ministres dirigeants dans les Cours. Si comme Anglais, et par le tour de son esprit, il était opposé à la politique continentale, du moins il ne protégeait pas les révolutionnaires ; il eût profité des révolutions, mais il ne les eût pas excitées. Dans le cas où l'Europe, mieux conseillée, eût conçu qu'il fallait se passer de l'Angleterre, comme l'Angleterre s'isole de l'Europe, lord Londonderry s'en serait peu formalisé ; il voulait la paix et n'était jaloux que de la Russie.

Il est toujours question de M. Canning pour les Affaires Étran-

gères. On met aujourd'hui sur les rangs M. Peel, ministre de l'Intérieur, le duc de Wellington, et le marquis de Wellesley. Le Roi a dû apprendre hier soir à Édimbourg (s'il y est arrivé) la déplorable nouvelle ; il est impossible de savoir et même de prévoir le moment où Sa Majesté Britannique pourra faire un choix. Elle ne peut guère revenir avant la fin du mois, et alors les intrigues commenceront.

On ne parle plus de sir Charles Stuart comme ministre, mais à présent on l'envoie ambassadeur au Congrès. Il y a dans cette nouvelle quelque chose de plausible ; du moins sir Charles a des connaissances diplomatiques et il n'y a personne ici qui soit un peu au fait des Affaires Étrangères. J'ai vu hier matin les deux sous-secrétaires d'État, lord Clanwilliam et M. Planta ; ils étaient consternés. Je me suis présenté chez lord Liverpool, mais il était déjà reparti pour la campagne ; le chancelier y est aussi retourné, ce qui prouve qu'on ne se presse pas, et que rien ne peut vaincre les habitudes.

J'ai reçu ce matin, Monsieur le Vicomte, votre dépêche N° 32 et vos deux lettres particulières en date du *12* de ce mois. J'ai eu l'honneur de vous transmettre par le dernier courrier parti le *13*, une note que j'avais destinée à Lord Londonderry pour l'affaire des vaisseaux. Ainsi, Monsieur le Vicomte, j'avais prévenu et voulu prévenir vos instructions. Je vais d'après votre dépêche adresser dès ce soir même les notes les plus fortes à M. Planta. Je vous en enverrai copie demain par le courrier ordinaire. Mais vous sentez que M. Planta est un personnage bien peu influent, et que le moment n'est pas favorable aux réclamations.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et
très obéissant serviteur,

CHATEAUBRIAND. [1]

1. Affaires étrangères, Angleterre, 615, f° 370. — Publiée incomplètement par le comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 345-7.

796 16 août 1822.

Au comte Bathurst.

Note adressée par M. le vicomte de Chateaubriand au comte Bathurst, chargé par intérim du Portefeuille des Affaires Étrangères.

Le soussigné, Ambassadeur de Sa Majesté Très Chrétienne près Sa Majesté Britannique, a l'honneur de mettre sous les yeux de lord Bathurst les faits suivants dont il a été informé par M. le baron Séguier, Consul Général de France à Londres.

Le brick Français *La Vigilante*, saisi par la croisière anglaise dans la rivière *Bonny* sur la côte d'Afrique, après un combat où il y a eu du sang versé, est arrivé à Portsmouth. *La Petite-Betzy*, saisie dans les mêmes circonstances et dans les mêmes parages, est entrée depuis dans le même port. Son équipage a été mis à terre, sans secours et abandonné à son sort.

La France ne reconnaît à aucune puissance le droit de visiter ses bâtiments ; des sujets de S. M. T. C. arrêtés sous le pavillon français ne peuvent être soustraits à leurs juges naturels et traduits devant les tribunaux de la Grande-Bretagne. L'Angleterre se plaindrait hautement et avec raison, si un navire français amenait à Brest, pour être jugé d'après les lois de France, un bâtiment pris sous pavillon britannique.

Déterminé par ces considérations et ayant reçu les ordres les plus positifs de sa Cour, le soussigné demande officiellement aujourd'hui que les dits bâtiments arrêtés soient conduits immédiatement à Cherbourg, où les délinquants seront jugés dans toute la rigueur des lois de leur pays.

Le Gouvernement anglais a plusieurs fois reconnu l'incompétence de sa juridiction dans des cas à peu près semblables à celui dont il s'agit, et notamment dans l'affaire du navire *Le Louis*. Il ne sera pas moins équitable dans la circonstance actuelle. Le soussigné, convaincu que rien ne peut altérer la par-

faite intelligence qui règne entre l'Angleterre et la France, attend en toute confiance le résultat le plus satisfaisant et le plus prompt de la demande qu'il a eu l'honneur de faire aujourd'hui à lord Bathurst. Il a l'honneur de lui offrir l'assurance de sa haute considération.

CHATEAUBRIAND.

Londres, le 16 août 1822.[1]

---

797 16 août 1822.

Au comte Bathurst.

Note adressée par M. le vicomte de Chateaubriand au comte Bathurst, chargé par intérim du portefeuille des Affaires étrangères.

Londres, ce 16 août 1822.

Le soussigné, Ambassadeur de France, a l'honneur de mettre sous les yeux de Lord Bathurst, Principal Secrétaire d'État pour le département des Colonies et chargé par intérim du Portefeuille des Affaires Étrangères, une affaire que sa Cour vient de lui donner ordre de porter à la connaissance du Gouvernement anglais.

Le 16 juillet dernier, quatre péniches appartenant à une corvette anglaise, qu'on suppose être *la Camille*, capitaine Georges Minguey, ont fait plusieurs décharges de mousqueterie sur le navire français, *l'Aimable Nancy*, quoiqu'il ait arboré le pavillon français. Ce bâtiment se trouvait alors à 10 lieues S.-O. des Sorlingues et revenait de la Guadeloupe avec un chargement de sucre. Malgré tous les efforts que fit le capitaine de ce navire

1. Affaires étrangères, Angleterre, 615, f° 376. — Comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 418-9.

pour s'éloigner, ces embarcations n'en continuèrent pas moins de tirer sur le bâtiment français dont ils frappèrent à plusieurs reprises les voiles et le grément. Peu après, ayant aperçu la corvette à laquelle ces péniches appartenaient, *l'Aimable Nancy* fit voile sur elle ; celui qui la commandait demanda au capitaine Guénédal d'où il venait et où il allait et, sur sa réponse, il lui permit de faire voile, mais les embarcations ne cessèrent de tirer sur *l'Aimable Nancy*, quoiqu'elle fût tout près de la corvette.

Le soussigné a reçu de son Gouvernement l'ordre le plus formel d'accompagner ces détails des représentations les plus vives. Ce n'est malheureusement pas la première fois que le Gouvernement de Sa Majesté Très Chrétienne se voit forcé d'adresser des réclamations au sujet des infractions au Droit maritime ; il est persuadé toutefois qu'il n'est pas plus dans l'intention du Gouvernement anglais d'autoriser de pareils actes d'hostilité, qu'il ne peut être dans celle du Gouvernement français de les passer sous silence.

En recommandant cette affaire à l'attention la plus particulière du comte Bathurst, le soussigné ne peut s'empêcher de lui faire pressentir combien il en coûterait au Gouvernement de Sa Majesté Très Chrétienne d'avoir à donner aux navigateurs français des avis qui feraient douter des sentiments d'amitié et de bienveillance dont les deux Gouvernements sont si sincèrement animés. Le soussigné prie en conséquence Sa Seigneurie de vouloir bien provoqner les mesures propres à prévenir le retour de pareilles violations, sur lesquelles le sentiment de sa propre considération et les intérêts des sujets de Sa Majesté Très Chrétienne ne peuvent permettre au Gouvernement français de fermer les yeux.

Le soussigné saisit cette occasion pour offrir à lord Bathurst l'assurance de sa haute considération.

CHATEAUBRIAND. [1]

1. Affaires étrangères, Angleterre, 615, f° 377. — Comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 417-8.

798 16 août 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division
Politique
N° 51

Londres, le 16 août 1822.

Monsieur le Vicomte,

Dans ma dépêche N° 50, qui est partie hier 15 du courant et que j'ai confiée aux soins de l'ancien attaché à l'Ambassade, M. Auguste Decazes, j'ai eu l'honneur de vous accuser réception de votre dépêche N° 42 et de vos deux lettres en date du 12. Aujourd'hui je m'empresse de vous transmettre copie de deux notes relatives, l'une à la saisie des navires *La Vigilante* et *la Petite-Betzy*, l'autre à l'affaire du bâtiment *l'Aimable Nancy*. Ces notes qui étaient prêtes hier au soir n'ont pu être expédiées que ce matin parce qu'elles étaient destinées à M. Planta, et qu'il a fallu les adresser à lord Bathurst. Vous verrez, Monsieur le vicomte, par la notification dont j'ai aussi l'honneur de vous envoyer copie, que lord Bathurst, Ministre des Colonies, a le portefeuille des Affaires Étrangères par *intérim* ; il devait en être également chargé pendant le voyage de lord Londonderry à Vienne. J'espère un prompt succès de mes notes, car M. Planta est venu lui-même, ce matin, me parler de la saisie de nos vaisseaux, et je n'ai pas manqué de lui dire qu'il était de la dernière importance de les envoyer sur-le-champ à Cherbourg.

Les fonds ont repris leur niveau, et sont montés d'un demi pour cent. On a des nouvelles du Roi, qui a été forcé par les vents contraires de relâcher dans le port de Berwick. On croit qu'il sera arrivé mercredi matin à Édimbourg : il y aura appris la mort du marquis de Londonderry. Le corps de cet infortuné ministre sera apporté lundi prochain dans la nuit à Londres, et les funérailles auront lieu mardi à Westminster.

Même incertitude sur la nomination du ministre des affaires étrangères, incertitude qui durera sans doute longtemps ; je crois

que la dépouille de lord Londonderry sera partagée. On dit aujourd'hui que si lord Hastings arrivait promptement des Indes, il serait mis à la tête du conseil. Ce noble marquis est fort attaché à la maison de France. On attend à tout moment ici le duc de Wellington.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et
très obéissant serviteur
CHATEAUBRIAND.[1]

---

799 16 août 1822.

A Madame Récamier.

Londres, vendredi 16 août 1822.

Quand je pense que je suis peut-être au moment de vous voir, je suis ravi de joie ; puis toutes les craintes et les incertitudes reviennent, et je me désole. Avec le caractère de nos amis, la chose la plus difficile à prendre, c'est une résolution. Ce qui devrait les décider à m'envoyer est peut-être ce qui les décidera à ne rien faire. Ils diront : il faut voir ce que fera l'Angleterre. C'est comme si je les entendais d'ici.

Mais l'Angleterre, que fera-t-elle ? Qui enverra-t-elle au congrès ? Très-certainement pas le nouveau ministre des affaires étrangères, qui n'est pas nommé et qui ne le sera pas de longtemps. Cependant l'empereur de Russie arrive à Vienne, et il est plus que temps que l'on se décide à Paris à nommer promptement l'ambassadeur au congrès.

J'attends, mon très bel ange, de vos nouvelles dimanche. Il y a des siècles que je n'ai rien reçu de vous. Travaillez pour moi et ramenez-moi dans la petite cellule ![2]

1. Affaires étrangères, Angleterre, 615, f° 372. — Publiée incomplètement par le comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 418 et 348.
2. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 432. — Herriot, *Récamier*, II, 118, note.

800 17 août 1822.

A la duchesse de Duras.

Londres, ce vendredi 17 août 1822.

Avez-vous jamais écrit dans l'attente d'une grande nouvelle que vous ne saviez pas, et qui pouvait arriver d'heure en heure ? Voilà où j'en suis. Je ne sais pas encore ce qui se sera passé à Paris à l'arrivée de mon courrier, et je suis me creusant la tête et ne sachant à quoi m'arrêter de toutes suppositions que je fais. Pendant ce temps le courrier en retour marche ; il approche de Londres ; et de tout ce que je prévois, il n'y a peut-être pas un mot de vrai. Attendons donc.

Il y a cependant une chose toujours plus probable que les autres avec des caractères indécis, c'est qu'on aura pris le grand parti de n'en prendre aucun, et l'on aura dit : Attendons ; il faut voir ce que fera l'Angleterre, ainsi il peut arriver que ce courrier qui doit tout apporter ne m'apporte rien du tout. Mais pourtant l'Empereur de Russie est en route. Il ne s'arrètera pas, et le congrès ne sera pas retardé : à peine a-t-on le temps de prendre des instructions et de s'y rendre. On se perd dans tout cela. On ne sait ici qui ira au Congrès, mais à coup sûr ce ne sera pas le nouveau ministre des Affaires étrangères, qui n'est pas prêt d'être nommé. On parle de M. Canning, du duc de Wellington, du marquis de Wellesley, du marquis d'Hastings qui est aux Indes. A tout cela il y a mille difficultés.

Laissons toute cette politique, et parlons de vous. Je vous ai écrit hier un mot par une occasion particulière. Vous me dites que vous ne me dites rien, parce que vous me diriez des choses désagréables. Je les sais ces choses-là. « Que je n'aime personne, « que je suis un parfait égoïste, qu'il ne faut que parler de moi, « que je suis faux, trompeur, etc. » Épuisez, chère sœur, le dictionnaire des injures ; vous ne m'empêcherez pas de vous aimer. Si cela peut vous convenir et vous amuser, dites tout ce que vous

avez sur le cœur. Je vous plaindrai de traiter ainsi le plus tendre ami que vous ayiez au monde. Mais vous ne parviendrez jamais à me blesser et à me séparer de vous. Comment va le roman et où en est-il ?[1]

---

801 19 et 20 août 1822.

Au vicomte de Montmorency.

Londres, le 19 août 1822.

1re Division
Politique
N° 52

Monsieur le Vicomte,

Les funérailles du marquis de Londonderry auront lieu demain, et comme elles me retiendront une grande partie de la journée, je commence ma dépêche aujourd'hui.

Le dernier courrier arrivé hier dimanche 18 ne m'a, Monsieur le Vicomte, apporté ni dépêche ni lettre de vous. J'attends ce soir ou demain le retour de mon courrier extraordinaire.

Deux choses occupent maintenant le public : la nomination d'un ambassadeur au Congrès, et la nomination d'un ministre des Affaires Étrangères.

Quant à la première, il a été décidé, dans un conseil des ministres tenu hier à Combewood, maison de campagne de lord Liverpool, que ce serait le duc de Wellington qui irait au Congrès ; on lui adjoint lord Clanwilliam ; on n'attend plus que l'agrément du Roi. On assure que les instructions remises au noble duc sont moins étendues que celles dont lord Londonderry avait tracé le plan pour lui-même. Je ne doute point que ces instructions, quelle qu'en soit la lettre, ne se réduisent à ceci : oublier entièrement l'Italie ; ne se mêler en rien des affaires d'Es-

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux

pagne ; négocier pour celles d'Orient en maintenant la paix, sans accroître l'influence de la Russie : c'était là toute la politique de lord Londonderry.

Il paraissait certain que le comte Capo d'Istria resterait aux eaux d'Ems et n'irait pas à Vienne, à cause de l'inimitié déclarée qui régnait entre lui et lord Londonderry. La mort de ce dernier changera peut-être la position et la résolution du ministre russe. On croit savoir que le duc de Wellington a pour instructions d'éviter, autant qu'il pourra, tout séjour en Italie, afin de préparer une réponse au ministère lorsqu'il sera attaqué par l'opposition dans les deux Chambres.

Quant à la nomination du ministre des Affaires Étrangères, on ne sait ni dans quel rang, ni dans quel temps elle se fera. On parle même de changements plus considérables et de la retraite volontaire de lord Liverpool. Cet homme respectable est, en effet, d'une très mauvaise santé, et surtout très fatigué de la vie politique. Il est au moment d'épouser en secondes noces une femme d'un certain âge, comme une garde pour ses souffrances et ses vieux jours. Au reste, les candidats pour la place vacante par la mort du marquis de Londonderry sont toujours M. Peel et M. Canning. Mais le premier paraît n'avoir pas encore assez de consistance pour être le *chef* (*Leader*) de la Chambre des Communes, et le second a contre lui le Roi, le chancelier et beaucoup d'ennemis. Je persiste à croire qu'il y aura partage des dépouilles, et que le chef ou *Leader* de la Chambre des Communes ne sera pas en même temps ministre des Affaires Étrangères. Je suis persuadé que la disparition subite du premier ministre changera tôt ou tard l'esprit et la force du Cabinet.

A tout cela, Monsieur le Vicomte, nous ne pouvons rien du tout. S'il survenait un ministère dans une nuance un peu forte de libéralisme, il nous ferait grand mal, mais nous ne pouvons l'empêcher. J'ai déjà eu l'honneur de vous le dire, les étrangers ne peuvent agir ici en aucune sorte sur les décisions du gouvernement. Un agent diplomatique qui s'aviserait de parler de choix

ministériels, et même d'interroger trop sérieusement ses voisins, se perdrait sans retour. Le principe est bon en soi, et nous nous serions bien trouvés de l'avoir adopté il y a cinq ou six ans.

Le combat entre les candidats, les partis et les opinions va s'établir dans les journaux qui ne laisseront rien ignorer, et la meilleure dépêche sera la gazette.

Je crois donc, Monsieur le Vicomte, qu'il vous serait impossible de subordonner vos décisions en France, quant au Congrès, aux résolutions que prendra le gouvernement britannique. Ces résolutions peuvent traîner en longueur. Le Roi reviendra peut-être d'Écosse quelques jours plus tôt, mais les intrigues commenceront à Brighton, et personne ne peut dire quel en sera le terme.

La nomination d'un ministre, et d'un ministre principal, n'est pas dans ce pays une petite affaire. Ce ministre ne peut arriver qu'avec ses principes et ses amis ; ce n'est plus pour lui qu'il entre, c'est pour son parti, sous peine d'en être abandonné. Il faut donc qu'il négocie, qu'il fasse connaître les conditions du traité à ce qu'on peut appeler ses *commettans*, et l'on sent combien de difficultés peuvent se rencontrer en chemin. Comment attendre la fin de tout cela ? Quand cette dépêche vous parviendra, nous serons déjà au 23 d'août, et il sera plus que temps pour vous, Monsieur le Vicomte, de vous préparer à partir, ou à faire partir un ambassadeur pour Vienne.

Vous devez savoir par le général Pozzo di Borgo qu'il se mettra en route le 28, et il est probable que le duc de Wellington quittera Londres du 28 au 30.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vicomte,

Votre très humble et très
obéissant serviteur

CHATEAUBRIAND.

Mardi 20 août.

P.-S. J'arrive des funérailles, Monsieur le vicomte ; elles ont singulièrement attristé les spectateurs. Le duc de Wellington

paraissait fort ému, et lord Liverpool était obligé de se couvrir le visage de son chapeau pour cacher ses larmes. Mais nous avons entendu au dehors quelques cris d'insulte et de joie, lorsque le corps est entré dans l'église : cela est bien digne des révolutionnaires de tous les pays ; ces cris n'ont point été répétés par la foule, ils partaient d'un petit groupe qu'on a remarqué.

Mon secrétaire particulier n'est point revenu de Paris comme je l'espérais. Vous l'aurez sans doute retenu, peut-être jusqu'après le conseil de mercredi 21, afin de m'apprendre quelque chose de positif. Si vous allez au Congrès, Monsieur le Vicomte, je regretterais beaucoup de n'avoir pas eu avec vous une conversation avant votre départ. Il y a une foule de choses qu'une dépêche ne peut expliquer, et qu'il serait très important pour vous de connaître.

Je reprends ma principale nouvelle, Monsieur le vicomte. J'apprends à l'instant, par la voie la plus sûre, que le duc de Wellington est *désigné*, mais point *nommé* pour le Congrès : il a refusé la mission, disant qu'il voulait savoir, avant de la remplir, qui serait ministre des Affaires Étrangères, parce qu'il y avait tel homme dont il ne voulait pas recevoir les ordres : il paraît que le noble duc veut lui-même la place de ministre des Affaires Étrangères, et il est probable qu'il l'emportera, s'il s'obstine à la vouloir. On espère beaucoup aussi pour M. Canning comme *Leader* de la Chambre des Communes ; mais outre le chancelier (on pourra vaincre le Roi), il y a M. Peel qui ne veut pas être dans la Chambre le second sous M. Canning, comme il l'était sous lord Londonderry. Cependant, comme je vous l'ai dit, on espère un arrangement. Lord Liverpool porte M. Canning, et lord Liverpool est très puissant ; il n'est pas vrai non plus que celui-ci songe à la retraite, comme je vous l'avais mandé plus haut. La nomination du duc de Wellington et de M. Canning serait ce qui pourrait nous arriver de plus favorable. Tout cela est encore dans l'avenir ; le Roi qui ne devait revenir que le 28, revient le 24 ; tout changera peut-être à son arrivée. Heureuse-

ment, Monsieur le vicomte, nous pouvons marcher sans régler notre sort sur les décisions, les ambitions et les intrigues du gouvernement anglais.

Ch.

Je viens, Monsieur le vicomte, de recevoir une lettre pleine de bienveillance du Roi de Prusse, avec son portrait sur une boîte enrichie de diamants. Le comte de Bernstorff m'écrit en même temps pour m'exprimer son estime et le désir qu'il a de me rencontrer encore dans les affaires. Comme je dois ces témoignages flatteurs au choix que Sa Majesté Très Chrétienne avait daigné faire de moi, je me suis cru obligé de vous en instruire.

Ch. [1]

802

A la duchesse de Duras.

Mardi, 20 août 1822.

J'arrive des funérailles de ce pauvre homme. J'en ai encore le cœur tout serré. Nous étions tous rangés autour de la fosse dans cette vieille église de Westminster. Le Duc de Wellington qui a tant vu de morts paraissait abattu, et lord Liverpool se cachait le visage dans son chapeau. Un groupe de radicaux hors de l'église, a agité des chapeaux et poussé des cris de joie en voyant passer le cadavre. Le peuple n'a pas répondu et a paru indigné. Je verrai longtemps ce grand cercueil qui renfermait cet homme égorgé de ses propres mains au plus haut point de ses prospérités. Il faut se faire trappiste.

Hyacinthe n'est point revenu. On a voulu auparavant qu'il m'apportât une décision. Rien n'est décidé ici. On parle du duc de Wellington pour le congrès, mais on dit qu'il vaut mieux que

1. Affaires étrangères, Angleterre, 615, f° 382. — Publiée incomplètement par le comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 350-4.

cela. Il y a toujours des espérances pour l'entrée de M. Canning au ministère ; les radicaux seraient désolés, et cela rabattrait leur joie. Et moi que deviens-je ? Vous le saurez peut-être au moment où vous recevrez cette lettre. *Pozzo* ira au congrès : certes si Alexandre fait venir son ambassadeur de Paris pour ce maudit congrès, la France peut bien envoyer son ambassadeur de Londres à ce même congrès : j'aurais voulu du moins causer avec les ministres. J'ai des choses de la dernière importance à leur dire. J'écris tout cela dans mes dépêches, mais Villèle voit-il mes dépêches ? J'en doute. Alors il ne sait rien et tombe dans toutes les erreurs où l'on est sur l'Angleterre. Dites-lui bien qu'un étranger à Londres ne peut influer en aucune façon sur un ministre, et qu'il se perdrait s'il s'en mêlait. Dites-lui que je suis dans ce moment de toute inutilité ici, et que je serais *capital* au congrès. Il n'y a que moi en France qui connaisse la politique anglaise et ses rapports avec celle d'Autriche. Si c'est le duc de Wellington qui va à Vienne, il emmènera toujours lord Clanwilliam. Le Roi abrège son voyage de quatre jours. Il sera ici le 24. Alors vont commencer des intrigues qui dureront peut-être jusqu'à la rentrée du parlement. Pouvons-nous attendre la fin de tout cela pour nous décider ? l'empereur de Russie sera le 7 ou le 9 7bre à Vienne.

J'ai reçu une lettre du Roi de Prusse et une du comte Bernstorff. Celui[-ci] me dit : « *Si la perspective que votre cour vous nommât pour le prochain congrès venait à se réaliser, le roi aurait un plaisir très véritable à vous y rencontrer. Je ne crois pas avoir besoin de dire à Votre Excellence que ma satisfaction en serait extrême ; il n'est d'augure qui me paroitrait plus favorable pour le succès des travaux de ce congrès.* »

Eh ! bien, chère sœur ?

Le Roi m'envoie avec sa lettre une boîte avec son portrait enrichi de diamants : elle peut valoir 10 mille francs. Je ferai fortune. [1]

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

803 20 août 1822.

A Madame Récamier.

Mardi 20 août 1822.

Hyacinthe ne revient pas. On le garde peut-être pour m'apporter une réponse définitive. Ah ! puisse-t-elle me rappeler auprès de vous. J'ai reçu du roi de Prusse une lettre et une boîte avec son portrait enrichi de diamants. Voici ce que M. de Bernstorff m'écrit en même temps : *si la perspective que votre cour vous nommât pour le prochain congrès venait à se réaliser, le roi aurait un plaisir très-véritable à vous y rencontrer. Je ne crois pas avoir besoin de dire à Votre Excellence que ma satisfaction en serait extrême ; il n'est d'augure qui me paraîtrait plus favorable pour le succès des travaux de ce congrès.*

Faites usage de cela selon votre sagesse. Vous savez que Pozzo va au congrès ; c'est encore en ma faveur. Si la Russie envoie au congrès son ambassadeur en France, la France peut bien envoyer à ce même congrès son ambassadeur en Angleterre. Les chances sont ici pour le duc de Wellington, mais il paraît lui-même faire des difficultés ou imposer des conditions. On vous dira que je suis utile ici ; repoussez cela comme une absurdité. Jamais ambassadeur étranger n'a influé sur *un choix* en Angleterre, et les gazettes diront tout ce que je puis dire.

Vraiment, je rabâche, et je vous assomme de ce congrès. Mais, dans le fond, tout est là pour moi. Villèle est toujours très-bien dans la question ; il me fait dire *qu'il ne pense qu'à moi.* Cela est-il vrai ? Je ne suis pas dans le cœur de l'homme et je ne puis dire que ce que je vois. Ah ! si je vous voyais dans huit jours ! Cela se peut, quel bonheur !

Quelle horreur que cette mort ! J'ai assisté ce matin aux funérailles. Vos amis les *radicaux* ont insulté le cadavre. Le peuple a été très décent. J'ai vu pleurer le duc de Wellington. [1]

1. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 433-34. — Herriot, *Récamier*, II, 118, note.

804 20 et 21 août 1822.

A Bertin aîné.

[Londres.] [1] Mardi, 20 août 1822.

Je reçois votre billet du 17. Si la chose n'est pas faite quand vous recevrez celui-ci, voici des points essentiels.

1° *Pozzo* va au Congrès : bel exemple à suivre. La Russie vient chercher son ambassade en France pour l'envoyer au Congrès ; la France peut donc, etc.

2° Combattre la sotte raison que je suis utile à Londres dans ce moment. Il ne faut pas savoir un mot de l'Angleterre pour dire cela. Jamais ambassadeur étranger n'a eu ni n'aura la plus petite influence ici dans le choix d'un *ministre*. Les gazettes disent les nouvelles tout aussi bien et mieux que moi.

3° Quel que soit l'ambassadeur que l'Angleterre enverra à Vienne, il sera toujours accompagné de *Lord Clanwilliam*, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Je puis donc accompagner Mathieu, si Mathieu se décide au voyage.

4° Enfin les grandes raisons que moi seul je puis mettre sur les traces de la politique anglaise à Vienne, etc.

Enfin le roi de Prusse vient de m'écrire, de m'envoyer son portrait, et le comte de Bernstorff, son ministre, m'écrit que *sa satisfaction serait extrême* de me voir à Vienne et qu'il *n'est d'augure* (c'est sa phrase) *qui lui paraîtrait plus favorable pour le succès des travaux du Congrès!*

Les espérances sont bonnes ici ; les libéraux pourront avoir une joie courte. Les chances augmentent pour M. Canning et le duc de Wellington. J'attends avec bien de l'impatience !

J'envoie Marcellus à Paris porter deux nouvelles agréables et importantes. Comme je sers ces gens-là, et comme ils me servent ! Si Marcellus ne me rapporte pas une solution, je prendrai le

1. D'une autre écriture, au crayon.

parti que j'ai pensé prendre en lisant le fatras que m'a apporté Hyacinthe. Mathieu et Villèle disent *oui* et *non*, *non* et *oui*. C'est comme on veut. Si c'est comme cela que l'on compte me payer de ma loyauté, on n'est pas au bout. C'est moi qui me suis livré *tout entier* et *sans réserve* ; je ne souffrirai pas qu'on se moque de moi.

Tout à vous.

Marcellus sait tout et expliquera tout. Il faut être d'une ignorance entière de ce pays pour croire que j'y suis utile dans ce moment.

Mercredi soir, 21 août[1].

---

805 21 août 1822.

Au vicomte de Montmorency.

Politique
1re Division
N° 53
Extraordinaire

Londres, le 21 août 1822.

Monsieur le Vicomte,

Je reçois à l'instant deux nouvelles qui me paraissent assez importantes pour vous les envoyer par M. de Marcellus ; si j'attendais le départ du courrier ordinaire, elles ne vous parviendraient que lundi 26 du courant.

La copie ci-jointe que vient de m'écrire lord Liverpool vous apprendra la nomination de S. G. le duc de Wellington comme Ambassadeur au Congrès et le moment du départ du noble duc pour Vienne. J'ai tout lieu de croire qu'il sera accompagné par lord Clanwilliam. Sa Majesté Britannique doit être de retour à

1. Victor Giraud *Revue latine*, 25 avril 1907, et *Nouvelles études...*, 301.

Londres le 27 de ce mois, selon les uns, et le 2 de septembre suivant les autres.

La copie également ci-jointe de la note de lord Clanwilliam vous apprendra, Monsieur le Vicomte, que mes réclamations ont été écoutées et que nos vaisseaux vont être renvoyés à Cherbourg.

Mon secrétaire particulier est arrivé ce soir même à 4 heures de Paris et m'a apporté vos dépêches n[os] 33 et 34 et vos deux lettres particulières.

On croit que le duc de Wellington a totalement abandonné l'idée de se faire nommer ministre des Affaires Étrangères, par la raison qu'il serait obligé de parler à la Chambre des Pairs, et qu'il n'a aucune habitude de la parole. On ne sait toujours qui remplacera lord Londonderry, soit comme ministre des Affaires Étrangères, soit comme chef de la Chambre des Communes. Le Conseil et le Roi se sont vite décidés pour la question du Congrès, parce qu'elle était urgente, mais rien ne les presse pour la seconde question, et quoiqu'il soit possible à la rigueur qu'elle soit tranchée vite, il est possible aussi néanmoins qu'elle soit remise à une époque plus rapprochée de la réunion du Parlement.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Vicomte, avec une très haute considération,

Votre très humble et très
obéissant serviteur,

CHATEAUBRIAND.[1]

1. Affaires étrangères, Angleterre, 615, f° 385. — Publiée presque totalement par le comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 356-8.

806 21 [août 1822.]

A Madame Récamier.

Mercredi soir, 21.

J'envoie Marcellus à Paris porter deux nouvelles agréables : la nomination du duc de Wellington au congrès et la remise de vaisseaux que j'ai obtenue.

Hyacinthe est arrivé ce soir même. La lettre de Mathieu et la lettre....[1] disent *oui* et *non*. C'est comme on veut. Si Marcellus ne finit pas cette affaire, il est très-possible qu'à son retour j'envoie ma démission. Mieux vaut n'être rien que de servir des hommes aussi peu capables de juger des événements et d'apprécier des amis. Votre petit mot m'a consolé, parce que c'est au moins votre écriture ! Je l'ai baisée. Écrivez-moi.[2]

---

807 21 août [1822].

A la duchesse de Duras.

Mercredi soir 21 août.

J'envoie Marcellus porter deux nouvelles ; l'une, la nomination du Duc de Wellington au congrès (ne le dites pas) ; l'autre, la remise des vaisseaux que j'ai fait rendre. Hyacinthe m'est arrivé avec vos lettres, celles de Villèle et de Mathieu. Brouillard, indécision, mauvaise foi, voilà tout, partout. Marcellus est au fait. Il combattra toutes les objections, que je *suis nécessaire ici* et cent sottises de cette espèce. M. de Caraman au Congrès ! C'est une stupidité qui n'est surpassée que par ce qu'elle a de

1. Probablement *de M. de Villèle*. Il y a des mots oubliés dans l'original, nous dit Mme Lenormant.

2. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 434-5. — Herriot *Récamier*, II, 119, note.

choquant pour moi. — Voyez ce que vous pouvez, mais vous ne pouvez rien. Qu'ils y prennent garde. Ma démission arrivera, comme celle de Blacas, et nous verrons ce qui adviendra. Quels amis ! Quels politiques ! Je vous écrirai plus au long par le courrier ordinaire de demain. Mille remerciemens de vos lettres. [1]

---

808 23 août 1822.

Au vicomte de Montmorency.

1re Division Politique N° 54

Londres, ce 23 août 1822.

Monsieur le Vicomte

M. de Marcellus vous a porté dans ma dépêche n° 53 la nouvelle de la nomination du duc de Wellington comme ambassadeur au Congrès. Si vous n'avez pas communiqué *officiellement* cette nouvelle à sir Charles Stuart, je vous prie de ne lui en parler que comme *probabilité*, car le billet de lord Liverpool est *confidentiel*, et ma discrétion doit être en raison de la confiance qu'on m'a témoignée.

Tout a repris son cours naturel : les ministres qui étaient revenus sont repartis pour la campagne ; le corps diplomatique est presque dissous. On n'entend pas plus parler du nouveau ministre que s'il n'était pas à nommer. Ceci s'explique par le concours de diverses circonstances : l'absence du Parlement, celle du Roi et la solitude de Londres dans cette saison ; la politique des partis augmente cette tiédeur et prolonge l'interrègne ministériel.

L'opposition qui s'est trop avancée dans les dernières sessions sur la réduction des impôts et la réforme parlementaire ne convoite pas ardemment le pouvoir, parce qu'elle sait qu'elle ne pourrait donner ce qu'elle a elle-même demandé. Elle n'a ensuite dans ses rangs aucun homme d'état : on l'a déjà vu dans ce

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

ministère qu'on appelait *tous les talents*, et elle n'y put pas tenir.

Ce peu de chaleur de l'opposition laisse au parti ministériel tout le temps de faire son choix. Il peut même entrer dans sa politique que le ministre des Affaires Étrangères ne soit nommé qu'après la clôture de l'assemblée de Vérone ou de Vienne ; un intérim fournirait réponse égale au Congrès et au Parlement.

Le duc de Wellington dirait au Congrès : « J'attends mes « ordres du ministre que le Roi n'a pas encore nommé » ; et le ministre dirait au Parlement : « Je ne suis pas responsable de « ce qui s'est passé à Vérone, je n'étais pas ministre ». — J'ai bien étudié l'esprit du conseil britannique : prompt à prendre une résolution quand le moment le presse, il éloigne au contraire toute conclusion quand il a du temps devant soi.

L'événement, Monsieur le vicomte, peut détruire tous mes raisonnements et l'on peut avoir ici prochainement un ministre des Affaires Étrangères ; mais rien ne me porte à le croire. Un seul fait reste au milieu de mille conjectures, c'est que le duc de Wellington va au Congrès et qu'il ne partira que quelques jours après le retour du Roi.

Les arrangements ministériels se feront-ils alors ? Je l'ignore, mais le Roi ne revenant que dans les premiers jours du mois de septembre, le duc de Wellington ne peut guère partir pour le Congrès avant le 15 du même mois, pour arriver à Vienne du 22 au 25, au moment du départ des souverains pour V[éro]ne.[1] Peut-être aussi M. de Metternich, sur la nouvelle de la mort de lord Londonderry, aura-t-il fait retarder l'ouverture du Congrès.

Les chances pour M. Canning se soutiennent.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Vicomte, avec une haute considération,

Votre très humble et très
obeissant serviteur

CHATEAUBRIAND.[2]

1. Il y a Vienne, mais je pense qu'il faut lire Vérone.

2. Affaires étrangères, Angleterre, 615, f° 388. — Publiée presque totalement par le comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 361-3.

809 23 août 1822.

A Madame de Custine.

Comme il est possible qu'Astolphe, au milieu de tous ses plaisirs d'Ecosse, ne sache comment vous écrire, je veux vous tirer d'inquiétude. Il est arrivé en bonne santé à Édimbourg ; il va s'enfoncer dans les montagnes d'où il reviendra par Glasgow à Londres. Dormez en paix ; il ne peut lui arriver le plus petit mal.

J'ai reçu vos lettres. Je vous verrai à Fervaques cet automne ; je reviens de partout, vous le savez, et on ne peut se soustraire à mon éternel attachement.

Mille tendresses
Compliments à l'ami.

Londres, 23 août 1822.[1]

---

810 27 août 1822.

Au vicomte de Montmorency

1re Division
Politique
N° 55

Londres, ce 27 août 1822.

Monsieur le Vicomte,

Nous avons célébré la fête de la Saint-Louis ; malheureusement elle arrive à une époque où il n'y a plus personne dans cette grande capitale. J'ai cependant rassemblé tous les Français et les membres du corps diplomatique qui se trouvaient encore ici ; j'en ai retenu quelques-uns qui allaient partir et qui n'ont quitté Londres qu'après la fête. Lord Bathurst est revenu exprès de la campagne pour assister au banquet. La santé du Roi a été por-

1. Chédieu de Robethon *op. cit.*, p. 214.

tée par ce ministre et reçue avec de vives acclamations. Les souhaits les plus sincères ont été formés pour la longue vie d'un monarque dont l'expérience et la sagesse sont si nécessaires à la paix de l'Europe et au bonheur de la France. J'ai porté la santé de S. M. Britannique. Le lendemain, la Saint-Louis a été chômée par les gens de l'ambassade, et les sujets du Roi d'Angleterre ont participé très cordialement aux réjouissances de la fête du Roi de France.

Lord Bathurst est retourné à Combewood chez lord Liverpool; il m'a dit, ce que disent d'ailleurs les journaux, que S. M. Britannique s'embarquera jeudi prochain 29 au port d'Édimbourg et sera à Londres samedi 31. Une chose pourrait hâter la nomination ministérielle : on assure de nouveau que le duc de Wellington veut, avant son départ pour Vienne, connaître le ministre des Affaires Étrangères. La lutte est toujours entre M. Peel, M. Canning, et à présent lord Bathurst : M. Canning perd du terrain depuis quelques jours. L'opposition semble n'avoir aucun espoir et ne faire aucune démarche. Si lord Bathurst est nommé, on dit que la place qu'il occupe comme ministre des Colonies sera donnée à M. Robinson, ministre du Commerce. En ce cas, le changement occasionné dans le Cabinet par la mort du marquis de Londonderry sera d'abord peu sensible. Le ministère, qui n'aura plus la même force, conservera quelque temps le même esprit. Sauf M. Peel, les membres de ce ministère ne sont plus jeunes et leur caractère est assez irrésolu. Reste à savoir si M. Peel, orateur, se montrera maintenant homme d'État. M. Peel est âgé d'environ trente-quatre ans, son esprit est cultivé, ses manières polies, son extérieur agréable; il doit tout à son talent, rien à son nom. Fils d'un marchand fort riche, il est marié depuis quelques années à une créole des Indes, qui est une des plus belles femmes du temps. Un des frères de M. Peel vient d'épouser la fille de la duchesse de Richmond. Elle est sans fortune, mais elle donne une grande alliance à la famille de son mari. La duchesse de Richmond est tout à fait mal avec la marquise de Conyngham.

Les trois bâtiments français *l'Ursule*, *la Vigilante* et *la Petite Betsy* doivent être à présent dans le port de Cherbourg. Les journaux de l'opposition ont beaucoup crié contre cet acte de pure justice. Si les capitaines et armateurs de ces vaisseaux sont punis selon toute la rigueur de nos lois, nous serons mieux placés pour réclamer contre la violence employée à leur capture.

Je reçois à l'instant, Monsieur le vicomte, par le neveu de M. de Rothschild, votre lettre du samedi 24 du courant. Quelque accident aura sans doute arrêté M. de Marcellus, puisqu'il ne vous a remis ma dépêche n° 53 que ce même jour samedi 24. Il aurait dû arriver à Paris vendredi 23, à trois ou quatre heures du soir.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Vicomte, avec une très haute considération,

Votre très humble et très
obéissant serviteur,
CHATEAUBRIAND. [1]

P.-S. Sir William A'Court est parti aujourd'hui pour le continent. Il avait reçu ordre du marquis de Londonderry de se rendre immédiatement en Espagne. Sir William A'Court passe pour être l'homme le plus capable de tout le corps diplomatique anglais.

CH. [2]

---

811 27 [Août 1822].

A la duchesse de Duras.

Mardi matin 27, 2 heures.

Je reçois votre lettre du samedi 24. Vous êtes à l'espérance : Je vous remercie, mais moi je n'y suis pas du tout. Les lettres de Mathieu et de Villèle sur lesquels vous avez bâti votre château,

1 et 2. La signature et le paraphe sont seuls autographes. — Affaires étrangères, Angleterre, 615, f° 397. — Publiée en partie par le comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 363-5.

ne proposent aucun arrangement. Elles disent *oui* et *non* et en dernier résultat plutôt *non* ; peut-être que l'arrivée de Marcellus aura changé quelque chose aux résolutions, mais je ne le pense pas. Je vois que vous n'aviez pas encore reçu la lettre que vous a portée Marcellus quand vous m'avez écrit et que vous ignoriez son arrivée. Par une lettre officielle que m'écrit Montmorency, je vois aussi que Marcellus qui devait arriver vendredi n'est arrivé que samedi. Attendons donc le courrier qui m'arrivera jeudi 29 et qui est parti hier de Paris lundi 26. [1]

---

812 27 août 1822.

A Madame Récamier.

Londres, 27 août 1822.

Vous ne m'avez point écrit par le dernier courrier, et moi je ne vous ai point écrit ! Dans ce moment où mon sort se décide ou est décidé, tous les raisonnements, les suppositions, les conjectures sont inutiles. Je n'ai pour ma part aucun doute sur le fait : je n'irai point au congrès. Ce n'est pas un homme comme moi que l'on veut, et Mathieu et Villèle m'auront également trompé. Je les plains, car je leur prédis qu'avec ces manières ils ne se soutiendront pas ; ils tomberont aux applaudissements de toutes les opinions et de tous les partis. Soit jalousie, soit confiance dans leur propre force, ils ont mal compris ce que j'étais pour eux ; ils ne savent pas que, tous les courriers, je reçois des lettres de la gauche et de la droite me pressant de les abandonner. J'ai loyalement résisté à tout, et vous voyez ce qui m'arrive.

Je désirais vivement aller au congrès, et je l'ai dit franchement et hautement. J'avais deux raisons pour cela : une raison de parti et une raison personnelle !

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

Une raison de parti : je sais, par ce que j'ai vu à Berlin et à Londres, comment les royalistes ont été traités en Europe, et je croyais être sûr d'effacer, dans l'esprit des souverains et des ministres étrangers, la trace des calomnies si souvent répandues sur nous. J'ai réussi à Berlin et à Londres ; ma tâche n'eût pas été plus difficile au congrès, et je pouvais raisonnablement espérer obtenir quelque succès auprès de l'empereur Alexandre qui ménage les hommes qui peuvent diminuer ou augmenter sa renommée. Il restera toujours incompréhensible qu'un parti remette ses intérêts au congrès entre les mains de ceux qui, comme M. de Caraman, ont détruit, calomnié ce même parti pendant six ans ; l'absurde ne va pas plus loin.

Je désirais pour moi-même aller au congrès, parce que cela achevait ma carrière diplomatique. J'en serais revenu *grandi* dans l'opinion publique, et conséquemment plus utile à mes amis, en France ou en Angleterre, si on avait jugé à propos de m'y envoyer.

Voilà mes raisons d'*affaires* pour désirer le congrès. Vous savez ma raison secrète. Le voyage me ramenait auprès de vous, et c'est là l'idée qui m'occupe éternellement.

Je vous écris tout ce fatras, pendant que Marcellus est encore à Paris, tant je doute peu de ce qu'il va m'apporter. Quant à ma résolution, elle n'est pas encore tout à fait prise. Elle dépendra de ce que m'apprendra Marcellus. Vous savez que, dans de pareilles circonstances, un mot de plus, une blessure de plus, décident des plus grandes questions. Je sais qu'en donnant ma démission, j'amène inévitablement dans quelques mois la chute du ministère, et je suis trop honnête pour jouer légèrement le sort de ces mêmes hommes qui s'embarrassent si peu de m'offenser. D'un autre côté, l'idée qu'ils sont si peu loyaux pour moi, précisément parce qu'ils comptent sur ma loyauté, me met malgré moi en colère, et me donne envie de leur rendre procédé pour procédé. Mais si je ne donne pas ma démission, que ferai-je ? Ah ! si vous vouliez venir demeurer avec moi, mon parti serait

bientôt pris ! Allons, encore quelques jours de tourment, cela ne peut pas passer la semaine, et il est possible que dans huit ou dix jours je sois à vos pieds dans la petite cellule.

Mardi 27, 3 heures du soir.

Une lettre que je reçois de Paris me donne quelques espérances, mais je n'y crois pas. J'attends jeudi une lettre de vous.[1]

---

813 27 août 1822.

A la duchesse de Duras.

Mardi, 27 août 1822.

Je ne vous ai point écrit par le dernier courrier, parce que je vous avais écrit la veille par Marcellus et que j'étais plongé dans les embarras de ma S[t] Louis. Que vous aurais-je dit d'ailleurs ? Vous ne me dites pas un mot qui ne soit une folie ou une injure quand vous me parlez d'autre chose que de politique, et quant à celle-ci, nous en avons parlé trop. Ne croyez pas que j'aie jamais cru que j'irais au Congrès ; je ne me suis pas fait un moment d'illusion sur Mathieu, Villèle et les autres ; mais j'ai la bonne foi de convenir que j'ai désiré beaucoup y aller ; je l'ai écrit très naïvement, et je crois très noblement à Mathieu. J'ai bien voulu qu'ils ne pûssent prétendre cause d'ignorance de mon désir à ce sujet. Je désirais aller au Congrès, parce que j'avais la conviction d'y être utile aux Royalistes. Je vois trop comment on les a perdus et calomniés partout, et c'est une chose monstrueuse de remettre encore leurs intérêts entre les mains de M. de Caraman et ses semblables. Je voulais y aller dans mon propre intérêt, car j'aurais achevé, à Vienne et à Vérone, ce que j'ai si bien commencé à Berlin et à Londres.

1. *Souvenirs... Récamier,* t. II, p. 435-7. — Herriot *Récamier*, II, 119, note.

Cette mission était grande et honorable, et je serais revenu plus fort pour défendre même le ministère contre ses ennemis de la gauche et même de la droite. Je serais revenu pareillement *grandi* à Londres et conséquemment plus utile. Enfin je suis assez peu riche, et j'ai fait assez longtemps la guerre à mes frais, pour que des amis, qui pensent si bien à eux, pensâssent pour moi à une mission qui a valu à MM. de Caraman et La Ferronnays une centaine de mille francs. Plus je vois l'Angleterre et plus j'arrive à la conviction que nous n'entendons rien à un gouvernement représentatif. La fidélité politique est ici la base de tout, et un parti qui refuserait à un homme dans ma position de faire la chose que cet homme désire, sans nuire au parti même, serait perdu et culbuté dans un moment.

Tous mes raisonnements, chère sœur, vous le voyez, sont faits pendant l'absence de Marcellus ; tant je suis persuadé qu'il ne m'apportera que la nomination de Caraman et La Ferronays.

Mathieu, sur la nouvelle de la nomination du Duc de Wellington, se sera peut-être adjoint à ces messieurs ; voilà ce qu'il y a de probable pour ne pas dire de sûr. Je ne crois pas à Hyde.

Maintenant quel parti prendrai-je ? Vous me dites de me rendre très utile ici. Depuis 5 mois, j'ai plus fait que tous mes prédécesseurs : j'ai appris à notre cabinet à connaître le cabinet anglais, ce dont il n'avait pas la plus petite idée ; j'ai terminé des affaires particulières ; j'ai fait rendre des vaisseaux ; j'ai fait reprendre à l'ambassade de France une importance qu'elle avait totalement perdue, et je l'ai remise à la tête de toutes les ambassades. Toutes les dépêches de Mathieu sont pleines de compliments et de remercîemens. Que puis-je faire de plus ? Rien ; et surtout pendant 6 mois l'habileté même serait de ne rien faire. Dois-je continuer à servir des hommes qui le méritent si peu et qui ont été assez stupides pour se jouer de moi ? Franchement je ne puis vous dire ni oui, ni non. Je suis dans une telle disposition d'esprit que je jouerais ma démission à croix ou pile. La plus petite chose peut faire pencher la balance, et il

est possible que les nouvelles que m'a apportées Marcellus, me déterminent à m'en aller ou à rester. Mes dignes amis, surtout Villéle, m'avaient aussi promis le cordon bleu pour la St Louis : tout était bon à promettre pour me faire partir. Aujourd'hui y songent-ils ? Il est cependant ridicule et inconvenant, même pour eux, que je sois ici dans la 1re ambassade au milieu de tous mes collègues couverts des premiers ordres de leur pays avec la simple croix de St Louis, la croix des soldats de la Légion d'honneur et la fleur de lys comme votre portier. Si je n'avais aucun ordre, je m'arrangerais fort bien de mon habit *tout nu :* ce serait une grande distinction, mais deux chétives croix et une première ambassade sont une anomalie et une sottise royaliste. Caraman, Blacas, Adrien, de Cazes, La Tour Maubourg, M. de Narbonne, tous ont le St Esprit. Mais il est vrai que nous avons M. le Cte Corbière.

Vous me direz que je ne vous parle que de moi ; et vous avez raison. Pardonnez-moi cette effusion d'égoïsme, ce sera la dernière. J'avais le cœur plein ; et voir manquer par l'envie, la sottise de mes propres amis, une des grandes occasions de ma vie, pouvait bien me donner un peu d'humeur. Mais je vous réponds que cela sera bientôt passé. Je ne sais si mon ambition est, comme vous le dites, devenue un grand arbre ; mais je puis en dire ce que ma pauvre sœur[1] disait de la joie pour elle : Ce n'est pas une plante du sol. Et, croyez-moi, ceux de mes *premières forêts* me plaisent et me conviennent mieux. Rassurez-vous donc, je ne vous parlerai plus de politique ; je vous parlerai de vous et de votre roman. Si je ne donne pas ma démission, il faudra bien que je quitte Londres, où il est ridicule que je sois, (il n'y a pas un seul ambassadeur ici). Je prendrai quelque *cottage* pour quatre mois au bord de la mer. Mais ne me ferez-vous pas la guerre pour cette cottage ? N'y trouverez-vous pas mille sujets de querelles et d'inquiétudes ? Je m'y attends. Mais venez dans *ce* ou *cette* cottage.

1. Lucile.

Malgré la solitude de Londres j'ai eu une très belle S[t] Louis. Dimanche 25, grand dîner aux Français et à ceux des membres du corps diplomatique qui sont encore à Londres. Lundi 26 grand bal pour les gens de l'ambassade : ils m'ont fait un tel bruit toute la nuit que je me lève avec un mal de tête abominable.

Je vous envoie copie d'une lettre que je reçois à l'instant de Rayneval ; elle a du curieux. N'en usez qu'avec discrétion, et si cela était utile, encore sans montrer la lettre elle-même. Vous verrez quelle était pour moi l'opinion même de Rayneval sur le Congrès.

Le Roi revient samedi. On présume que le ministre des affaires étrangères pourrait être nommé la semaine prochaine ; ce sera ou M. [Peel] ou lord Bathurst qui a déjà l'intérim. Les chances pour M. Canning diminuent. Cependant lord Liverpool est pour lui. L'opposition n'a aucun espoir et ne fait aucune démarche. La perfection seroit lord Grenville aux affaires étrangères et M. Canning *leader* des Communes. Mais nous n'aurons pas cela. Aussitôt Marcellus arrivé, j'irai à Hartwell.[1]

---

814 27 [août 1822].

A Bertin aîné.

[Londres.][2] Mardi 27.

J'attendais presque un petit mot de vous ce matin par la poste, et d'autant plus que j'ai reçu par cette même poste la nouvelle de l'arrivée de Marcellus. La chose doit être décidée à présent, à moins qu'elle ne soit remise au conseil de mercredi 28.

J'ai reçu une très bonne lettre de Rayneval qui me mande que

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.
2. Au crayon, et d'une autre écriture.

si cela dépendait de lui, il m'enverrait au Congrès. J'ai fait mon deuil de ce voyage. Il faudra maintenant voir ce qui me restera à faire.

Bonjour et à vous.[1]

---

815 29 août 1822.

Au vicomte de Montmorency

Londres, ce 29 août 1822.

1re Division
Politique
N° 56

Monsieur le Vicomte

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre dépêche n° 36 et de vos deux lettres datées du 24 du courant. Le Roi doit partir ce soir d'Édimbourg ; et comme le vent est favorable, il peut arriver samedi 31 août ou dimanche 1er septembre. Les conjectures relatives à la nomination du ministre n'ont point changé depuis ma dernière dépêche : on reparle de M. Canning.

J'attends samedi ou dimanche M. de Marcellus. Ayant mon temps libre pour vingt-quatre heures, je vais remplir un devoir et accomplir un pèlerinage : je pars à l'instant pour Hartwell ! Je serai revenu demain assez tôt pour ajouter un *post-scriptum*, s'il y avait quelque chose qui valût la peine de vous être mandé.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Vicomte avec une haute considération.

Votre très humble et très
obéissant serviteur
CHATEAUBRIAND.

P.-S. Londres. 30 août.

Je ne trouve, Monsieur le Vicomte, rien absolument de nou-

1. Victor Giraud *Revue latine*, 25 avril 1907. — *Nouvelles études...*, 303.

veau à mon retour d'Hartwell. Sa Majesté Britannique est toujours attendue dimanche ; peut-être arrivera-t-elle plus tôt si elle a profité du coup de vent.

Je m'occupe à mettre en ordre quelques notes sur Hartwell pour les adresser directement au Roi.

CH. [1]

---

816 29 août [1822].

A la duchesse de Duras.

Londres, jeudi 29 août.

Je reçois votre lettre avec le billet de Villèle. A tout événement je vois que j'ai le temps de faire le voyage d'Hartwell avant que Marcellus soit revenu ; il me mande qu'il ne sera pas ici avant dimanche, et moi je serai à Londres demain au soir. J'attends la conclusion. Je ne me flatte de rien. J'espère un peu et je crois que je suis ainsi dans le véritable point des choses. Ce billet est écrit jeudi à l'arrivée du courrier et ne partira que demain vendredi. Il vous arrivera lundi, mais alors Marcellus sera revenu et tout sera terminé.

On attend le roi dimanche. Le ministre pourroit être nommé lundi. On ne croit pas à M. Canning mais à M. Peel ou à lord Bathurst, qui a *l'intérim*. Moi je crois toujours que le ministre ne sera pas nommé si vite. Rien au fait ne les presse, une fois le duc de Wellington nommé pour Vienne.

[2] J'indique à Herman le moyen de l'*estafette* jusqu'à Calais, pour le congé, et de Calais à Londres on m'enverrait un *congé*.

Voilà la lettre pour le Roi. Priez M. le duc de Duras d'avoir la bonté de la remettre à S. M.

1. Affaires étrangères, Angleterre 615, f° 398. — Publiée presque correctement par le comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 367-8.

2. Sur un autre feuillet.

Gardez la copie, je n'ai qu'elle. Si vous ne trouvez pas la lettre bien, vous pouvez la jeter au feu. Je ne sais trop ce que j'ai écrit au milieu de toute cette politique.

Le départ du duc de Wellington paraît retardé d'un ou deux jours. [1]

---

817 30 août 1822.

A Madame de Custine.

Toutes vos lettres et celles de votre belle-fille m'arrivent pour Astolphe : je les adresse à Glasgow où il a recommandé de les envoyer. Mais comme il est dans les montagnes, n'espérez pas avoir des nouvelles immédiatement. Je vous en avertis pour empêcher votre imagination de trotter. Je sais indirectement des nouvelles de votre grand fils par les personnes qui arrivent d'Édimbourg ; il se porte à merveille : soyez en paix. Bonjour et à vous pour la vie.

Londres, le 30 août 1822.[2]

---

818 31 août 1822.

A Villèle.

Londres, 31 août 1822.

Monsieur le Comte,

Les affaires étant parfaitement arrangées ici et le service du Roi n'exigeant pas dans ce moment ma présence à Londres, je vous prie de mettre mes respects aux pieds de Sa Majesté et de vou-

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.
2. Chédieu de Robethon, *op. cit.*, p. 316.

loir bien obtenir d'elle la permission pour moi de me rendre incessamment à Paris.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Comte, avec une haute considération,

Votre très humble et
très obéissant serviteur,
CHATEAUBRIAND.[1]

---

819 31 août [1822].

A Villèle.

Londres, samedi matin 31 août.

Marcellus m'a apporté votre lettre cette nuit, mon cher ami. D'après cette lettre et celle de Mathieu voici ce que je vais faire. Je verrai le Roi, les ministres et le duc de Wellington lundi, mardi et mercredi. Je réglerai tout avec eux, et je partirai jeudi pour Paris ou j'arriverai samedi 7 septembre ou dimanche 8; je vous demande un congé par une lettre officielle pour le Roi et pour la forme; mais je n'en attendrai pas ici l'expédition, cela me mènerait trop loin; à moins que le billet ne vous arrive lundi avant le départ du courrier (ce qui n'est guère probable) et que vous fassiez partir ce congé par le courrier de lundi, en quel cas il m'arriverait jeudi matin 5 septembre avant mon départ. Si le temps vous manque, vous garderez le congé que je trouverai prêt en arrivant à Paris. Vous pourriez encore me l'expédier à *Calais*, je l'y prendrais jeudi soir en passant.

Un quart d'heure de conversation avec moi, mon cher ami, vous prouvera que puisqu'on m'envoie au Congrès, il faut pour *mille raisons* que j'aille le plus tôt possible retrouver Mathieu à

1. Affaires étrangères, Angleterre, 615, f° 399. — Comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 369.

Vienne. Je vous remercie de votre amitié et je vous en remercierai davantage à Paris. Tout à vous.

CHATEAUBRIAND.

Si le ministre des Affaires étrangères est nommé d'ici *lundi*, ce que je ne crois pas, je trouverai moyen de vous transmettre la nouvelle.[1]

---

820 31 août 1822.

A la duchesse de Duras.

Lundi, le 31 août 1822.

Marcellus est arrivé cette nuit. Je serai à Paris samedi 7 ou dimanche 8 septembre. Voyez Villèle. Dites-lui d'expédier sur le champ mon congé à Calais, dites-lui surtout que rien n'est plus important que de m'envoyer rejoindre Mathieu à Vienne. Vous en voyez bien les *mille raisons.* Mathieu m'écrit qu'il me donnera le duc de Rauzan à Vérone pour mon secrétaire de légation. Il sera fier et charmé mais bon Dieu, quel barbouillage encore. Jamais rien de net.

J'ai vu Hartwell, et ma lettre au Roi est faite. Vous la recevrez vendredi par la poste. M. de Duras la remettra, elle arrivera avant moi, c'est la perfection. Enfin je vais vous voir !

Les convenances et les affaires ici ne me permettent pas de quitter Londres plutôt, quand Mathieu et Villèle me demanderaient de rester quelques jours ici.[2]

1. D'après l'original autographe. — Communication de M. le comte de Villèle.
2. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

821 3 septembre 1822.

A Villèle.

Londres, le 3 7bre 1822.

1re Division
Politique
N° 57

Monsieur le Comte,

J'ai reçu la lettre de M. le vicomte de Montmorency, en date du 29 août, par laquelle il m'annonce son départ pour Vienne et votre nomination par *intérim* au ministère des Affaires Étrangères : je vous félicite, Monsieur le comte, de cette nouvelle marque de la confiance du Roi.

J'ai eu hier, 2 du courant, et aujourd'hui 3, des conversations très importantes avec le duc de Wellington, lord Bathurst et lord Liverpool. J'aurai l'honneur de vous en rendre compte incessamment à mon arrivée à Paris.

Le duc de Wellington, Monsieur le comte, m'a dit qu'il partait jeudi prochain 5 pour Vienne. Il passera par Paris, où il ne s'arrêtera que deux jours pour faire sa cour au Roi et pour s'entretenir avec vous. Il compte arriver à Vienne le 17 ; sa mission, comme celle de M. le vicomte de Montmorency, se bornera aux conférences de Vienne. L'Angleterre sera représentée au Congrès de Vérone, comme elle l'était à celui de Laybach, par M. Gordon, secrétaire de l'ambassade anglaise en Autriche et chargé d'affaires en l'absence de lord Stewart. Celui-ci n'ira pas à Vérone, à cause de la mort de son frère, le marquis de Londonderry.

Je dois avoir une audience du Roi jeudi ou vendredi. S. M. Britannique part à la fin de la semaine pour Windsor ou Brighton ; je n'aurai plus rien absolument à faire ici. La nomination du successeur ou des successeurs de lord Londonderry, peut avoir lieu incessamment, comme elle peut être retardée : nul ne le sait, pas même les ministres. Les chances pour les divers candidats

restent telles que je les ai indiquées dans mes dernières dépêches. Les étrangers n'exercent aucune influence sur les affaires intérieures de ce pays ; aussi tous les ambassadeurs sont-ils absents, et ils apprendront par la gazette la nomination du ministre chargé d'entretenir avec eux les rapports diplomatiques.

Si le congé que je vous ai prié, Monsieur le Comte, de demander pour moi à Sa Majesté me parvient, comme j'ose l'espérer, vers la fin de cette semaine, je compte partir dimanche prochain, après l'arrivée du courrier. M. de Marcellus, très au courant des affaires, sera chargé de la correspondance, en attendant que sa position ait été régularisée par vos ordres postérieurs.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Comte,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

CHATEAUBRIAND.

P.-S. — Il paraît que le départ du duc de Wellington est retardé d'un ou deux jours.

CH.[1]

---

822 3 septembre 1822.

A Madame Récamier.

Londres, mardi 3 septembre.

L'affaire est faite ; mais avec quelle mauvaise grâce de la part de Mathieu ! Villèle a été excellent et par conséquent tout votre côté. Je ne puis plus partir que dimanche prochain 8 septembre. Je ne vous verrai donc que le 11 ou le 12. Mais, dites, ne pourriez-vous venir au-devant de moi à Chantilly ? J'aurai soin de

1. Affaires étrangères, Angleterre, 615, f° 400. — Comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 369-71.

vous faire connaître juste le jour et l'heure auxquels je pourrais y arriver. Je vous verrais avant tout le monde, nous causerions ! Que j'ai de choses à vous dire, et que de sentiments je renferme dans mon cœur depuis cinq mois ! L'idée de vous voir me fait battre le cœur.

Cette lettre vous arrivera vendredi. Répondez-moi sur le champ et courrier par courrier par un mot que vous adresserez *poste restante, à Calais* ; je l'y trouverai en passant et je trouverai moyen de vous faire dire l'heure du rendez-vous, si vous l'acceptez. Mais, au nom du ciel, gardez-vous d'Adrien. Le mal que cet homme m'a fait est incalculable. C'est lui qui a nourri la jalousie secrète de Mathieu et les emportements de Mme de D....[1] Comment n'avez-vous pas deviné pourquoi je ne vous ai pas envoyé Marcellus et pourquoi il n'a même pas su que je....[2]

---

823 — 3 septembre 1822.

A la duchesse de Duras.

Mardi 3 septembre 1822.

Tout va bien ici pour nous : ma nomination qu'on a vue dans les journaux a fait un plaisir extrême aux ministres. J'ai vu le duc de Wellington, lord Bathurst, lord Liverpool, j'ai eu la plus intéressante conversation avec eux. Le duc de Wellington part jeudi, il m'a dit qu'il vous verrait en passant à Paris. Ce qu'il y a de très bon, c'est qu'il n'ira aussi qu'à Vienne. Il n'ira pas au Congrès ; ainsi Mathieu ne pourra céder à la tentation d'aller à Vérone, cela m'assure plus particulièrement le congrès, mais nous verrons quand je serai à Paris si je dois y aller. Vous avez sans doute remarqué que l'Étoile, journal de Mathieu et fait par

1. Mme de Duras.
2. La suite manque. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 438. — Herriot *Récamier*, II, 119.

le petit intrigant de Genoude, a mis ma nomination au congrès, le jour même où Mathieu m'écrivait quatre pages pour m'apprendre que j'étais nommé. Le Moniteur le lendemain a répété l'article de l'Étoile. Que dites-vous de cela ? Tant de fiel entre-t-il *dans l'âme des dévots* !

Je verrai le Roi vendredi, mais je ne pourrai pas partir vendredi, et je ne me mettrai en route que dimanche huit. Je n'en suis pas très fâché, parce que j'aurai le temps de recevoir mon congé. Cela sera plus régulier; je ne paraîtrai pas très empressé et Villèle prisera cette marche mesurée. On n'aura rien à me reprocher. Je n'arriverai à Paris que le onze ou le 12, et c'est le terme même que Mathieu semblait me prescrire. Tous les procédés et toutes les patiences seront donc de mon côté et je serai même placé pour agir fortement si le cas l'exige. Je crains aussi comme vous Caraman et Pozzo à Vienne, mais je serai défendu par le comte Bernstorff et le prince Esterhazy, et d'ailleurs il faut bien que Mathieu revienne, et alors comment ne pas m'envoyer à Vérone ? mais il faut absolument que je commence par Vienne.

Écoutez bien ceci, je vous prie : aussitôt que vous aurez reçu cette lettre, sachez de Villèle s'il m'a fait expédier mon congé. Si par hasard il ne l'était pas, demandez le lui, et expédiez moi ce congé par un courrier qui m'arriverait dimanche matin à Londres dix heures avant mon départ. Je vais écrire à Villèle et à Herman. Je ne puis pas rester plus tard ici que le huit. Le duc de Wellington sera parti, le Roi retourne à la campagne. Je n'aurai plus rien absolument à faire ici et je serai trop tard à Paris, pour me rendre à Vérone. [1]

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

824 6 septembre 1822.

A Villèle.

1re Division
Politique
N° 58

Londres, le 6 7bre 1822.

Monsieur le Comte,

Le conseil de Cabinet qui a eu lieu mercredi 4 du courant, paraît n'avoir rien décidé relativement au choix du successeur de lord Londonderry ; les ministres entr'eux, et le Roi avec ses ministres, ne sont pas d'accord. Cet état de choses peut durer plus ou moins longtemps. D'un autre côté le duc de Wellington est tombé subitement malade. Je l'avais vu lundi dernier se portant à merveille. Il devait partir hier jeudi, et, tout à coup, il a été saisi, dit-on, d'un rhume accompagné de fièvre. Quelques personnes doutent beaucoup de la réalité de cette maladie ; elles croyent que le noble duc ne veut pas partir sans être ministre des Affaires Étrangères, ou, du moins, sans savoir à qui cette place sera confiée. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'un courrier a été expédié hier au soir par lord Bathurst à l'ambassadeur anglais en Autriche. Est-ce pour prévenir M. de Metternich que le duc de Wellington n'ira pas, ou ira plus tard à Vienne ? Est-ce pour porter des pouvoirs à lord Stewart ou à M. Gordon ? Peu importe. Le duc de Wellington ne doit pas aller au Congrès, mais seulement à Vienne, et cela pour y dire à peu près que l'Angleterre *ne veut se mêler de rien* ; il peut donc, sans inconvénient pour l'Europe, s'épargner les frais du voyage.

Vous voyez, Monsieur le comte, une nouvelle preuve de la manière dont l'Angleterre se sépare de la politique du continent, par la mission de sir William A'Court. Le moment où plusieurs Cours songent à rappeler leurs ministres de Madrid est précisément celui que l'Angleterre choisit pour y envoyer le sien. Les Jacobins espagnols tireront grand parti de cette circonstance ; ils diront, ce qu'ils disent déjà, que l'Angleterre les soutient, que

les puissances sont divisées, etc., etc. Ils en deviendront plus insolents pour la France, tandis que les Espagnols qui luttent contre l'esprit révolutionnaire, se sentiront découragés. Le général Alava, ancien aide de camp du duc de Wellington, ne sort pas à Madrid de chez M. Hervey, le chargé d'affaires d'Angleterre qui refusa de signer la note des ambassadeurs lors de l'insurrection des gardes.

J'aurai, Monsieur le Comte, une foule de choses à vous dire sur la politique anglaise. Il serait même heureux, dans le cas où le duc de Wellington se décidât à partir, que je pusse arriver à Paris avant lui. J'attends le congé demain par exprès, ou dimanche matin par le courrier ordinaire, et mon dessein est de partir dimanche 8 au soir. C'est demain, samedi, que je dois avoir l'honneur de faire ma cour à S. M. Britannique et de prendre ses ordres pour le continent.

J'ai l'honneur d'être, avec une haute considération,

Monsieur le Comte,

Votre très humble et
très obéissant serviteur,

Chateaubriand.

P.-S. — On dit ce soir que le duc de Wellington *va un peu mieux*, mais on ne fixe point encore le jour de son départ. — Je ne serais point étonné que l'Angleterre prît le parti de n'envoyer personne à Vienne.

Ch.[1]

1. Affaires étrangères, Angleterre, 615, f° 402. — Comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 371-3.

825 [5 ou 6][1] septembre 1822.

A Villèle.

Londres, [5 ou 6] septembre 1822.

Ma petite dépêche d'aujourd'hui, mon cher ami, vous apprendra où nous en sommes ici. Vous verrez que j'ai fini tout ce j'avais à faire, et qu'il ne me reste plus qu'à partir. Mais, comme vous paraissez désirer que je ne me presse pas trop, au lieu de partir vendredi 6, je ne partirai que dimanche 8 au soir, et n'arriverai à Paris que le 11, ou même le 12. Je rentre ainsi dans le temps que Mathieu lui-même avait désiré, et il ne me restera que le temps juste d'aller à Vérone en passant par *Vienne*, ce qui importe autant à vos intérêts qu'aux miens. Le duc de Wellington ne va aussi qu'à *Vienne* et point *au Congrès*. Vous le verrez samedi ; il part d'ici jeudi. Ma dépêche vous dira qui j'ai vu et ce que j'ai fait. Ma nomination, que les journaux ont donnée ici, a produit un très bon effet, et a été très bien reçue du ministère anglais.

Avez-vous envoyé le congé à Calais, comme je vous en priais ? Si vous ne l'avez pas encore fait, chargez Herman de me l'expédier à l'instant même (c'est-à-dire Vendredi, jour où vous recevrez cette lettre) : je lui indique le moyen de me l'envoyer par estafette. Il m'arrivera à Londres dimanche matin, cinq ou six heures avant mon départ.

Bonjour, mon cher Villèle, je vous remercie de votre fidélité. Vous pouvez compter à jamais sur la mienne. J'ai bien des choses à vous dire.

Chateaubriand.

Il paraît que le duc de Wellington retarde son départ d'un ou deux jours.[2]

1. Cette lettre est datée du 23 dans les *Mémoires de Villèle*, mais cela est impossible.
2. *Mémoires de Villèle*, III, 41.

826 [6 septembre 1822.]

A la duchesse de Duras.

Vendredi 6 7bre 1822.

J'ai reçu votre lettre du 2. Je compte partir dimanche au soir 8 si le congé m'arrive demain ou après demain matin. Je vous ai dit, je crois, que le duc de Wellington n'allait qu'à Vienne, et point au congrès où les Anglais n'auront qu'un chargé d'affaires. Aujourd'hui même il y a des retards. On a dit le duc *malade* (je ne le crois pas).

Le ministère ne se compose pas et on ne sait encore quand les nominations auront lieu. J'avais prévu et mandé tout cela à Mathieu, mais Mathieu lit-il les dépêches ? Son escapade à Vienne sans avoir reçu même des nouvelles de l'effet qu'aurait produit la mort de Lord Londonderry lui fera tort, on en rit ici.

Enfin, chère sœur, je vais vous voir. Cela me consolera de tout. Je suis très déterminé à passer le *Rubicon* et à avaler toutes les couleuvres qu'on voudra me servir, si le cœur me le permet.

Dieu veuille que quelque entrave ne prolonge pas encore mon très inutile séjour ici !

Si vous m'avez dépêché ou fait dépêcher un courrier, ou si vous m'avez écrit par le courrier de jeudi 5, je recevrai encore votre lettre dimanche matin avant de partir. [1]

---

827 6 septembre 1822.

A Villèle.

Londres, le 6 7bre à 10 hes du soir.

Monsieur le Comte,

Votre lettre en date du 4 septembre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser à Calais, et qui m'annonce le congé que Sa

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

Majesté veut bien m'accorder, m'arrive à l'instant à Londres. Rien ne pouvant plus retarder mon départ, puisque le Roi me donne audience demain, je partirai certainement dimanche 8 du courant, dans la journée.

J'ai l'honneur d'être, avec une haute considération,

Monsieur le Comte,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

CHATEAUBRIAND.[1]

---

828 6 [septembre 1822].

A la duchesse de Duras.

Vendredi 6, 10 heures.

Je reçois le congé. Villèle a réparé très cordialement et très bien la légèreté de Mathieu, voilà donc tout réglé et je partirai très certainement dimanche. Allons ! je vous verrai mardi ou mercredi ! c'est une grande joie ![2]

---

829 [12 septembre 1822.][3]

A la duchesse de Duras.

Me voilà arrivé. Je vais aller vous voir aussitôt que je serai un peu débarbouillé.

Six heures.

Madame

Madame la D^{esse} de Duras.[4]

1. Affaires étrangères, Angleterre, 615, f° 404. — Comte d'Antioche *Chateaubriand ambassadeur à Londres*, p. 373.
2. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.
3. La lettre porte de la main de la duchesse de Duras, cette mention : *Angleterre 1822*.
4. La suscription est d'une autre main. — D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

830 12 septembre 1822.

Au comte de Marcellus.

Paris, 12 septembre 1822.

J'arrive. Vous savez mieux que personne combien j'ai désiré aller à Vérone, et pour quels motifs. Eh bien ! maintenant j'hésite ; et je regrette Londres, où j'aurais peut-être mieux fait de rester. Il y a dans le cœur ou dans l'esprit humain bien des retours inexplicables, ou des pressentiments. Puis, la vie va vite !

Faites-moi savoir, de grâce, ce qui va se passer pour la nomination de M. Canning.

Quant à moi, rien n'est encore décidé pour mon départ. Je ne me soucie pas d'aller à Vienne, ce qui me donne le temps de m'arranger pour Vérone.

CHATEAUBRIAND.[1]

---

831 [Vers le 13 septembre 1822.]

A la duchesse de Duras.

Je vais ce matin chez Mathieu et chez Herman. J'irai vous dire à 2 h. 1/2, ce qu'ils m'auront dit. Je ne sais rien de nouveau.

Madame
de Duras. [2]

1. Marcellus *Politique de la Restauration*, p. 89-90. — Cette lettre est sans doute apocryphe. Elle me semble être une amplification oratoire d'une phrase de la lettre du 16 septembre 1822.
2. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

832 16 septembre 1822.

Au comte de Marcellus.

Paris, ce lundi 16 septembre 1822.

Je vous remercie, Monsieur, de vos deux lettres. Aussitôt que la nouvelle officielle de la nomination de M. Canning nous sera parvenue, je lui écrirai pour le complimenter. Ayez la bonté de le lui dire. Rien n'est encore décidé sur le jour de mon départ. Je ne me soucie pas d'aller à Vienne, ce qui me donne le temps de m'arranger pour Vérone. Je ne sais rien non plus de ma *légation*. Je ne sais qui on me donnera, il est pourtant à peu près sûr que j'aurai une légation prise en dehors de l'ambassade de Londres. Dites je vous prie à MM. de Cazes, Billing et Bourqueney que je les remercie des lettres qu'ils m'ont écrites et que je leur répondrai avant de quitter Paris. On vous expédie aujourd'hui la lettre qui vous accrédite comme chargé d'affaires. J'espère bien vous embrasser tous le premier janvier. Je n'ai encore vu ni M. Bresson ni M. Érard et ne sais rien du *matériel* de mon affaire.

Tout à vous, Monsieur, et comptez sur mon dévouement entier.

CHATEAUBRIAND.[1]

---

833 19 septembre 1822.

Au comte de Marcellus.

Paris, jeudi 19 sept. 1822.

On s'occupe de mes instructions qui seront les instructions générales pour le Congrès, car M. de Montmorency n'a rien

1. D'après l'original autographe. — Communication de M. de Montbron.

arrêté ni rien emporté avec lui. Je partirai toujours le 24 ou le 25 pour Vérone. J'ai refusé d'aller à Vienne où on ne fera rien et où je n'aurais point de mission, aimant mieux être à peu près chargé de tout au véritable congrès. Le matériel de mon affaire n'est point encore arrangé, mais il le sera à votre satisfaction et à la mienne. Il paraît décidé que ma *Légation* sera prise en dehors et qu'on me donnera MM. de Rauzan et d'Aspremont. J'en suis bien fâché pour M. Bourqueney. Je lui écrirai ainsi qu'à M. de Cazes et à M. Billing avant mon départ.

Tout à vous,

Monsieur, bien sincèrement.

CHATEAUBRIAND.

Ci-jointe une lettre pour M. Canning.
J'espère que l'on peint la maison.[1]

---

834 22 septembre 1822.

A M. Érard.[2]

1. D'après l'original autographe. — Le comte de Marcellus a imprimé, *Politique de la Restauration*, p. 92, une prétendue lettre datée du 16 septembre 1822, qui n'est que la transcription fautive, « revue et modifiée », de la lettre réelle que nous donnons ici. Voici ce *développement* de Marcellus :

Paris, 16 septembre 1822.

Écrivez-moi souvent, je vous prie. Tenez-moi au courant de tout. Envoyez-moi, si vous en avez le temps, un résumé, ou même des extraits de vos dépêches. Il n'y a nul inconvénient, puisque l'ambassade de Londres n'a cessé ni de m'appartenir, ni surtout de m'intéresser.

On s'occupe de mes instructions, qui seront les instructions générales pour le congrès ; car M. de Montmorency n'a rien arrêté ni rien emporté avec lui.

J'ai refusé d'aller à Vienne, où on ne fera rien, et où je n'aurais point de mission ; aimant mieux être à peu près chargé de tout au véritable congrès.

C.

2. D'après une fiche d'un catalogue d'autographes, communiquée par le vicomte de Spoelberch de Lovenjoul.

835 28 septembre 1822.

Au comte de Marcellus.

Paris, 28 septembre 1822.

Voici ma lettre de compliment à M. Canning sur sa nomination.

Dans quinze jours je serai à Vérone ; j'aurai, de là-bas, un œil dirigé sur le congrès, et un autre sur Londres, où j'espère vous embrasser avant le 1er janvier.

Merci de votre avis pour la traite des Noirs. Je me tiendrai sur mes gardes, et je ne serai pas dupe de la philanthropie britannique. Je la connais : c'est peut-être charité chrétienne chez quelques membres du parlement hors du pouvoir ; mais, chez les dirigeants, c'est pur égoïsme politique.

Que font-ils donc dans les Grandes-Indes, pour la liberté de cent millions de blancs ou de jaunes, ces hommes d'État devenus tout d'un coup si scrupuleux et si passionnés de si fraîche date pour la liberté des nègres ?

C.[1]

---

836 2 [octobre 1822].

A la duchesse de Duras.

Mercredi 2.

Je ne serai pas chez vous avant dix heures et demie. Je saurai l'histoire de *Gordon* mais le Duc *ira*. Il y a un peu d'eau dans le vin anglais en ce moment. Je trouverai *mon confrère Mathieu* prêt comme moi à exécuter les ordres que je lui porterai du Président Villèle. Cela m'amuse assez. Mathieu ne sera que 8 à 10 jours à Vérone. Je pars samedi.

Madame la Duchesse
de Duras. [2]

1. Marcellus *Politique de la Restauration*, p. 94-95. — Peut-être apocryphe.
2. D'après l'original autographe. — Archives du château du Maucreux.

837 4 octobre 1822.

Au comte de Marcellus.

Paris, 4 octobre 1822.

J'ai reçu, Monsieur, toutes vos lettres. Je pars demain pour Vérone, et les nouvelles destinations du duc de Wellington et de M. de Montmorency ne m'arrêtent pas. On ne peut même rien faire sans moi, car je suis porteur des instructions et des pleins pouvoirs. Je suis fâché de partir sans que vous m'ayiez dit si vous avez eu la bonté de remettre à M. Canning la lettre que je vous ai envoyée pour lui, il y a environ 15 jours. Je vous serai obligé de me dire si vous l'avez reçue et de m'écrire à Vérone.

Je vous écrirai, et je vous tiendrai au courant de tout *ce que je pourrai vous dire.*

Je crois toujours être à Londres pour le courant de janvier. Savez-vous que le salon revient à 40.000 francs au lieu de 24 ? J'ai tout réglé avec M. Érard : les choses restent comme vous les avez arrangées. Je voudrais pouvoir écrire à MM. de Cazes et Bourqueney, mais je ne sais où donner de la tête, tant les affaires se sont pressées. Faites leur part de tous mes regrets. Bonjour, Monsieur, écrivez-moi et comptez sur mon inviolable attachement.

Chateaubriand.

Avez-vous reçu la malle de linge ? Dites, je vous prie, au docteur Stoddart que j'ai reçu la lettre ; que je suis très fâché de n'avoir pas eu le temps de lui répondre, mais que je ferai ce qu'il désire. [1]

1. Collationné par nous sur l'original autographe.

838 4 octobre 1822.

Au maréchal duc de Bellune.

Paris, 4 oct. 1822.

Deux pages in-quarto adressées au maréchal duc de Bellune, auquel il demande une faveur pour son neveu, Henry de Ranville.[1]

---

839 5 octobre 1822.

A Villèle.

Samedi, 5 octobre 1822, 5 heures du soir.

Mon cher ami, voici mes recommandations :

Bertin de Vaux.

Delalot. (L'abbé Frayssinous attend le rendez-vous qu'il vous a demandé pour vous parler à ce sujet.)

Clausel.

Agier. (Son arriéré et maître des requêtes.)

Bois-Bertrand. (Maître des requêtes. Il se plaint, et avec raison, d'avoir été comme destitué à l'École Polytechnique.)

M. Le Moine. Sa note est ci-jointe. Il demande la croix d'honneur. C'est mon vieil ami.

Hyde de Neuville vous parlera de La Bourdonnaye et de Bouville.

N'oubliez pas Vitrolles pour son ministère d'État.

Je serai parti à dix heures du soir. Je vous embrasse. Je vous écrirai de Genève et de Milan.

CHATEAUBRIAND.

J'oubliais mon neveu *Kerninon*, dont j'ai cédé la place à Clausel.[2]

1. Catalogue Liepmannsohn, à Berlin. Communication de M. le professeur docteur Heinrich Morf.
2. *Mémoires de Villèle*, III, 102.

840 8 octobre 1822.

A Villèle.

Genève, mardi soir 8 octobre 1822.

Me voilà à Genève, mon cher ami, mais il paraît que je n'achèverai pas si lestement l'autre moitié de la route. Je ne serai guère à Milan avant dimanche 13. Mais j'arriverai toujours à Vérone avec les empereurs. J'ai passé trois nuits et je vais me coucher quelques heures. Bonsoir donc, mon cher ami, et tout à vous de cœur et de politique. J'espère que l'affaire de Bertin est finie, et que l'abbé Frayssinous vous aidera à finir celle de l'autre ami. Tout à vous encore.

CHATEAUBRIAND.[1]

---

841 [12][2] octobre 1822.

A Madame Récamier.

Vérone, ce samedi 12 octobre 1822.

Me voilà arrivé. On assure que le congrès sera fini dans les premiers jours de décembre. Je le crois, d'après ce que je sais déjà de la besogne faite et à faire. Maintenant quelle sera votre résolution ? C'est un grand tourment de ne pouvoir s'expliquer. Si vous venez, je reste ; si vous restez, je ferai en sorte de partir à peu près avec Mathieu qui ne doit rester que quinze jours à Vérone. Au fond je n'ai rien à faire ici où tout va très-bien. Écrivez-moi, soit par la poste qui part tous les jours (mais en ayant soin de faire affranchir vos lettres jusqu'à la frontière d'Italie), ou par les courriers des affaires étrangères. Mathieu n'est pas

1. *Mémoires de Villèle*, III, 103.
2. Il y a certainement une erreur dans la date donnée par Mme Lenormant, qui est le 8. Chateaubriand est à Genève le 8 octobre, et sa lettre du 13 à Villèle montre qu'il arrive à Vérone le 12 octobre.

encore ici, il arrive ce matin. J'ai reçu plusieurs lettres très amicales de lui. J'attends un mot de vous pour régler tout. [1]

---

842 13 octobre 1822.

A Villèle.

Vérone, 13 octobre 1822.

Je suis arrivé ici hier, mon cher ami. J'ai trouvé une maison montée et mes secrétaires le duc de Rauzan et M. d'Aspremont établis. M. de Montmorency doit arriver de Venise ce matin avec M. de La Ferronnays. M. de Caraman est ici depuis deux jours. Le prince de Metternich et plusieurs ambassadeurs et ministres sont également arrivés. L'empereur d'Autriche et le roi de Prusse arrivent aujourd'hui, l'empereur de Russie demain. D'ici au 20 chacun sera à son poste, et le Congrès pourra tenir sa première séance du 20 au 25. On assure que tout sera fini dans la première quinzaine de décembre. On assure aussi que l'empereur Alexandre a renoncé à son voyage d'Italie. Vous voilà au fait des dates et des positions. Ma prochaine lettre sera une dépêche. Tout à vous, mon cher ami.

CHATEAUBRIAND. [2]

---

843 18 octobre 1822.

A Madame Récamier.

Vérone, 18 octobre 1822.

Je vous ai écrit en arrivant ici. J'attends votre réponse. Le congrès ne paraît pas devoir durer au delà du mois prochain. Ainsi

1. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 441.
2. *Mémoires de Villèle*, III, 123.

je vous attends à cette époque, ou je vais vous rejoindre à Paris. Vous ne vous intéressez guère à la politique. Tout ce qu'il vous importe de savoir, c'est comment je suis avec votre ami : nous sommes fort poliment. Il parle de nous quitter dans huit ou dix jours, mais j'en doute ; et le congrès étant court, il prendra vraisemblablement le parti d'en attendre la fin. Votre première lettre fera époque dans ma vie. Au reste l'Italie ne m'a rien fait du tout. Je suis bien changé : les lieux sans les personnes ont perdu sur moi tout empire. [1]

---

844 25 octobre 1822.

A Madame Récamier.

Vérone, ce 25 octobre 1822.

Je n'ai pas reçu un seul mot de vous. Je vous ai écrit de tous les points de la route et deux fois depuis que je suis ici. Si vous n'avez pas envoyé vos lettres chez Mathieu, ou si vous les avez mises à la poste sans être affranchies, elles ne me parviendront pas. Vous devez juger cependant dans quelle impatience je dois être d'apprendre votre résolution. Elle décidera de la mienne.

Il est très-certain que le congrès finira dans les derniers jours du mois prochain, ou au plus tard dans la première semaine de décembre. Si vous ne venez pas, je serai dans un mois à Paris ; car il n'y a pas de raison pour que j'assiste à la clôture même du congrès. Vous verrez Mathieu avant moi. Il partira dans les premiers jours de novembre. Nous sommes très-bien ensemble. Il s'était élevé un petit nuage qui a promptement passé. J'ai rencontré, comme vous deviez bien le croire, quelques difficultés au début ; mais quand on a vu que j'étais bonhomme, on m'a pardonné le reste. J'ai vu l'empereur de Russie, j'ai été charmé de lui. C'est un prince de qualités nobles et généreuses. Mais je suis

1. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 445-6.

fâché de vous le dire, il déteste vos amis les libéraux. En tout, je crois que nous ferons de bonne besogne. Le prince de Metternich est un homme de très-bonne compagnie, aimable et habile.

Au milieu de tout cela, je suis triste et je sais pourquoi. Je vois que les lieux ne font plus rien sur moi. Cette belle Italie ne me dit plus rien. Je regarde ces grandes montagnes qui me séparent de ce que j'aime, et je pense, comme Caraccioli, qu'une petite chambre à un troisième étage à Paris vaut mieux qu'un palais à Naples. Je ne sais si je suis trop vieux ou trop jeune ; mais enfin je ne suis plus ce que j'étais, et vivre dans un coin tranquille auprès de vous est maintenant le seul souhait de ma vie. [1]

---

845 25 octobre 1822.

Au comte de Marcellus.

Vérone, le 25 octobre 1822.

Il y a bien longtemps, Monsieur, que je n'ai entendu parler de vous. Si vous m'avez écrit, vos lettres ne me sont point parvenues et elles seront restées aux Affaires étrangères. Je vais m'en plaindre à M. Herman. Tout va très bien ici. La France y jouit d'une grande considération. L'union entre les souverains est intime, et la Révolution a pour jamais perdu son procès au tribunal de la Sainte-Alliance. Les empereurs d'Autriche et de Russie sont admirables pour nous. Donnez-moi un peu, Monsieur, des nouvelles de Londres. J'espère être à Paris vers la fin de novembre et en Angleterre le 1er janvier. Le duc de Wellington et la comtesse Liéven doivent nous quitter dans 10 ou 12 jours. M. de Montmorency partira à la même époque lorsque l'on commencera à traiter les affaires d'Italie. M. de Boissy et Hyacinthe se rappellent à votre souvenir. Faites, je vous prie, tous mes

1. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 446-7.

compliments à MM. Des [...], de Cazes, Bourqueney et Billing, et croyez, Monsieur, à mon entier dévouement et à mon attachement sincère.

CHATEAUBRIAND.[1]

---

846 31 octobre 1822.

A Madame Récamier.

31 octobre.

Je n'ai plus le courage d'écrire. Encore hier un courrier sans un mot de vous ! Ce silence me désespère. Mathieu partira dans huit jours et moi je resterai ici trois semaines après lui. Au nom du ciel, écrivez-moi donc ce que vous voulez faire et ce que je dois devenir ! Nous avons ce soir même la première séance du Congrès.[2]

1. Collationné par nous sur l'original autographe. — A la même date le comte de Marcellus, *Politique de la Restauration,* p. 99-101, publie la lettre suivante, qui est manifestement une invention d'une certaine originalité :

Vérone, 25 octobre 1822.

Il y a bien longtemps que je n'ai entendu parler de vous et je m'en plains. Ici nous ne faisons pas grand'chose ; je me promène souvent, et parfois je me figure que je suis accrédité auprès de la tombe de Juliette bien plutôt qu'à un congrès européen. Cependant la France jouit d'une grande considération. L'union entre les souverains est intime, et la révolution a pour jamais perdu son procès au tribunal de la Sainte-Alliance.

Je reste toujours sauvage et un peu à l'écart ; peut-être cela tient-il à mon horreur pour le congrès de Vienne, aïeul du congrès de Vérone. Vous la connaissez et je ne l'ai jamais déguisée.

C.

2. Herriot, *Récamier*, II, 130.

847 31 octobre 1822.

A Villèle.

Vérone, ce 31 octobre 1822.

Je vous remercie, mon cher ami, de votre petit mot du 23. La dépêche de M. de Montmorency vous portera à peu près aujourd'hui la conclusion de l'affaire d'Espagne dans le sens de vos *instructions*. Vous verrez les notes verbales. Ce soir nous aurons une première [1] conférence du Congrès pour aviser au moyen de faire connaître à l'Europe les dispositions de l'Alliance relativement à l'Espagne. La Russie est à merveille pour nous ; l'Autriche nous sert dans cette question, quoiqu'elle soit pour le reste tout anglaise ; la Prusse suit l'Autriche. Le vœu très prononcé des puissances est pour la guerre avec l'Espagne. C'est à vous, mon cher ami, à voir si vous ne devez pas saisir une occasion, peut-être unique, de replacer la France au rang des puissances militaires, de réhabiliter la cocarde blanche, dans une guerre courte, presque sans danger, vers laquelle l'opinion des royalistes et de l'armée vous pousse aujourd'hui fortement. Il ne s'agit pas de l'occupation de la Péninsule, mais d'un mouvement rapide qui remettrait le pouvoir aux véritables Espagnols et vous éviterait [2] les soucis de l'avenir. Les dernières dépêches de M. de La Garde prouvent combien le succès serait facile. Toute l'Europe continentale serait pour vous, et l'Angleterre, si elle se fâchait, n'aurait pas même le temps de se jeter sur une colonie. Quant aux Chambres, un succès couvre tout. Sans doute le commerce et les finances souffriront un moment, mais il y a des inconvénients à tout. Détruire un foyer de jacobinisme, rétablir un Bourbon sur le trône par les armes d'un Bourbon, sont des résultats tels, qu'ils l'emportent sur des considérations d'une nature secondaire. Enfin, comment sortirons-nous de la position où nous nous

1. Ce mot n'est pas dans le texte du *Congrès de Vérone*.
2. Congrès de Vérone : *épargnerait*.

trouvons, pour peu qu'elle se prolonge ? Pouvons-nous garder éternellement une armée d'observation au pied des Pyrénées ? Pouvons-nous, sans nous exposer aux sifflets et à la déconsidération de tous les partis, renvoyer un matin nos soldats dans leurs garnisons ? Dans les questions que vous m'aviez invité à vous poser pour en faire le fond des *instructions*, je vous avais déduit une partie de ces avantages de la guerre, qui me frappent ici d'autant plus, que je trouve toute l'Europe continentale prête à nous seconder de tous ses efforts. Vous connaissez ma modération politique, et combien je suis éloigné des partis violents, mais je dois, pour n'avoir rien à me reprocher, vous remettre sous les yeux ce côté de la question, qui n'est pas celui dont vous êtes le plus occupé. C'est à vous à peser les choses dans votre sagesse, et à moi à suivre la route que vous croirez devoir prendre.

M. de Montmorency parle de nous quitter dans une huitaine de jours. Après son départ les affaires iront vite, car elles ne sont pas compliquées, et les rois s'ennuient ici. Quant à moi, je suis très impatient d'apprendre que vous avez fait pour nos amis ce qu'il est si important que vous fassiez. Au nom du ciel et de la justice, placez Bertin et Delalot. Accordez-moi enfin ce que je vous demande pour la millième fois. [1] S'il s'agissait de mes intérêts et non des vôtres, il y aurait longtemps que j'aurais cessé de vous importuner.

Bonjour, mon cher ami. Tout à vous pour la vie.

CHATEAUBRIAND.

Il n'est pas possible de s'occuper ici et dans ce moment de l'affaire des colonies. Personne ne veut écouter. Par la suite nous pourrons y venir. [2]

1. Les deux phrases précédentes sont supprimées dans le *Congrès de Vérone*.

2. Le post-scriptum n'existe que dans les *Mémoires de Villèle*. — *Congrès de Vérone*. — Villèle *Mémoires*, III, 168. (Je donne le texte des *Mémoires de Villèle*, et j'indique en note les variantes du *Congrès de Vérone*.)

848 1er novembre 1822.

A Villèle.

Vérone, ce 1er novembre 1822.

Vous ne doutez pas, mon cher ami, de toute la part que je prends à la perte que vous venez de faire ; elle vient augmenter les difficultés du moment, en détournant tristement votre attention des affaires. Mais je connais la fermeté de votre esprit. Vous ne vous laisserez point ébranler par le bruit des diverses opinions, soit que vous vous détermíniez à la guerre ou à la paix. Une fois votre parti pris, vous suivrez franchement l'un ou l'autre système, sans en redouter les chances et sans vous en dissimuler les inconvénients. La crise des fonds sera courte. S'il y a guerre, un succès les relèvera ; s'il y a paix, ils remonteront également. Quant à moi, mon cher ami, je ne séparerai point ma destinée politique de la vôtre : laissez venir les revers, et vous verrez si je suis fidèle.

M. de Montmorency part définitivement cette semaine. Je voudrais bien en faire autant, car je suis parfaitement inutile ici : nous tripotons misérablement, et je serai plus utile à Paris.

Je vous embrasse et tout à vous.

CHATEAUBRIAND.

Dans la supposition de la guerre, ce que nous avons fait ici vous servira puissamment, sans que vous soyez engagé au delà de ce qui cesserait d'être cas d'absolue nécessité. [1]

1. *Congrès de Vérone*. — Comparez à la lettre n° 854 du 19 novembre. Les deux lettres ne sont que la même lettre, et je suppose que celle du 1er novembre est un brouillon, antidaté par erreur. Il y a d'ailleurs des variantes.

849 7 [novembre 1822].

A Villèle.

Samedi matin 7 heures.

J'ai eu hier au soir une longue conférence avec les ambassadeurs, à la suite de laquelle il a été convenu que nous établirions deux protocoles, l'un pour la réclamation de Naples, l'autre pour fixer le mode et le départ des agents diplomatiques pour Madrid. J'ai passé la nuit entière à ce travail. Je ne vous envoie pas le Protocole de Naples, qui est d'une longueur démesurée et qui ne va pas à la question du moment, mais je vous envoie celui pour le départ des agents diplomatiques. Il sera signé à midi. Pozzo en avait fourni un modèle que j'ai corrigé comme vous le verrez, faites-y vous-même les changements que vous croirez nécessaires. Enfin voilà l'affaire faite ! Ce Castelcicala a été abominable. Pozzo et le chargé d'affaires de Prusse ont été très bien. Le bon [?] [1] faisait mollement des objections qui lui étaient commandées par Metternich. C'est une grande chose ; mais elle m'a rudement fatigué, car j'étais déjà souffrant, et la réponse à la note de Naples m'a tenu à mon bureau depuis minuit jusqu'à six heures ce matin. Talaru ne pourra d'après cette affaire partir que demain, mais partira avec la certitude d'être suivi. Tout à vous. Renvoyez sur le champ le protocole.

CHATEAUBRIAND. [2]

1. Caraman ; il ne peut s'agir que du marquis de Caraman, ambassadeur de France à Vienne et admirateur béat du prince de Metternich.
2. Communication de M. le comte de Villèle.

850 7 novembre 1822.

A Madame Récamier.

Vérone, 7 novembre 1822.

Le départ subit d'un courrier me laisse à peine le temps de vous dire que j'ai enfin reçu un mot de vous daté du 28 octobre. Il est bon et me console de ce long silence ; c'est à vous de prononcer. Le congrès sera court, mais je reste si vous faites le voyage. Ainsi, décidez. [1]

---

851 12 novembre 1822.

A Madame Récamier.

Vérone, le 12 novembre 1822.

Je reçois votre lettre du 1er novembre ; l'irrégularité des postes est désolante. Très-certainement le congrès finira dans les premiers jours de décembre, et avant un mois je puis être avec vous dans la petite cellule ; mais si vous voulez venir en Italie, j'y reste à tout prix. C'est à vous à prononcer, à dire : *venez* ou *restez*; j'attends votre réponse. Le temps presse, et il n'y a pas un moment à perdre. M. de Montmorency partira lundi 18, ou mardi prochain 19. [2]

---

852 12 novembre 1822.

A la duchesse de Duras.

Vérone, le 12 novembre 1822.

Vous voulez savoir tout du Congrès ! il faudroit vingt conversations pour vous le faire comprendre. Je mets de côté d'abord

1. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 447-8.
2. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 450.

les affaires qui se feront, tant bien que mal, aux dépens de la Russie que l'on joue, et assez passablement pour la France. Pour en venir aux hommes et par conséquent à moi, car voilà ce qui vous inquiète, les hommes ne sont rien du tout. Je vous ai déjà dit ce que nous ferons. Tout se passe entre les chefs des cabinets ; nous autres plénipotentiaires, nous ne savons rien que ce que nos *chefs* veulent bien nous dire. Nous n'avons eu encore qu'une séance du Congrès ; nous en aurons une seconde cette semaine, où l'on nous dira ce qu'on *a terminé* des affaires d'Espagne ; après quoi Mathieu partira ; et quinze jours après, toutes les affaires d'Italie, arrangées d'avance, seront finies, et nous reprendrons chacun le chemin par lequel nous sommes venus. Il n'est pas question d'empereurs et de rois ; on ne les voit pas. Ils n'ont paru qu'une fois à un bal pour la fête de l'impératrice ; ils reparoîtront une autre fois à une fête que donnera la ville, et puis ils disparoîtront. Il y a tous les soirs une réunion politique chez cette méchante créature, la C^esse^ de Liéven : on y chuchote chacun dans un coin, ou bien M. de Metternich raconte tout haut la manière de faire des macaroni. On admire, et on se couche.

La conclusion de tout cela est, direz-vous, que je n'ai point de *succès* ? Aucun absolument, mais aussi point de non-succès ; on me traite tout juste comme mes confrères. Le fait est que M. de Metternich a peur de moi. C'est un homme médiocre, sans fond, sans vues, dont tout le talent consiste à amoindrir tout, à réduire à rien ce qui a l'apparence d'être quelque chose, et qui n'a d'empire que sur la foiblesse. Il est faux, cela est d'obligation ; il est assez léger pour un Allemand ; il fut à Lovelace, dans sa jeunesse, ce qu'il est à Mazarin dans son âge mûr. Il cherche à séduire tout ce qui l'approche, et quand il ne réussit pas, il devient ennemi. J'ai joué la passion ; mais apparemment que mon accent étoit faux. Il doit avoir pour moi tout juste l'éloignement qu'ont eu tous les ministres en France depuis sept ans. Il est de la même race. Ses manières sont au reste assez agréables, et il a retenu des airs et des imitations de M. de Talleyrand.

Ce qui me désole, c'est que ce petit homme a pris de l'ascendant sur l'empereur de Russie. Il a attaqué le côté généreux de ce prince, et par ce moyen lui a fait faire cent sottises, de concert avec l'Angleterre, dans les affaires de la Turquie. Alexandre s'en aperçoit quelquefois, et seroit tenté de revenir, mais il est très foible, très irrésolu, et la vigueur de son esprit ne répond pas à la noblesse de son caractère. C'est par là qu'il est excellent. L'élévation d'âme me subjugue toujours, et tout en reconnoissant ce qui manque à ce prince, je l'aime à présent et je suis revenu de tous mes anciens préjugés. Il passera dans l'histoire pour un niais et pour une dupe, et ce n'est qu'un homme qui a sacrifié une puissance immense à ce qu'il a cru juste et utile au bien général. En vieillissant, il a beaucoup gagné. Il est encore jeune de tournure, mais il ne l'est pas de visage. Il est à moitié chauve. Il a du chevalier et du prêtre : il me représente ces évêques du onzième et XIIe siècles, qui couvroient leur tonsure d'un casque et qui se battoient à Ascalon et à Bouvines.

Il est très bien pour moi, surtout en particulier, car en public il est un peu gêné par le P. Metternich. J'ai établi des relations intimes avec lui au moyen de la bonne comtesse Tolstoï qui malheureusement retourne à Paris samedi prochain. Alexandre est prévenu contre Villèle à cause de sa modération dans les affaires d'Espagne, et en général à cause de sa *modération*, car Alexandre est maintenant de l'extrême droite. Je porte la peine du péché de Villèle. On me regarde avec raison comme son ami, et on me soupçonne d'être l'interprète de ses opinions et de ses principes.

Il y a au reste une chose hideuse à voir ici, c'est Caraman. C'est le plus plat et le plus lâche valet de Metternich qu'on puisse rencontrer. Il est impossible, tant que cet homme sera là, qu'on sache jamais rien de l'Autriche. Aussi le duc de Richelieu, dans ses moments de bon sens, vouloit-il le rappeler. Au moins il y a de l'indépendance dans le caractère de La Ferronais, et le breton se fait sentir.

A tout prendre je suis content d'être venu ici. (Quoique s'il devoit y avoir un autre Congrès, j'y viendrai seul ou n'y viendrai point.) J'ai appris des choses que je n'aurais jamais sues, et vu des hommes que je n'aurais jamais connus. Cela complète mon éducation politique. Maintenant je suis mûr, si l'on veut de moi ; si on n'en veut pas, je suis tout consolé, et j'écrirai l'histoire si on me dispense de la faire.

Je suis toujours charmé de votre gendre, et si je suis ministre, il sera sous-secrétaire d'État. Mais Dieu sait quand, et Mathieu a de tels succès auprès de M. de Metternich que le portefeuille lui est assuré. Écrivez-moi. Tout ceci pour vous seule, à moins que vous ne croyiez devoir en dire quelque chose à Villèle.

Il est probable qu'après le départ de Mathieu (qui comme ministre passe avant tout et gêne mes mouvements), mes actions hausseront, surtout si Villèle m'écrit et me regarde comme l'homme principal. Vous serez peut-être bien aise de lire la copie d'une lettre que m'écrit M. Canning. Je vous l'envoie.

CHATEAUBRIAND. [1]

---

853 16 novembre [1822].

A la duchesse de Duras.

Vérone, 16 novembre.

On nous annonce un courrier pour Turin d'où nos lettres pourront partir en France, je vous écris donc deux mots. Vous avez maintenant une longue lettre de moi ; je n'ai plus rien à vous dire sur ce point, surtout par la poste. Je m'occupe d'une longue lettre à Villèle sur [l'Espagne] pour éclaircir ce qui pourrait être obscur dans ma première lettre et pour ne rien exagérer. J'ai vu

1. Bardoux *La duchesse de Duras*, p. 407. — Texte complété sur l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

hier Gentz près de deux heures 1/2. C'est un homme au-dessus des autres et très supérieur, je m'entends très bien avec lui. La Comtesse Tolstoï part lundi pour Paris, et Mathieu mercredi ou jeudi, mais très certainement la semaine prochaine. Madame Mathieu est à Turin. Nous serons libres dans les premiers jours du mois prochain. Vous me faites des reproches que je ne mérite pas. Vous dites que je ne vous ai pas dit un mot de N[athalie]. Pourquoi me pousser sur ce point ? Si je répondais, je répondrais trop. J'achèterais son bonheur au prix du mien. Je voudrais être sa garde et je m'enfermerais un jour avec elle, le reste de mes jours pour veiller à son lit de douleur et la soulager. Au nom du Ciel finissez sur cet article. Même injustice pour [Henry][1], j'ai vingt fois parlé à Mathieu, celui-ci ne quittera pas Vérone que je n'aie la lettre officielle. Je finis ; on demande ma lettre, soyez donc plus juste.

Pozzo veut parler avec Mathieu, il est tout flamboyant pour la guerre, il veut aller réchauffer les Royalistes les plus exaltés de la droite, il n'est pas de mes amis. [2]

---

854 19 novembre 1822.

A Villèle.

Vérone, ce 19 novembre 1822.

Vous ne doutez pas, mon cher ami, de toute la part que je prends à la perte que vous venez de faire. Indépendamment de ce qu'elle a de cruel pour vous, elle augmente les difficultés où vous vous trouvez engagé en détournant votre attention des affaires. Mais je connais la fermeté de votre esprit ; vous ne vous laisserez pas étonner par tout le bruit. Une fois votre parti pris

1. Henri de Rauzan.
2. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

pour la paix ou pour la guerre, vous marcherez hardiment dans la route que vous aurez cru devoir suivre. La crise des fonds sera courte : s'il y a guerre, un succès les relèvera ; s'il y a paix, ils remonteront également. Dans la supposition de la guerre, ce que nous avons fait ici vous servira puissamment, et vous n'êtes point d'ailleurs engagé au delà de ce qui cesserait d'être cas d'absolue nécessité. Quant à moi, je ne séparerai point ma destinée politique de la vôtre. Viennent jamais les revers et vous verrez si je suis fidèle à mes amis.

M. de Montmorency se propose de partir demain ; Pozzo le suit ; moi, je crois que je serai libre dans les premiers jours du mois prochain ; j'aurai grand plaisir à vous revoir et à vous embrasser. Tout à vous et pour la vie.

CHATEAUBRIAND.[1]

---

855 19 novembre 1822.

A Madame Récamier.

Vérone, ce 19 novembre 1822.

M. de Montmorency nous quitte après-demain, et j'espère le suivre dans une quinzaine de jours, si vous ne mandez pas que vous venez en Italie. M. de Bourgoing ne m'a rien apporté de vous. Il m'a dit que vous étiez revenue de la campagne, mais que vous étiez allée à Angervilliers. Que j'ai de choses à vous dire et que j'ai grand besoin de vous revoir ! C'est un supplice de ne pouvoir s'expliquer. Ce supplice heureusement va finir, et dans une quinzaine de jours vous m'attendrez ou je vous attendrai. Je ne vous parle point de Vérone. J'y suis très-bien à présent, mais j'ai eu d'abord des difficultés à vaincre. Vous savez que je m'y attendais. A jamais à vous.[2]

1. *Mémoires de Villèle*, III, 230.
2. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 450-51.

856 19 novembre 1822.

A la duchesse de Duras.

Vérone, ce 19 novembre 1822.

C'est bien dommage que votre tête ne soit pas aussi parfaite que votre cœur. Vous ne tomberiez pas dans ces frayeurs éternelles ; vous ne verriez pas tout perdu, parce qu'on peut avoir la paix ou la guerre. L'un et l'autre système peuvent avoir des avantages et des inconvéniens qu'il est permis aux hommes d'État de peser. Et si des hostilités, d'ailleurs peu dangereuses, avec l'Espagne, si une guerre qu'elle nous forcerait à soutenir, devaient avoir pour résultat de nous faire reprendre notre rang militaire en Europe et de faire oublier la cocarde tricolore, il ne faudrait pas trop nous plaindre. D'ailleurs tout est encore éventuel. Vous dites que les révolutionnaires triomphent à la pensée de la guerre ? J'en doute, et il me suffit de lire les lamentations du Constitutionnel. Les fonds sont tombés ? Ils se relèveront. Enfin, c'est un moment de crise ; il faut savoir le passer, ne pas crier comme si tout était désespéré, ne pas tout abandonner, jeter le manche après la cognée, et perdre la tête à la première difficulté qu'on rencontre sur sa route. J'ai meilleure opinion de Villèle : s'il se décide à la paix, il saura la maintenir ; s'il croit devoir faire la guerre, il la continuera de sorte à s'assurer un triomphe : nous en finirons avec le jacobinisme ; les Espagnols seront libres sous une bonne constitution, et nous aurons une armée sous la cocarde blanche.

Calmez-vous donc. Mathieu part très certainement cette semaine, peut-être jeudi 21. Mes affaires à moi vont mieux ici, et, comme je l'espérais, mes actions commencent à hausser. J'espère vous voir le dix du mois prochain. Pozzo part en même temps que Mathieu. C'est un furieux ultra : *quantum mutatus* ! [1]

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux. — Publié incorrectement par Bardoux *La duchesse de Duras*, p. 117.

857 20 novembre 1822.

A Villèle.

Vérone, ce 20 novembre 1822.

Je vous ai écrit hier une petite lettre, mon cher ami, par le courrier anglais, je veux vous en écrire une un peu plus longue aujourd'hui. Nous avons signé hier au soir un procès-verbal que M. de Montmorency, qui part demain, vous portera. Je crois que vous serez content de cette espèce d'acte, et qu'il aura l'approbation du Roi, il est tout entier [1] en notre faveur. Le second paragraphe du premier article admet seulement une faible réciprocité, et il était impossible de refuser deux ou trois mots de courtoisie à des alliés qui faisaient tout pour nous et pour la famille des Bourbons, et qui ne nous demandaient rien. [2] Nous voilà donc parfaitement en sûreté contre la guerre, si elle doit éclater, en même temps que nous restons les maîtres de l'attendre, et que rien dans les engagements de l'alliance ne nous oblige à la déclarer.

Ne croyez pas, mon cher ami, qu'en vous parlant des avantages de cette guerre, dans le cas où nous serions forcés de la soutenir, je ne sente pas néanmoins les graves inconvénients qu'elle pourrait entraîner, surtout si elle n'était pas terminée dans une campagne. L'Angleterre se radoucit et paraît dans ce moment moins opposée aux résolutions [3] de l'Europe continentale ; mais si nos flottes étaient longtemps en mouvement et les soldats russes en marche [4], la double jalousie de nos voisins insulaires pourrait se réveiller. Vous aurez [5] donc bien raison de ne pas vous précipiter tête baissée [6] dans des hostilités dont il faut

1. Les *Mémoires* de Villèle suppriment *entier*.
2. Cette phrase ne figure pas dans le *Congrès de Vérone*.
3. *Congrès de Vérone* : « aux intérêts ».
4. *Congrès de Vérone* : « et si des soldats russes se mettaient en marche ».
5. *Congrès de Verone* : « avez ».
6. *Mémoires* de Villèle : « tête basse ».

bien calculer les suites et prévoir les chances [1]; mais je crois que l'événement arrivé, on ferait disparaître la plus grande partie des dangers, en adoptant un système de conduite dont je poserais ainsi les principales bases :

1° Déclarer par une proclamation, en entrant en Espagne, qu'on ne veut ni attaquer son indépendance, ni imposer des lois à la nation espagnole, ni lui dicter des formes de gouvernement, ni se mêler de sa politique intérieure [2] en quelque manière que ce soit :

2° Faire prendre la cocarde espagnole à nos soldats, occuper les villes et les villages [3] au nom de Ferdinand, planter partout le pavillon espagnol à côté du drapeau blanc, ne parler jamais qu'au nom des autorités espagnoles qu'on rétablirait partout en avançant ;

3° Marcher jusqu'à l'Èbre, s'y établir, et ne le dépasser qu'en cas d'absolue nécessité. Fournir des armes et de l'argent aux Espagnols fidèles, les laisser terminer eux-mêmes la querelle, en se contentant de les appuyer dans certaines positions pour leur assurer la victoire ;

4° Déclarer qu'on ne veut ni occuper l'Espagne, ni lui faire payer les frais de la guerre ; offrir sans cesse la paix et se retirer aussi promptement qu'on serait entré, dès que les circonstances le permettraient.

Monseigneur le duc d'Angoulême devrait commander l'armée et avoir sous ses ordres un maréchal de France. Le maréchal Macdonald est naturellement indiqué. Il jouit d'une réputation qui donnerait de la confiance aux soldats, et en même temps il n'est pas, comme d'autres maréchaux, odieux à la nation espagnole.

Ces idées, mon cher ami, vous seront sans doute venues, comme à moi. Un pareil plan promptement et exactement exécuté.

1. *Congrès de Vérone* : « des hostilités dont il faut bien calculer les chances ».
2. « Intérieure » n'est donné que par le *Congrès de Vérone*.
3. « Et les villages » ne se trouve que dans le *Congrès de Vérone*.

en rendant le secours de la Russie inutile, diminuerait la jalousie de l'Angleterre, que notre modération d'ambition et de principes achèverait de désarmer. La guerre ne serait plus qu'une querelle de famille entre la France et l'Espagne, que la force et la bienveillance de la première auraient bientôt apaisée. Cette guerre aurait pour nous tous les avantages que je vous ai indiqués dans ma lettre du 31 octobre, sans parler de ce que nous pourrions faire pour notre commerce, de concert avec le gouvernement espagnol, dans les colonies. Toutes ces considérations font que, sans désirer la guerre, je ne la crains pas, et qu'en approuvant tout ce que vous faites pour l'éviter, je crois que, si vous y étiez forcé, elle consolerait le génie militaire de la France, effacerait chez nos soldats les souvenirs de l'usurpation et serait sous ce rapport extrêmement favorable au trône légitime.

M. de Montmorency vous dira où nous en sommes ici. Ce qui nous restera à faire après son départ est peu de chose, et, selon toutes les probabilités, le Congrès sera dissous le 10 ou le 15 du mois prochain. Espérons que ce Congrès sera le dernier. Je suis bien aise d'y avoir assisté, parce que cela achève mes études politiques. J'ai appris à connaître bien des choses et bien des hommes, dont je n'aurais jamais pu pénétrer le secret. J'ai vu avec une extrême satisfaction que la France donnera encore des lois à l'Europe quand elle sera bien conduite, en profitant des espérances et des craintes que notre force renaissante commence à inspirer de toutes parts. Nous causerons à fond de tout cela, et j'ai pris des notes qui nous seront utiles.

Il faut vous dire, mon cher ami, une chose qui ne vous fera aucune peine. Vous avez été accusé ici auprès de l'homme qui fait tout (ou plutôt de l'homme à qui l'on fait tout faire) d'une extrême modération. Je me suis trouvé enveloppé, comme votre ami, dans l'accusation de Pozzo et de ses pareils. [1] On m'a donc traité froidement, parce qu'on m'a soupçonné d'y regarder à deux

1. « de Pozzo et de ses pareils » n'est pas donné par le *Congrès de Vérone*.

fois avant de précipiter mon pays dans les chances d'une guerre, qui pourrait devenir européenne si elle venait à se compliquer d'une guerre dans l'Orient et de l'attaque des colonies espagnoles par les Anglais. Et puis, il arrive que je suis resté constitutionnel quand on ne veut plus de constitution. Ceux qui nous proscrivaient comme des *ultras*, qui voulaient qu'on nous chassât de toutes les administrations pour y mettre les hommes des Cent jours, sont aujourd'hui des *ultras*, et nous, nous sommes des libéraux, ou tout au moins des ventrus et des ministériels. Qu'y faire? Prendre tout cela en patience et en pitié. Cependant mes actions vont hausser après le départ de M. de Montmorency. J'aperçois déjà les symptômes d'une faveur à venir. Je réussirai, surtout si vous m'écrivez et si l'on sait que je suis *votre homme*; car, tout en trouvant quelque chose à redire à votre prudence, on a la plus haute idée de votre capacité. En vous priant de m'écrire, dans votre intérêt et dans le mien, je ne vous engage pas à grand'chose, car à peine aurai-je le temps de recevoir une lettre de vous. Au reste, je dois vous dire, en finissant cette longue lettre que j'écris au courant de la plume, que l'Autriche et la Prusse ne sont nullement ardentes pour la guerre, et que si vous ne pensez pas que cette guerre doive être soutenue, il sera très facile de faire naître des obstacles de la part des cabinets de Vienne et de Berlin.

Vos élections seront finies lorsque vous recevrez cette lettre. La crise des fonds vous aura sans doute fait perdre quelques voix, mais il vous en restera toujours assez. N'oubliez pas MM. [1] Delalot, Bertin, Vitrolles, Bouville, etc. [2] Tout cela doit être fait avant l'ouverture de la session. Souvenez-vous aussi de la pension de pair du petit Jumilhac, nouveau duc de Richelieu.

Tout à vous, mon cher ami, et pour la vie.

CHATEAUBRIAND

1. « MM. » seulement dans le *Congrès de Vérone*.
2. « etc. » seulement dans les *Mémoires* de Villèle.

P.-S. Cette lettre a retardé de vingt-quatre heures. On a retenu Delalot et le jeune Fitz-James jusqu'à aujourd'hui, 21, et M. de Montmorency ne part que demain 22. Je crains qu'il ne soit assez longtemps en route et que l'on ne veuille attendre ici des nouvelles de son arrivée et votre réponse sur le parti que vous prendrez relativement aux notes ou dépêches à envoyer aux ambassadeurs en Espagne. Quelle que soit la résolution du Conseil des Tuileries, les autres cabinets paraissent décidés à envoyer leurs notes et à retirer leurs agents en Espagne, si les notes ne produisent aucun effet. Mon opinion est que nous devons sacrifier beaucoup au maintien de l'alliance continentale, et je pense aussi, contre ce qui paraît être votre opinion, que le rappel de notre ambassadeur ne serait pas la guerre ; mais c'est chose à examiner. Dans ce moment par exemple, la Russie n'a point d'ambassadeur à Constantinople, et ce n'est pas la guerre : on négocie ; à plus forte raison l'Espagne pourrait faire des réflexions, si les ministres de Russie, d'Autriche, de Prusse et de France se retiraient à la fois. Le Roi, souverain juge et souverainement sage, prononcera sur cette grande question. [1]

---

858 20 novembre 1822.

A Madame Récamier.

Vérone, ce 20 novembre 1822.

Quoique je vous aie écrit hier par un courrier anglais, je ne puis me résoudre à laisser partir un de mes attachés, sans vous dire que j'attends un mot de vous avec la plus vive impatience pour régler ma marche et ma destinée. Mathieu part demain. Le

1. *Congrès de Vérone*. — *Mémoires de Villèle*, III, 231. Aff. étr. France, 721, f° 158 (mais ce n'est qu'une copie d'après le *Congrès de Vérone*). — Les textes offrent des variantes que j'ai signalées en note. — Chateaubriand avait envoyé à la duchesse de Duras une copie de cette lettre qui se trouve encore aux archives du château de Maucreux.

congrès finira du 5 au 10 du mois prochain. Cinq jours après sa clôture, je serai à vos pieds dans la petite cellule, ou sur le chemin de Milan à vous attendre. Je vous le répète, prononcez. Je suis à vous pour la vie. J'ai été charmé de voir M. de Bourgoing à cause de vous. Il a prononcé votre nom et m'a fait battre le cœur.

Je ne donnerai point de lettre pour vous à Mathieu. [1]

---

859 20 novembre 1822.

A la duchesse de Duras.

Vérone, 20 novembre 1822.

Je vous ai écrit hier par le courrier anglais. Je vais vous donner aujourd'hui une preuve de ma confiance en vous. Je vous envoie la copie de la lettre que j'écris à Villèle par Delalot et Fitz-James qu'on expédie en courrier et qui précèdent le départ de Mathieu de 24 heures. Souvenez-vous que cette communication doit être ignorée de toute la terre, et que surtout on doit ignorer l'existence *du procès-verbal* dont je parle dans la première page de ma lettre. C'est un secret qui ne doit être connu que dans le cas d'un événement que vous redoutez et qui peut encore être prévenu. Quand vous aurez lu cette copie, je vous recommande de la brûler, n'y manquez pas, et rendez moi procédé pour procédé et confiance pour confiance. Vous pouvez seulement engager Villèle à m'écrire comme je le lui dis.

Je viens d'attaquer Mathieu pour la lettre de votre gendre, il m'a répondu qu'il voulait faire mieux ; qu'une simple lettre de lui comme pour un *attaché* ne suffirait pas, et qu'il voulait m'envoyer de Paris une nomination signée du Roi. Il le fera, soyez en sûre, pressez le en arrivant, car à peine aura-t-il le temps de

1. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 451.

m'écrire avant la fin du Congrès. Il y a une bonne histoire ici. Imaginez-vous que M[adam]e Mathieu est venue jusqu'à *Brescia*, à quatre lieues de Vérone, où elle attend son mari; ne contez pas cela comme le sachant de moi. Mathieu porte les papiers les plus importants, il sera *dix ou douze jours* en route. A tout prendre, je suis fort aise d'être venu ici. Je commence à y prendre ma place, et sans ce voyage je n'aurais jamais connu l'Europe. Pozzo me comble de caresses et dit du mal de moi partout. Il s'en va à la suite de Mathieu, il fera bien du mal à Paris, il est ultra comme Clausel, hier, qui voulait faire revenir les cosaques pour chasser les chambres de 1815.

J'ai peur que votre protégé ait manqué son élection. Voilà une lettre que mon beau-frère m'a envoyée ici.

Si vous n'êtes pas contente de moi, j'irai me faire ermite. Nous avons des nouvelles du 11, elles annoncent une hausse dans les fonds et une espèce de mouvement anti-révolutionnaire à Madrid.

Cette lettre a retardé de 24 heures et ne part qu'aujourd'hui 21, par les lenteurs et les papillonnages de Mathieu. Lui-même ne part que demain 22 ; pendant ce temps-là Madame Mathieu se meurt, et moi j'enrage, car les affaires ne se font pas comme cela.

Ce soir on donne une fête aux arènes, on illumine des ruines, cela ressemble à bien des choses. [1]

---

860 22 novembre 1822.

Au comte de Marcellus.

Vérone, 22 novembre 1822.

M. de Montmorency, qui part aujourd'hui même, se charge de ces lignes que je trace à la hâte. J'ai gardé pour moi les curieux détails des caprices électoraux de M. Manners Sutton. Je le

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

croyais un homme plus grave sous la lourde perruque dont je l'ai vu affublé. Nos empereurs et nos rois n'auraient rien compris à ces délicatesses représentatives, et *la Monarchie selon la charte* elle-même, qui a coûté si cher à son auteur, ne fait pas ici beaucoup de prosélytes.

Comme vous l'aviez pressenti, la question de la traite des Noirs va être agitée. Je m'y prépare, et je ne dirai rien, soyez-en sûr, qui ne soit conforme à nos intérêts, comme à notre dignité.

C. [1]

---

861 22 novembre 1822.

A la duchesse de Duras

Vérone, ce 22 novembre 1822.

Mes jeunes gens étaient partis il y avait à peine une heure, lorsqu'un courrier Russe m'a apporté votre lettre du 14. Je vous ai tant écrit depuis 15 jours que je ne sais plus que vous dire, et quand je vois que de votre grande lettre si effarée sur la chute des fonds, vous êtes si paisiblement retombée à Olivier, je me dis que je suis bien bon de m'inquiéter des mouvements d'une imagination si mobile. Vous ne voulez pas que je me couche à neuf heures ? Il n'y a nulle bizarrerie à cela : je vais raisonnablement chez la C^tsse^ Liéven et raisonnablement à l'Opéra ; je n'affecte rien, et j'ai trop de sentiment du naturel, car c'est ce qui fait que je me tiens derrière tout le monde. Je ne recherche, ni ne repousse personne, et pour peu qu'on ne vienne pas me chercher, je n'ai jamais envie de me produire et de faire de l'effet. Mais qu'importe tout cela ? Vos élections seront bonnes ; notre crédit est grand en Europe, et nous comptons enfin pour une puissance du premier ordre ; si la guerre éclate, elle sera heureuse ; si nous

1. Marcellus *Politique de la Restauration*, p. 105-106.

conservons la paix, nous accroîtrons nos forces. Je m'en irai de ce monde avec la satisfaction de penser que j'ai, dans mon temps, contribué un peu au salut et à l'honneur de mon pays ! Que les Rois reconnaissent ou ne reconnaissent pas cette vérité, peu importe ; je sais ce qu'ils valent et ce que je suis : avec un peu d'indifférence et d'orgueil, on se tire de tout. Pozzo, qui m'accable de caresses, disait de moi l'autre jour dans un mouvement d'une éloquente indignation : « Cet enfant de cinquante ans qui balbutie de la politique, et qu'on a lancé au milieu du Congrès, comme une fusée à la Congrève ! » Et notez que je suis une fusée à la Congrève, parce que je fais quelques observations raisonnables contre la guerre. Ne parlez plus de mes singularités, et songez que c'est au contraire ma parfaite raison en politique qui m'a toujours nui. [1]

---

862 28 novembre 1822.

A la duchesse de Duras.

Vérone, ce 28 novembre 1822.

Depuis le départ de Mathieu tout a changé de face pour moi. Le Prince Metternich s'est expliqué et nous avons de longues conférences. Un travail que j'ai fait en réponse à une note du duc de Wellington sur les colonies espagnoles et un autre plus étendu sur la traite des nègres, a réussi et a fait entendre d'autres avis et d'autres idées que ceux auxquels on était habitué. Je travaille. Je ne puis vous écrire qu'un mot, et c'est un courrier d'Ouvrard qui vous le porte. Mathieu, au courant, m'a adressé de Milan Ouvrard qui repart demain. Tous les banquiers sont mes amis, et je ne suis pas plus riche qu'un rat.

Vous faites bien de faire des romans ; faites-en mille. C'est autant de pris sur la réalité. Quelles bonnes élections !

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

Pozzo est parti. Méfiez-vous en. Le duc de Wellington part vendredi 29 ou samedi 30 : Le Congrès se meurt, nous attendons la réponse du Conseil après l'arrivée de Mathieu : Mathieu douze jours en route, portant le destin de l'Europe dans sa poche ! J'écris une énorme lettre à Villèle et de la dernière importance.

Rothschild qui est ici, part aussi : aujourd'hui ou demain. [1]

---

863 28 novembre 1822

A Villèle.

Vérone, ce 28 novembre 1822.

Je vais, mon cher ami, vous parler à cœur ouvert : je laisse à M. de Caraman, le plus ancien ambassadeur, à vous écrire la lettre officielle.

Le gouvernement me paraît être dans la position la plus difficile ; tout ce qu'on fait ici ne plaît à personne : la France a la main forcée, la Russie trouve qu'on ne va pas assez loin, l'Autriche n'a marché que pour ne pas rompre avec la Russie, la Prusse craint le moindre mouvement, et l'Angleterre s'oppose à tout.

Tandis que l'on croyait être parvenu à quelque chose à Vérone, les affaires se faisaient ailleurs : l'Angleterre concluait ses traités avec l'Espagne. Nous voyons maintenant clairement les causes des notes violentes du duc de Wellington et de la note qu'il nous a transmise tout à coup sur les colonies espagnoles. L'Angleterre se réservait par là le droit de nous dire, quand nous viendrions à apprendre les conventions de Madrid : « Je n'ai rien caché, j'en avais averti le congrès par *ma note.* » Vous verrez ci-jointe la réponse que j'ai faite à cette note, ainsi que celle relative à la traite des nègres. Je crois y avoir bien établi

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

vos principes : elles ont eu ici un grand succès. Maintenant qu'allez-vous faire ? Ouvrard, qui connaît parfaitement l'Espagne et l'Angleterre, prétend que celle-ci donne déjà deux cents millions pour ce qu'elle veut obtenir, et qu'elle en promet quatre cents autres. Votre dernière lettre et la dernière dépêche de M. de Lagarde semblent confirmer en partie ce que dit Ouvrard. Si telle est la position, les choses ont entièrement changé de face pour nous, et ce que vous porte M. de Montmorency n'est plus qu'une vieillerie inapplicable, car l'Angleterre aurait à présent des intérêts communs avec l'Espagne ; il serait possible qu'elle fût assez engagée pour être obligée de défendre des hommes à qui elle prête son argent et qui lui livrent en nantissement le Mexique et le Pérou. Ce n'est donc plus d'une simple guerre avec l'Espagne qu'il s'agit, mais d'une guerre possible avec l'Angleterre.

Je vois trois moyens pour sortir de là. Je vais vous les exposer et je les classerai ainsi : le moyen évasif, le moyen de la guerre, le moyen de la paix.

1° Le moyen évasif : quand M. de Montmorency sera arrivé et qu'il vous aura montré ce qu'il vous porte, vous pouvez répondre ici que le gouvernement français ne refuse point de faire la démarche collective auprès du cabinet de Madrid, mais que les choses ayant absolument changé de face et que l'Angleterre se trouvant maintenant derrière l'Espagne, la France ne peut prendre le parti qu'on lui propose avant de savoir si la Russie, l'Autriche et la Prusse veulent s'engager à soutenir la France dans une guerre contre l'Angleterre, en cas que celle-ci vînt à prendre fait et cause pour l'Espagne. L'Autriche et la Prusse reculeront à l'instant ; et vous serez dégagés. Mais que deviendrez-vous après cette évasion? Pouvez-vous rester comme vous êtes, armés et immobiles? Cela n'est pas possible. L'insolence de l'Espagne deviendra insupportable, et quand vous voudrez agir, vous aurez perdu l'appui de l'Europe.

2° Le moyen de la guerre : c'est un grand coup à jouer. Au

lieu de vous amuser à envoyer des notes à Madrid, envahissez sur-le-champ l'Espagne, après avoir envoyé un ultimatum aux Cortès et leur avoir demandé réponse en vingt-quatre heures. Cinquante mille hommes, portés rapidement sur l'Èbre, font tomber tous les emprunts de l'Angleterre, arrêtent les traités pour les colonies, arrachent l'Angleterre et l'Espagne à la révolution. L'Angleterre surprise n'aurait pas eu le temps d'agir ; le but de ses négociations serait manqué avant qu'elle pût vous déclarer la guerre, et ce but étant manqué, peut-être ne voudrait-elle pas commencer une guerre infructueuse ; vous marcheriez sans l'Europe, et ce serait un immense avantage, et pourtant vous auriez l'Europe derrière vous. Mais il faudrait agir avec promptitude et vigueur et vous servir sans scrupule de tous les moyens. Dans ce cas, le plan d'Ouvrard vous serait très-utile, et je n'hésiterais pas à reconnaître la régence pour avoir une partie de l'Espagne pour moi. Une fois sur l'Èbre, vous pourriez vous-même négocier et traiter avec les Cortès, qui seraient sans doute retirées à Cadix, où nos flottes iraient les inquiéter. Vous pourriez même alors traiter avec l'Angleterre pour entrer en compte avec elle sur l'affaire des colonies, et vous pourriez lui offrir une part du marché afin qu'elle vous aidât à réduire les Cortès : nul doute qu'elle ne vînt à composition. Ce plan réussissant élèverait la France à un haut point de gloire et de prospérité, et peut-être est-il moins aventureux qu'il ne le semble.

3° Le moyen de la paix : il est bien simple ; c'est la retraite des ministres, ou du moins de toutes les personnes qui ont été employées directement ou indirectement dans les négociations avec les cours étrangères ; alors on rejettera toute la faute sur ceux qui se retireront. On dira aux alliés que rien de ce qui a été fait n'est valable, parce qu'on a outre-passé les ordres du roi. On détruirait, sinon sans faiblesse, du moins sans honte, l'armée d'observation ; on enverrait un nouvel ambassadeur en Espagne, et, ne songeant plus aux affaires extérieures, on ne s'occuperait que de l'intérieur de la France. Vous n'avez qu'à dire un mot,

mon cher ami ; quant à moi, je suis prêt, et vous savez que j'ai toujours ma démission dans l'une de mes poches. Mais souvenez-vous bien qu'il faut prendre un parti et que vous ne pourrez pas rester comme vous êtes : les fonds dégringolant, le commerce terrifié, les esprits agités, les alliés voulant avoir des réponses et faire quelque chose, la Russie et l'Angleterre menaçant, vous obligent à une décision, sans quoi la machine s'écroulera et tombera sur vous. Prendrez-vous le parti de suivre le plan de Vérone, et enverrez-vous votre note à Madrid avec celle des alliés, cela vous donnera six semaines de répit ; au bout de ce temps, ce sera la paix ou la guerre : si c'est la paix, l'Angleterre achève ses négociations et elle s'empare de tout le commerce d'Amérique ; si c'est la guerre, c'est la guerre avec l'Angleterre, car elle aura eu le temps de conclure ses traités et il faudra bien qu'elle les soutienne. Vous vous retrouverez dans la même position, avec cette différence que l'argent anglais aura déjà créé des soldats aux Cortès. L'Europe n'en sera pas mieux pour vous, car l'Autriche craint toute rupture avec l'Angleterre, et l'Autriche et la Prusse craignent également le succès de nos armées et le mouvement des troupes russes.

J'écris tout ceci, mon cher ami, sans me relire. Ma lettre vous arrivera au milieu des délibérations du conseil ; peut-être y trouverez-vous quelque idée utile. J'aurais voulu mieux servir le roi ici ; mais, en seconde ligne, on ne peut avoir que du zèle. Tout à vous sincèrement. Écrivez-moi, et surtout dites-moi de revenir.

CHATEAUBRIAND.

P. S. C'est Ouvrard qui vous porte cette lettre : lui et ses plans ont beaucoup plu ici ; il vaut la peine d'être écouté. Le duc de Wellington part après-demain ; le congrès se meurt : s'il était mort avant de naître, il nous aurait tiré d'un grand embarras.

Ouvrard reste, et envoie un courrier, dont je profite pour faire passer cette lettre. Son plan plaît au prince de Metternich,

qui hait les révolutions, et qui croit y voir un moyen de tuer celle d'Espagne. Le comte de Nesselrode trouve, de son côté, dans le plan d'Ouvrard de l'argent pour mener l'affaire. Ouvrard ne demande rien, et se contente de dire : « Reconnaissez la régence, et je me charge de tout. Mon emprunt a déjà porté un coup terrible aux emprunts des Cortès ; et l'Angleterre sent si bien le danger de mon plan pour elle, qu'elle est *furieuse* ». En effet, le duc de Wellington jette ici feu et flamme, et Gentz a conseillé à Ouvrard de ne pas se présenter chez le duc. Ouvrard va attendre qu'il soit parti ; et je ne serais pas étonné qu'il parvînt à faire adopter quelque chose de ses idées au prince de Metternich et à l'empereur Alexandre. Cependant M. de Metternich sera gêné à cause de l'Angleterre. Ouvrard dit qu'il se contenterait de la reconnoissance de la régence par la Russie pour accomplir son plan. Il dit aussi qu'il lui importe peu que la régence soit battue et en fuite, qu'il ne lui faut que son nom de régence et qu'avec son argent il saura bien la ressusciter. Quant à nous il est bien évident que nous ne pouvons reconnaître la régence, que si nous déclarons la guerre. J'ai fait à Ouvrard une objection frappante : je lui ai dit que si la Russie adoptait son plan, et qu'elle reconnût la régence tandis que la France resterait en paix, lui, Ouvrard, se trouverait gêné en France, et gênerait également le gouvernement ; car il est clair que les Cortès nous demanderaient pourquoi nous laissons un François, agent d'une puissance en guerre avec elles, équiper, soudoyer, armer des sujets rebelles. A cela il répond que, s'il embarrasse le gouvernement, il agira de Bruxelles, ou de l'Angleterre même où il saura bien trouver ce qu'il lui faudra.

Tout cela peut être chimérique ; mais, comme me le disait hier le prince de Metternich : « Ce n'est pas Ouvrard qui est fabuleux, ce sont « les temps où nous vivons. »[1]

1. *Congrès de Vérone.*

864 30 novembre 1822.

A Villèle.

Vérone, le 30 novembre 1822.

Je profite, mon cher ami, du départ de M. Ouvrard, qui se met en route demain pour Paris, pour vous écrire quelques mots. Les deux jeunes gens, Lagrenée et Castelbajac, sont arrivés ce matin. Ils nous ont apporté votre note à M. Canning. M. de Caraman l'a montrée au prince Metternich, qui a dépêché sur le champ un courrier à Milan pour en instruire le duc de Wellington, qui nous a quittés ce matin, et qui est allé coucher à Milan. Vous sentez que le prince l'a trouvée vive. Vous devez en savoir maintenant les résultats.

M. de Montmorency a dû arriver aujourd'hui même à Paris, en sorte que vous pourrez prendre un parti du 1 au 3 décembre et que nous pourrons avoir un courrier du 8 au 10. Mille raisons me font désirer extrêmement qu'il arrive afin que je puisse partir. Je ne suis bon à rien ici, où il n'y a plus rien à faire, et je serai utile à Paris ou à Londres. L'empereur de Russie part le 13 ; et chacun est pressé de quitter Vérone. Les lettres que je reçois m'inquiètent un peu; il me semble qu'il y a à Paris de l'agitation et des divisions. Quoi qu'il arrive, mon cher ami, je suis à vous. Comptez sur moi. Mais il est temps encore de m'écouter : jetez de l'eau sur le feu ; placez nos amis ; tout finira. Quand les affaires du dehors sont si importantes, n'allez pas y faire intervenir les tracasseries de l'intérieur.

Après-demain lundi, nous vous expédierons un courrier avec les pièces diplomatiques qui sont demeurées ici.

Il est possible que je ne vous écrive plus avant de quitter Vérone, car je n'ai plus rien à vous dire, sauf dans un cas extraordinaire. Je vous le répète en finissant : mon parti est pris ; vous ferez de moi ce que vous voudrez. Je suis déterminé à vous suivre

dans la bonne et dans la mauvaise fortune. Si vous restez, je reste ; je sors si vous sortez. Tout à vous et pour la vie.

CHATEAUBRIAND. [1]

---

865 30 novembre 1822.

A la duchesse de Duras

Vérone, le 30 9bre 1822.

Votre lettre du 24 ne dit rien en effet. Mais la tête vous tourne de vos romans. Je sais ce que c'est que cette manie. Je désire que vous la gardiez plus longtemps que moi. Je suis moi, si préoccupé des affaires que je ne puis écrire pour une raison différente de la vôtre, mais de la même nature. C'est aujourd'hui même que Mathieu arrive à Paris, et Dieu sait ce qui sera déterminé. La réponse nous arrivera le 9 ou le 10, et je pourrai partir le 12. Je serai dans ce cas à Paris le 18 ou le 20 décembre. Il faudra que je parte à l'instant pour Londres où les affaires deviennent de la plus haute importance.

De l'autre côté je ne suis pas sans inquiétude sur tout ce que j'apprends des royalistes. Il y aura division. Chacun cherche déjà à m'attirer de son côté. Mais malgré les fautes et l'énorme entêtement de Villèle, je ne me séparerai point de lui. C'est après tout le seul homme capable du ministère, et je l'aime cent fois mieux que la sottise envieuse, cafarde et tripotière de Mathieu.

Je quitterai Vérone laissant la réputation d'un homme capable et à craindre. On me recherche à présent, mais ces gens sont trop faibles pour m'aimer. Il leur faut pour le courant du Mathieu et du Richelieu. Ils ont eu besoin de moi pour les colonies espagnoles. Je leur ai montré la route. Ils ont ouvert de grands yeux, ont suivi le chemin que j'avais trouvé et ont eu peur. Le

1. *Mémoires de Villèle*, III, 262.

Duc de Wellington est parti ce matin. L'empereur Alexandre part le 13 du mois prochain, ou plutôt de ce mois car je vous écris le 1er à minuit. Bonsoir. [1]

---

866 3 décembre 1822.

A Villèle.

Vérone, ce 3 décembre 1822.

Voici vraisemblablement, mon cher ami, la dernière lettre que je vous écris de Vérone, à moins d'événements. Nous attendons votre courrier du 10 au 11, et je partirai immédiatement après son arrivée. Les affaires d'Italie sont finies, et aussi bien que possible pour la France, vu les circonstances. L'évacuation du Piémont commencera le 1er janvier et sera complétée le 1er septembre ; on retirera quelques troupes de Naples, et on diminuera la contribution en argent. Il n'y aura point de tribunal commun en Italie, et le prince de Carignan ne sera point exclu de la couronne ; ainsi les intentions du roi sont remplies.

Je vous ai écrit de longues lettres sur nos affaires d'Espagne ; mais au moment où je vous écris votre parti doit être pris. Ainsi en vous parlant encore de l'Espagne, je ne ferais que rabâcher.

A présent, mon cher ami, encore un dernier mot sur vos intérêts particuliers ; mon dévouement m'a acquis le droit de vous en parler. [2] Je vais sans doute être obligé d'aller à Londres ; je ne serai pas à Paris pour prêcher la concorde et vous réunir des voix dans la Chambre. Vous y aurez sans doute une grande majorité ; mais songez bien qu'une opposition royaliste contre un ministère royaliste, si faible qu'elle puisse être, est ce qu'il y a de plus déplorable, et qu'à la longue elle réussira. Vous pouvez tout

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.
2. *Mémoires de Villèle :* « Le droit de vous importuner ».

finir, tout aplanir, en plaçant quelques hommes. Vous allez renommer votre Conseil d'État ; placez Bertin sur le tableau ; mettez Delalot aux Cultes, Bouville à Rouen, préfet. Faites quelques autres arrangements[1] et vous êtes ministre pour la vie. Quand j'insiste tant, mon cher ami, qu'ai-je en vue ? Vos intérêts et ceux de la France. Que pourrait-il m'arriver à moi ? de me retirer avec vous ; et vous savez par expérience que je fais bon marché des places. Si quelque malheur arrive, mon cher Villèle, vous vous souviendrez des conseils persévérants d'une amitié aussi sincère que désintéressée.

Tout à vous.

Chateaubriand.

N'oubliez pas non plus de rendre à Vitrolles son ministère d'État. Si La Bourdonnaye est accessible, désarmez-le. Avancez Agier ; mettez-le au Conseil d'État, et qu'on lui rende l'arriéré de ses appointements.

Cette lettre vous sera remise par le jeune Flavigny, mon ancien attaché à Berlin ; il est plein d'esprit et d'intelligence.[2]

---

867 3 décembre 1822.

A Madame Récamier.

Vérone, ce 3 décembre 1822.

Le moment de quitter Vérone approche et je n'ai point de lettre de vous. Il faut donc aller à vous puisque vous ne voulez pas venir à moi. M. de Bourgoing, dont j'ai été charmé, vous remettra cette lettre. Il vous dira que je compte partir du 10 au 12, et être vers le 20 à Paris. Au milieu des grands événements de l'Europe, je n'ai qu'une pensée ; il faudra pourtant que nous prenions une

1. Les vingt-quatre mots précédents manquent dans le *Congrès de Vérone.*

2. *Congrès de Vérone.* — *Mémoires de Villèle*, III, 263. — Le post-scriptum n'est donné que par les *Mémoires* de Villèle.

résolution à Paris. Il est impossible de vivre comme cela. Vous aurez vu M. de Montmorency. J'ai hérité de ses succès ici. On dit qu'il se prépare des orages pour le ministère, mais ce sera des orages royalistes, car les élections ont tué vos amis les libéraux.

A bientôt. Ce mot me console de tout.[1]

---

868 3 décembre 1822.

A la duchesse de Duras.

Vérone, le 3 décembre 1822.

J'ai reçu vos lettres du 24 et du 25. J'admire la liberté de votre esprit au milieu de la crise où nous sommes. Vous étiez faite pour gouverner le monde. Vous avez la force de tête du cardinal de Richelieu, et votre prose vaut mieux que ses vers. J'entendrai *Le Moine* avec grand plaisir ; mais je ne l'entendrai pas longtemps, car on va sans doute me faire courir à Londres où les affaires vont devenir graves. Je n'ai rien à vous mander d'ici, sinon que les affaires d'État sont arrangées d'une manière honorable pour les affaires de la France. Tout est maintenant à Paris, où M. et Mme de Montmorency même ont tout porté. Le courrier qui doit nous expédier part peut-être aujourd'hui même de Paris, nous l'attendons du 8 au 10, et le 13 nous aurons tous quitté Vérone. Vous voyez qu'il ne faut pas répondre à cette lettre qui vous arrivera le 9 ou le 10, puisque je quitterai Vérone le 10 même ou au plus tard le 12. Nous savons la déroute de l'armée de la Régence, vous avez reçu à présent toutes mes grandes et petites lettres. L'irrégularité des courriers est la cause de tous ces retards.

Je sais par toutes les lettres que je reçois de Paris, qu'on prépare des chamailleries et des oppositions au ministère. S'il y a guerre, c'est pourtant un coup du ciel d'avoir une Chambre si

1. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 452-3.

royaliste et qui n'entravera pas le gouvernement dans les opérations militaires. Un échec sous la cocarde blanche serait la fin des Bourbons. Mais avec de bons députés cela ne peut arriver. Quant aux ministres, je ne regretterai que Villèle, Peyronnet et Victor, je me retirerai avec les premiers ; attendez ; nous n'en sommes pas encore là. Il fait un temps affreux ici ; c'est pourtant un grand bonheur que de vous revoir.[1]

---

869 9 décembre 1822.

A la duchesse de Duras

Vérone, ce 9 X^{bre} 1822.

C'est un grand tourment d'écrire le matin même ou la veille du jour où l'on attend un courrier qui vous apporte la paix ou la guerre. Tous mes raisonnemens aujourd'hui seraient hors-d'œuvre, pour ce qui s'est passé et ce qui se passe maintenant à Paris, et pour ce qui sera arrivé le jour où vous recevrez cette lettre. Aussi je vous les épargne. Tout le Congrès fait ses paquets. Nous partons tous du 11 au 16. Je vois l'empereur de Russie demain et je dîne aujourd'hui chez M. de Nesselrode. Je continue à gagner du terrain, et j'ai pas mal contribué à terminer honorablement pour la France les affaires d'Italie, les seules qu'on m'avait laissées à traiter. Le Piémont sera évacué et l'évacuation commence le 1er janvier prochain et sera terminée au mois de septembre, Alexandrie remise au roi de Sardaigne &c. On retirera 17 mille Autrichiens du Royaume de Naples. On diminuera les contributions de guerre. Il ne restera dans toute la Sicile qu'une garnison autrichienne dans le château de Palerme. La *Consulta* sicilienne et la *Consulta* napolitaine qu'on n'avait pas voulu convoquer, seront enfin appelées, et ce malheureux royaume aura du moins un commencement d'administration. Il avait été question d'établir une espèce de Commission centrale d'enquête

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

contre les Carbonari et révolutionnaires en Italie, comme à Mayence. Les petits états italiens étaient consternés. J'ai parlé contre, hier, à la séance du Congrès, et elle n'aura pas lieu. Ainsi ce que l'on m'a confié avec regret, les notes sur les colonies espagnoles, la traite des nègres et les libertés de l'Italie, a été mené à bon port. Je suis donc content de moi. On me demande tous les jours ici si je suis ministre. J'ai beau dire que je me rends à Londres, on ne me croit pas : c'est pourtant la pure vérité.

Vous faites des romans au milieu des bruits de guerre, et moi des vers. Mais je me donne bien garde de le dire. J'ai fini mes stances sur les Alpes et sur l'Italie. Voici les quatres premières strophes :

Donc reconnaissez-vous dans vos profonds abymes [1]
Ce voyageur pensif,
Au cœur triste, aux cheveux blanchis comme vos cîmes,
Au pas lent et tardif ?

Jadis de ce vieux bois qui couvre un roc aride, [2]
Je sondais l'épaisseur,
Hardi comme un aiglon, comme un chamois [3] rapide
Et gai comme un chasseur !

Alpes ! vous n'avez point subi mes destinées !
Le temps ne vous peut rien :
Vos fronts légèrement ont porté les années
Qui pèsent sur le mien.

Pour la première fois quand rempli d'espérance,
Je franchis vos remparts,
Ainsi que l'horizon un avenir immense
S'offrait [4] à mes regards.

L'Italie à mes regards, et devant moi le monde ! &c. [5]

1. Le texte imprimé est : « au fond de vos abîmes ».
2. Texte imprimé : « où fuit une eau limpide ».
3. Texte imprimé : « comme un chevreuil ».
4. Texte imprimé : « s'ouvrait ».
5. Le texte complet et définitif se trouve dans les *Poésies diverses* de Chateaubriand.

Etais-je en verve ? Le reste ne va pas mal : vous retrouverez Natalie. Le Congrès est saboulé. Le Simplon admiré, mais remis à sa place, et ses rochers abaissés au dessous des rochers de Meillerie leurs voisins. Enfin c'est le *vieil* homme revenu dans le vieux homme. Cachez bien ma honte. Heureusement que lord Strangford, ambassadeur à Constantinople, fait aussi des vers, en empêchant la Russie d'avaler les Turcs ; et le P[ce] Metternich est amoureux de toutes les femmes : à chacun sa coulpe. — J'ai reçu une lettre fort aimable de M[de] de la Tour du Pin, qui m'invite à m'arrêter à Turin. Mais je ne sais encore si je passerai par Turin.

Le courrier anglais vient d'arriver avec votre lettre du deux. Mathieu Duc ? Pourquoi pas. Il a fait d'assez bonne besogne pour cela. De Caze aussi est Duc, et Polignac prince. Que voulez-vous? C'est du radotage, mais je cherche en vain à deviner par votre lettre si le Conseil du Roi a accepté ou non les mesures proposées par le Congrès. C'était là pourtant l'essentiel à savoir pour moi. Attendons donc le courrier de Mathieu qui arrivera sans doute demain soir ou après demain. Il a (lui Mathieu) écrit un petit mot à Caraman. Il paraît fort gai. C'est la nature de la linotte et cela ne prouve rien. Vous ne me dites pas si vous avez reçu la copie de ma grande lettre à Villèle. Je vous écrirai encore avant de quitter Vérone. [1]

---

870 12 décembre 1822.

Au duc de Montmorency.

Vérone, le 12 décembre 1822.

Monsieur le duc,

J'ai eu ce matin une conversation très longue avec M. le prince de Metternich et une autre avec Sa Majesté l'empereur de Russie.

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

Le premier pense qu'il est utile que j'aille vous en rendre compte immédiatement. En conséquence, je partirai demain 13, et j'espère arriver vers le 20 à Paris. Par le courrier qui vous porte cette dépêche, je réponds à deux lettres de M. de Villèle. Ma réponse indique en général la suite des idées dont j'aurai à vous entretenir.

M. de Caraman vous aura sans doute mandé, Monsieur le duc, que les affaires d'Italie se sont terminées d'une manière assez honorable pour la France. Demain, jour de mon départ, il y aura séance de clôture du congrès, et lundi prochain 16 les souverains et les ministres auront quitté Vérone.

J'ai l'honneur de recommander à votre bonté[1] Messieurs de Rauzan et d'Aspremont, et vous prie d'agréer, avec mes félicitations sur votre nouveau titre, l'assurance de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Duc,

Votre très humble et très obéissant serviteur

CHATEAUBRIAND.[2]

---

871 12 décembre 1822.

A Villèle.

Vérone, ce jeudi soir 12 décembre 1822.

J'ai reçu, mon cher ami, votre lettre du 3 de ce mois, vingt-quatre heures avant celle du 28 du mois passé. Aussitôt que la première m'est parvenue, j'ai couru chez le prince de Metternich, et j'ai eu ce matin avec lui une conversation de la dernière importance. L'empereur de Russie m'a aussi accordé une audience, et ce généreux prince m'a parlé plus d'une heure avec un intérêt pour

1. Affaires étrangères : *à votre souvenir...*
2. Chateaubriand *Congrès de Vérone*. — Affaires étrangères, France, 721, f° 342.

le roi et pour la France véritablement admirable. Le prince de Metternich est d'avis que j'aille moi-même rendre compte à Paris de ces conversations. J'avance donc, en conséquence, mon voyage de trois jours ; j'irai vite, et, sauf les retards au passage des montagnes, j'espère arriver du 18 au 20. En deux mots, les trois puissances ne retireront pas leurs notes et les feront partir pour Madrid, en nous accordant toutefois quelques jours pour agir avec elles, si nous le voulons. Mais elles conçoivent que le moment n'est peut-être pas opportun pour nous, et que nous pouvons désirer agir un peu plus tard qu'elles. Le prince de Metternich a saisi cette idée, que je lui ai suggérée, et vous voyez quel parti vous pouvez en tirer. On peut faire partir une note en même temps que celle des alliés, note à la fois comminatoire et conciliatrice. Notre ambassadeur peut rester un moment après la retraite de ceux des alliés, annonçant son départ et la ferme résolution de la France de ne se séparer jamais de l'alliance continentale, mais en même temps montrant toute la sollicitude de la France pour le salut de l'Espagne, et la suppliant d'écouter la voix de la raison avant de se précipiter dans un abîme de malheurs. Il me semble, mon cher ami, que si l'on saisit bien cette idée, une nouvelle route peut s'ouvrir devant nous ; nous pouvons arracher à l'Angleterre un rôle qu'elle se propose de jouer, celui de médiateur ; et si nous sommes repoussés, la guerre est justifiée aux yeux de tout homme raisonnable. Je vous développerai tout ceci ; et j'espère qu'aucune détermination n'aura été prise avant mon arrivée à Paris. Demain le prince de Metternich doit me lire la dépêche qu'il va adresser à M. Vincent. Je serais trop heureux, mon cher ami, si mes dernières paroles à Vérone n'étaient pas perdues pour le bonheur de notre pays.

Tout à vous pour la vie.

CHATEAUBRIAND.

J'espère que votre enfant se porte mieux. Vous avez été bien éprouvé depuis quelque temps.[1]

1. *Congrès de Vérone.— Mémoires de Villèle*, III, 265. — Le post-scriptum ne se trouve pas dans le *Congrès de Vérone.*

872 12 décembre 1822.

A Madame Récamier.

Vérone, jeudi soir 12 décembre 1822.

Je vais enfin vous revoir ! Je pars demain par le désir de M de Metternich et de l'empereur Alexandre. Celui-ci est convenu d'établir une correspondance avec moi. Vous voyez que j'ai regagné le temps qu'on a voulu me faire perdre. J'ai bien des choses à vous dire, et je ne suis pas aussi content que vous de votre ami. Que vais-je trouver à Paris ? Mais surtout comment serez-vous pour moi ? Songez qu'il faut changer notre vie ! On vient me demander mon billet. A bientôt ! Je serai à Paris vers le 20. A bientôt ! Le cœur me bat de joie. J'ai bien souffert ici, mais j'ai triomphé. L'Italie sera libre et j'ai pour l'Espagne une idée qui peut tout arranger si elle est suivie.[1]

---

873 13 [décembre] 1822.

A la duchesse de Duras.

Vérone, 12 décembre 1822.

Je pars subitement après une longue conversation avec le prince Metternich et une autre avec l'empereur Alexandre. Le premier désire que je me rende à Paris pour rendre compte de ce que je sais. Je crois entrevoir une nouvelle route. Je l'indique aujourd'hui à Villèle par un mot en réponse à deux de ses lettres que j'ai reçues à la fois. Ce serait une singulière destinée si j'avais arrangé dans 24 heures des choses dont on a essayé pendant deux mois de m'empêcher de me mêler. L'empereur *m'a demandé de*

1. *Souvenirs... Récamier*, t. I, p. 453-4. — Herriot *Récamier*, II, 129.

lui écrire, je tâcherai de faire le contrepoids aux correspondances par lesquelles on abuse du plus noble et généreux caractère qui soit au monde. Vous voyez ce que j'ai gagné quand j'ai été laissé à mes propres forces. Voyez Villèle et ne dites qu'à lui où j'en suis avec l'empereur de Russie.

Quel bonheur de vous voir dans quelques jours. Je serai à Paris du 20 au 22 selon les chemins et les chevaux. Henri[1] partira après-demain ou dimanche 15, s'il peut avoir des chevaux.

Je pars demain au soir, 13.

J'ai reçu une vieille lettre de vous du 28 et du 30 9bre. J'avais auparavant reçu votre lettre du 2 de ce mois.[2]

---

874 19 décembre 1822.

Au vicomte de Marcellus.

Paris, 19 décembre 1822.

J'ai repassé les Alpes et j'arrive. J'ai besoin d'oublier pour quelques jours la politique.

Savez-vous que le mobilier de notre grand salon revient à quarante mille francs, au lieu de vingt-quatre? J'espère au moins qu'il nous fera honneur. J'ai réglé avec M. Hérard. Toutes les choses restent comme vous les avez arrangées.

Je crois bien vous revoir à Londres dans le courant de janvier, sauf le chapitre des déceptions, toujours long dans ma destinée.

C.[3]

1. Le duc de Rauzan.
2. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.
3. Marcellus *Politique de la Restauration*, p. 108.

875 [24 décembre 1822.]

A Madame Récamier.

Mardi matin.

Je n'ai pas dormi. Ma pauvre tête, sans compter le cœur, est bien malade. Je suis bien dégoûté ce matin, et je voudrais qu'on n'eût jamais pensé à cela. J'espère encore que le *maître* refusera sa signature. Nons ne saurons rien aujourd'hui, et cette attente est bien pénible. Je vous verrai à notre heure. Vous me donnerez la force que je n'ai plus. [1]

---

876 [Vers le 25 décembre 1822.]

A Madame Récamier.

Paris, 1822.

J'ai vu Polignac. Je lui ai déclaré que la *chute* de Villèle était la *mienne*, et que j'avais lié mon sort au sien, par la raison que lui seul avait été franc et loyal pour moi. Vous voyez qu'il n'y a pas de quoi s'inquiéter. J'ai déclaré en même temps à Polignac que je n'étais point l'ennemi de M. de Montmorency, et que loin de désirer sa place et de rester à favoriser les ambitions et les partis, j'allais retourner à Londres.

Quant à vous, je vous aime plus que ma vie. De quoi vous plaignez-vous ? Je souffre horriblement, mais je suis à vous, peines et plaisirs, joies et douleurs. A demain. [2]

1. *Souvenirs... Récamier*, t. II, p. 12.
2. *Souvenirs... Récamier*, t. II, p. 10.

877 26 décembre 1822.

A Villèle.

Paris, ce 26 décembre 1822.

Mon cher ami, la nuit porte conseil : il ne serait bon ni pour vous ni pour moi que j'acceptasse dans ce moment le portefeuille des Affaires étrangères. Vous avez été excellent pour moi et je n'ai pas toujours eu à me louer de M. de Montmorency, mais enfin il passe pour être mon ami ; il y aurait quelque chose de déloyal à moi à prendre sa place, surtout après tous les bruits qui ont couru : on n'a cessé de dire que je voulais le renverser, que je cabalais contre lui, etc., etc. S'il était resté dans un coin du ministère, ou que le roi lui donnât une grande[1] retraite, comme la place de grand-veneur, les choses changeraient de face ; mais alors il resterait encore des difficultés.

Vous savez, mon cher ami, combien je vous suis dévoué : j'ai le bonheur de vous servir assez puissamment auprès de cette partie des royalistes qui sont opposés à votre système. Je les tempère, je les arrête, et je les retiens par la confiance qu'ils ont en moi, dans les bornes d'une juste modération. Mais, mon cher ami[2], je perdrais à l'instant toute mon influence sur eux si j'entrais au ministère sans amener avec moi deux ou trois hommes de la droite, de ces hommes qu'il est si facile de désarmer, mais qui seront extrêmement dangereux à la session prochaine si vous ne voulez pas vous arranger avec eux. Croyez bien, mon cher ami, que le moment est critique. Vous pouvez rester vingt ans où vous êtes et porter la France au plus haut point de prospérité, ou vous pouvez tomber avant deux mois et nous replonger tous dans le chaos. Cela dépend absolument de vous et du parti que vous allez prendre. Je vous en conjure au nom de l'amitié et de ma fidélité politique, profitez de l'occasion qui se présente

1. Chateaubriand imprime : *immense*.
2. A l'impression, Chateaubriand supprime : *mon cher ami*.

pour consolider votre ouvrage. Au reste, j'approuve fort que vous preniez le portefeuille des Affaires étrangères, comme vous l'aviez, *par interim*. Cela vous donnera le temps de voir venir et d'arranger les affaires. Je dois vous dire aussi avec franchise qu'il y a tel ministre des Affaires Étrangères, que vous pourriez choisir, sous lequel je ne pourrais servir, et ma démission serait un grand mal dans ce moment. Voilà, mon cher ami, une partie des mille choses que j'ai à vous dire. Nous nous verrons, nous causerons. Soyez persuadé, au reste, de cette vérité, c'est que mon sort politique est lié au vôtre, et que je reste ou tombe avec vous. A vous pour la vie.[1]

---

878 26 décembre [1822].

A Madame Récamier.

26 décembre.

Vous verrez par la lettre à Villèle, dont je vous envoie la copie, que Mathieu a donné sa démission hier au soir et que Villèle m'a proposé le portefeuille par ordre du roi. Je l'ai *refusé*. Mathieu ne valait pas ce sacrifice par la manière dont il a été avec moi, mais je devais cela à *vous* et à ma loyauté. Ne parlez pas de ma lettre à Mathieu. Il est singulier qu'il ne vous ait rien dit de ce qui s'est passé hier au soir. Se serait-il ravisé et aurait-il repris la démission ? J'ai au moins fait preuve de sincérité. On ne dira plus que je suis ambitieux. J'aurais bien désiré vous voir un moment à une heure et demie.[2]

1. Chateaubriand *Congrès de Vérone* (Chateaubriand supprime les derniers mots). — *Mémoires de Villèle*, III, 283. (La lettre y est datée de novembre par erreur.)

2. *Souvenirs... Récamier*, t. II, p. 10-11.

879 [27 décembre 1822.]

A la duchesse de Duras.

Vendredi.

Je n'avais rien à vous dire et le temps m'a absolument manqué. Le Roi insiste pour que j'entre, et Villèle n'a pris le portefeuille que par intérim. Je serai chez vous à onze heures, ce matin.[1]

---

880 [28 décembre 1822.]

A Madame Récamier.

Samedi matin.

On est toujours bien agité. Il y a un tel cri de l'opinion pour me pousser dans le ministère qu'il est difficile que mes pauvres diables d'amis ne soient pas obligés de me recevoir parmi eux. Nous parlerons de tout cela à quatre heures. Je souffre horriblement.[2]

---

881 [28 décembre 1822.]

A la duchesse de Duras.

Samedi.

Monsieur, au lieu de me presser d'accepter, m'a serré dans ses bras et m'a dit que j'agissais comme un héros, et qu'il approuvait mon retour à Londres où d'immenses affaires m'attendaient.

1. Pailhès *La duchesse de Duras*, p. 229. — Collationné sur l'original autographe. — Archives de Chastellux.
2. *Souvenirs... Récamier*, t. II, p. 11.

Qui est-ce qu'on attrape ? Du reste, que je serais son ministre, qu'il fallait toujours que je défendisse Villèle, sans lequel il n'y avait pas de salut, etc., etc. Ceci a fixé toutes mes irrésolutions. Je reverrai ce matin Villèle et j'irai vous dire à deux heures où en sont les choses. Blacas est venu hier me dire qu'il ferait *sous* moi tout ce que je voudrais. Enfin nous avons l'objet de tous nos vœux : *un ministère refusé !!!*[1]

---

882 [28 décembre 1822.]

A Villèle.

Samedi, 5 heures.

Si le Roi accepte, songez, mon cher ami, qu'il faut que la nomination soit connue en même temps que la démission, autrement les journaux de droite prendront feu, et le Roi reculera sur la nomination en raison de ce qu'il croira voir dans l'attaque une intention de lui forcer la main ; prenez garde à cela, le danger est réel. [2]

---

883 [28 décembre 1822.]

A Villèle.

Samedi soir.

J'obéis aux ordres du Roi, mon cher ami. Vous voilà payé de votre fidélité pour moi. Je viens loyalement à votre secours, mais je n'augure pas bien de ma position. Cela dépendra de vous. Le Roi m'a gardé plus d'une heure.

Tout à vous. Vous pouvez faire paraître l'ordonnance.

CHATEAUBRIAND. [3]

1. Pailhès *La duchesse de Duras*, p. 229. — Collationné sur l'original autographe. — Archives de Chastellux.
2. *Mémoires de Villèle*, III, 285.
3. *Mémoires de Villèle*, III, 285.

884 [28 décembre 1822.]

A la duchesse de Duras.

Que de pauvretés !

Ayez pitié de moi et non de vous. Le Roi m'a donné l'ordre d'accepter. J'ai obéi, mais comme un homme qu'on mène à la potence. J'y périrai, et vous en savez la cause. Je ne puis vous dire si je pourrai vous voir ce soir. Je l'essayerai. [1]

---

885 [28 décembre 1822.]

A Madame Récamier.

Samedi, 10 heures.

J'ai refusé Villèle à midi. Le roi m'a envoyé chercher à quatre et m'a tenu une heure et demie à me prêcher, et moi résistant. Il m'a donné enfin l'*ordre* d'obéir. J'ai obéi. Me voilà resté auprès de vous. Mais je périrai dans le ministère. A vous ! [2]

---

886 28 décembre 1822.

Au vicomte de Marcellus.

28 décembre 1822.

Je vous envoie M. Bourqueney. Il vous dira ce que je désire. Je vous prie de faire encaisser tout ce qui m'appartient, linge, argenterie, porcelaine, plateaux, vaisselle, etc., etc., et de me l'expédier le plus tôt possible à Paris. Peut-être sera-t-il

1. Pailhès *La duchesse de Duras*, p. 229. — Collationné sur l'original autographe. — Archives de Chastellux.
2. *Souvenirs... Récamier*, t. II, p. 12.

plus expédient de vendre tout l'attirail de cuisine à mon successeur. Quant au beau meuble, si mon successeur n'en veut pas, je crois que j'en trouverai toujours le prix à Londres. Je vous prie aussi de m'envoyer ma petite voiture. Vous garderez la voiture de cour jusqu'à nouvel ordre. Me voilà, Monsieur, sur un théâtre bien orageux. J'en descendrai peut-être comme tant d'autres, mais enfin je ferai ce que je pourrai pour ne pas tomber sans honneur. Je n'oublierai pas vos intérêts.

CHATEAUBRIAND.

Ci-joint une lettre particulière pour M. Canning. Je vous envoie aussi ma première dépêche. Dites à MM. Billing et Desmousseaux que je ne les oublie pas.

M. de Chateaubriand [1] accablé d'affaires me charge d'achever son billet.

Le roi donne à S. E. le service de porcelaine qui a été envoyé à Londres ; ainsi M. de Chateaubriand vous prie de le faire emballer avec soin et de le lui expédier le plus promptement possible. Il désire aussi les *grandes livrées* et les chapeaux, ainsi que des habits, du linge, enfin quelques hardes ou... [2]

---

887 [29 décembre 1822]

A la duchesse de Duras.

Dimanche.

J'irai vous voir en sortant du Château. Je n'oublierai point Henri, et je ne vous donnerai point de tourment. [3]

1. Toute la suite de ce post-scriptum a été rédigée et écrite par un secrétaire.

2. Inachevé. D'après l'original. — Communication de M. de Montbron.

3. Pailhès *La duchesse de Duras*, p. 234. — Collationné sur l'original. — Archives de Chastellux.

29 décembre 1822.

A la duchesse de Duras.

888 Dimanche, 29 décembre 1822.

Oui, oui. Je prends Henry ! Je suis tout remonté ce matin. J'ai écrit toute la nuit à l'empereur de Russie, à Metternich, etc. Je ne sais quand je pourrai vous voir aujourd'hui. [1]

[Lundi, 30 décembre 1822.]

889 **A la duchesse de Duras.**

1 heure et demie.

C'est fait. Le Roi charmé et me demandant pour échange de bon procédé, la lecture de l'*Abencérage*, en disant : « L'*Abencérage, ce sont aussi les Affaires étrangères.* » Je vais faire rédiger l'Ordonnance, et je la présenterai à la signature demain. Je tâcherai de vous voir aujourd'hui, quoique j'en désespère. [2]

---

890 30 décembre 1822.

A M. Gentz.

Paris, 30 décembre 1822.

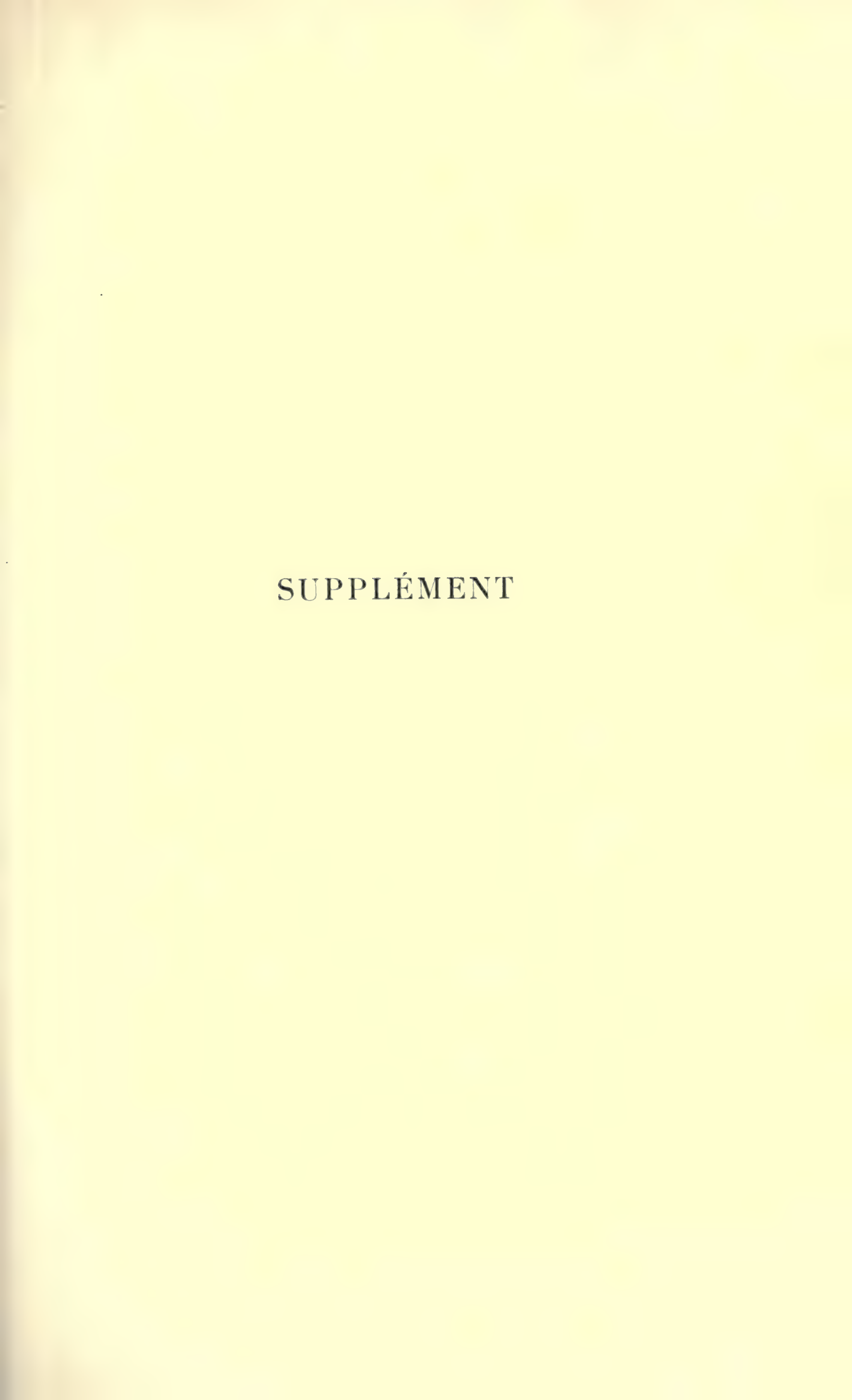
Me voilà ministre, monsieur. M. le prince de Metternich vous communiquera peut-être la lettre où j'ai l'honneur de lui mander

1. Pailhès *La duchesse de Duras*, p. 234. — Collationné sur l'original autographe. — Archives de Chastellux.
2. Pailhès *La duchesse de Duras*, p. 234-5. — Collationné sur l'original autographe. — Archives de Chastellux.

tout le détail. Maintenant ne m'abandonnez pas : je suis sur la brèche. Les obstacles sont grands au dedans comme au dehors. J'ai à lutter contre les choses et contre les hommes ; appuyez-moi donc. Que je sois appuyé par les sentiments de bienveillance des cabinets de l'Europe, et j'en serai plus fort. Vous savez, monsieur, que je vous ai reproché à vous autres, puissances étrangères, une trop longue injustice envers les royalistes. Tantôt vous nous avez pris pour de vieux barons du treizième siècle, tantôt pour des novateurs du dix-neuvième ; cela nous a fait du mal. Laissez-moi donc être royaliste constitutionnel ; ne vous effrayez ni de ma marche, ni de mon langage. Je connais la France, et je sais la seule route à prendre pour arriver à un ordre de choses qui fera le bonheur de mon pays et le repos de l'Europe. Vous m'avez, monsieur, promis votre amitié ; je la réclame, et les témoignages m'en seront surtout bien précieux dans ce moment. Vous connaissez tous les sentiments d'estime et de considération que je vous ai voués.

CHATEAUBRIAND. [1]

1. *Congrès de Vérone*, LVII.



SUPPLÉMENT

64ª [19 mai 1803.]

A la comtesse de Marigny.

Voilà une nouvelle, ma chère Marigny, qui va déranger tous tes projets et qui m'ôte le temps d'achever la petite commission dont tu m'avais chargé pour tes lampes. Je reçois à la fois mon brevet de premier secrétaire de légation et l'ordre de partir sur le champ pour Rome. Je me mets demain en route avec le cardinal Fesch, mon ambassadeur, l'Oncle du premier Consul. Je resterai donc [endetté] pour 150 fr. ou à peu près ; toi, tu voudras bien permettre que nos hommes d'affaires Le Corvastier et Lesueur terminent la petite affaire de commission. Je viens d'écrire à Lucile pour lui proposer de faire avec toi le voyage d'Italie. Pourquoi ne viendriez-vous pas à Rome ? L'occasion est belle, tu es indépendante, il ne faut que deux mille écus. Enfin rien n'est moins impossible que ce projet : examine et concerte cela avec Lucile. Dans tous les cas, crois à ma vive et sincère amitié. Écris-moi à Rome à cette adresse : à M. de Ch. secrétaire de légation à Rome, Palais de l'ambassadeur de France à Rome, Italie. Affranchis tes lettres jusqu'à Milan. J'ai à peine le temps de te griffonner ce peu de lignes. Il y a deux nuits que je ne me suis couché et il me reste encore un million d'affaires sur les bras; on ne m'a donné que trois fois 24 heures pour faire mes préparatifs. Adieu, adieu, je t'embrasse mille fois. On dit que notre séjour à Rome ne sera pas de longue durée. Je t'embrasse de nouveau.

Paris, jeudi 29 Floréal.

J'ai laissé des ordres pour qu'on te fasse passer la grande édition. [1] On te continuera l'abonnement du Mercure.

A Madame Marigny
à Marigny près Fougères
Ille-et-Vilaine.[2]

1. Du *Génie du Christianisme.*
2. Archives de Combourg.

134[a] 13 novembre 1804.

A la comtesse de Marigny.

Villeneuve sur Yonne.
13 novembre 1804.

Je gémis comme toi, chère amie, et d'autant plus que je n'ai pas eu comme toi le triste plaisir de rendre les derniers devoirs de l'amitié à notre malheureuse sœur ; tout pénibles qu'ils sont, ils consolent ; pour moi, je ne me consolerai de ma vie. Reçois tous mes remerciements, toutes mes tendresses, [.....] [1] que je voudrais au prix de mon sang avoir partagées. Voilà un dernier service que je te demande : Lucile avait une foule de papiers inutiles qu'elle écrivait le matin et qu'elle ne brûlait pas toujours le soir. Elle avait de plus un portrait de notre sœur Farcy, voudrais-tu me donner tout cela et le portrait de notre chère Lucile, s'il se trouve, à moins que tu ne le voulusses pour toi même ; mon vieux S[t] Germain ira chez toi prendre l'adresse du médecin où Lucile est morte, il se fera conduire au cimetière et montrer la fosse afin qu'on la recouvre et que je fasse mettre une pierre dessus en arrivant à Paris. Ma femme est très malade, et cela pourra achever de la mettre au lit. Je ne sais donc quand je pourrai me rendre à Paris ; si rien ne me contrarie, ce sera à peu près dans trois semaines ou un mois. Pourrais-tu m'envoyer les papiers et le portrait ? Cela me serait une grande consolation. S[t] Germain me ferait passer le paquet.

Voilà l'autorisation que tu demandes. Tu sais bien que tu n'éprouveras jamais de contradiction de ma part sur un tel sujet. Je connais assez M. de Tocqueville [2], pour t'assurer d'avance qu'il fera tout ce que l'honneur et l'amitié entre nous exigent. Mais il serait juste que M[de] de Chateaubourg qui va jouir d'un bien si

1. Quelques mots illisibles.
2. Le comte de Tocqueville et le frère aîné de Chateaubriand avaient tous deux épousé une demoiselle de Rosambo.

facilement acquis contribuât à honorer la mémoire de notre chère Lucile.

D'ailleurs Lucile n'était point domiciliée à Paris, ce serait à Boulogne qu'il faudrait mettre les scellés et où et sur quoi. N'est-ce pas M[de] de Chateaubourg qui a tort ?

Pour moi, tu peux le lui mander, je déclare que comme héritier, je me refuse à prendre la succession sous bénéfice d'inventaire. Je ne veux pas faire cet affront à la mémoire de ma chère Lucile, j'accepte tout ce qui m'en reviendrait, purement et simplement, voulant courir tous les risques de dettes, s'il s'en trouvait. D'après la lettre de M. de Tocqueville, il parait décidé à faire tout honorablement. Toi même tu es dans cette intention, nous voilà donc trois. Eh bien si les autres ne veulent pas payer, toi, M. de Tocqueville et moi nous trouverons bien le moyen d'acquitter 8 ou 9 cents livres que la mort de cette chère sœur nous laisse à payer.

Je t'embrasse mille fois tendrement. Que je désire de t'embrasser et de mêler mes larmes aux tiennes.

J'écris à M. de Tocqueville et à M. de Rosambo, mais je ne sais trop où ils sont.

à M[de] de Marigny.
Boulevard Bonne Nouvelle
à Paris. [1]

136[a] [28 novembre 1804]

A la comtesse de Marigny.

Mercredi 7 Frimaire.

Suivons si tu m'en crois, ma chère enfant, ce qui est plus simple et plus honorable sans nous embarrasser de vaines frayeurs. De quoi s'agit-il ? d'une somme de 10.000 que M[de] de Caud a cautionnée pour moi. Ne dit-elle pas qu'elle a entre les mains une lettre

1. Archives de Combourg.

de moi et une autre de Céleste par lesquelles moi et Céleste reconnaissons devoir cette somme en déchargeant en tout et en partie M^de de Caud ? Il faut donc supposer 1° qu'en cas que M. de [Morrand] [1] demande cette somme je refuserai de la payer ; 2° que je nierai ma signature remise entre les mains de la pauvre Lucile ; 3° que ma femme niera aussi son billet. Regarde que de suppositions absurdes. Quoi ? pour quelques chemises que Lucile avait à Paris, nous irions mettre la justice là dedans, faire mettre des scellés sur trois guenilles et avoir beaucoup de frais que M^de de Chateaubourg elle même comme héritière se dit obligée de payer avec moi ! Va donc tête levée, fais toi apporter tout ce qui appartient à cette pauvre et toujours chère Lucile, garde moi les papiers, le portrait et tous les livres qui sont à moi. Le reste, tu sais si cela en vaut la peine ; tu connais mieux que personne l'état de la garde robe de cette pauvre infortunée. Je serai à Paris le Dimanche prochain 11 frimaire, dans 15 jours[.....] [2] nous te donnerons une partie de ce que tu auras déboursé. Si les autres héritiers refusent de faire honneur à la mèmoire de Lucile, n'aie aucune peur de M. [de Morrand] : jamais je ne nierai une dette, ni ne refuserai de la payer. Si je venais à mourir, on trouverait dans mes fonds de librairie plus qu'il ne serait nécessaire pour acquitter le peu que je dois.

Chère amie, je suis désolée de n'avoir pas partagé ces tristes devoirs avec toi. Sois sans inquiétude. Retire le plutôt que tu pourras chez toi tout ce qui appartient à notre sœur, ne fourre point la justice là dedans et sois sûre que tu n'en as pas la moindre chose à craindre. Écris moi un mot pour me tranquilliser sur tes inquiétudes et que tu as pris ton parti. Mille et mille tendresses.

Tout à toi

à Madame de Marigny
Rue Sainte Barbe 110
Boulevard Bonne-Nouvelle
Paris. [3]

1. Lecture incertaine.
2. Quelques mots illisibles.
3. Archives de Combourg.

142ª Avril 1805.

A la comtesse de Marigny.

Avril 1805.

Chère enfant. Je suis encore au milieu des ouvriers et qui est pis d'une *préface*. Encore quelques jours et je serai tout à toi. Le portrait est presque fini et frappant de ressemblance. Mille bénédictions pour celui que tu m'as envoyé. Je te le ferai copier.

Je t'embrasse mille fois.

Mercredi.

A Mde de Marigny. [1]

143ª 16 juillet 1805.

A la comtesse de Marigny.

1805 16 juillet mardi matin.

Ta bonne m'a dit que tu sortais à onze heures pour aller déjeuner chez les petites Moreau. J'ai fait tout ce que j'ai pu pour aller te voir avant cette heure là, je n'ai pu y parvenir. Je pars donc sans te voir, ce qui me fâche, mais je serai de retour dans 15 jours ou trois semaines au plus tard pour te consoler. Je t'apprends que le peintre n'est plus dans la campagne où je vais et qu'au besoin je n'aurais pu lui porter le portrait, ce sera pour cet automne.

Tout à toi très chérie.

Ch. [2]

1. Archives de Combourg.
2. Archives de Combourg.

160[a] 1808.

A la comtesse de Marigny.

Tu entendras enfin parler de moi, chère amie. Je suis dans ma Vallée au milieu des neiges, plantant et bâtissant. Nous aurons bientôt un toit à te donner.

Le cousin Moreau arrive de Russie et m'a écrit pour venir le voir. Je lui ai répondu de venir et je n'ai plus entendu parler de lui. Sais-tu où il est et l'as-tu vu ?

Je t'envoie mon adresse afin que tu saches où prendre ma seigneurie, en cas que tu aies besoin d'elle. Je te souhaite mille joies et te prie de me donner de tes nouvelles. Je t'embrasse de tout mon cœur encore trois ou quatre fois, ton frère dévoué.

A Val de Loup près d'Aunay par Antony dépt de Seine.[1]

164[a] [Fin février ou début de mars 1809.]

A la comtesse de Marigny.

Jc t'envoie ma redingote, mon chapeau, mon pantalon, mon gilet et une paire de bas, fais porter tout cela au geolier, fais acheter des souliers si cela est nécessaire, je joins à tout cela ma cravate noire. Je ne fais que courir pour cette malheureuse affaire. J'ai encore des espérances ; mais songe qu'ils comparaissent aujourd'hui au Tribunal et qu'il [2] soit habillé de bonne heure.

Je t'embrasse,

Tout à toi.

Ce mardi 11 heures soir.[3]

1. Archives de Combourg.
2. Ce « il » est son cousin Armand de Chateaubriand.
3. Archives de Combourg.

181[a] 18 mai 1810.

A la comtesse de Marigny.

[1] Pardonne, ma chère bonne amie, j'ai été dans les embarras d'un arrangement définitif avec un libraire, et après beaucoup de tracasseries j'espérais enfin terminer mes affaires. Les Martyrs vont bien et les beaux [vers] de M. de F[ontanes] ont obligé M. H. à une suite de la publication. Voilà les nouvelles. J'irai voir Zoé ; ma femme est presque toujours dans son lit, elle n'a pu aller la chercher. Je me prépare à retourner dans mon désert, très incessamment. A l'heure où tu y penseras le moins attends-toi à voir mon ingrate figure. Si tu t'étais gênée pour cet argent tu m'aurais fait beaucoup de peine.

Je t'embrasse mille fois [2].

182[a] [20 juillet 1810.] [3]

A la comtesse de Marigny.

Mde de Ch[ateaubriand] a été bien malade, chère sœur, elle a eu la rougeole et elle n'est pas encore sortie d'affaire. J'ai pensé ne pouvoir la garder.

Remercie pour moi un million de fois M. l'abbé Caron ; il a raison, son présent m'est encore plus agréable donné par ta main, malheureusement je ne pourrai lui être utile dans les journaux,

1. Sur la même feuille, en tête, nous trouvons cette première lettre, écrite par Mme de Marigny à son frère :

J'ai reçu la nouvelle, mon cher François, que j'allais toucher un léger accompte sur mes chicanes. Je fais porter ce petit trésor que tu m'avais laissé, espérant que justice entière me sera rendue. Zoé a passé hier la journée avec moi et me prie de te dire qu'elle avait passé deux fois chez toi.

2. Archives de Combourg.

3. De la main de Mme de Marigny.

je ne connais plus personne. Cependant j'écrirai à Bertin pour les Débats. Je le prie de m'envoyer sous bande par la poste le volume où il est question de [ ]. Sous bande, c'est-à-dire entouré comme un journal par une bande de papier, sur laquelle tu mettras mon adresse.

Je t'embrasse tendrement et t'écrirai en changement de campagne dans 10 ou 12 jours.[1]

182[b] Jeudi 20 [septembre 1810].

A la duchesse de Duras.

Plaignez moi, Madame, je suis obligé de sortir pour mes affaires, et je ne pourrai vous voir que demain à l'heure du déjeûner. Comment se porte la chère petite malade?

for ever your Brothers.

Ce jeudi 20.

A Madame
Madame Amédée de Duras
à Paris. [3]

185[a] [Fin janvier 1811.][3]

A la comtesse de Marigny.

Chère enfant, reçois mon présent. Je vais enfin jouir du repos, car voilà mon travail fini et je pourrai aller te chercher dans ta solitude. Il s'est passé bien des choses, et j'ai bien des batailles à te conter. Je t'embrasse mille fois.

Mercredi.

à Madame
Madame de Marigny. [4]

1. Archives de Combourg.
2. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.
3. De la main de M[me] de Marigny.
4. Archives de Combourg.

185[b] [13 février 1811.][1]

A la comtesse de Marigny.

Merci enfant, compte sur moi. La bataille a été donnée hier, à l'Institut, par le Génie du Christ. Il souleva des cris et des fureurs incroyables. Font[anes] l'a emporté et a déclaré que l'ouvrage plein de beautés de premier ordre devait être recommandé à Sa Majesté pour une distinction particulière. Dès à présent, je vais me présenter par ordre du Ministre pour la première place vacante à l'Institut et je l'emporterai d'assaut.[2]

185[c] [Vers le 15 février 1811.][3]

A la duchesse de Duras.

Conclusions au nombre de cinq.

Les deux dernières sont :

1° Ouvrage plein de beautés de premier ordre ;

2° Ouvrage pour lequel la classe demande une distinction particulière à V. M.

Des débats et des cris affreux ; me voilà forcé par le triomphe dans mon dernier retranchement ; *on* m'a déjà envoyé des compliments pour me faire souvenir de ma *promesse*, il faut obéir.

Ceci est... chez votre portier.

A Madame

Amédée. [4]

1. De la main de Mme de Marigny.
2. Archives de Combourg.
3. Le rapport de classe de l'Institut pour les prix décennaux est du 13 février 1811.
4. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

190[a] 29 mai 1811.

A la comtesse de Marigny.

Ce n'est point un conte, nous irons en Bretagne, où j'espère bien t'embrasser. Oui, j'avais cet extrait du Génie du christianisme ; au milieu de ma bagarre, je l'ai brûlé avec tous mes papiers, lettres, etc., j'en suis désolé, mais c'était une précaution tout à fait nécessaire.

Bonjour, chère sœur, l'air natal te fera du bien et tu retourneras engraissée et bien portante cet automne dans les champs paternels. Je t'embrasse mille fois. [1]

190[b] Jeudi 6 [juin 1811].

A la duchesse de Duras.

M[de] de B[érenger] chère sœur, est une femme terrible. Elle me fait mille querelles avec vous. Ici pourtant rien que de très simple. Elle et Adrien me dirent que vous veniez de leur écrire des lettres très agitées et me demandèrent si j'en avais aussi reçu quelques unes. Je dis qu'oui et qu'en effet vous paraissiez triste. Voilà tout, uniquement tout. Je n'ai jamais montré une seule ligne de votre écriture à M[de] de B[érenger] Passons à une chose qui m'afflige bien davantage.

Bon Dieu, que ne vous déterminiez-vous plutôt! J'ai donné congé pour cette maison. Mon appartement est loué. Je n'ai plus d'asile qu'à la Vallée. Il m'est impossible de passer plus de deux mois où je suis. Il m'en coûte mille francs par mois tout compris, ce qui est le double et presque le triple de ma dépense à la Vallée. Mais, chère sœur, une petite chose me console. Si vous

1. Archives de Combourg.

veniez à présent, ce ne serait que pour quelques jours, et cela ne gâterait-il pas votre voyage de l'hiver prochain ! Cela n'indisposeroit-il pas M[de] de N..., votre belle mère, les N... et tout le reste des criailleurs ? Ne vaut-il pas mieux arriver sans obstacle l'année prochaine, être aussi longtemps que vous le voudrez à Paris sans qu'on ait le droit de le trouver mauvais, sans être troublée par les mines et les propos de ces gens là ? S'il s'agissait d'un long séjour à présent, il faudrait se moquer des sots et faire ce que l'on voudrait faire, mais nous serions tous les deux obligés d'armer nos ennemis, moi en restant contre tout sens commun, vous en venant, malgré toute l'envieuse sagesse, pour nous voir à peine quelques heures dans le cours d'un mois bientôt écoulé. Voyez, chère sœur. Je prêche contre moi, contre le présent pour m'assurer d'un long avenir.

Très certainement je serai à la Vallée le 25 si vous ne venez pas et nous sommes aujourd'hui au 6. Dans le peu de jours qui me reste à passer ici j'espérais un petit voyage à Verneuil chez M. de Tocqueville, de sorte que vous pouvez déjà me regarder comme dehors de Paris. Je vais retrouver ma solitude avec délices. Je n'aime plus qu'elle et ma sœur.

Vous m'avez encore mal compris. Je n'ai jamais pensé à aller vous voir à présent. Je ne le pourrais pas. Mais je vous ai dit qu'il serait possible que je vous fisse une visite cet été, soit en allant à Lonné, soit en allant en Bretagne avec M[de] de Ch.... Bonjour, chère et aimable sœur ! Mandez moi sur le champ votre détermination.

Jeudi 6.[1]

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

192[a] 23 octobre 1811.

A la comtesse de Marigny.

Vraiment, chère enfant, Louis est marié. J'ai été à la noce, j'en arrive et j'y retournerai sous peu de jours pour un mois. Je ne serai de retour à la Vallée que vers la fin du mois de novembre Tu vois que cela n'était pas un prétexte.

Je suis hors d'affaire pour l'instant. J'ai refusé net de faire un second discours ; et il paraît qu'il ne m'arrivera aucun mal. Les nouveaux candidats nommés depuis moi prononcent leur discours le 9 du mois prochain, ainsi mon rang sera passé, on ne pourra plus revenir sur mon affaire. Je ne sais s'ils m'effaceront de la liste, mais ce qu'il y a de certain, c'est que je n'aurai pas de droit aux séances et qu'ainsi par le fait je ne serai pas de l'Inst. ce qui m'enchante et ravit tout le monde.

Voilà au juste l'état des choses.

J'aurais bien voulu aller t'embrasser, mais je ne suis à Paris que pour un moment, accablé d'affaires. Je ne puis monter jusque chez toi. Quant à ton Monsieur, j'ai une idée vague de son nom, mais ce n'est pas mon ami ni ma ..... c'est je crois un méchant poëte qui est venu quelquefois m'ennuyer de ses vers il y a 7 ou 8 ans. As-tu fini avec Caroline?[1] Elle m'envoie les 1500 l. demain ou après demain, cela me fera un bien extrême.

Tu vois que je ne suis pas plus riche qu'un rat.

Je t'embrasse mille fois.

Paris, mercredi 23.[2]

1. Caroline de Bédée, sa cousine. Cf. t. I, p. 258.
2. Archives de Combourg.

192[b] 1er décembre [1811].

A la comtesse de Marigny.

Voici, chère enfant, l'annonce de ma résurrection. Je vais revenir à Paris, et sais-tu pourquoi ? Pour être juré à la cour criminelle pour la première semaine ; il n'y a pas à dire, il faut juger et faire pendre quelqu'un ou payer 500 livres d'amende et aller six mois en prison. Sans cette belle charge, je serais encore demeuré un mois ici où je travaille beaucoup. Enfin je vais t'embrasser. J'entre en office le 2 Janvier et je serai le 30 du courant à Paris. J'ai bien des choses à te conter. Je t'embrasse d'avance et j'espère te trouver sans rhumatisme.

Tout à toi.

Le Samedi 1 Xbre.[1]

203[a] 30 août 1812.

A la comtesse de Marigny.

Écris vite à Madame de Chateaubourg ; MM. de Tocqueville, d'Orglande et notre neveu partent jeudi prochain pour la Bretagne. Je n'ai que le temps d'écrire ce mot par le courrier qui part. Je t'embrasse ainsi que ma nièce.

Verneuil. Dimanche.

30 Août 1812.[2]

203[b] [3 septembre 1812.][3]

A la comtesse de Marigny.

J'ai bien pensé, chère enfant, aller à Vincennes pour le reste de mes jours. Imagine-toi que la cabale de Estienne et compagnie

1. Archives de Combourg.
2. Archives de Combourg.
3. De la main de Mme de Marigny.

m'ont dénoncé à l'Empereur comme fesant circuler mon discours qu'ils font eux-mêmes circuler; il a voulu m'exiler, m'emprisonner; enfin tout s'est réduit à un torrent d'injures, que tu as su, et qui finira tout. Le public s'est tellement prononcé pour moi dans cette occasion, il y a eu un tel cri d'indignation qu'on n'osera pas aller plus loin ; cela a triplé ma renommée. Il faut s'attendre à des pamphlets injurieux, à des citations de mon ancien ouvrage. Le Génie du Ch. répond à tout, et toute cette persécution si cuisante ne fait que m'honorer. Je suis revenu de la campagne sur une lettre de M. le Ministre de la Police qui me mandait et qui ne m'a rien dit du tout que des choses polies. Aujourd'hui je vois le Ministre de l'intérieur pour me plaindre et demander justice, j'aurai peut-être besoin d'aller jusqu'à Premesnil. Je ne pourrai te voir un instant, tant je suis accablé d'affaires. Demain je retournerai à Verneuil où j'ai laissé M[de] de Chateaubriand. Je tâcherai de t'embrasser avant de partir. Tu as dû recevoir une lettre de moi où je t'apprenais le départ de ces MM. pour la Bretagne. J'embrasse notre nièce.

Jeudi matin.[1]

204[a] 11 [septembre 1812].

A la duchesse de Duras.

Verneuil. Vendredi matin 11.

Je vous ai écrit un mot de Paris, chère sœur, me voilà à Verneuil où j'ai trouvé une longue lettre de vous. Vous n'avez pas besoin de justification. Croyez très sérieusement que mon attachement pour vous est à l'épreuve du temps, que rien ne peut l'affaiblir et que tout peut l'augmenter. Dans ma colère je vous aurai fait une grande querelle avec M[de] de B.[érenger] ; pardonnez-moi tout cela et aimez-moi comme je vous aime. Je vous ai mandé dans mes deux lignes de Paris une chose que vous n'aurez pas

1. Archives de Combourg.

comprise. Je vous l'expliquerai quand je vous verrai. En arrivant ici j'ai trouvé un billet qui m'apprenait qu'on imprime des extraits de mon premier ouvrage [1] *chez Didot imprimeur de l'Institut* et qu'ils vont paraître au premier jour. Voilà l'énigme expliquée, et pourquoi je me trouve *écarté* de Paris. Vous savez que depuis longtemps prévoyant cette attaque j'ai préparé ma réponse J'y ai travaillé depuis encore, et je crois que j'ai un million de fois l'avantage sur mes lâches adversaires. J'enverrai cette réponse à tous les journaux et au ministère. Si on la refuse comme je le crois, alors l'injustice sera bien constatée, et après avoir fait ce que j'aurai dû je resterai tranquille. En attendant il est bon que l'on soit prévenu de l'impression des extraits (car vous sentez bien qu'on ne peut réimprimer *tout* l'ouvrage dans son *ensemble*, il m'est trop favorable) et que tous les honnêtes gens soient renvoyés d'avance à la préface du génie du Ch.[ristianisme].

Votre pauvre frère, chère sœur, est bien tourmenté, il achète cher un peu de noblesse et de renommée.

M^{de} de Ch. est malade d'inquiétude et de chagrin, les amis sont muets, les ennemis puissants ; le public seul est pour moi. Mais que peut-il pour mon repos ? Si vous *deviniez* ma position, n'en *dites rien* : j'ai promis le *silence* et je veux garder ma parole jusqu'au moment où on m'aura manqué de parole. Quant à la publication des extraits, dites-le à tout le monde, il vaut mieux là dessus qu'on soit prévenu. Bonjour, chère sœur, écrivez-moi. Songez que je vous verrai du 25 au 30 à la Vallée et que nous sommes aujourd'hui au onze. Si par hasard vous avanciez votre retour, je tâcherais d'arranger mes affaires pour vous voir plus tôt ! mais au nom du ciel, chère sœur, soyez prudente et ne vous compromettez pas pour moi. Espérons tout de la justice du gouvernement. Il ouvrira enfin les yeux sur l'injuste persécution de mes ennemis. [2]

1. *L'Essai sur les Révolutions.*
2. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

204b Le 18 [septembre 1812].

A la comtesse de Marigny.

Chère enfant, envoye-moi sur le champ, si tu le peux, la date précise de la mort de notre pauvre mère et celle de Mde de Farcy, tâche de te rappeller le mois et même le jour, mais surtout l'année. J'espère triompher encore des malheurs qui me poursuivent. Il y a un grand mouvement en ma faveur. Je serai à Paris le 25 et je te verrai le 26. J'embrasse la Nièce, réponds poste pour poste à l'adresse de M. de Ch[ateaubriand] à Verneuil sur Seine, par Meulan départ. de Seine-et-Oise.

A Mme de Marigny
chez les dames de St-Thomas,
rue du Faubourg St-Jacques, Paris.[1]

---

205 26 septembre 1812.

A Girodet.

Mon cher maître, j'ai été bien longtemps à prendre chez vous mon seul titre à l'immortalité. Enfin j'ai le bonheur de pouvoir vous le demander aujourd'hui. Mme de Marigny ma sœur vous remettra ce billet, vous remettra aussi le prix convenu avec notre ami Bertin. Il est bien au-dessous de votre ouvrage que je garderai comme un présent et non comme chose payée à sa juste valeur. Je suis à la campagne assez malade, et je vous serais très obligé de faire donner le portrait à ma sœur.

Mille compliments affectueux.

DE CH. [2]

1. Archives de Combourg.
2. Copie de Mme de Marigny, avec en tête cette note : « Copie de la lettre de M. de Ch. à M. Girodet peintre, le 26 7bre 1812. »

208[a] Jeudi 12 [novembre 1812].

A la duchesse de Duras.

Quand ma lettre d'avant hier vous sera parvenue vous aurez été bien honteuse de celle que vous m'avez écrite et que j'ai reçue ce matin. Ce qu'il y a de sûr, chère sœur, c'est que je ne comprends rien, rien du tout à votre querelle ; que si j'ai perdu votre confiance je ne sais pourquoi, absolument pourquoi, et si je revoyais la lettre qui vous a fâchée, je tomberais de mon haut de votre folie. Mon ignorance à ce sujet prouve ma candeur, et l'idée de vous faire de la peine m'est si étrangère qu'il me semble que je rêve quand vous me le dites.

Je vous ai expliqué au long dans ma lettre d'avant hier le voyage de Ch., je n'y ai point vu de fêtes, tout était fini. J'y ai entendu M. de C... hurler et M^de^ de C... soupirer ; apparemment que vous confondez mon autre petit voyage à Verneuil chez M^de^ de Tocqueville à la fête de laquelle je me suis *évertué* pour mes bons neveux.

Avez-vous bien compris que les *actions* pour votre arrangement ne sont que de 500#[1] ? d'où il résulterait que si vous y mettez 1000#[2] comme Adrien me l'avait dit, vous avez deux actions, cet arrangement est très bien fait, car dans l'espace de dix années je me trouverais avoir reçu passablement et les actionnaires seraient remboursés.

On a pensé qu'il valait mieux que les actionnaires n'eussent pas de contrat commun à cause des frayeurs et des pusillanimités, chacun sera plus en sûreté en ne connaissant pas son voisin.

J'ai besoin que vous m'écriviez une bonne lettre pour me consoler des dernières.

Jeudi 12.[3]

1. Cinq cents livres.
2. Mille livres.
3. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

211[a] [15 décembre 1812.][1]

A la comtesse de Marigny.

Le dessin est à la campagne, tu l'auras aussitôt que je pourrai y courir. Ma femme a été très malade, et moi persécuté plus que jamais, maintenant tout est fini, et j'irai te voir demain. Je ferai ce que je pourrai pour [B...].

Tout à toi

Jeudi.[2]

217[a] Jeudi 18 mars [1813].

A la duchesse de Duras.

Chère sœur, voilà un terrible désappointement ! J'arrivais plein d'espoir quoiqu'on m'eût écrit de Paris que vous ne veniez plus. Je ne voulais pas le croire. Je trouve votre triste lettre en arrivant dans la rue des Sts Pères et je veux répondre sur le champ pour vous dire combien je vous aime, combien je suis désolé de ne pas vous voir, combien vous me manquez dans la vie, combien votre présence m'est douce et nécessaire. Quand vous conserveriez quelque rancune de ma lettre, je la trouverais juste. Je parlais bien contre moi. Je croyais bien parler pour vous, et aujourd'hui que vous ne venez pas je sens profondément tout ce que je perds ; je ne parlerai plus de vous ; je n'en parle jamais que quand on vous nomme. Et on est si persuadé de votre *bonne place* auprès de moi que ce n'est jamais que pour envier votre sort qu'on m'entretient de vous, de vos projets, de vos idées. Je serai très peu de temps à Paris, j'y suis revenu en enrageant de tout mon cœur et seulement dans l'espoir de vous

1. De la main de Mme de Marigny.
2. Archives de Combourg.

y trouver. J'aime la solitude à la folie et très certainement si je n'avais pas de liens je ne sortirais plus de la vallée que pour aller à Ussé. Si vous saviez ce que c'est que Paris ! Ce qu'il est devenu depuis votre départ ! Quel progrès ! C'est bien véritablement un désert pour vous et pour moi.

Je n'ai encore vu personne. J'apprendrai beaucoup de choses à en juger par les journaux. Je ferai le vendredi saint le voyage. Je le ferai en pensant à vous. Aujourd'hui ce n'est pas Moïse qui me force à vous quitter. C'est un rhumatisme si violent qui me traverse le dos et la poitrine, que je puis à peine me tenir autrement que courbé en deux comme Démodocus. Écrivez-moi, chère sœur bien aimée. Je vous écrirai, et croyez que personne au monde ne vous aime plus tendrement que votre frère.

Paris, jeudi soir 18 mars. [1]

217[b] 9 [juin 1813].

A la duchesse de Duras.

Je reste à La Vallée, chère sœur, je comptais sur quelque argent que je n'ai pas reçu et le voyage est devenu impossible. Cela est fâcheux pour mes intérêts, car j'aurais fait une très bonne affaire, mais la fortune ne veut pas de moi, ni moi de la fortune ; ainsi je suis tout consolé. Je ne sais ce que je vais faire ici ; je ne suis guère en train de travailler, pas plus de voir personne ; je vais avaler de l'ennui comme depuis trois mois, il paraît qu'on n'en meurt pas. Je ne sais ce qui m'est arrivé depuis quelque temps, mais je suis las de tout et surtout de moi-même plus que je ne puis dire ; peut-être que cela passera et certainement au moins je passerai ; de sorte qu'il ne faut pas trop s'inquiéter. Vous, chère sœur, vous êtes triomphante, heu-

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

reuse dans votre beau château ! Les petits chagrins que je vous ai donnés bien innocemment, ne peuvent être durables, puisque je n'ai jamais cessé un instant de vous aimer. La part que je prends à votre bonheur est la seule douce chose qui me reste et que je sente à tous les moments de ma vie, et sur laquelle l'ennui ne puisse rien. J'espère que vous reconnaitrez un jour la sincérité et la solidité de mon attachement et que vous vous en voudrez d'avoir contribué à augmenter mes peines par vos injustices. Bonjour, chère sœur. Écrivez moi à la Vallée.

Mercredi 9. [1]

217[c] 13 juin 1814.

A M. de Bergier.

Le 13 juin 1814.

Je vous réponds un mot, mon cher ami, par la main de notre bon géant. Si l'on songe à moi, vous pouvez compter que je penserai à vous, et même sans cela ; mais tandis que je serai oublié, mes démarches seraient infructueuses. On dit qu'il faut que j'attende jusqu'à la S[t] Louis. Patience donc, n'avons-nous pas déjà attendu durant vingt-cinq ans ! Vous savez que tout me plaît du Roi, même la constitution. Bonjour, mon cher ami, courage et patience : pour mon amitié, elle ne vous manquera pas.

Je vous embrasse

DE CHATEAUBRIAND. [2]

Monsieur
Monsieur du Bergier
à l'hotel de la recette générale
à Rouen
Seine inférieure. [3]

1. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.
2. Les dernières lignes et la signature sont seules de la main de Chateaubriand.
3. Hofbibliothek de Vienne.

224[a] [1814]

A Fontanes.

Mardi.

Je parlerai à M[me] de D[uras], mon cher ami, mais vous vous exagérez les choses. Si vous êtes forcé de dire quelques vers, dites en peu. Une ode ou deux sur un sujet général, cela aura moins d'inconvénients. Dans tous les cas, je suis tout à vous. [1]

225[a] 3 juillet 1814.

Au duc de Fitz-James

3 juillet 1814.

Le roi, Monsieur le duc, a bien voulu me laisser espérer qu'il me donnerait la croix de Saint-Louis ; dans le cas où j'obtiendrais cet honneur, j'oserais en solliciter un autre : ce serait d'être reçu chevalier par Monsieur. J'ai été armé chevalier du Saint-Sépulcre avec l'épée de Godefroy de Bouillon, au tombeau de Jésus-Christ. N'était-ce pas pour me rendre plus digne de recevoir l'ordre de Saint-Louis de la main de l'illustre frère du roi très chrétien ?

Veuillez, Monsieur le duc, m'obtenir cette faveur ; vous savez que pour les Bourbons, *je suis sans peur et sans reproche.*

Un million de compliments.

de Chateaubriand
rue de Rivoli, 26. [2]

1. Pailhès *La duchesse de Duras et Chateaubriand*, 397.

2. J. J. Coulmann *Réminiscences*, t. I, Paris, 1862, p. 53. Cette source m'a été indiquée par M. Eugène Ritter. — Depuis lors M. Henry Dartigue a eu l'obligeance de me signaler les *Notes sur Chateaubriand* qu'il a publiées dans la *Revue chrétienne* du 1[er] octobre 1907, et où il a donné cette lettre d'après l'original autographe appartenant à la collection de M[me] de Wegmann.

228[a] 20 octobre 1814.

A la comtesse de Marigny.

Chère enfant, je suis accablé du grand travail qui me prend tout mon temps jusqu'à lundi. Je te verrai alors et je me mettrai en mouvement pour Blossac. Je n'ai rien reçu de M. Ravenel, tu peux être sûre que je répondrai très bien.

Je suis Rue de l'Université 25, au coin de la Rue du Bac. A toi, je t'embrasse.

Jeudi matin.[1]

231[a] [1814 ou 1815.]

A la duchesse de Duras.

La querelle est entre F[ouché] et M. Regnault de St-Jean d'Angeli. Elle a été très violente, mais le résultat n'en sera que trop bon pour moi. C'est mercredi que tout cela sera décidé.

Je ne pourrai pas vous voir ce soir; je travaille trop.

Demain entre 4 et 5 heures. Mon ennemie se moque de moi.

Vendredi.

à Madame
Madame de Duras.[2]

232[b] 31 mars 1815.

A M. de Blacas.

Bruxelles, 31 mars 1815.

Notre silence est la chose la plus fatale. Il faut à tout prix que le Roi gouverne et parle... Je ne doute pas de la chute de Bona-

1. Archives de Combourg.
2. D'après l'original autographe. — Archives du château de Maucreux.

parte ; mais si nous ne prenons pas des mesures convenables, il se présentera à sa mort des difficultés nouvelles et peut-être de dangereux héritiers. Pourquoi laisser s'éloigner tout ce qui porte un nom, tout ce qui peut jeter quelque éclat sur notre fuite ? Pourquoi M. le duc de Richelieu s'en va-t-il ? Pourquoi l'évêque de Nancy, le général Maison, le prince de Wagram se dispersent-ils, comme si tout était perdu sans ressources et que le Roi donnât son congé au reste de ses serviteurs ? Formons un gouvernement qui agisse avec concert et vigueur. [1]

237[a] 12 mai 1815.

A M. de Blacas.

12 mai 1815.

Je suis désolé, Monsieur le comte, de vous importuner encore au sujet du *Rapport au Roi*. Toutes les lettres de l'intérieur prouvent que, dans quelques jours, il serait extrêmement utile ; mais, dans quelques semaines, la marche rapide des événements lui ôtera tout intérêt. Veuillez donc supplier le Roi de vouloir bien m'indiquer les corrections. Je ne suis nullement pressé de donner quelques pages de plus au public, mais je connais, par une longue expérience, l'influence qui s'exerce sur l'opinion, et je suis sûr, sans être aveuglé par mon amour-propre, qu'un rapport signé de mon nom ne laissera pas les Français indifférents. [2]

1. L'original se trouve dans les papiers politiques du comte de Blacas. — Lettre publiée incomplètement par Nettement *Histoire de la Restauration*, II, 366, d'après qui nous la donnons ici.
2. Papiers politiques du comte de Blacas. — Nettement, II, 372.

247[a] [Fin novembre 1815.]

Au duc de Richelieu.

Monsieur le duc,

La signature du traité de paix va, sans doute, rétablir nos relations avec les différentes Cours de l'Europe. Ne voulant pas être un obstacle à vos projets diplomatiques, ni empêcher quelque autre serviteur fidèle du roi d'occuper une place que je ne remplis pas, j'ai l'honneur de vous envoyer, par cette lettre, ma démission de ministre plénipotentiaire de France à la Cour de Suède. Je vous prie de la faire agréer à Sa Majesté.

Ma nomination à cette place, Monsieur le duc, est du 8 juillet de l'année dernière : je n'ai encore touché que six mois de mon traitement. Il m'est donc dû dix mois et quatorze jours.

Comme je n'avais pas d'autres moyens d'existence avant d'avoir été nommé ministre d'État, comme les appointements de ministre d'État sont même suspendus jusqu'à l'époque où ils doivent être considérablement réduits, j'ai été forcé d'emprunter pour vivre le traitement de ministre plénipotentiaire, dont les circonstances ont retardé le paiement. Je vous prie de vouloir bien donner des ordres pour que cet arriéré me soit compté, si toutefois il y a des fonds aux Affaires étrangères.

Permettez-moi encore, Monsieur le duc, de vous parler de M. de Rumigny, mon secrétaire de légation à Stockholm : sa fidélité, sa prudence, la capacité pour les affaires qu'il a déployée dans les derniers temps, méritent que vous le recommandiez à la justice du roi, comme je prends la liberté de le recommander à votre bienveillance.

Je suis, etc.

CHATEAUBRIAND.[1]

1. Affaires étrangères, Suède, 299, fol. 470. — Léonce Pingaud *Une démission de Chateaubriand* (*Nouv. rev. rét.*, XVIII, 359).

247[b] [Janvier 1816.]

A la comtesse de Marigny.

La lettre d'Hamelin m'a fait rire ; voilà comme on sait les choses en province. Je n'ai point été te voir parce que je n'ai pas un sou. Je suis toujours réclamant les 33 mille francs que le G[ouvernemen]t me doit. Je finirai par accrocher quelque chose. Le Roi m'a donné pour étrennes une pension de Pair de 15.000. Si, comme ministre d'État j'ai 20.000 je n'aurai rien à dire. Chez Vaublanc je peux tout ; chez Feltre quelque chose, chez Caze et Barbier, rien. Blossac sera placé, mais c'est un petit sot, qui s'est scandalisé que je ne m'intéresse à G... notre propre neveu autant qu'à lui M. Loquet. Quand j'aurai les mains pleines j'irai t'embrasser et te souhaiter bon an.

Ce mercredi. [1]

247[c] 12 janvier [1816].

Au chevalier Pelletan. [2]

M. de Châteaubriand remercie bien Monsieur le chevalier Pel-

1. Archives de Combourg.

2. Philippe-Jean-Paul Pelletan, dernier médecin de Louis XVII, pendant l'ouverture du corps, osa soustraire le cœur et le conserva jusqu'à la Restauration. Il essaya vainement de l'offrir à la famille royale : « M. de Chateaubriand ayant parlé avec son éloquence ordinaire, dans la Chambre des Pairs, du malheureux Louis XVII et des devoirs à remplir à sa mémoire, je crus que je ne pouvais mieux faire que de l'inviter par écrit à se transporter chez moi pour une affaire qui l'intéressait ; il vint le lendemain. Je lui donnai connaissance du tout, il me prêta une attention affectueuse et ne me donna aucune parole, ne sachant, me dit-il, s'il en parlerait à S. M., à la Chambre, ou à madame la duchesse [d'Angoulême]. Je ne sais si M. de Chateaubriand a parlé à quelqu'un, mais je n'ai plus eu de ses nouvelles. » (*Narration simple et vraie des démarches que je n'ai cessé de faire infructueusement pour parvenir à déposer convenablement le précieux objet que je possédais*, dans la *Revue rétrospective*, 1894, t. XX, p. 159.)

Le billet que nous imprimons ici est l'annonce de la visite de Chateaubriand. La date nous est fournie par celle du discours, qui fut prononcé le 9 janvier 1816.

letan. Il aura l'honneur de passer chez lui entre onze heures et midi, demain samedi, 13 de ce mois.

Ce vendredi 12 janvier. [1]

263[a] 4 octobre 1816.

A la comtesse de Marigny.

Je te remercie je tâcherai d'aller t'embrasser aujourd'hui. Voilà un exemplaire pour ton [. . . . .], et tu voudras bien la remercier pour moi. Mes affaires vont bien. Les journaux anglais, même ceux du ministère anglais, me portent aux nues, cela fait enrager mes amis de Paris. Les élections s'annoncent bien. J'ai reçu hier soir un mot de Villèle, il est nommé, au reste notre sort se décide aujourd'hui.

4 Octobre 1816. [2]

265[a] 20 octobre 1816.

A [***]

Paris ce 20 8bre 1816.

J'ai reçu vos beaux vers, Monsieur : ils sont dignes de la belle Isaure, par le talent qu'on y remarque, et dignes de votre Patrie par les nobles sentiments dont ils sont remplis. Le suffrage des hommes tels que vous me console des persécutions révolutionnaires. Je ne prétends point aux honneurs, que vous voulez bien m'annoncer ; mais j'aime votre muse lorsqu'elle prophétise le bonheur de la France.

Agréez, Monsieur, mes remerciements sincères et l'assurance de ma considération la plus distinguée.

LE Vte DE CHATEAUBRIAND. [3]

1. *Narration...*, p. 157, note 1.
2. Archives de Combourg.
3. La signature seule est autographe. — Hofbibliothek de Vienne.

266[a] 29 octobre 1816.

A la comtesse de Marigny.

29 8bre 1816.

Il n'est pas nécessaire que je crie Vive le Roi. Mes espérances sont faibles, celles des ministres sont grandes, ils comptent sur la majorité et parlent de prendre avec eux Pasquier à la justice, Macdonald à la guerre et Portal à la marine.

Le Roi sait tout et ne fait rien.

Quant à moi, je suis fort tranquille, qu'on me rende mes livres. J'ai un grand parti, surtout parmi les Anglais, mais tout cela ne me mènera à rien si le ministère triomphe. Je regarde la France comme perdue si le système actuel l'emporte. Je suis un peu malade ; je travaille beaucoup pour la session. Il n'y a pas d'apparence que je sois nommé secrétaire cette fois-ci.

Je t'embrasse.

Mardi.[1]

266[b] [Fin] octobre 1816.

A la comtesse de Marigny.

8bre 1816.

Le Ministre a la majorité dans la chambre des députés, mais pas considérable.

Dans la chambre des Pairs, c'est comme l'année dernière, mais nous avons gagné 5 à 6 voix. De Sèze et moi avons perdu le secrétariat. Nous avons eu pourtant 55 voix, ce qui a tellement fâché le Roi qu'il s'est exprimé violemment contre moi.

J'étais à Notre-Dame et à la séance Royale et j'y ai obtenu un tel succès que les ministres ont été furieux de ma popularité.

1. Archives de Combourg.

On m'a rendu mon livre, il paraîtra légalement la semaine prochaine chez Le Normant.

En tout cas cela ne va ni bien ni mal pour ou contre nous. Mais la France est bien malade.

Je t'embrasse. En cas de choses importantes je t'enverrai sur le champ prévenir.[1]

---

267 31 octobre 1816.

Au Chancelier.

Paris, le 31 8bre 1816.

Monsieur le Chancelier,

J'ai l'honneur de vous envoyer la copie d'une lettre de M. le Pr[ocureur] G[énéra]l Bellart, et la copie de ma réponse à cette lettre.

Si l'intention de M. Bellart est de traduire mon ouvrage au tribunal *de première instance* pour que le Tribunal se déclare incompétent (mais seulement après avoir entendu les déclamations de Monsieur le substitut), je déclare, Monsieur le Chancelier, que je ne m'en tiendrai pas là, et que j'appellerai M. le Pr[ocureur] G[énéra]l à la Chambre des Pairs. Si au contraire on me rend paisiblement mon ouvrage, de mon côté je me désisterai de toute poursuite, malgré mes justes sujets de plainte.

Je suis avec respect,

Monsieur le Chancelier,

Votre très humble et

très obéissant serviteur.

Le Vte DE CHATEAUBRIAND.[2]

1. Archives de Combourg.
2. Communication de M. Guilhiermo.

267[a] 20 novembre 1816.

A la comtesse de Marigny.

20 9bre 1816.

Cela va au plus mal, comme je l'ai prévu, mais mes affaires n'en sont ni pires ni meilleures.

Je n'ai point fait réimprimer mon livre par respect pour le Roi, je le laisse courir contrefait. Je n'en ai aucun exemplaire. Après la session je quitterai la France.

Je t'embrasse.

A Mde de Marigny.[1]

268[a] 9 décembre 1816.

A la comtesse de Marigny.

L'Opinion n'a pas été saisie [.....][2] elle-même. Elle paraît ce matin même à midi, en voilà deux exemplaires, mais ne les montre pas avant *mardi*. Le Roi se porte bien.

Les affaires générales vont au plus mal.

Mes affaires particulières sont encore plus mauvaises. Je m'occupe de vendre ma Vallée et de me retirer en Angleterre à la fin de la session.

Les neveux ne sont pas ici. Louis ne viendra pas. Christian pourrait bien venir au mois de janvier.

Je t'embrasse mille fois.

9 xbre 1816.[3]

1. Archives de Combourg.
2. Quelques mots illisibles.
3. Archives de Combourg.

269[a] [1817]

A Peltier.

...Cette époque si difficile de ma vie m'a donné la satisfaction d'empêcher beaucoup de mal et de faire quelque bien. Le temps de la justice viendra et je l'attends.

Je voudrais bien qu'il fût venu pour vous. J'ai trois fois sollicité M. le duc de Richelieu. Il se rappelle très bien votre nom et vos services. Mais nos ministres ont une circonspection désespérante. Ils n'osent rien. Nous sommes bien punis d'avoir trop osé pendant vingt ans. Votre vrai lot serait d'être attaché au département des affaires étrangères. Vous pourriez, ce me semble, y rendre d'éminents services. Je ne me découragerai point, je reviendrai à la charge. Quoique M. de Langeron soit bien loin, ne pourriez-vous réchauffer son ancienne amitié pour vous ? Il a près du ministre beaucoup d'influence...

...On me dit que vous avez toujours conservé la jeunesse de votre imagination et la gaîté de votre caractère. Il n'en est pas ainsi de moi. Je suis vaincu du temps. J'en perds les yeux. Mon écriture vous le prouvera. Je vois à peine ce que j'écris. Mais mon vieux cœur sera toujours sensible, et je n'oublierai jamais les moments heureux passés près de vous dans les jours de l'exil... [1]

269[b] Janvier 1817.

A la comtesse de Marigny.

Samedi, janvier 1817.

Je t'ai envoyé hier mes *Mélanges* par Gerbert [2]. Je t'envoie les

1. *L'Ambigu* du 10 septembre 1818 (Journal de Peltier).
2. *Son secrétaire*, écrit en marge Mme de Marigny.

deux seuls discours qui me restent. On *ne peut empêcher la vente*, mais on interdit aux journaux de parler : Cependant je crois qu'ils annoncent : les bons purement et simplement ; les mauvais avec force injures.

J'irai très certainement te souhaiter la bonne année et t'embrasser. Nous causerons à fond de mes affaires.

Tout à toi

Ch.[1]

269e 4 janvier 1817.

A la comtesse de Marigny.

J'avais oublié la Chambre des Pairs hier lorsque je dis à ton porteur que j'irais te voir aujourd'hui à midi. Entre midi et trois heures je serai chez toi.

Je t'embrasse.

Samedi 4 janvier 1817.

A Madame de Marigny
Grande Rue de Chaillot
à Chaillot
Paris.[2]

270a 1er mars 1817.

A la comtesse de Marigny.

Je n'ai point un seul exemplaire de mon discours. Je n'ai pu aller te voir parce que je suis malade, chagrin et accablé de tra-

1. Archives de Combourg.
2. Archives de Combourg.

vail. Je n'avais pas attendu à faire parler indirectement à Lainé. Dieu veuille que cela réussisse, mais je ne l'espère pas. Je t'embrasse. Voilà la session qui finit, je vais être plus libre. Je m'occupe aujourd'hui d'un discours contre la vente des biens de l'Église. Le Roi a été content de mon dernier discours, cela paraît [.....][1].

1er Mars 1817.[2]

274a [Avril 1817.][3]

A la comtesse de Marigny.

Ne sachant ce que je deviendrai, je ne puis prendre aucun engagement. Je n'ai point reçu de lettre de Mme Boishamond, quoique j'aie reçu celle de Caroline ? Dis donc que je vais partir pour je ne sais où et que je ne veux pas porter malheur à l'enfant. La Vallée est en vente : en voilà les prospectus, fais les circuler si tu peux jusqu'en Bretagne. J'en ai envoyé à Mde de Chateaubourg. La compagnie Noailles est dissoute, pour une querelle avec un des officiers. La compagnie d'Havré pense l'être pour ne pas avoir voulu d'abord recevoir deux officiers de Waterloo. Elle a fini par les accepter. C'est le commencement du renvoi des gardes du corps, comme en 89, et puis le reste viendra.

Je t'embrasse, je suis occupé à tout vendre, livres, chevaux, etc.

Vendredi.[4]

1. Deux mots non lus.
2. Archives de Combourg.
3. De la main de Madame de Marigny.
4. Archives de Combourg.

278[a] [Mai 1817.][1]

A la comtesse de Marigny.

Les Princes ont pris des prospectus mais pas autant qu'ils l'auraient dû. Tous les billets sont loin d'être pris. Ils le seront pourtant j'espère.

M. de Blacas est très bien pour moi, mais il est reparti pour Rome, et sa présence ici ne produira aucun changement.

J'ai fait ce que j'ai pu pour Québriac.

Je n'ai pas été te voir parce que M[de] de C[hateaubriand] a été très malade et que je suis occupé à vendre mes guenilles.

Louis n'arrive qu'au mois de juillet.[2]

279[a] [18 mai 1817.][3]

A la comtesse de Marigny.

Mes affaires vont mal, mais cela n'est pas nouveau. Je n'ai rendu aucun témoignage pour ta voisine[4], mais comme elle m'a empêché une fois d'aller à Vincennes sous Bonaparte je m'en suis souvenu et j'ai demandé à l'un de ses amis si je pouvais lui être utile pour faire quelque démarche, on m'a répondu que non, et tout a fini là.

Tout va de mal en pis, et on n'ouvrira pas les yeux. Je n'ai point les vers de Fontanes. Je t'embrasse.[5]

1. De la main de M[me] de Marigny.
2. Archives de Combourg.
3. De la main de M[me] de Marigny.
4. M[me] de Marigny a écrit en tête de cette lettre : « relative à M[me] Regnaut ».
5. Archives de Combourg.

279[b] [19 mai 1817.][1]

A la comtesse de Marigny.

Mercredi.

Je n'ai point vu le Roi et suis toujours comme j'étais.

La loterie n'est pas encore commencée. Je partirai à Paris demain ou après demain. Tu auras mon discours. Je n'ai point celui de B.

Les affaires dégringolent toujours et très rapidement. Le Préfet de Québriac a écrit contre lui à Lainé. Sans cela nous aurions peut-être réussi. Je ne peux rien.

Dans le temps j'ai parlé de la pension et sans succès.

Je t'embrasse.[2]

309[a] 5 octobre [1817].

A la duchesse de Duras.

5 octobre.

C'est, en partie, ce qui me fait revenir à Paris. Bonjour, chère sœur, du courage !

Mouche reviendra en raison. Sa pauvre mère doit être au désespoir.[3]

311[a] 7 mars 1818.

A la comtesse de Marigny.

Bon pour

Chère sœur, voilà un bon pour les exemplaires.[4]

1. De la main de Mme de Marigny.
2. Archives de Combourg.
3. D'après l'original autographe. — Archives d'Ussé.
4. Archives de Combourg.

311[b] 11 mars 1818.

A la comtesse de Marigny.

Elle a été très mal. Elle est un peu mieux. Je souffre de ma jambe, et garde ma malade.

Voilà ma vie. [1]

311[c] 14 mars 1818.

A la comtesse de Marigny.

Mme de Marigny envoie savoir des nouvelles de Mme de Chateaubriand. [2]

Pas trop bien ni moi non plus. Tout à toi. [3]

311[d] 25 mars 1818.

A la comtesse de Marigny.

25 Mars 1818.

Mme de Marigny envoie savoir des nouvelles de Mme de Chateaubriand. [4]

Un peu de mieux hier. [5]

1. Archives de Combourg.
2. De la main de Madame de Marigny.
3. De la main de Chateaubriand. — Archives de Combourg.
4. De la main de Madame de Marigny.
5. De la main de Chateaubriand. — Archives de Combourg.

311[c] 10 mai 1818.

[A Aug. W. Schlegel.] [1]

Ce 10 mai 1818.

J'ai voulu lire, Monsieur, avant d'avoir l'honneur de vous répondre, l'ouvrage que vous avez bien voulu m'envoyer : il est vraiment excellent. Ce n'est pas à moi, c'est à vous, Monsieur, qui connaissez si bien nos antiquités et qui écrivez si bien notre langue, à nous donner l'histoire des troubadours. Nous serions encore quelque chose par les lettres et nous avons la manie de nous jeter dans la politique qui nous a conduits des crimes aux absurdités et qui nous ramènera peut-être des absurdités aux crimes. Corrigez-nous, Monsieur, et agréez, je vous prie, avec un million de remercîments, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

DE CHATEAUBRIAND. [2]

312[a] 6 juin 1818.

A la comtesse de Marigny.

Ce 6 juin 1818.

Je ne vais point en Bretagne, chère sœur, je suis forcé de rester pour travailler, voulant gagner ma vie, acquérir enfin une indépendance et m'en aller pour toujours l'hiver prochain si je parviens à mettre debout mon histoire. Je suis maintenant enfermé 10 heures par jour. Je me reproche bien de ne pas te voir ; la seule distance en est la cause ; si tu étais près de moi, je trouverais toutes les [ ] je n'en ai point.

1. Sans doute pour lui accuser réception de ses *Observations sur la langue et la littérature provençales* (Heidelberg, 1818).

2. *Collection Radowitz*, à la Bibliothèque royale de Berlin. — F. Baldensperger *Quelques lettres inconnues de Chateaubriand* dans la *Revue des Cours et Conférences*, 20 mars 1913.

Je ne puis écrire sur le prince de Condé, il serait trop long de t'expliquer cela. Bonjour, chère sœur, je t'embrasse tendrement. Pardonne moi. [1]

318[a] 7 août 1818.

A la comtesse de Marigny.

Je te remercie, j'ai été bien touché. Je te rendrai tout, cela j'espère finira. Je n'ai qu'une brochure, je te l'envoie. Tu me verras la semaine prochaine.

Ce vendredi. [2]

319[a] 20 août 1818.

A la comtesse de Marigny.

20 août 1818.

Je suis désolé. Je n'ai pas un seul exemplaire. Je te remercie. Ma femme veut que je te dise que tu devrais venir manger tes prunes avec nous. Nous allons lundi à la campagne. J'irai t'embrasser avant.

Tu sais que les prisonniers sont hors du secret. On ne trouve absolument rien contre eux. [3]

1. Archives de Combourg.
2. Archives de Combourg.
3. Sur la même lettre de la main de Madame de Chateaubriand : *C'est avec grand plaisir, ma chère sœur, que je vais manger de vos excellentes prunes, mille remerciments de votre bon souvenir, ma déplorable santé me retient toujours chez moi.* — Archives de Combourg.

325[b] [Premiers jours d'octobre 1818.]

A la comtesse de Marigny.

Le prospectus n'est pas autre chose que le premier numéro. [1] Trouvaille. Cela va à merveille.

Tu es abonnée au journal. Il te parviendra exactement. Pense au pays de Velléda : C'est l'essentiel. Tout à toi.

Ce vendredi.[2]

326[a] 22 octobre 1818.

A Lenormant. [3]

Paris, ce 22 octobre 1818.

Je vous envoie, Monsieur, des *Réflexions sur l'État intérieur de la France* : je vous serai très obligé de les insérer dans une des plus prochaines livraisons du *Conservateur*. [4]

Je suis parfaitement, Monsieur, votre très humble, etc.

Le vicomte DE CHATEAUBRIAND.

328[a] 27 décembre 1818.

A la comtesse de Marigny.

27 décembre 1818.

Rien encore de nouveau. Pourtant quelque espérance malgré les mauvais bruits. Je suis désolé que tu sois souffrante. Je t'embrasse mille fois.

A mardi. [5]

1. Du *Conservateur*.
2. Archives de Combourg.
3. Éditeur du *Conservateur*.
4. L'article parut en tête de la 4[e] livraison du *Conservateur* (t. I, p. 113) précédé de cette lettre.
5. Archives de Combourg.

342 28 octobre 1819.

[Au comte de Goltz.][1]

Monsieur le comte,

J'ai trouvé chez moi, en arrivant à Paris, une lettre de Son Altesse le P[rince] de Hardenberg. Auriez-vous l'extrême bonté, Monsieur le Comte, de faire mettre, dans le paquet de vos dépêches, la réponse que je prends la liberté de vous envoyer ? Agréez d'avance, je vous prie, mes remercîments les plus empressés, ainsi que l'assurance de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

Monsieur le comte,
Votre très humble et
très obéissant serviteur.

Paris, ce 28 octobre 1819.

LE VICOMTE DE CHATEAUBRIAND. [2]

342[a] 4 décembre 1819.

A la comtesse de Marigny.

Je suis assez souffrant, chère sœur, et je regrette bien de ne t'avoir pas vue. Les affaires seraient bonnes si on voulait, mais j'ai peur que nous ne les gâtions par de sots ménagements ; j'ai peur que la crise n'arrive qu'à la fin du mois.

Je t'embrasse. [3]

1. Ministre de Prusse à Paris.
2. *Coll. Radowitz*, Bibl. roy. de Berlin. — F. Baldensperger *loc. cit.*
3. Archives de Combourg.

342[b] 22 [décembre 1819].

A la comtesse de Marigny.

Je suis désolé de ne pas aller te voir. Ma femme est malade, je suis souffrant et occupé d'un millier de façons, nous touchons à une crise. Sera-t-elle heureuse ou malheureuse ? Les chances sont égales. J'irai te voir aussitôt que je pourrai m'échapper. Voilà des livres.

Je t'embrasse.

Mercredi 22. [1]

343[a] [19 janvier 1820.] [2]

A la comtesse de Marigny.

Chère sœur, je ne puis te répondre. Je suis accablé de travail ce matin. J'irai te voir vendredi. Tu peux y compter.

Je t'embrasse.

Mercredi. [3]

343[b] 22 janvier 1820.

A la comtesse de Marigny.

22 janvier 1820.

J'a été hier à Saint-Denis et c'est ce qui m'a empêché d'aller chez toi. Voilà tout ce que j'ai. [4]

Je t'embrasse. [5]

1. Archives de Combourg.
2. De la main de Mme de Marigny.
3. Archives de Combourg.
4. De la main de Madame de Marigny : « C'était des livres. »
5. Archives de Combourg.

349 25 avril 1820.

A Alissan de Chazet.

Mardi, 25 avril 1820.

Je ne suis point juge, Monsieur, et je n'ai point la prétention de m'ériger en critique. J'ai lu votre *éloge historique* [1] avec grand plaisir ; je n'y trouve de mal que le bien que vous avez dit de moi dans votre préface. Agréez, Monsieur, mes remercîments et mes compliments empressés.

CHATEAUBRIAND. [2]

350[a] 3 [mai 1820].

A la comtesse de Marigny.

Je ne suis pas sorti depuis six semaines pour ce maudit travail. La Vie [3] ne paraît que Lundi prochain. Je te la porterai.

Je t'embrasse.

Mercredi 3. [4]

351[a] 17 mai 1820.

A la comtesse de Marigny.

J'ai reçu en effet une lettre aimable non du Roi lui-même, mais du premier gentilhomme de service (M. le Duc de la Chatre) au nom du Roi ; il faut que la loi des élections soit passée

1. Un éloge du duc de Berry.
2. Alissan de Chazet *Mémoires, souvenirs, œuvres et portraits*, I, 314. — Publié sans indication de destinataire par la *Revue des provinces de l'Ouest*, 1898.
3. La Vie du duc de Berry.
4. Archives de Combourg.

pour voir l'effet de cela. Je ne négligerai rien. Je t'enverrai les listes par les Sr... je vais agir par M. de Kerkino.

Je t'embrasse. [1]

352[a] 29 [mai 1820].

A la comtesse de Marigny.

Je suis désolé, je n'ai pas chez moi les trois exemplaires, je te les enverrai très certainement. Rien de nouveau pour moi. Beaucoup de bruits vagues, il a été question en effet de l'édition ; mais les choses en sont restées là. Je n'oublierai pas les Sourds et Muets.

Tout à toi.

Lundi 29. [2]

354[a] 21 juillet [1820].

A la comtesse de Marigny.

21 juillet.

Je ne sais rien de nouveau, il a été question de moi un moment et puis tout cela s'est évanoui. Je t'embrasse.

Vendredi. [3]

371[a] 9 octobre [1820].

A la comtesse de Marigny.

Imagine-toi, chère sœur, qu'aussitôt que j'eus la certitude de ma nomination, je courus à Chaillot ; à ma grande surprise, je ne

1. Archives de Combourg.
2. Archives de Combourg.
3. Archives de Combourg.

trouvai que ta vieille bonne qui me dit que tu étais en Bretagne : ainsi toi qui grognes, tu étais partie sans me dire un mot.

Tu vois que le projet depuis longtemps de m'éloigner, le voilà accompli au moins d'une manière brillante et honorable, cela finit ma disgrâce auprès du Roi. On parle de me rappeler au printemps. Dieu le veuille ! alors je reviendrai dans une position tranquille et en paix sur mon avenir. Je partirai le 18 au plus tôt et le 21 au plus tard. M[de] de Ch. reste et viendra me rejoindre. Je désire bien que cela ne soit qu'au printemps. L'affaire Kosmao va finir à notre satisfaction. Je demanderai une préfecture pour Québriac, mais ne parle de cela qu'à notre sœur. Mille choses à tous. Je vous embrasse de tout mon cœur.

Ton frère.

Je n'ai rien à la Presse. Cette *histoire* de France est un conte de journaux.

9 octobre (1820).[1]

476[a] 17 mars 1821.

A [***]

Berlin, 17 mars 1821.

Il dit qu'il est devenu circonspect en ce qui regarde le contenu de ses lettres. Il ne cesse de réclamer pour les Royalistes, et ils sauront un jour ce qu'il a tenté inutilement pour eux. [2]

1. Archives de Combourg.
2. Catalogue Gourio de Refuge, 1902. — Dans une autre fiche, sans date, communiquée par M. Charavay, je vois une lettre à la même date, avec cette analyse : « lettre pleine de considérations politiques. Dans un post-scriptum il mande qu'il écrit à Victor Hugo. » Je me demande s'il s'agit de la même lettre.

509[a] 15 avril 1821.

A Koreff.

Berlin, 15 avril 1821.

Je ferai avec grand plaisir, Monsieur, rectifier le plus tôt possible l'erreur dont vous vous plaignez. Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes compliments les plus empressés.

Monsieur Koreff.

CHATEAUBRIAND. [1]

525[a] [8 juin 1821.][2]

A la comtesse de Marigny.

Mon départ est un ragot de journaux. Il n'en est pas question. Je ne renonce même pas au voyage de Bretagne. Je te verrai avant que tu quittes Chaillot.

Je t'embrasse.

Vendredi. [3]

557[a] 14 août 1821.

A la comtesse de Marigny.

Paris ce 14 août 1821.

Tu me demandes de t'écrire et en même temps tu pars pour Dinan. Comment vas-tu arranger cela ? Voici les faits. J'ai donné ma démission d'ambassadeur à Berlin, mais non pas ma démission

1. *Coll. Meusebach* à la Bib. roy. de Berlin. — F. Baldenspeger *loc. cit.*
2. De la main de M[me] de Marigny.
3. Archives de Combourg.

de Ministre d'État qui n'est qu'une place honorifique. Les choses [certes], ne se disent pas comme elles sont, il faut qu'elles changent soit en bien, soit en mal. Les élections décideront la question. Tu trouveras ici la quittance, je te donne tout.

Dis mille choses à ma tante et à ma cousine. Quand reverrai-je mes pénates ? Je verrai bien des mondes avant de les avoir visités !

Je t'embrasse de tout mon cœur.[1]

572[a] 29 novembre 1821.

A la comtesse [***].

Paris, ce 29 novembre 1821.

J'étais absent de Paris, Madame la comtesse, lorsque vous avez bien voulu m'écrire, et je n'ai point reçu votre billet : je me serais empressé d'avoir l'honneur d'y répondre.

J'ai reçu, Madame, la lettre que l'on m'a transmise de votre part, et je vous prie d'agréer avec mes remercîments l'hommage de mon respect.

CHATEAUBRIAND.[2]

574[a] 1[er] décembre 1821.

A Mademoiselle Fanny Robert.[3]

Paris, ce 1[er] décembre 1821.

Je ne savais pas votre adresse, Mademoiselle, et M[me] de Chateaubriand était très malade : ces deux circonstances m'ont empê-

1. Archives de Combourg.
2. *Coll. Parthey* à la Bib. roy. de Berlin. — F. Baldensperger *loc. cit.*
3. Fanny Robert, sourde-muette, peignait ; elle était élève de Girodet, et fit un portrait de Fontanes dont elle offrit une copie à Chateaubriand.

ché de vous remercier plutôt du beau portrait que vous voulez bien m'offrir. Je l'accepte avec la plus vive reconnaissance. Je fais préparer pour vous, Mademoiselle, l'ouvrage dans lequel vous dites avoir appris à lire [1], dans l'espoir que vous me permettrez de vous le présenter. Vous perdrez au change, Mademoiselle. Vous entendez, vous parlez, vous peignez beaucoup mieux que moi et vous me rendez un ami.

CHATEAUBRIAND. [2]

---

*623*a 23 février 1822.

A Mademoiselle Fanny Robert.

Paris, ce 23 février 1822.

J'ai l'honneur d'envoyer à Mademoiselle Robert ce que je lui dois depuis longtemps pour le beau portrait de mon ami. J'aurais bien désiré m'acquitter plutôt, mais j'avais tant reçu et j'avais si peu à donner que j'étais tout honteux de l'échange.

Je prie Mademoiselle Robert d'agréer de nouveau mes remerciements et mes hommages.

CHATEAUBRIAND. [3]

1. Le *Génie du Christianisme.*
2. F.-L. Bruel *Girodet et les dames Robert* (*Bulletin de la Société de l'Histoire de l'Art Français*, 1912, 1er fasc., p. 91).
3. Bruel *op. cit.*, p. 91.

820a [1er septembre 1822.]

Au roi Louis XVIII.

Sire,

J'arrive de mon second pèlerinage à la Terre Sainte. Parti de Londres, jeudi 29 août à 10 h. du matin, je suis arrivé à Hartwell à deux heures. Après avoir traversé le parc, ma voiture s'est arrêtée à la porte du Château, du côté de la façade du Nord. J'ai mis pied à terre ; j'ai sonné ; une femme très âgée est venue m'ouvrir : je lui ai expliqué le but de mon voyage ; elle est allée consulter son maître qui a donné l'ordre de me laisser entrer.

J'ai parcouru avec mon guide les divers appartemens. On y voyait à peine, car le tems était sombre et les volets étaient à moitié fermés ; on n'entendait aucun bruit. Le propriétaire de la maison, Sir John Lee, souffrant et peut-être importuné de ma visite, s'était caché. Votre chambre, Sire, s'est changée en un cabinet d'études, orné du portrait de Votre Majesté. La chambre de S. A. R. Madame et celle de Mgr le Duc d'Angoulême, sont abandonnées. Celle où la Reine rendit le dernier soupir est devenue une espèce de salon d'hiver. Je me souvins des paroles que cette auguste Princesse adressa à Votre Majesté et que j'ai lues dans une lettre de Madame de Damas : *Je ne cesserai de demander à Dieu que les malheurs du Roi finissent et qu'il le comble de gloire et de bonheur.* Elle dit aussi à Mgr le Duc de Berry : *Il n'y a que Dieu ; il n'y a que la Religion ; il n'y a que le Ciel.* Cette Reine de France, mourant sur la terre étrangère, ne sembla-t-elle pas, Sire, prédire par ses deuils et ses leçons la double destinée qui fait aujourd'hui notre joie et notre douleur ?

Des enfans que je n'ai point vus et qui avaient sans doute fui, comme Sir John, ont leurs petits lits dressés dans les divers appartemens qu'occupaient les nobles et fidèles serviteurs de Votre Majesté. Les meubles du Château ont été renouvelés : quelques vieux fauteuils, des portraits de famille de différents

siècles et ces statues de bois, qui décorent si bizarrement l'escalier du vestibule, sont tout ce qui reste du tems de l'exil du Roi.

> Longa tibi exsilia, et vastum maris æquor arandum,
> Et terram hesperiam venies !

Le nom de Votre Majesté n'est gravé nulle part ; mais j'ai remarqué une fleur de lys sculptée sur la porte extérieure du château : cette *inscription* dit tout, et elle est magnifique.

Le parc est aussi négligé que le manoir : l'herbe croît dans les sentiers, les fabriques tombent ; la petite église d'un très bon goût demi-gothique, qui servait autrefois de paroisse au village, est presque cachée par les vieux mélèzes qui l'ombragent. Il n'y a que les arbres que le tems ait embellis à Hartwell : c'est sous ces arbres, Sire, que vos sujets opprimés sont venus vous chercher, pour retrouver le juge du bois de Vincennes.

Sire, vous êtes assis sur un des premiers trônes du monde ; vous avez rendu la paix à l'Europe, le bonheur à la France ; votre règne se lie aux plus grands événemens des tems modernes ; vous possédez tout ce qui fait vivre un Prince dans l'avenir, grandeur de la race, lumière de l'esprit, générosité du cœur, modération dans la prospérité, dignité dans l'infortune : eh bien ! Sire, tout cela est à peu près ignoré à Hartwell : les témoins de vos adversités ont disparu ; une vieille femme, étrangère aux lieux immortalisés par votre présence, répète seulement aux voyageurs quelques traditions défigurées. Elle ne vous a jamais vu, elle ne vous connoit que sous le nom du *Roi* ; et tandis que vous gouvernez avec éclat trente millions d'hommes, elle parle de vous comme d'un Monarque des temps passés auquel elle attache une idée confuse de gloire, de vertu et de malheur.

Si la Providence me réserve encore quelques années et que je puisse achever des travaux depuis longtemps commencés, ce Pélerinage à Hartwell ne sera pas perdu pour moi, lorsque j'écrirai le Règne de *Louis le Désiré*. L'esprit philosophique a trop retranché aujourd'hui de ces détails qui font le charme des vies

de Plutarque et qu'il n'est pas impossible, avec un peu d'art, de faire entrer dans l'ensemble du tableau. Vous savez, Sire, l'histoire de France comme on sait celle de sa famille. Mon ouvrage serait plus digne de Votre Majesté, si elle permettait quelquefois de l'entretenir de mes recherches et de m'éclairer de ses lumières,

Je suis avec le plus profond respect,

Sire

De Votre Majesté

Le très humble, très obéissant,

très dévoué et très fidèle serviteur

et sujet

CHATEAUBRIAND. [1]

835[a] [1er octobre 1822.]

A la duchesse de Duras.

7 heures, mardi.

J'allais vous écrire. J'ai trouvé en rentrant chez moi un billet de Villèle qui me disait de passer chez lui. Il m'a appris que les Rois seraient le 15 à Vérone, que *Mathieu* écrivait qu'il fallait me faire partir et qu'enfin je devais me préparer. Je pars donc samedi. Je porte les instructions et les pleins pouvoirs. Le duc de Wellington va à Vérone, et par conséquent Mathieu y va aussi. Il n'y passera que huit à dix jours et m'y laissera. Ainsi tout est pour le mieux. Villèle était fort gai ; je l'ai conduit dans ma voiture chez le garde des sceaux. A demain. [2]

1. D'après la copie conservée par Mme de Duras. — Archives d'Ussé.
2. Pailhès *La duchesse de Duras*, p. 217. — Collationné sur l'original autographe. — Archives de Chastellux.

839[a] 7 octobre [1822].

A la duchesse de Duras.

Dijon, lundi matin, 7 octobre.

Me voilà passant à Dijon, demain à Genève, jeudi soir ou vendredi matin à Milan. Je vais vite et reviendrai encore plus vite. Le ciel y est trop beau et les souvenirs trop comme *Olivier* pour la politique. Je vous écrirai de Genève. [1]

839[b] 8 octobre [1822].

A la duchesse de Duras.

Genève, mardi soir, 8 octobre.

Je suis venu ici sans m'arrêter. Je tombe de sommeil et de fatigue. Je vais me coucher pour partir demain à quatre heures. Je ne sais ce que je vous dis. Je tiens ma parole et voilà tout ce que je puis. Je serai dimanche à Milan et je vous écrirai. A vous ![2]

841[a] 12 octobre 1822.

A la duchesse de Duras.

Milan, samedi matin, 12 octobre 1822.

J'ai vu le Simplon, les îles Borromées, l'enfer et le ciel, et tout cela m'a été à peu près indifférent. Pourtant les arbres

1. Pailhès *La duchesse de Duras*, p. 217. — Collationné sur l'original autographe. — Archives de Chastellux.
2. Pailhès *La duchesse de Duras*, p. 217. — Collationné sur l'original autographe. — Archives de Chastellux.

qui ont toutes leurs feuilles, cette belle lumière, ce beau soleil, m'ont fait souvenir du temps où l'Italie était quelque chose pour moi. Je vous en apporterai la preuve.[1] On dit ici que le Congrès sera de courte durée ; tant mieux : mais en attendant, toute la terre sera à Vérone, et nous y serons suivis. Boissy, mon attaché, m'a arrêté la moitié d'un palais[2] à très bon marché, pour moi, votre gendre et un autre secrétaire, et ce bon marché est 4.000 francs par mois. Il y a des palais loués 15.000 ! Dieu sait quelle besogne nous ferons pour notre argent ! Je couche ici et pars demain pour Vérone. J'y arriverai tout juste avec les ministres, et vingt-quatre heures avant les Empereurs. Je vous écrirai de Vérone. J'ai trouvé ici la comtesse Tolstoy et Humboldt. J'ai voyagé entre le roi de Prusse qui me précédait, et ses fils qui me suivaient.[3]

---

*842*a 15 octobre 1822.

A la duchesse de Duras.

Vérone, ce mardi, 15 octobre 1822.

Je suis arrivé hier ; j'ai trouvé ma maison toute montée et votre gendre établi chez moi : j'ai été dans la joie. Nous avons dîné ensemble et causé politique toute la soirée, au coin du feu, dans notre palais. On ne peut être plus raisonnable et mieux voir que lui. La plupart des ministres sont arrivés ; les Rois et les Empereurs arrivent aujourd'hui. Le Congrès, à ce qu'il paraît, sera fort court, et j'espère vous revoir dans six semaines. Hyacinthe se porte tout à fait bien. Il n'a été souffrant qu'un ou deux jours, et aucune rechute n'est à craindre. Mathieu n'est pas

1. Allusion à la pièce de vers *Les Alpes ou l'Italie.*
2. *Casa Lorenzi.*
3. Pailhès *La duchesse de Duras*, p. 218. — Collationné sur l'original autographe. — Archives de Chastellux.

ici ; il arrive aujourd'hui. Il m'a écrit quatre lettres fort amicales. Je n'ai encore vu personne que le comte de Bernstorff et mes bons amis les Prussiens. J'irai faire ma visite ce matin au prince Metternich. Écrivez-moi.

L'empereur Alexandre, si on en croit le bruit public, paraît avoir renoncé à son voyage d'Italie. [1]

843[a] 18 octobre 1822.

A la duchesse de Duras.

Vérone, le 18 octobre 1822.

Je vous ai écrit en arrivant ici. Je n'ai rien à vous dire de nouveau. J'ai dîné hier chez le prince Metternich. Je dois voir demain les Empereurs et les Rois. On dit toujours que dans un mois tout sera fini. Chacun est pressé de s'en aller. Mathieu parle de nous quitter dans huit ou dix jours. mais je pense qu'il restera jusqu'à la fin du Congrès. On s'ennuie beaucoup ici. Votre gendre est ma seule consolation, et vous ne sauriez croire combien je suis heureux de l'avoir *chez moi*. Il court, il m'apporte des nouvelles, il voit tout le monde et est parfaitement estimé et accueilli. Ce qui m'afflige, c'est que l'Italie ne me fait rien. Je ne suis plus qu'un vieux voyageur qui ai besoin de mon gîte et puis de ma fosse. Quand on a âge de Congrès, tout est fini. C'est un courrier anglais qui part ce matin, qui vous porte ce petit mot. Je ne sais rien de Paris : jugez si j'ai envie de recevoir de vos nouvelles. [2]

1. Pailhès *La duchesse de Duras*, p. 218. — Collationné sur l'original autographe. — Archives de Chastellux.

2. Pailhès *La duchesse de Duras*, p. 218-9. — Collationné sur l'original autographe. — Archives de Chastellux.

843[b] 20 octobre 1822.

A la duchesse de Duras.

Vérone, 20 octobre 1822.

J'ai reçu vos deux lettres, l'une du douze et l'autre du quinze. Comme j'écris par la poste, je ne puis vous dire qu'un mot, réservant les détails pour le courrier que nous enverrons ces jours-ci. Vous aurez la lettre à mon beau-frère. Je vous ai mandé mille éloges de votre gendre, et je vous les répète. Ne grognez pas de ces quatre lignes, c'est tout ce que je puis faire aujourd'hui.

Hyacinthe, qui allait à merveille, a tant fait d'imprudences qu'il a pris un rhume ; mais c'est peu de chose, pourvu qu'il se ménage.[1]

844[a] 25 octobre 1822.

A la duchesse de Duras.

Vérone, ce 25 octobre 1822.

J'ai reçu toutes vos lettres en y comprenant celle du 18, qui m'est arrivée hier. Nous savions la défaite des Royalistes, mais nous n'y croyions pas, du moins pour le moment, car du reste nous comptons peu sur le succès. J'ai vu tous les Rois, princes et princesses. L'empereur d'Autriche est excellent, et l'empereur de Russie, comme de coutume, généreux, noble et admirable pour nous. Il m'a parlé hier de la France avec une élévation de sentiments, une délicatesse qui me mettaient les larmes aux yeux. Tout ce que je puis vous dire, c'est que notre position est bonne, que nous n'avons rien à craindre de qui que ce soit au monde, et que tout me fait espérer que nous sortirons de ce Congrès avec honneur pour nous, et sûreté pour notre pays.

1. Pailhès *La duchesse de Duras*, p. 219. — Collationné sur l'original autographe. — Archives de Chastellux.

*

Je ne puis vous dire si je plais à ces Rois et à leurs ministres. On ne sait jamais ce que les autres pensent de vous. Je suis arrivé ici sans soutien. Tout était armé contre moi. J'ai vu des gens qui me souriaient et qui auraient voulu m'étouffer. On avait évidemment travaillé à faire naître contre moi des préventions de toutes les sortes. Je me suis contenté d'être poli, de me promener au soleil, de peu parler, de répondre quand on m'a interrogé, ne recherchant ni ne fuyant personne. J'ai eu des conversations sérieuses avec le prince Metternich, M. Gentz, le comte de Bernstorff, M. de Nesselrode, et même Pozzo.

« Je suis bien aise, m'a dit l'empereur de Russie, que vous,
« particulièrement, soyiez venu ici. On gagne à se voir mutuelle-
« ment. Vous connaîtrez par vous-même ce que c'est que l'*Al-*
« *liance.* Bien des gens la calomnient ; et vous pourrez dire
« qu'elle est fondée sur les motifs les plus désintéressés et les
« plus purs. »

Ce Congrès sera pour moi une rude épreuve, et le chef-d'œuvre de ma conduite politique serait d'y avoir détruit tout ce que la haine et l'envie ont amassé contre moi de calomnies depuis huit ans. Je ne m'en flatte pas, mais j'aurai déjà beaucoup gagné si j'ai forcé l'inimitié à l'estime et si les intrigues viennent échouer contre mon peu de savoir-faire et ma droiture naturelle.

M. de Montmorency partira vraisemblablement dans huit ou dix jours, lorsque l'on commencera à parler des affaires d'Italie. Je ne tarderai guère à le suivre, car le Congrès ne peut guère s'étendre au delà du mois de novembre. La bonne comtesse Tolstoï est arrivée hier et elle me sera d'un grand secours : au moins, je ne serai pas seul. Nous avons ici la Vice-Reine d'Italie (la princesse de Carignan) qui est une des plus charmantes et en même temps une des plus belles femmes que j'aie jamais vues.

Je suis toujours charmé de votre gendre. Voilà la lettre pour mon beau-frère. Hyacinthe n'est pas bien ; mais c'est sa faute.[1]

1. Pailhès *La duchesse de Duras*, p. 219-20. — Collationné sur l'original autographe. — Archives de Chastellux.

845[a] 29 octobre 1822.

A la duchesse de Duras.

Vérone, ce 29 octobre 1822.

J'ai reçu votre lettre du 21. Vous aurez reçu ma lettre de Milan le 22 ou le 23, et mes lettres de Vérone successivement. J'ai remis à Humboldt, qui arrive de Vienne avec son Roi, vos deux lettres. Je vous remercie de votre exactitude à m'écrire. Vous devez être contente de la mienne. Je ne puis vous mander ce qui se passe ici, car je n'en sais rien. Il n'y a point de conférences générales, et je crois qu'il n'y [en] aura point. M. de Montmorency finira à lui tout seul l'affaire d'Espagne, après quoi il s'en ira, et ce qui restera à traiter sera si étranger à la France qu'on aura raison de nous laisser dans le loisir dont nous jouissons. Le jour, on se promène par le plus beau soleil du monde, le soir, on se réunit chez la comtesse Liéven. Le prince Metternich fait les frais de la conversation générale avec beaucoup de grâce : on se couche, on dort, on se lève et on recommence. Je regrette l'argent du Roi que je mange ici bien inutilement pour son service, et M. le Premier, dont au reste je ne me séparerai jamais, ferait bien de m'autoriser à revenir.

Je suis toujours charmé de votre gendre. Nous attendons le jeune Delalot en courrier demain ou après-demain ; quand il sera arrivé et qu'il m'aura apporté une lettre de vous, j'irai faire une course à Mantoue, à cause de Virgile. J'ai toujours oublié de vous parler de la mort de Canova. Le Pape a pensé mourir et n'est pas bien encore. Le roi de Prusse, qui revient de Venise, part pour Rome mardi, 5 novembre. L'empereur de Russie est le plus généreux, le plus chevaleresque prince du monde. La bonne comtesse Tolstoï est ici. Alexandre est venu la voir, seul, à pied, et a passé deux heures avec elle. Elle doit repartir pour Paris dans dix à douze jours. Voilà un bon bulletin, vous devez être satisfaite. Hyacinthe est tantôt bien, tantôt mal ; on ne sait ce qu'il

a ; et les médecins sont si mauvais, qu'il ne faut rien espérer d'eux, mais tout de la nature. [1]

846[a] 31 octobre 1822.

A la duchesse de Duras.

Vérone, jeudi soir, 31 octobre 1822.

J'ai reçu votre lettre du 23. Je vous ai écrit le 29 par un courrier anglais. Depuis ma lettre, les choses ont un peu changé. Il y a ce soir même une première séance du Congrès à laquelle j'assisterai. Il y sera question de l'Espagne. Nous avons déjà des notes des hauts alliés très favorables à la France. Le prince Metternich m'a fait dire d'un autre côté qu'il désirait avoir une conversation particulière avec moi. Quand M. de Montmorency sera parti, et il doit partir dans huit jours, il est probable que les affaires se rapprocheront de moi. Je vois des symptômes de changement. On commence à avoir moins peur de ma *réputation*, et les préventions, si longtemps entretenues par mes *amis*, peu à peu se dissipent. Au reste, le Congrès très certainement finira dans le mois prochain, à moins de quelque événement du côté de l'Espagne.

Je vous quitte pour écrire une longue lettre à Villèle et j'ai à peine le temps, car il faut que je m'habille ensuite pour la séance du Congrès. Je suis toujours charmé de Henry ; je crains pour Hyacinthe. Le duc de Fitz-James m'a envoyé son fils qui m'est tombé ici hier au soir avec Delalot. Ce sont deux francs étourdis ; ils s'ennuiront ici à mourir. Je vais les envoyer voir Venise. Votre histoire de l'Infirmerie est très amusante. [2]

1. Pailhès *La duchesse de Duras*, p. 220-1. — Collationné sur l'original autographe. — Archives de Chastellux.
2. Pailhès *La duchesse de Duras*, p. 222. — Collationné sur l'original autographe. —Archives de Chastellux.

848[a] 5 novembre 1822.

A la duchesse de Duras.

Vérone, ce 5 novembre 1822.

Ah ! si vous ne régnez, vous vous plaignez toujours !

Vous régnez pourtant, et cela ne vous empêche pas de vous plaindre : voilà vos jugements : *je n'ai pas reçu un seul mot de Mme R[écamier]* ; quant à cette pauvre femme qui était à l'Infirmerie, vous ignorez que la supérieure est sa cousine : vous devriez mourir de honte. L'aventure de B. [1] ne me frappe pas autant que vous : il va s'en aller en Provence, il reviendra, et l'empire de l'habitude est bien puissant. Ce sera du moins une crainte de tous les jours pour Villèle.

Ici nous nous ennuyons à mourir. Nous ne ferons pas grand chose. Je crois que M. de Montmorency pourra partir à la fin de la semaine. La principale affaire sera terminée. Le roi de Prusse et Humboldt sont partis cette nuit pour Rome. Aujourd'hui l'empereur d'Autriche donne un bal pour la fête de l'Impératrice. Cette princesse est très distinguée par son esprit et ses connaissances.

Voulez-vous savoir ma vie ? Je me lève à 7 heures et demie, je déjeune à 8 et demie avec Hyacinthe ; à 10 je m'habille. Mathieu m'envoie chercher, ou je vais chez lui parler des affaires ; à midi je rends ou je fais quelques visites ; à trois heures, je vais me promener seul ; à cinq, je dîne avec mes jeunes gens ; à neuf, je me couche, s'il n'y a pas congrès chez M. de Mettternich. On ne voit ni princes, ni Empereurs. Chacun vit à part de son côté. Le roi de Naples, à qui j'ai eu l'honneur de faire ma

1. Blacas (?).

cour avant-hier, m'a raconté la dernière éruption du Vésuve. C'est la plus belle qu'il ait jamais vue. Toute la campagne était éclairée jusqu'à Gaëte. Encore passe : c'est quelque chose qu'un volcan. Je compte toujours être à Paris vers le milieu du mois prochain. Je passerai par Gênes que je ne connais pas, et, après cela, je renonce à tout voyage. J'en ai assez. [1]

850[a] 7 novembre [1822].

A la duchesse de Duras.

Vérone, ce 7 novembre.

On fait partir subitement un courrier sans m'en avertir ; on vient me dire que les chevaux sont déjà mis à la voiture. Je ne puis que vous dire que j'ai reçu hier par le courrier autrichien votre lettre du 31 octobre. Je trouverai moyen de faire connaître à Alexandre les belles choses que vous me dites de lui. Il faut finir. [2]

850[b] 11 novembre 1822.

A la duchesse de Duras.

Vérone, ce 11 novembre 1822.

Je vous écrirai demain une très longue lettre par le courrier français que nous expédierons avec des dépêches. Aujourd'hui je ne vous expédie qu'un petit mot par le courrier anglais qui m'a apporté hier votre lettre du 4.

Tous vos ragots sur Mme M[athieu de Montmorency] sont vrais,

1. Pailhès *La duchesse de Duras*, p. 222-3. — Collationné sur l'original autographe. — Archives de Chastellux.
2. Pailhès *La duchesse de Duras*, p. 223. — Collationné sur l'original autographe. Archives de Chastellux.

mais à moitié. Elle n'est venue qu'à Chambéry, où nous lui avons envoyé un courrier pour lui apprendre que le départ de son mari était différé. Mathieu ne quittera Vérone que le 18, et il est probable que le Congrès sera clos quinze jours après. Je compte donc être à Paris du 10 au 15 de décembre. Je vous parlerai à fond du Congrès dans ma grande lettre qui partira demain et qui vous arrivera peut-être aussitôt que ce billet. Reconnaissez-moi donc au moins la vertu de l'exactitude.

Hyacinthe est malade de toutes sortes de maux. Mais j'espère qu'il se guérira lui-même sans avoir recours aux médecins qui le tueraient peut-être ; tant ils s'entendent peu sur le remède à lui donner.

Henri se porte toujours bien. Nous avons tous été souffrants d'un mal peu agréable pour un Congrès. Nous sommes tous guéris : on attribue cela à l'eau du pays. Jugez toutes les plaisanteries que feront sur nous les libéraux.

[1] Le courrier anglais qui devait vous porter cette lettre n'est pas parti. Vous n'y gagneriez rien, et vous aurez tout à la fois.[2]

852[a] 13 novembre [1822].

A la duchesse de Duras.

Vérone, ce mercredi soir 13 novembre.

Un courrier de Rothschild qui part ce soir vous portera ces deux mots pour vous dire que Flavigny, arrivé ce matin, m'a apporté votre lettre. Je vous ai écrit hier par un courrier français une énorme lettre. Vous serez contente de moi. Pour Hyacinthe, il est très mal, et moi, je suis d'avis à présent qu'il faut le gué-

1. Post-scriptum, encadré, en tête de la première page.
2. Pailhès *La duchesse de Duras*, p. 223-4. — Collationné sur l'original autographe. — Archives de Chastellux.

rir malgré lui, puisqu'il ne veut pas se soigner lui-même. J'en ai écrit dans ce sens à Villèle qui s'y intéresse beaucoup, et qui, lui-même, voit que ce jeune homme est à moitié fou. Je n'ai que le temps juste de vous dire bonsoir et de fermer ce billet.[1]

1. Pailhès *La duchesse de Duras*, p. 223. — Collationné sur l'original autographe. — Archives de Chastellux.

MACON, PROTAT FRÈRES, IMPRIMEURS.

